

LE FIGARO HISTOIRE

DÉCEMBRE 2024-JANVIER 2025 - BIMESTRIEL - NUMÉRO 77



1948
ISRAËL
NAISSANCE D'UNE NATION

« Très beau
livre-album »

Challenges

JEAN-CHRISTOPHE BUISSON

1945

PERRIN



JEAN-CHRISTOPHE
BUISSON

1945

PERRIN



« Un ouvrage
foisonnant à
l'iconographie
riche et souvent
étonnante »

Historia.fr

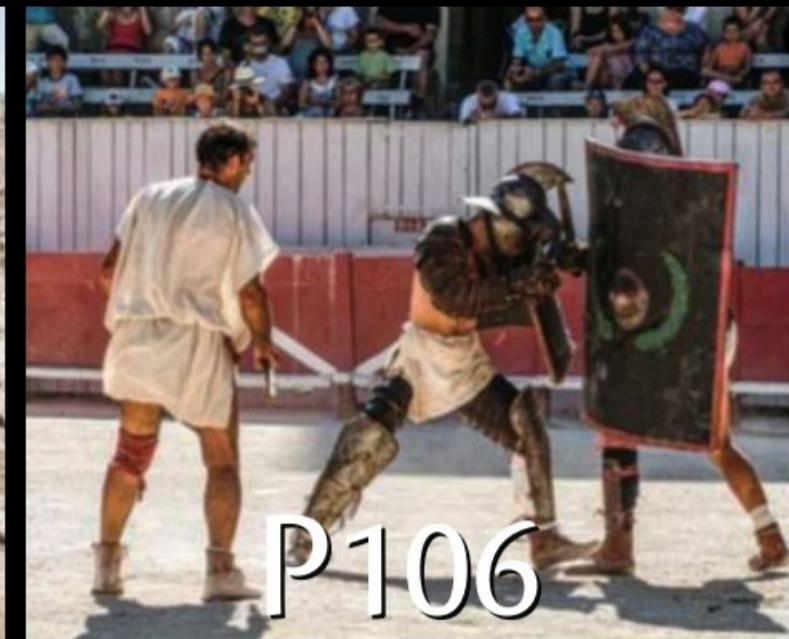
« C'était il y a quatre-vingts ans : un monde s'éteignait,
un autre naissait. Ce livre le dépeint avec talent.
Un ouvrage brillant. »

Le Figaro magazine

PERRIN



P8



AU SOMMAIRE

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

- 8. Hezbollah, le parti de l'étranger *Par Frédéric Pons*
- 14. L'Histoire à la loupe *Par Geoffroy Caillet*
- 16. Le sang de la conquête *Entretien avec Marcelo Gullo Omodeo, propos recueillis à Madrid par Isabelle Schmitz*
- 24. A livre ouvert *Par Alexandre Maral*
- 25. Côté livres
- 33. La suite dans les idées *Par Eugénie Bastié*
- 34. Expositions *Par Luc-Antoine Lenoir*
- 36. Télévision *Par Marie-Amélie Bocard*
- 38. Cinéma *Par Geoffroy Caillet*
- 41. A la table de l'histoire
Par Jean-Robert Pitte, de l'Institut

EN COUVERTURE

- 44. Une si longue absence *Par Georges Bensoussan*
- 54. La promesse de l'aube *Par Henry Laurens*
- 60. Naissance d'une nation *Par Charles Zorgbibe*

- 72. Ben Gourion, le prophète armé *Par Michel Abitbol*
- 78. L'Etat de guerre *Par David Elkaïm*
- 86. Le grand échiquier *Par Frédéric Pons*
- 94. Terre de feu *Par Luc-Antoine Lenoir*
- 98. Mémoire et identité
- 100. L'exode et le salut *Par Luc-Antoine Lenoir*

L'ESPRIT DES LIEUX

- 106. Dans Arles, où sont les gladiateurs
Par Luc-Antoine Lenoir
- 114. Sur la muraille de pierre
Par Marie-Laure Castelnau
- 118. Dans la prison de leurs chimères
Par Isabelle Schmitz
- 126. La France en scène *Par Sophie Humann*
- 130. Désagrégation française
Par Vincent Trémolet de Villers



Société du Figaro Siège social 23-25, rue de Provence, 75009 Paris.

Président **Charles Edelstenne**. Directeur général, directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

LE FIGARO HISTOIRE. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Directrice adjointe de la rédaction **Isabelle Schmitz**.

Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**. Enquêtes **Luc-Antoine Lenoir**, **Albane Piot**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**.

Secrétariat de rédaction **Caroline Lécharny-Maratray**. Rédactrice photo **Carole Brochart**. Editeur **Robert Mergui**.

Directrice de la fabrication **Emmanuelle Dauer**. Directrice de la production **Corinne Videau**.

LE FIGARO HISTOIRE. Commission paritaire : 0624 K 91376. ISSN : 2259-2733. Édité par la Société du Figaro.

ISBN : 978-2-8105-1054-2. Rédaction 23-25, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro**

Président-directeur général **Aurore Domont**. 23-25, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.

Imprimé en France par RotoFrance Impression, 25, rue de la Maison-Rouge, 77185 Lognes. Novembre 2024.

Origine du papier : Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier. **Abonnement un an** (6 numéros) : 45 € TTC, deux ans (12 numéros) : 80 € TTC. Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures.

CE NUMÉRO A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA COLLABORATION DE **PHILIPPE MAXENCE**, **VICTOIRE DE JAEGHERE**, **MARIE PELTIER**, **FRÉDÉRIC VALLOIRE**, **ÉRIC MENSION-RIGAU**, **STÉPHANE GUÉGAN**, **BÉRÉNICE LEVET**, **BLANDINE HUK**, SECRÉTAIRE DE RÉDACTION, **SOPHIE SUBERBÈRE**, RÉDACTRICE PHOTO, **ISABELLE JUIN**, RÉDACTRICE GRAPHISTE, **KEY GRAPHIC**, **PHOTOGRAVURE**, **SOPHIE TROTIN**, **FABRICATION**.

EN COUVERTURE : DES IMMIGRANTS JUIFS ARRIVENT À HAÏFA, EN MARS 1945. © PHOTO BY ZOLTAN KLUGER/GPO VIA GETTY IMAGES - © COLORISATION BY VICTORIA HEILSHORN, HISTORY STUDIOS, USA. EN HAUT, À GAUCHE : LE PORT DE BEYROUTH APRÈS LES EXPLOSIONS DU 4 AOÛT 2020.

© AFP. © AKG-IMAGES. © RÉMI BÉNALI.

LE FIGARO
HISTOIRE

RETROUVEZ LE FIGARO HISTOIRE SUR WWW.LEFIGARO.FR/HISTOIRE ET SUR



CONSEIL SCIENTIFIQUE. Président : **Jean Tulard**, de l'Institut. Membres : **Simone Bertié**, historienne, maître de conférences honoraire à l'université Bordeaux-Montaigne et à l'ENS Sèvres ; **Jean-Paul Bled**, professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université Paris-Sorbonne ; **Maurizio De Luca**, ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; **Alexandre Grandazzi**, historien et archéologue, professeur de langue et littérature latines à l'université Paris-Sorbonne ; **Barbara Jatta**, directrice des musées du Vatican ; **Thierry Lentz**, directeur de la Fondation Napoléon ; **Alexandre Maral**, conservateur général au Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon ; **Eric Mension-Rigau**, professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université Paris-Sorbonne ; **Arnold Nesselrath**, professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, ancien délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; **Dimitrios Pandermalis** (†), professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; **Jean-Christian Petitfils**, historien, docteur d'Etat en sciences politiques ; **Jean-Robert Pitte**, de l'Institut, ancien président de l'université Paris-Sorbonne ; **Giandomenico Romanelli**, professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; **Jean Sévillia**, journaliste et historien.



© LEA CRESPI/LE FIGARO MAGAZINE

COMMENT MEURT UNE DÉMOCRATIE

C'est le trou noir autour duquel gravitent désormais notre vie publique et nos institutions. La Démocratie est universellement présentée comme l'horizon indépassable de la pensée politique. Elle se définit comme le régime qui donne le pouvoir au peuple. Pour autant, le populisme est presque aussi unanimement désigné comme l'ennemi. Or, il consiste à faire droit aux volontés de ce peuple sans laisser les élites les brider, les contraindre pour juguler ce que les passions populaires auraient à leurs yeux de trop brut, de trop irréfléchi.

C'est peu dire que la réélection de Donald Trump n'a pas réjoui les progressistes. Elle a provoqué au contraire un traumatisme chez tous ceux qui redoutent que soit mis en œuvre son programme. Plébiscité par la plus forte majorité réunie par un candidat républicain depuis vingt ans, il ne leur en apparaît pas moins comme porteur d'une régression démocratique dans la mesure où il affiche l'intention de s'attaquer de front aux dogmes du wokisme, de pourfendre l'idéologie transgenre, de limiter sans états d'âme l'immigration, de remettre en question les acquis sociaux du féminisme.

En 2005, le rejet de la Constitution européenne par le peuple français avait provoqué un effroi analogue. Le référendum avait été dénoncé pour illégitime, parce que les tenants du « non » avaient cédé à un « *réflexe de peur* » ; parce que leurs motivations étaient « *contradictoires* » ; parce qu'ils s'étaient inscrits en faux contre l'évolution qui menait irrésistiblement l'Europe depuis un demi-siècle vers le fédéralisme, et l'humanité vers un monde débarrassé de ces nations qui avaient provoqué tant de malheurs et tant de guerres. Récusé par 54,67 % des électeurs, le traité à peine amendé avait été ratifié dès 2008 par un vote du Parlement. Contre la volonté d'un peuple irresponsable, les élites politiques avaient crânement repris la barre du gouvernail.

Les sondages relatifs, en France, à la politique migratoire révèlent un hiatus comparable. 67 % des Français pensent que « *nous ne pouvons pas accueillir plus de migrants car nos valeurs sont trop différentes et [que] cela pose des problèmes de cohabitation* ». 79 % souhaitent l'organisation d'un référendum sur la question (Ifop-Fiducial pour Sud Radio, 17 octobre 2024). 58 % estiment que l'immigration n'est pas une chance pour la France (CSA pour Europe 1, CNews, *Le JDD*, 2 octobre 2024). 84 % jugent qu'il faut emprisonner de manière systématique les étrangers sous obligation de quitter le territoire (OQTF) auteurs de crimes ou de délits avant leur expulsion (CSA pour Europe 1, CNews, *Le JDD*, 10 et 11 octobre 2024). Ce consensus est ancien. Il s'exprime de sondage en sondage avec des scores que n'atteint aucun parti, aucun candidat, aucun programme. Trente-deux lois sur l'immigration ne s'en sont pas moins succédé depuis 1980 (une tous les dix-sept mois) sans enrayer le phénomène, faute d'avoir jamais pris le problème à bras-le-corps : parce que les solutions plébiscitées par l'opinion ont invariablement fait l'objet d'un tir de barrage des médias du service public, des autorités morales (l'épiscopat, les loges, les associations humanitaires, le bas clergé des intellectuels) et des institutions (le Conseil d'Etat, le Conseil constitutionnel, la Cour de cassation, le Défenseur des droits). Interrogé le 27 novembre 2023 à l'Académie des sciences morales et politiques sur le rôle que pourrait jouer sa juridiction dans l'organisation d'un référendum sur l'immigration, le président du Conseil constitutionnel, Laurent Fabius, avait assuré qu'elle saurait éviter les débordements de la volonté populaire en exerçant son contrôle sur la formulation de la question.

Ainsi va la démocratie occidentale : la souveraineté du peuple n'y est plus considérée comme entière. Elle est, aux yeux de ceux qui y exercent les responsabilités les plus éminentes, limitée par ce qu'ils appellent « l'Etat de droit ».

La proposition n'a pas, en soi, de caractère choquant. L'Etat de droit a pour lui la plus ancienne tradition. Il consiste en ceci que le pouvoir ne doit pas se laisser guider par une volonté arbitraire. Qu'il doit lui-même respecter les lois. Au cœur de l'Antiquité tardive, à Ravenne, l'impératrice Galla Placidia avait proclamé elle-même dans une nouvelle rédigée en 429 au nom de son fils Valentinien III : « *C'est un propos digne de la majesté de celui qui règne de s'avouer obligé par la loi : car notre autorité elle-même dépend de celle du droit. Et le fait que le prince se soumette aux lois est plus respectable que l'imperium même.* »

Cette exigence s'étendait traditionnellement au législateur lui-même. Une procédure (*la graphè paranomon*) prévoyait à Athènes au Ve siècle av. J.-C. de poursuivre quiconque aurait soumis au peuple une proposition illégale : décret allant à l'encontre d'une loi, projet de loi contraire à l'esprit des institutions, aux lois immémoriales, divines ou naturelles pour bouleverser l'ordre social. Aristote enseignait qu'il y avait une « loi naturelle » déductible des fins de la nature humaine et reflet de l'ordre du cosmos, connaissable par la raison et grâce au sens de la justice dont tous les hommes ont spontanément la divination. Cicéron estimerait dans son *De legibus* que les lois humaines ne devaient être que la mise en œuvre ici et maintenant de ses dispositions, qui s'imposaient par nature à tout le genre humain. Saint Thomas d'Aquin avait théorisé, au XIII^e siècle, la subordination des lois humaines à celles qui se font entendre dans la conscience et qui « *se proposent la conservation et l'épanouissement de la nature humaine, tant de la personne que de l'espèce* ». Théoricien de la souveraineté royale, Jean Bodin avait reconnu lui-même au XVI^e siècle qu'il n'était pas permis aux princes de la terre de contrevenir aux « *lois divines et naturelles* ». L'Eglise s'en était faite le porte-parole et le garant.

Les Lumières et la Révolution française ont cependant balayé tout cela. Proclamant que la loi était « *l'expression de la volonté générale* », la Déclaration des droits de l'Homme a soudain récusé l'idée qu'on puisse y faire obstacle au nom de principes qui n'auraient pas reçu l'aval du peuple souverain. « *C'est à la volonté générale que l'individu doit s'adresser pour savoir jusqu'où il doit être homme, citoyen, sujet, père, enfant, et quand il lui convient de vivre ou de mourir* », avait statué Diderot dans l'*Encyclopédie*. « *La volonté nationale (...) n'a besoin que de sa réalité pour être toujours légale*, avait renchéri Sieyès dans *Qu'est-ce que le tiers état, elle est l'origine de toute légalité. (...) De quelque manière qu'une nation veuille, il suffit qu'elle veuille; toutes les formes sont bonnes, et sa volonté est toujours la loi suprême.* »

Considérée comme le paravent de la loi religieuse des chrétiens, la loi naturelle avait dès lors été bannie des sources du droit. C'est son abjuration qui a permis au XX^e siècle l'adoption de lois sociétales qui, de l'avortement au mariage pour tous, en attendant l'euthanasie ou la gestation pour autrui, ont pris le contrepied de la morale traditionnelle en invoquant le consensus dont ces réformes bénéficiaient dans l'opinion.

Avec l'apparition du « populisme » (entendu comme l'adhésion d'une partie notable de l'électorat – singulièrement dans les classes populaires – à une remise en question des idéaux du progressisme), la démocratie moderne s'est retrouvée confrontée à une contradiction. La majorité, soudain, a perdu, aux yeux de ses élites, son caractère irrécusable. Elle

cessait d'être l'onction qui justifiait les conquêtes sociétales pour devenir un obstacle embarrassant. C'est au nom de la liberté et de l'égalité des hommes qu'avait été instituée la souveraineté populaire, rejetée toute règle transcendante prétendant limiter l'autodétermination de chacun, revendiqué pour le citoyen le droit de présider (directement ou indirectement) à l'élaboration de la loi. Mais que faire lorsque le peuple manifeste des aspirations qui, parce qu'elles relèvent de l'attachement à l'ordre ancien, aux communautés naturelles telles que la famille traditionnelle ou la nation, à une morale qui ne tient pas les êtres pour des monades appelées à se définir elles-mêmes, à décider de leur nationalité, de leur genre, de leur sexe sans se sentir liées par le moindre « donné », la moindre appartenance, apparaissent comme dangereusement réactionnaires ? Au nom de quel principe combattre les errements de la majorité, quand avait été décrété que tout pouvoir devait procéder d'elle ?

La constitutionnalisation de la Déclaration des droits de l'Homme par le Conseil constitutionnel (acquise à l'occasion d'une décision de 1971 relative au droit des associations) a permis au personnel dirigeant de surmonter la contradiction. Parce qu'elle a conduit peu à peu les juges à faire de l'idéologie libérale qui la sous-tend l'*ultima ratio* en fonction de laquelle devaient être jaugés les lois, les programmes politiques, les revendications sociétales : puisque les hommes naissaient « *libres et égaux* » et titulaires de droits illimités, que la société avait pour mission première de préserver et de transmettre, et d'où procédait la souveraineté du peuple elle-même, tout ce qui viendrait en entraver l'exercice, refuser l'extension, pouvait être tenu pour contraire à « l'Etat de droit ». Ainsi s'est imposé le « droit naturel moderne » (le paradoxe étant qu'il ne ressemble guère à l'ancienne loi naturelle ; qu'il en prend souvent le contrepied), qui limite désormais l'expression de la souveraineté populaire en lui interdisant, au nom de la démocratie même, ce qui ferait obstacle à l'épiphanie de l'individualisme et de la désaffiliation, assimilés à la Justice et à l'idée du Bien. Même lorsque ces obstacles sont justifiés par la nécessité de défendre la société, de la préserver dans ses composantes (la famille, la nation), dans son être (le peuple français). Même quand ils sont désirés par l'immense majorité des électeurs.

C'est à cette révolution fondatrice de la démocratie contemporaine (ce « *coup d'Etat de droit* », selon l'heureuse expression de Laurent Wauquiez) que Marcel Gauchet vient de consacrer *Le Nœud démocratique*, un essai dont on ne saurait sous-estimer l'importance, tant il place sous une lumière éclatante les non-dits où se joue la crise de nos régimes, les impasses dans lesquelles paraissent enfermées les démocraties au XXI^e siècle. Philosophe, historien des idées, Marcel Gauchet s'est imposé depuis vingt ans comme le plus pénétrant des historiens de la démocratie et de l'idée totalitaire, en même temps que comme le plus fin des analystes critiques de la philosophie des droits de l'homme. En 250 pages écrites dans une langue technique au point de sembler parfois cryptée, mais rendues lumineuses par la radicalité avec laquelle il explore les mécanismes de la vie sociale, la rigueur avec laquelle il réfute les explications superficielles, dissipe les apparences pour faire rendre raison à nos raisons, il montre que cette mutation procède en réalité de causes profondes. Après d'autres (Chantal Delsol, Emmanuel Todd, Mathieu Bock-Côté), il souligne que le populisme dont s'effraie le « commentariat » n'est au fond que la réaction instinctive des peuples à une mondialisation qui entend répandre la prospérité par la libération des échanges des

personnes et des biens, mais en faisant le sacrifice des nations, et donc sans prendre en compte les conséquences identitaires d'un brassage de peuples qui se traduit aussi, parce que l'homme ne se nourrit pas seulement de pain, par une dépossession de leur cadre de vie, de leurs mœurs, de leur patrimoine historique et culturel, qui leur paraît d'autant plus cruelle qu'elle se pare des promesses de l'émancipation.

Mais le plus original de la démarche de Marcel Gauchet tient à ce qu'il discerne, dans la crise que traverse la démocratie, le révélateur d'une « *révolution silencieuse* » passée inaperçue : celle qu'a suscitée en Occident la « *sortie de la religion* ». Nos sociétés ne cessent de célébrer une laïcité en quoi elles voient la clé de voûte du « *vivre-ensemble* ». Elles oublient que depuis le néolithique, toutes les sociétés humaines sont nées, d'abord, d'une unité religieuse qui permettait à leurs membres de bénéficier d'un accord minimal sur la définition du Bien dont le pouvoir était l'interprète. La laïcisation de l'Etat moderne depuis la Renaissance, la Révolution française, la séparation de l'Eglise et de l'Etat a progressivement remis en cause cette situation, sans provoquer d'abord une rupture totale. En dépit des violences qui ont caractérisé les moments de crise (guerres de Religion, Terreur révolutionnaire, expulsion des congrégations et flambée antireligieuse du début du XX^e siècle), les présupposés moraux de la civilisation chrétienne ont longtemps survécu à l'abandon de la pratique religieuse : les hussards noirs ont diffusé la morale catholique alors même qu'ils s'étaient donné pour mission de combattre le cléricalisme et la superstition. On avait cessé d'admettre qu'une règle transcendante puisse s'imposer à nos manières de vivre sans recevoir l'aval de nos consentements ; on les conservait cependant d'un commun accord, par tacite reconduction. Avec elles, avait souterrainement survécu l'essentiel de la loi naturelle. Or, les derniers effluves de la société chrétienne se sont dissipés depuis les années 1960, à la faveur de l'avènement de la société de consommation, et cette évolution a eu sur l'Occident un effet dissolvant : rompant le lien avec le passé autant que répudiant toute communauté de vues entre contemporains, elle a suscité l'apparition d'un individualisme radical qui se considère comme l'aboutissement ultime de la démocratie, et ne reconnaît plus la moindre légitimité aux autorités, aux communautés, aux institutions, aux traditions, aux héritages qui imposeraient des obligations sans recueillir d'abord le consentement de chacun. Dans ce contexte, souligne Marcel Gauchet, les procédures mises en place pour garantir les libertés individuelles contre les abus toujours possibles de l'Etat se sont transformées, entre les mains d'une oligarchie gardienne des principes fondateurs du régime, en machines de guerre contre toute autorité politique ou sociale, tout conservatisme sociétal, toute invocation de devoirs ou de priviléges liés à une appartenance, toute limite apportée à la dilatation indéfinie des droits de l'individu-roi. Elles sont devenues, par là, l'instrument de la liquidation de la société, de la nation et de l'Etat.

Marcel Gauchet n'offre pas à cette perspective de contre-propositions faciles et rassurantes. Après avoir consacré dix années de sa vie à l'histoire de *L'Avènement de la démocratie*, il aura eu l'immense mérite de nous montrer que c'est au nom de la démocratie que s'opère aujourd'hui sa propre destruction.

• *Le Nœud démocratique. Aux origines de la crise néolibérale*, de Marcel Gauchet, Gallimard, « *Bibliothèque des sciences humaines* », 256 pages, 20 €.

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

© DIEGO IBARRA SANCHEZ/NYT-REDUX-REA. © JOSÉ LUIS LOPEZ LINARES. PHOTO AIDAN MONAGHAN © 2024 PAR. PICS. © GRANDPALAISRMN (CHÂTEAU DE PAU)/HERVÉ LEWANDOWSKI/SP.

8

HEZBOLLAH, LE PARTI DE L'ÉTRANGER

DEPUIS LA RÉVOLUTION IRANIENNE DE 1979 ET LE RÉVEIL CHIITE, CE MOUVEMENT POLITICO-RELIGIEUX AVAIT PROGRESSIVEMENT PRIS LE CONTRÔLE DU LIBAN, GRÂCE À L'ARGENT IRANIEN ET AU RECOURS AU TERRORISME. ISRAËL EN A ENTREPRIS LA LIQUIDATION.

16

LE SANG DE LA CONQUÊTE

LA COLONISATION

DE L'AMÉRIQUE LATINE PAR L'ESPAGNE FUT-ELLE AUSSI SANGLANTE QUE LE PRÉTEND LA LÉGENDE NOIRE ? ENTRETIEN AVEC MARCELO GULLO OMODEO, POLITOLOGUE ICONOCLASTE ET AUTEUR D'UNE TRILOGIE QUI REMPORTE EN ESPAGNE UN SUCCÈS RETENTISSANT.





38 AU NOM DU PÈRE

AVEC *GLADIATOR II*, RIDLEY SCOTT DONNE UNE SUITE SPECTACULAIRE À SON FILM SORTI EN 2000, JOUANT LA CARTE DE LA FILIATION TOUS AZIMUTS, ENTRE FILS CACHÉ, COMPLOTS AU SOMMET DU POUVOIR ET TOUJOURS PLUS DE VIOLENCE DANS L'ARÈNE.

ET AUSSI
CETTE ANNÉE-LÀ
LE THÉÂTRE DU POUVOIR
CÔTÉ LIVRES
EST-CE AINSI QUE
LES NATIONS MEURENT ?
EXPOSITIONS
BLITZ ET BROUILLARD
À L'AMÉRICAINE
OU À L'ARMORICAINE ?

MICRO-BOMBES Page de gauche, en haut: à Beyrouth, des partisans du Hezbollah portent le cercueil de l'un de ses membres, tué lors de la seconde vague d'explosions de bipeurs et de talkies-walkies, piégés par les services secrets israéliens, en septembre 2024. Ci-contre : *Henri IV*, par Barthélemy Prieur, XVI^e siècle (Pau, Musée national du Château), présenté à l'exposition « A cheval » au musée de la Renaissance d'Écouen.



À L'AFFICHE

Par Frédéric Pons

Hezbollah, le Parti de l'étranger

Israël a profité du contexte créé par sa guerre totale à Gaza pour sécuriser sa frontière nord en attaquant le Hezbollah. Au service exclusif de l'Iran, et voué à la destruction de l'Etat hébreu, ce parti islamiste contrôlait le sud du Liban avec l'une des plus puissantes milices armées du monde.

Septembre et octobre noirs ! En deux mois, le Hezbollah a subi les coups les plus dévastateurs de son histoire. Son appareil militaire a été durement dégradé par une intense campagne israélienne de bombardements, aussi puissante que remarquablement ciblée. Son chef, Hassan Nasrallah, a été pulvérisé dans son quartier général souterrain de Beyrouth, le 27 septembre, après plus de trente ans de traque par le Mossad. Une partie de son état-major a été décimé à coups de frappes répétées, dans ses fiefs de la banlieue sud de Beyrouth, de Baalbek et du Sud-Liban.

Israël avait préparé cette campagne méthodique d'attrition par un long travail de renseignement et d'infiltration, destiné à cartographier l'organigramme opérationnel du Hezbollah et ses caches d'armes au Liban. Le coup d'envoi de cette vaste opération de destruction remonte aux 17 et 18 septembre 2024 avec les explosions, quasi simultanées, de quelque 5 000 bipeurs et talkies-walkies utilisés par les cadres du Hezbollah (une cinquantaine de morts et plus de 3 000 blessés). Les appareils avaient été piégés lors de leur fabrication par une société hongroise travaillant sous licence d'une entreprise taïwanaise. Il s'agissait en réalité d'une société écran créée par le Mossad en Hongrie. Cette opération israélienne restera dans les annales de la guerre



PIÉGÉS Le 17 septembre 2024, l'explosion simultanée de bipeurs utilisés par les cadres du Hezbollah (ci-dessus, capture d'écran d'une vidéo dans un supermarché à Beyrouth) était le fruit d'une opération du Mossad. Dix jours plus tard, Hassan Nasrallah était tué dans son QG de Beyrouth par une frappe israélienne (page de droite, hommage à la télévision).

de l'ombre, par son audace, sa durée dans le temps et son efficacité. En semant le chaos dans le commandement et les liaisons du Hezbollah, Israël a ainsi accru l'efficacité de ses raids aériens et terrestres contre les bastions du Hezbollah.

Dès le début de la guerre contre le Hamas à Gaza (octobre 2023), Israël avait mis en garde la milice libanaise contre toute action visant son territoire. Obligé de manifester son soutien au Hamas, le Hezbollah s'était pourtant engagé dans ce conflit, en assurant un « service minimum » : des tirs

intermittents sur le territoire israélien, sans vraie conséquence militaire, mais suffisants pour faire évacuer les villages et les kibbutz du nord de la Galilée. Quelque 63 000 Israéliens ont dû ainsi être déplacés vers le sud. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant, son ministre de la Défense, avaient alors défini un nouveau but de guerre, après la destruction du Hamas et la libération des otages kidnappés le 7 octobre 2023 : la défense de la frontière avec le Liban. Deux facteurs ont encouragé Israël à tenter ce pari risqué d'un nouveau conflit

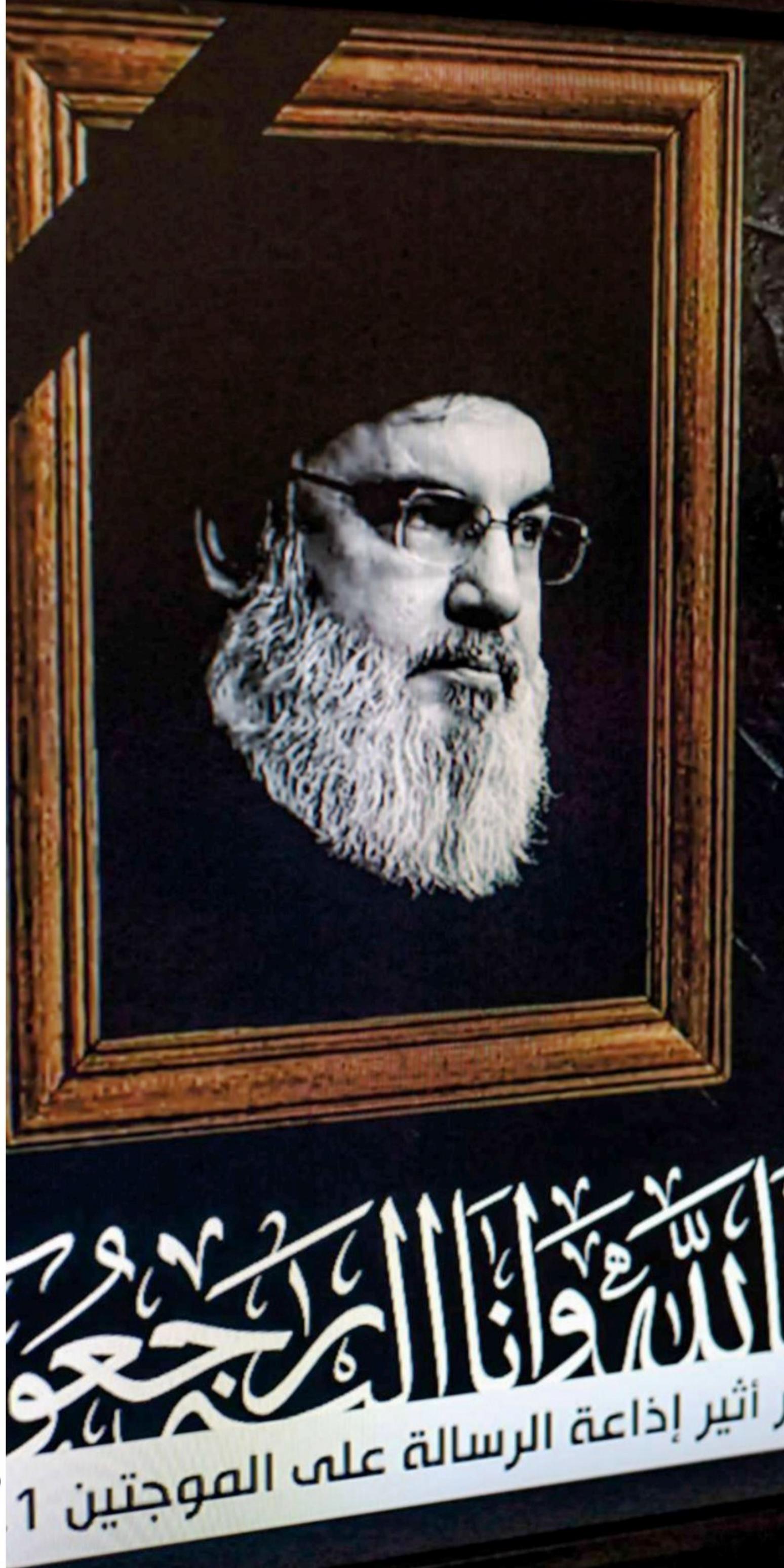
sur son front nord, alors que se poursuivaient les opérations à Gaza : la relative retenue militaire du Hezbollah et de l'Iran, et le soutien tacite des Etats-Unis, dont les deux candidats à la Maison-Blanche avaient clairement proclamé leur soutien à Israël. M. Netanyahu a donc jugé le moment favorable pour écarter – sinon détruire définitivement – cette menace et repousser le Hezbollah à une trentaine de kilomètres au nord de la frontière israélienne.

UN DANGER PERMANENT

A la fois parti politique et milice surarmée, le Hezbollah (« Parti d'Allah ») était devenu, au fil des ans, le mouvement politico-militaire le plus puissant du monde, l'ennemi le plus proche de l'Etat hébreu, plus dangereux que le Hamas palestinien. Son implantation politique et territoriale au Liban, sa force militaire et son aguerrissement dans la guerre en Syrie, le soutien massif et constant de l'Iran, ont fait de lui un acteur majeur au Proche-Orient. Classé « organisation terroriste étrangère » par les Etats-Unis depuis 1997 – depuis 2013 par l'Union européenne, pour sa seule branche armée –, le Hezbollah représente un danger permanent pour Israël : son idéologie islamiste promeut la destruction de l'Etat hébreu et ses milliers de missiles et de roquettes couvrent la quasi-totalité du territoire israélien. Les stratégies d'Israël présentent le Hezbollah libanais comme l'avant-garde occidentale de la République islamique d'Iran, vouée à la défense du régime des mollahs, en Syrie et en Méditerranée orientale, à la charnière des mondes arabe, juif et turc. La milice chiite Houthi du Yémen, l'autre « proxy » (agent supplétif aux ordres d'un acteur plus lointain) de l'Iran, exerce une menace équivalente sur le trafic maritime en mer Rouge.

Le destin du Hezbollah est intimement lié au khomeynisme iranien, cette idéologie islamique fondamentaliste qui structure la théocratie chiite en Iran depuis la chute du shah en 1979. Dès cette époque, les « fous de Dieu » libanais adoptent cette doctrine qui promeut une application stricte de la charia (la loi islamique). Ils reconnaissent l'autorité absolue du guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, dont l'autorité ne souffre aucune

© BALKIS PRESS/ABACA. © SEGOLENE RAGU/MIDDLE EAST IMAGES VIA AFP.





GUIDE SUPRÈME

Ci-contre : l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique d'Iran depuis 1989. Il est le véritable maître politique et militaire du Hezbollah. En bas : un soldat français tenant la main d'un survivant dans les ruines de l'immeuble Drakkar à Beyrouth-Ouest, le 23 octobre 1983. Page de droite : en réponse aux tirs de roquettes du Hezbollah, l'armée israélienne a intensifié ses frappes au Liban : les 23 et 24 septembre 2024, plus de 1 600 positions du Hezbollah ont ainsi été ciblées faisant plus de 550 morts.

contestation. Ce religieux en turban noir, signe rappelant sa filiation directe avec le prophète Mahomet, est le véritable maître politique et militaire du Hezbollah. S'il arrivait à prendre le pouvoir à Beyrouth, le Liban deviendrait instantanément un vassal de l'Iran. Israël le sait. Sa guerre actuelle est donc un conflit indirect mais existentiel avec le régime iranien, son ennemi prioritaire depuis quarante-cinq ans.

La matrice idéologique et sociologique du Hezbollah est la révolution islamique iranienne de 1979. Cet événement majeur conduisit au « réveil » politique des populations chiites du Proche-Orient (principalement en Irak, au Liban, au Yémen). L'électrochoc fut particulièrement fort au pays du Cèdre, où les chiites représentaient déjà près de 25 % de la population (30 % sans doute aujourd'hui, grâce à une forte dynamique démographique). Jusqu'aux années 1980, les chiites libanais étaient une minorité méprisée par ceux qui se partageaient le pouvoir et les affaires – les chrétiens et les sunnites –, « oubliée » par l'Etat et son administration, notamment dans ses territoires de forte implantation : le sud du pays, entre Tyr et la frontière israélienne ; la plaine de la Bekaa (autour de Baalbek) ; les banlieues miséreuses du sud de Beyrouth, coincées entre l'aéroport international et le centre-ville. Les chiites se nommaient eux-mêmes « les déshérités ». Ils n'étaient représentés à Beyrouth que par de grandes familles féodales, à travers un système clanique et semi-mafieux symbolisé par le richissime Nabih Berri, 86 ans aujourd'hui, le chef du parti Amal (« Espoir »),

président inamovible du Parlement libanais depuis trente-deux ans.

Le réveil chiite de 1979, couplé au départ forcé des *fedayin* palestiniens de Yasser Arafat, chassés en septembre 1982 par les Israéliens au terme de l'opération « Paix en Galilée », a changé la donne. Aidée par l'Iran, alors en pleine guerre contre l'Irak de Saddam Hussein, la jeune génération chiite a secoué la tutelle de ses aînés, jugés corrompus et timorés. Encouragée par l'Iran khomeyniste, elle a adopté un programme islamiste populiste, fondé sur un retour strict à la religion, l'alignement total sur l'Iran et l'encadrement méthodique de la population chiite.

Le Hezbollah va naître dans la nébuleuse islamiste chiite qui embrase le Liban au début des années 1980. Ses premières cibles sont Israël, bien sûr, les Occidentaux alliés de Saddam Hussein, l'Etat libanais, réputé trop proche du monde occidental et chrétien, les monarchies arabes sunnites. Ces « fous de Dieu » vont chercher à prendre le contrôle du Liban en chassant ceux qui tentent de l'aider. Le terrorisme est leur arme de prédilection. Entre 1982 et 1988, une série de prises d'otages (diplomates, journalistes, chercheurs occidentaux) et d'attentats contre les intérêts américains et français ensanglantent le Liban. Leurs coups les plus meurtriers frappent la Force multinationale de sécurité de Beyrouth (FMSB), le 23 octobre 1983 : 241 Marines américains sont tués sur l'aéroport de Beyrouth ; 58 parcs français meurent dans l'explosion de leur poste Drakkar. Humiliée, la FMSB abandonnera

le Liban au début de 1984, laissant le champ libre aux islamistes libanais et à leurs parents, l'Iran et la Syrie.

Les premiers chefs du Hezbollah ont fait leurs armes à cette époque. Certains seront ensuite tués, dans une campagne d'élimination systématique menée par Israël, les Etats-Unis et la France. Parmi eux, le redoutable Imad Moughnieh, mort à 45 ans dans l'explosion de sa voiture à Damas, le 12 février 2008. Sous son pseudonyme de guerre « Hajj Radwan » – devenu le nom de la force d'élite du Hezbollah –, Moughnieh avait coordonné des dizaines d'attentats, dont ceux d'octobre 1983, des détournements d'avion et des enlèvements, dont celui du sociologue français Michel Seurat, mort pendant sa détention à Beyrouth, en mars 1986. Son dernier fait d'armes fut le commandement du Hezbollah face à Tsahal, lors de la guerre de l'été 2006.

LE RELAIS D'INFLUENCE DE L'IRAN

Ces années de sang ont vu s'imposer une autre figure des radicaux chiites libanais : Hassan Nasrallah, né en août 1960 dans le quartier populaire de Bourj Hammoud, une banlieue majoritairement arménienne de l'est de Beyrouth. Nasrallah vit sa jeunesse dans ce secteur où cohabitaient des chrétiens et des musulmans, jusqu'au déclenchement de la guerre civile libanaise, en avril 1975. A l'école publique, il apprend à connaître les codes, les références des maronites qui l'entourent. C'est sa force. Elle lui



permettra, plus tard, de comprendre et de s'entendre avec une partie de la communauté chrétienne, les partisans du général Michel Aoun, devenu président en 2016 grâce aux voix de la communauté chiite.

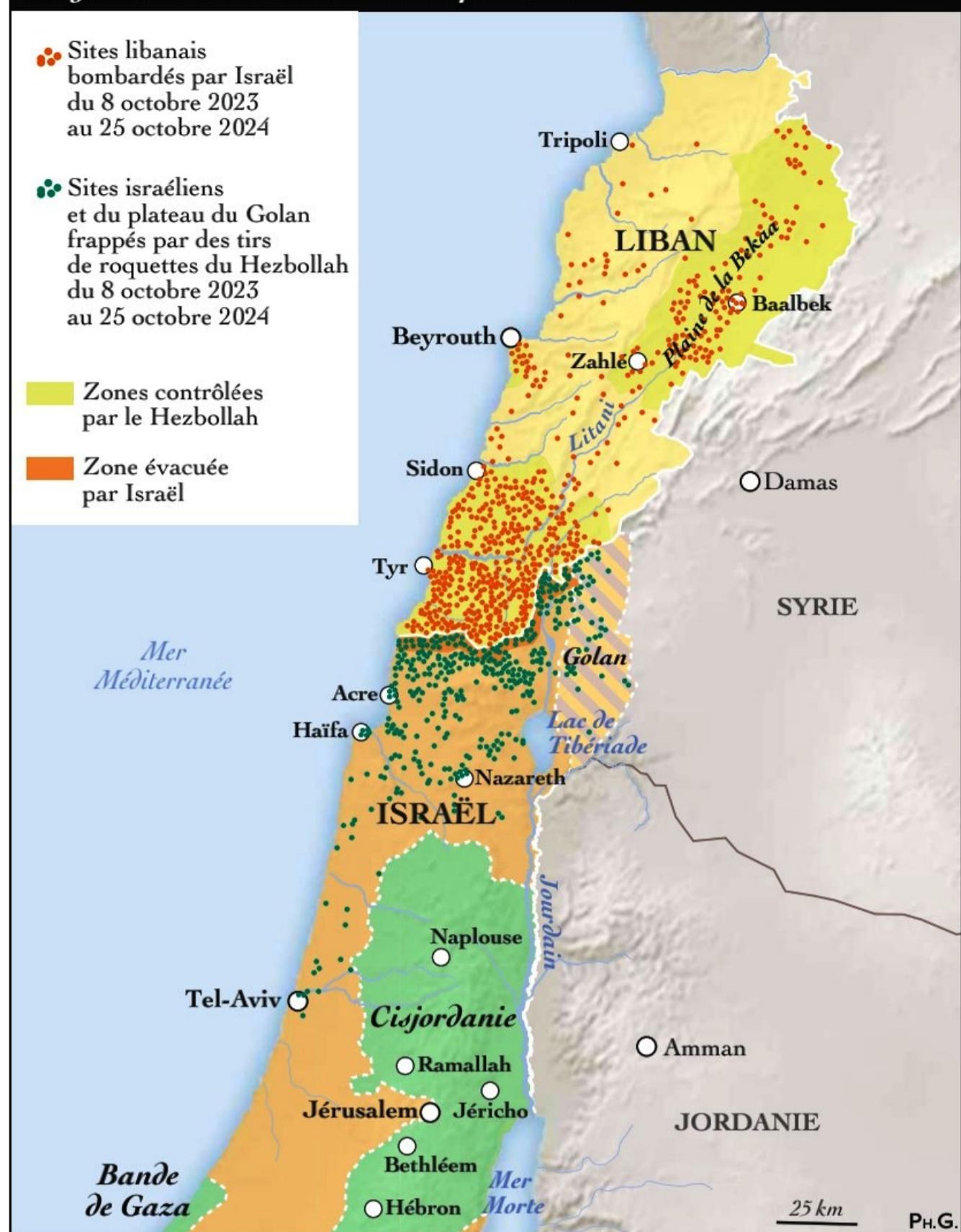
Au début de la guerre, la famille Nasrallah quitte Beyrouth et se réfugie près de Tyr, dans le fief chiite du Sud-Liban. La politique et la religion passionnent le jeune homme, qui milite d'abord au sein du parti Amal. Repéré par le clergé chiite libanais inféodé aux mollahs iraniens, il est envoyé à Nadjaf (Irak) pour étudier la théologie. Il y bâtit son réseau et sa réputation de jeune chef charismatique. Revenu au Liban, il s'installe dans la Bekaa, et fonde le Hezbollah en 1982, sur une ligne radicale, 100 % pro-iranienne.

Envoyé en Iran en 1989 pour compléter sa formation politico-religieuse dans la « ville sainte » de Qom, l'un des principaux foyers de recrutement des gardiens de la révolution, il devient de fait un agent iranien. Les services de Téhéran l'aident à s'emparer du Hezbollah, après la mort de son prédécesseur et ami, Abbas Moussaoui, pulvérisé par un missile israélien en février 1992. Relais d'influence de l'Iran au Proche-Orient, Nasrallah est aussi habile en politique qu'intransigeant en matière religieuse. Ce jeune mollah barbu devient le secrétaire général du Hezbollah en février 1992, poste qu'il occupera jusqu'à sa mort, le 27 septembre 2024, enseveli dans son quartier général de Beyrouth.

Dès sa prise de contrôle, l'argent et les armes affluent d'Iran, en toute légalité. L'accord qui a mis fin à la guerre civile libanaise en 1990 a en effet autorisé le « Parti d'Allah » à conserver son arsenal, au nom de « la résistance à Israël ». Le Hezbollah devient ainsi la seule et dernière milice armée au Liban, alors que les sunnites et les chrétiens ont dû accepter leur désarmement. Son talent d'organisateur et de chef religieux, ses armes et le poids démographique de sa communauté vont faire de lui, pendant trente-deux ans, l'un des plus puissants dirigeants du Liban, l'un des plus redoutables ennemis d'Israël, sans doute davantage que les chefs du Hamas, eux aussi éliminés au fil des années. Dans l'imagination des Israéliens, il avait remplacé le Palestinien Yasser Arafat (1929-2004),

La guerre Israël-Hezbollah depuis 2023

- Sites libanais bombardés par Israël du 8 octobre 2023 au 25 octobre 2024
- Sites israéliens et du plateau du Golan frappés par des tirs de roquettes du Hezbollah du 8 octobre 2023 au 25 octobre 2024
- Zones contrôlées par le Hezbollah
- Zone évacuée par Israël



longtemps « ennemi public numéro 1 », au moins jusqu'au milieu des années 1980. Nasrallah se savait traqué en permanence. Père de cinq enfants, dont le fils aîné fut tué en septembre 1997 au cours d'une opération contre les forces israéliennes au Sud-Liban, il vivait dans la clandestinité, ne communiquant que par messager.

Dès son manifeste de 1985, le Hezbollah a fixé son corps de doctrine. Il n'en a plus changé. Le parti appelle à l'expulsion des puissances occidentales du Proche-Orient. Il revendique son allégeance totale à la République islamique d'Iran et réclame la destruction, « sans compromis possible », de l'Etat hébreu : « *Notre lutte ne prendra fin que lorsque cette entité, Israël, sera éliminée* », proclame sa charte dont s'est inspiré le Hamas. Le Hezbollah précise que son champ d'action ne se limite pas à l'Orient. Il estime légitime de frapper « *l'ennemi sioniste* » et ses alliés partout dans le monde. Il a sévi en France en 1985 et 1986. On lui doit l'explosion de la rue

de Rennes (7 morts), le 17 septembre 1986. On lui attribue aussi l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri, le 14 février 2005, et toute une série d'attentats meurtriers dans les pays du Golfe, en Turquie, en Argentine, en Inde, en Bulgarie...

Sa réputation de mouvement de « *résistance arabe à Israël* » naît en 2000, lorsqu'il pousse les Israéliens à se retirer du Liban, au terme de dix-huit ans de harcèlement meurtrier. Bien structurée et bien armée, professionnalisée avec l'aide des gardiens de la révolution iraniens, la milice n'a jamais cessé de monter des attaques audacieuses et souvent efficaces contre le territoire israélien. Son impressionnant potentiel militaire est révélé au monde lors de la guerre ouverte de juillet 2006. A l'époque, ses combattants surent tenir tête à Tsahal, lui portant des coups sévères. Israël fut contraint de se replier, sans avoir réussi à terrasser son ennemi. Depuis 2006, la milice n'avait pas cessé de renforcer son réseau de





ENNEMIS JURÉS Ci-dessus : un soldat de Tsahal inspectant le réseau de tunnels du Hezbollah construit sous le village chiite de Rab El Thalathine, au Sud-Liban, à 2,5 km de la frontière avec Israël. En bas : une Téhéranaise passant devant une bannière montrant des missiles lancés depuis l'Iran. Dans la nuit du 13 au 14 avril 2024, la République islamique a lancé depuis son territoire une attaque de 300 drones et missiles contre Israël en réponse à la frappe mortelle, le 1^{er} avril, sur le consulat iranien à Damas, qu'il lui impute. Page de droite : deux combattants du Hezbollah s'entraînant, en 2000, sur l'un de leurs sites au Sud-Liban, au maniement d'un lance-roquettes Katioucha.

caches, de souterrains, de dépôts d'armes, aménagé entre le Sud-Liban et la Bekaa.

Le Hezbollah est aussi un parti politique représenté au Parlement libanais : en 2022, il obtenait 13 sièges de députés (sur 128). Depuis juillet 2005, il a participé à tous les gouvernements successifs du Liban, avec, en moyenne, deux à trois portefeuilles ministériels. Il a été l'arbitre des divisions au sein du camp chrétien, « faiseur de roi » en soutenant Michel Aoun à la présidence de la République. Au-delà de sa puissance militaire, jusqu'à ces derniers temps, il a tiré sa force de sa popularité, au moins dans la population chiite.

Grâce à son réseau de militants et à l'argent déversé par l'Iran (environ 700 millions de dollars par an), le Hezbollah a remplacer l'Etat libanais partout où il était défaillant. Du berceau au cimetière, le parti-milice organise et encadre la vie de ses coreligionnaires. Au Sud-Liban et dans la Bekaa, la quasi-totalité des crèches et des garderies, des pharmacies et des centres de soins, des stades et des salles de sport, sont gérés par son service social. Il possède des hôpitaux, des centres de recherche agricole, des sociétés de transport. Créée en juin 1991, sa chaîne de télévision, Al-Manar (« Le Phare »), émet par satellite et sur les réseaux hertziens, en arabe, en français et en anglais. Elle diffuse des vidéos saisissantes sur les actions de ses commandos.

Le Hezbollah contrôle bon nombre d'associations culturelles et caritatives. Leurs membres sont les yeux et les oreilles de la milice, de la plaine de la Bekaa aux collines qui dominent la Galilée, en passant par les quartiers sud de la capitale, le port et l'aéroport international de Beyrouth, sous son

contrôle. Aux jeunes désœuvrés, le parti propose une formation civique et militaire élémentaire. Les recruteurs y détectent les militants les plus déterminés. Ils sont ensuite enrôlés, bénéficiant de soldes supérieures à celles de l'armée nationale libanaise.

Ces jeunes savent qu'en cas de décès en service, « sur la route de Jérusalem » comme le dit la propagande officielle, ils deviendront des *chahids* (martyrs). Outre le paradis d'Allah et son bataillon de vierges qui attendent le héros pour son repos éternel, le « contrat » prévoit un pécule et des avantages sociaux pour la famille du « martyr » : gratuité dans certains magasins, priorité dans l'accès aux soins médicaux, facilités scolaires. Ce maillage très efficace a rendu le Hezbollah indispensable.

UNE NOUVELLE ÉLITE CHIITE

Depuis 1992, le « Parti de Dieu » a aussi formé une nouvelle élite chiite. Ses meilleurs éléments partent étudier en Iran, dont le système de formation est de qualité. Ils reviennent ingénieurs, financiers, médecins, officiers et... relais d'influence de la République islamique. Ces cadres sont ensuite capables de diriger des administrations ou des entreprises, de gérer des budgets ou des projets, de servir des armes modernes – missiles ou cyberguson –, comme Israël l'a souvent appris à ses dépens.

Mandaté par l'Iran pour se porter au secours du régime Assad en Syrie, à partir de 2012, le Hezbollah y a joué un rôle militaire majeur. Ses combattants s'y sont aguerris. Sur place, ses cadres ont formé entre 10 000 et 20 000 miliciens syriens pro-Assad. Mais le prix payé s'est révélé très lourd. Sur 7 000 à 9 000 combattants

engagés en Syrie entre 2012 et 2019, le Hezbollah aurait perdu environ 2 500 jeunes hommes. Les portraits de ses *chahids* parsèment les routes de la Bekaa et du sud du Liban, sous des faisceaux de drapeaux jaune et vert qui marquent son territoire.

Mais les pertes éprouvées en Syrie et la nouvelle guerre contre Israël ont été durement ressenties, en dépit de la propagande « exaltante » du Hezbollah. Elles ont provoqué un début de contestation de la « résistance », d'abord au sein de l'opposition, chrétienne et sunnite, réticente à laisser son pays otage de la guerre israélo-iranienne, puis à l'intérieur même de la communauté chiite. La nouvelle bourgeoisie chiite, qui a pourtant tant profité de l'aide du parti, semble plus hésitante qu'autrefois à voir ses fils sacrifiés dans le conflit syrien, et à devoir subir les ripostes destructrices d'Israël.

L'expéditive « justice de Dieu », que pratique le Hezbollah dans les zones sous son contrôle, semble moins bien supportée que naguère. C'est vrai aussi pour la « taxe islamique » (un cinquième des revenus) que la population et la diaspora chiite doivent reverser « pour la cause ». Des déshérités ont osé manifester dans le sud de Beyrouth. Ils reprochent au Hezbollah des promesses sociales non satisfaites et la baisse des aides, dans un pays ravagé par la crise économique : 44 % de la population au Liban vit désormais sous le seuil de pauvreté.

Les mises en cause répétées du Hezbollah dans l'explosion catastrophique du port de





ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

13

14

Frédéric Pons est journaliste, grand reporter, enseignant à l'ICES (Institut catholique d'études supérieures) et membre de l'Académie des sciences d'outre-mer. Il vient de publier *L'Arménie va-t-elle disparaître ?* (Artège).

À LIRE de Frédéric Pons

Frédéric Pomm

ISRAËL
EN
ÉTAT DE CHOC

Frédéric Pons

Mourir pour le Liban



Israël en état de choc

Presses de la Cité
300 pages

24 €

Mourir pour le Liban

Presses de la Cité
408 pages
25 €

250

Certaines années ressemblent à des tableaux. On les regarde en distinguant successivement un premier, un deuxième et un arrière-plan événementiels, puis, dans chacun d'eux, une multitude d'épisodes, comme autant de détails qui se révèlent à mesure que le regard s'approfondit. Si l'on recule d'un pas, c'est pour constater que ce qui paraissait secondaire éclaire souvent l'ensemble d'une façon décisive.

Comme il l'avait fait pour 1917, l'année qui a changé le monde, Jean-Christophe Buisson, directeur adjoint du *Figaro Magazine* et auteur de nombreux livres d'histoire, est parvenu, avec son 1945 (Perrin), à traduire cette expérience fondatrice de la démarche historique dans un ouvrage éblouissant. D'abord parce qu'il l'apporte clé en main au lecteur qui veut se donner une chance de comprendre les événements du passé et singulièrement « *l'année charnière du XX^e siècle* ». Ensuite parce que cette éphéméride de l'année 1945, par la grâce d'une iconographie exceptionnelle composée de photos et d'affiches rarement vues ou inédites, a elle-même la forme d'un tableau.

Ut pictura historia, donc. Et puisque aucune vue synoptique ne permet d'embrasser une année entière, c'est la forme chronologique que l'on suit avec l'auteur pour découvrir ou redécouvrir le flot des événements qui ont fait la singularité inouïe de 1945. Au premier plan, l'ombre gigantesque de la guerre, qui s'éloigne partout dans le monde, six ans après l'invasion de la Pologne par Hitler. Mais à quel prix ! Des millions de morts, des populations exsangues, des territoires dévastés. Et avec quels contrastes... Lorsque l'Europe est délivrée du joug nazi dans les premiers mois de l'année, c'est en Asie que la guerre se prolonge, et le coup d'arrêt qu'y met brutalement, au mois d'août, la bombe atomique à Hiroshima et à Nagasaki ne s'apprécie qu'à l'aune de son coût humain.

Quand on revient au Vieux Continent, c'est pour constater qu'il y a loin entre une France libérée par les Alliés occidentaux et l'Europe centrale et orientale, où l'Armée rouge fait régner la terreur avant d'y aliéner politiquement une douzaine de pays pour près d'un demi-siècle. Que dire enfin des camps nazis, dont les rescapés ne peuvent suffire à dissiper des souffrances ineffables ni faire oublier les millions de disparus ? Quatre-vingts ans plus tard, cet emboîtement de drames gigognes tient toujours du cauchemar.

Ainsi, relève Jean-Christophe Buisson, « toute l'année 1945 est empreinte d'un double visage. Se télescopent joies et drames d'une intensité égale ». La remarque vaut leçon de vie et invite le lecteur à porter le regard sur les autres plans de cette fresque immense.

L'HISTOIRE À LA LO

Par Geoffroy Caillet



CETTE ANNÉE

Jean-Christophe Buisson avec *1945 un somptueux* de cette année qui vit la fin d'un monde et la naissance d'un autre.

qui explose dans tout le livre, voit la poursuite de l'œuvre de laquelle l'auteur rappelle la façon dont les intérêts financiers firent les apôtres de la mort. Il démontre comment les collaborateurs de l'occupant ont participé à l'instauration de l'ordre de la collaboration : les anticommunistes, le grand capital, les antisémites. C'est joyeusement au cours de la messe à Notre-Dame pour accueillir l'archevêque national Suhard, archevêque de Paris, qui a menacé la cathédrale de démolition, que l'auteur dit que cette messe a été célébrée pour sa sauvegarde, mais que l'ordre de Hitler de la détruire a été donné.

Le plus grand mérite de Beauvior ou Alain est d'avoir su impressionner par la force de sa pensée et de la porté la même attention à la fois à l'avenir et à l'avenant, à l'avenir simultanément, dans l'optique d'un vieux monde et l'avenant, dans l'optique du premier vote des Français, dans l'optique de la victoire de la France avec bibi ou mise en place d'un régime de



© STÉPHANE CORRÉA/LE FIGARO

Certaines années ressemblent à des tableaux. On les regarde en distinguant successivement un premier, un deuxième et un arrière-plan événementiels, puis, dans chacun d'eux, une multitude d'épisodes, comme autant de détails qui se révèlent à mesure que le regard s'approfondit. Si l'on recule d'un pas, c'est pour constater que ce qui paraissait secondaire éclaire souvent l'ensemble d'une façon décisive.

Comme il l'avait fait pour 1917, *l'année qui a changé le monde*, Jean-Christophe Buisson, directeur adjoint du *Figaro Magazine* et auteur de nombreux livres d'histoire, est parvenu, avec son 1945 (Perrin), à traduire cette expérience fondatrice de la démarche historique dans un ouvrage éblouissant. D'abord parce qu'il l'apporte clé en main au lecteur qui veut se donner une chance de comprendre les événements du passé et singulièrement « *l'année charnière du XX^e siècle* ». Ensuite parce que cette éphéméride de l'année 1945, par la grâce d'une iconographie exceptionnelle composée de photos et d'affiches rarement vues ou inédites, a elle-même la forme d'un tableau.

Ut pictura historia, donc. Et puisque aucune vue synoptique ne permet d'embrasser une année entière, c'est la forme chronologique que l'on suit avec l'auteur pour découvrir ou redécouvrir le flot des événements qui ont fait la singularité inouïe de 1945. Au premier plan, l'ombre gigantesque de la guerre, qui s'éloigne partout dans le monde, six ans après l'invasion de la Pologne par Hitler. Mais à quel prix ! Des millions de morts, des populations exsangues, des territoires dévastés. Et avec quels contrastes... Lorsque l'Europe est délivrée du joug nazi dans les premiers mois de l'année, c'est en Asie que la guerre se prolonge, et le coup d'arrêt qu'y met brutalement, au mois d'août, la bombe atomique à Hiroshima et à Nagasaki ne s'apprécie qu'à l'aune de son coût humain.

Quand on revient au Vieux Continent, c'est pour constater qu'il y a loin entre une France libérée par les Alliés occidentaux et l'Europe centrale et orientale, où l'Armée rouge fait régner la terreur avant d'y aliéner politiquement une douzaine de pays pour près d'un demi-siècle. Que dire enfin des camps nazis, dont les rescapés ne peuvent suffire à dissiper des souffrances ineffables ni faire oublier les millions de disparus ? Quatre-vingts ans plus tard, cet emboîtement de drames gigognes tient toujours du cauchemar.

Ainsi, relève Jean-Christophe Buisson, « toute l'année 1945 est empreinte d'un double visage. Se télescopent joies et drames d'une intensité égale ». La remarque vaut leçon de vie et invite le lecteur à porter le regard sur les autres plans de cette fresque immense,

CETTE ANNÉE-LÀ

Jean-Christophe Buisson propose avec 1945 un somptueux kaléidoscope de cette année qui vit simultanément la fin d'un monde et la naissance d'un autre.

qui explose dans toutes les directions. En France, l'année 1945 voit la poursuite de l'épuration sauvage et judiciaire, au sujet de laquelle l'auteur rappelle quelques vérités oubliées, par exemple la façon dont les intellectuels de la revue chrétienne *Esprit* se firent les apôtres de la sévérité, en appelant à châtier « *non seulement les collaborateurs, mais plus largement ceux qui [avaient] participé à l'instauration d'un climat avant-guerre favorisant la collaboration : les anticomunistes, les hommes politiques de droite, le grand capital, les antisémites, les anglophobes, etc.* » Le 9 mai, c'est joyeusement au contraire que retentirent les cloches de Notre-Dame pour accompagner le *Te Deum* célébré par le cardinal Suhard, archevêque de Paris. Depuis le risque de disparition qui a menacé la cathédrale en 2019, on ne peut s'empêcher de se dire que cette messe d'action de grâce valait aussi remerciement pour sa sauvegarde, rescapée comme elle était du sinistre projet de Hitler de la détruire en même temps que Paris.

Car, en tenant ferme le fil d'une chronologie généreuse, la vertu de ce livre est de promener le lecteur depuis le passé apparemment lointain de 1945 jusqu'au présent immédiat, au gré de ses souvenirs, de ce qu'il sait ou ignorait, du lien formidablement souple qui unit les vivants et les morts. Cette année où périrent tant de personnages sinistres, au premier rang desquels Hitler et la plupart des dignitaires nazis, est la même qui vit naître François Charnier ou Eric Clapton, bien vivants ceux-là. Tels personnages disparus depuis des lustres, de Roosevelt à Staline en passant par John Wayne, se trouvaient à l'inverse au faîte de leur notoriété, que l'on redécouvre ici, mois après mois, à travers les événements de toute sorte qui saturent littéralement cette année. Chaque mois se clôt d'ailleurs sur un ou deux portraits de personnalités qui, pour le meilleur ou pour le pire, ont fait 1945, chacune à sa façon, qu'elles soient Hitchcock, Göring, Hô Chi Minh, Simone de Beauvoir ou Albert Camus.

Le plus grand mérite de l'auteur tient en effet à ne pas s'être laissé impressionner par la densité politique de l'année, mais d'avoir porté la même attention à tous les faits saillants qui ont fait advenir simultanément, dans un chevauchement vertigineux, « *la mort d'un vieux monde et l'apparition d'un nouveau* ». A cet égard, le premier vote des Françaises, le 21 octobre (les photos de bourgeoises avec bibi ou mise en plis et de religieuses en cornette valent le



APOCALYPSE
NOW Ci-contre :
le champignon
atomique de la
bombe larguée
sur Hiroshima
par les Américains,
le 6 août 1945.
En quelques
secondes, un tiers
de la ville fut
détruit et 75 000
de ses 250 000
habitants périrent.

détour), n'est pas moins significatif que l'institution de l'ONU le 24 octobre, ni que l'avant-première parisienne, le 14 février, du *Dictateur* de Chaplin, dont la France découvrait enfin la charge satirique, cinq ans après les Etats-Unis.

Un autre sujet d'étonnement est la place occupée en 1945 par le septième art, auquel, en fin cinéphile, Jean-Christophe Buisson réserve des honneurs particuliers. L'année voit en effet le triomphe, en France, de *Carmen* de Christian-Jaque, avec Viviane Romance et Jean Marais, et des *Enfants du paradis* de Marcel Carné, présenté le 2 mars au Palais de Chaillot sans la présence d'Arletty, alors en résidence surveillée pour avoir noué une liaison avec un officier allemand sous l'Occupation... En Italie, c'est *Rome, ville ouverte*, de Roberto Rossellini, puissant drame au caractère quasiment documentaire, avec Anna Magnani, qui lance la veine du néoréalisme, le cinéma transalpin né de l'expérience de la guerre.

Et parce que cette floraison a décidément tout d'un bouquet, romans et pièces de théâtre se succèdent à un rythme effréné, d'*Un beau ténébreux* de Julien Gracq à *Antigone* de Jean Anouilh. S'y ajoute, le 27 janvier, *Le Drame de l'humanisme athée*, un essai à la forte charge symbolique, écrit pendant la guerre par le père Henri de Lubac. Dans cette étude sur l'athéisme contemporain forgé par le positivisme, le marxisme et l'humanisme nietzschéen, c'est le visage hideux des totalitarismes, pour l'un anéanti, pour l'autre bien vivant, qui se dessinait. A cet égard au moins, on réalise combien 1945 n'est qu'en apparence une année charnière. Car si elle dit adieu à un monde et célèbre l'avènement d'un autre, c'est sans avoir coupé certains liens obscurs qui ne cessent pas d'unir les deux. Comme si, du cœur de l'homme, cette année-là avait aussi toutes les ambiguïtés.

À LIRE



1945
Jean-Christophe
Buisson
Perrin
320 pages
26€

LES RENDEZ-VOUS DE LA FONDATION NAPOLEON

La Fondation Napoléon est une institution reconnue d'utilité publique de recherche et de diffusion de la connaissance historique, d'aide à la préservation du patrimoine et de services au public. Ses champs d'intervention couvrent les deux Empires français et, plus largement, le XIX^e siècle, qui fut amplement celui des Bonaparte.

Prix d'histoire et bourses d'études 2024

Comme chaque année, la Fondation décerne deux prix d'histoire récompensant des ouvrages et des bourses de thèse. Pour cette édition, le jury a choisi de remettre le Grand Prix à Florence de Baudus pour son ouvrage *Servir l'empereur ou trahir la France* (Passés/Composés) et un prix d'honneur à l'éditeur Eric Ledru (SPM) pour sa carrière au service de l'édition napoléonienne. Huit étudiants seront récompensés par une bourse de 8 000 euros pour leurs travaux sur la période des deux Empires.

FONDATIONNAPOLEON.ORG/ACTUALITES

Nouvelles acquisitions de la Fondation

Afin d'enrichir ses collections de près de 2 000 objets napoléoniens, la Fondation a acquis deux tableaux importants pour l'histoire comme pour la légende napoléonienne, dont l'importante toile d'Horace Vernet (1789-1863), *La Bataille de Montereau*, réalisée en 1830. Pour cette bataille de la campagne de 1814, le peintre a privilégié le Napoléon artilleur, allusion évidente au Bonaparte de ses débuts, comme un retour aux sources pour un empereur dont l'épopée est sur le point de s'achever. Le catalogue des collections est en ligne à l'adresse suivante :

COLLECTIONS.FONDATIONNAPOLEON.ORG

Parmi notre cycle de conférences en janvier 2025

- Mardi 7 janvier, à 18 h : rencontre dédicace avec Michel Dancoisne-Martineau, directeur des Domaines nationaux de Sainte-Hélène, à l'occasion de la parution de son ouvrage : *Le Dernier Napoléon (1819-1821)*.
- Mardi 14 janvier, à 18 h : *Pie VII*, par Xavier Maréchaux (université de New York).

LIEU : FONDATION NAPOLEON, 7, RUE GEOFFROY-SAINT-HILAIRE, 75005 PARIS.

Sur inscription indispensable, contact : duprez@napoleon.org

Pour suivre nos actualités, abonnez-vous à notre lettre d'information hebdomadaire sur notre site www.napoleon.org

Propos recueillis à Madrid par Isabelle Schmitz

Le Sang de la Conquête

La trilogie que le politologue Marcelo Gullo Omodeo consacre à la conquête de l'Amérique latine a ouvert en Espagne un immense débat sur l'historicité de la légende noire.

Marcelo Gullo Omodeo n'a pas une goutte de sang espagnol dans les veines : ses quatre grands-parents étaient italiens, et ils ont émigré en Argentine à partir des années 1930. Consacré à la légende noire de la conquête de l'Amérique latine, son livre *Ceux qui devraient demander pardon* se présente pourtant comme un plaidoyer en faveur de l'Espagne comme il n'en existe aucun autre. « *Dans le cadre du "tribunal de l'histoire", l'Espagne a été jugée par des juges partiaux à l'aide de faux témoins* », écrit-il dans son introduction. Parce que ce politologue n'est pas historien mais expert des relations internationales, il se permet d'embrasser de nombreuses périodes historiques, de croiser de multiples perspectives, de concentrer des points de vue de toutes les disciplines, de l'histoire à l'anthropologie, de l'ethnologie à la sociologie et à la politique. Par son grand-père communiste, camarade d'Antonio Gramsci, il a appris l'importance du combat culturel. L'abondance de citations d'auteurs marxistes et très engagés à gauche qui nourrissent sa thèse peut étonner, tant la défense de l'Espagne des Rois catholiques a été taxée de combat d'une arrière-garde catholique rétrograde. Mais l'Argentin n'est pas l'homme d'un camp. Il réclame un jugement honnête pour ce pays autrefois honoré du nom de *madre*



SUR L'AUTEL
Page de droite :
représentation d'un
sacrifice humain chez les
Aztèques, in *Historia de
las Indias de Nueva España
e islas de la tierra firme*,
du dominicain Diego Durán,
1579 (Madrid, Biblioteca
Nacional de España).
Ci-contre : le politologue
Marcelo Gullo Omodeo.
Sa défense de la conquête
espagnole est en Espagne
un phénomène de librairie.

patria (mère patrie) – titre du premier tome d'une trilogie dont, seul traduit en français, *Ceux qui devraient demander pardon* constitue le volet central –, et aujourd'hui honni au point que la présidente du Mexique nouvellement élue a refusé la venue du roi d'Espagne à son investiture s'il ne présentait pas des excuses pour la conquête du sous-continent sud-américain. On pourra sans doute reprocher à cette voix dissidente de traiter les excès et les abus de la conquête sur un mode mineur, mais la légende est si noire qu'il a voulu braquer les projecteurs sur les mérites de l'Espagne et les torts de ses détracteurs. En Espagne, l'œuvre de Marcelo Gullo est un phénomène d'édition : *Madre patria*, préfacé par

Alfonso Guerra, qui fut le vice-scrétaire général du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), en est à son 16^e tirage, et le chef du Parti populaire (PP) a déclaré vouloir l'envoyer à la présidente du Mexique. Son plaidoyer mérite d'être entendu et salué comme un authentique travail de vérité historique et un effort de compréhension du monde tel qu'il va, et de la réalité telle qu'elle fut.

Qu'est-ce que la « légende noire », que vous mentionnez dans le sous-titre de votre livre ?

La légende noire est ce récit terrifiant de la conquête espagnole que l'on entend absolument partout aujourd'hui, notamment en Espagne, sur le



rôle néfaste d'un royaume espagnol avide d'or et de pouvoir, qui n'aurait pas craint de perpétrer un génocide chez les Indiens pour les réduire en esclavage et s'approprier leurs richesses. Il faut lire *Breve historia de México* (1956) de José Vasconcelos, l'extraordinaire fondateur du ministère de l'Education publique au Mexique et recteur de l'Université nationale autonome du Mexique, pour se rendre compte à quel point cette légende noire est contraire à la réalité. Il ne nie pas les iniquités qui accompagnèrent la conquête, mais il met en perspective les civilisations qui s'affrontèrent.

Vous le faites vous-même, avec une formule qui vous a attiré les foudres : « Il n'y a pas eu d'invasion espagnole de l'Amérique mais une « libération ».

Cette formule s'inspire directement du constat de Vasconcelos quand il parle de la conquête espagnole dans sa *Breve historia de México* : « Une fois seulement dans l'histoire humaine l'esprit souffla

pour inspirer des conquêtes qui, au lieu d'assujettir, libèrent. » Son point de vue fut d'ailleurs partagé par Che Guevara et Fidel Castro, avant que celui-ci ne décide de faire de l'indigénisme une arme politique. « *Avant l'arrivée des Espagnols, poursuit Vasconcelos, le Mexique n'existe pas comme nation mais comme une multitude de tribus séparées par des rivières et des montagnes et par le plus profond abîme de leurs 300 dialectes. (...) L'Espagne ne détruisit rien, parce que rien n'existe qui soit digne de conservation quand elle arriva sur ces terres, à moins que l'on estime sacrée cette mauvaise herbe de l'âme que sont le cannibalisme des Caraïbes, les sacrifices humains des Aztèques et le despotisme abrutissant des Incas.* »

Le premier postulat des partisans de la légende noire, selon lequel l'Amérique était un paradis où les hommes vivaient tout nus en mangeant des mangues et faisant l'amour librement, est faux. Les Indiens ne mangeaient pas de mangues et ne faisaient pas l'amour librement, ils se mangeaient les uns les autres. La liberté était une notion inconnue, dans

des sociétés de castes extrêmement codifiées, et la condition de la femme, celle d'un objet sexuel. En Colombie, la communauté chibcha fut sur le point de disparaître, littéralement dévorée par les Pijaos. En Amérique latine, le seul endroit où l'anthropophagie était interdite, c'était l'Empire inca, qui s'étendait de l'Equateur au Chili, et dont la capitale était Cuzco, au Pérou. Mais l'URSS de Staline passerait pour une démocratie progressiste à côté de lui : travail forcé, contrôle de la vie privée et répression féroce de la dissidence politique en étaient les trois piliers. Il existait un esclavage institutionnel, formé par les *yanakunas* (« esclaves » en quechua). La guerre était chez eux une vertu suprême, ils représentaient leurs victimes sur leurs vêtements, leurs tatouages, et revenaient de la guerre avec les têtes des vaincus au bout d'une pique, et après avoir écorché certains d'entre eux pour en faire des tambours de forme humaine. Leurs crânes servaient de coupes à boire la *chicha*. Le sociologue argentin marxiste Sebrelli rappelle qu'un peu



PAR LA CORDE ET PAR LE FEU
 Ci-contre : illustration de « *la dévastation et de l'extermination des Indiens* » par les Espagnols, gravure de Théodore de Bry, *in Narratio regionum indicarum per Hispanos quosdam devastatarum verissima*, de Bartolomé de las Casas, 1614 (colorisation postérieure). Page de droite, en haut : *Bartolomé de las Casas*, anonyme, XVI^e siècle (Séville, Biblioteca Capitular y Colombina). Page de droite, en bas : *Isabelle la Catholique*, anonyme, XV^e siècle (Madrigal de las Altas Torres, Monasterio de Nuestra Señora de Gracia). Elle est l'instigatrice des « *lois des Indes* » visant à protéger les Indiens.

avant son exécution, l'empereur Atahualpa buvait dans le crâne de son demi-frère Huascar, l'héritier légitime, qu'Atahualpa avait fait assassiner. L'anthologie de la poésie péruvienne illustre les mœurs sanguinaires de ces « gentils » Indiens vivant au paradis d'avant la conquête : « *Nous boirons dans le crâne du traître / Nous ferons de ses dents un collier, / De ses os, des flûtes, / De sa peau, un tambour / Ensuite nous danserons.* »

Le deuxième postulat de la légende noire est que Cortés au Mexique et Pizarro au Pérou firent face aux « Indiens », présentés comme un peuple uni. Mais il s'agissait d'une multitude de peuples différents, en état de guerre permanent. Les Aztèques comme les Incas oppriment les autres peuples, en exigeant, dans le cas des Aztèques, un tribut humain pour les sacrifier et les manger : selon l'anthropologue Marvin Harris qui l'affirme dans *Cannibales et monarques* (1979) d'après les études de nombre de ses confrères, tels Michael Harner, les victimes constituaient la nourriture principale de la noblesse mexica.

Pour les opprimés, qui représentaient 90 % de la population et qui souffraient de voir leurs frères, leurs enfants, emmenés au Templo Mayor de Tenochtitlan, ou à Cuzco, la conquête fut une libération, qui marqua la fin de l'impérialisme anthropophage et totalitaire. Cortés et Pizarro ont servi de catalyseur à ces peuples opprimés : ils furent entre 90 000 et 300 000 à s'unir aux Espagnols pour marcher contre la ville de Tenochtitlan.

Mais alors qu'après sa chute, les Tlaxcalèques et les Totoniques exterminèrent certains Aztèques, Cortés exigea une réconciliation entre eux et respecta l'aristocratie aztèque et ses biens. Isabel, la fille de l'empereur Moctezuma, qui épousa successivement trois Espagnols, en est un exemple éclatant. Le Mexique est né de cette fusion, ce métissage. Au Pérou, les 168 Espagnols sous les ordres de Pizarro (moins cultivé et moins respectueux des populations locales que Cortès, certes) furent rejoints par environ 30 000 guerriers des peuples huanca, chancas, chachapoyas, huaylas et cañaris, qui avaient été opprimés par les Incas depuis des décennies.

Le nombre de sacrifices humains a été considérablement minoré par certains historiens contemporains du fait du petit nombre de crânes qu'on a trouvé dans les fouilles du Templo Mayor...

Le fait de n'avoir pas retrouvé plus de 1 500 crânes ne prouve rien. Dans leurs codex, les Aztèques se vantent d'avoir immolé jusqu'à 80 400 victimes pour l'inauguration de la forme finale du Templo Mayor en 1487... Grand admirateur de la civilisation aztèque, l'historien William Prescott évalua quant à lui, en 1843, le nombre des victimes à 20 000 par an, mais il les estima à 70 000 pour la dédicace du temple de Huitzilopochtli. L'étude la plus sérieuse

jamais réalisée sur la population de l'Amérique espagnole a été faite en 1945 par un philologue juif polonais, naturalisé vénézuélien, Angel Rosenblat. Il confirme ces tueries sacrificielles de masse. Après lui, Michel Graulich a donné des estimations également impressionnantes (72 personnes sacrifiées les jours ordinaires, et jusqu'à 20 000 personnes pour les grandes fêtes). Les sacrifices humains existaient chez d'autres peuples, mais aucun n'en avait fait une politique d'Etat comme les Aztèques.

Le dominicain Bartolomé de las Casas, témoin de la conquête, en donne pourtant une version terrifiante dans sa *Très brève relation de la destruction des Indes* écrite à partir de 1539, accablante pour les Espagnols...

Las Casas a exagéré tous les maux qui furent commis, il a donné les chiffres les plus choquants en inventant l'idée d'un génocide qui aurait fait, en quarante ans, entre 12 et 15 millions de morts. Pour massacer 15 millions d'Indiens, il aurait fallu en tuer au bas mot 1 000 par jour... Or, ses accusations ne sont jamais précises : qui perpétrait les massacres qu'il dénonce ? Où et quand ? Mystère... C'était un prêtre, mais il faisait surtout de la politique, il écrivait des pamphlets. D'autres témoins ont ouvertement remis en cause sa version des faits, comme le franciscain Toribio



de Benavente, dit « *Motolinía* » (« le pauvre », en nahuatl), qui prit le risque d'écrire une lettre à l'empereur Charles Quint à son sujet en 1555, alors qu'il le savait proche du dominicain. Benavente le connaissait depuis quinze ans, et il l'attaque tant du point de vue de sa vie sacerdotale (il ne célèbre jamais la messe, ne confesse pas, ne donne pas les sacrements) que de la crédibilité de ses récits et de l'exagération systématique des fautes des Espagnols : « *Las Casas a tort en disant ce qu'il dit, c'est un mercenaire et non un berger car il a abandonné ses brebis pour se consacrer au dénigrement d'autrui.* »

Auteur d'une *Histoire des Indiens de Nouvelle-Espagne*, frère Toribio semble avoir été plus au contact de la réalité. Lui a donné sa vie pour les Indiens, leur a construit des écoles, des hôpitaux, et a appris leur langue, ce qui n'est pas le cas de Bartolomé de las Casas. Bien avant qu'il n'y ait une grammaire allemande ou anglaise, c'est aux prêtres catholiques que l'on doit les grammaires guarani, quechua et nahuatl. Si l'Espagne voulait détruire ces cultures, pourquoi aurait-elle conservé et enseigné leurs langues dans ses universités à destination des Indiens ?

Bartolomé de las Casas n'a-t-il pas œuvré malgré tout pour les Indiens ?

Son intention était sans doute celle-là, et d'ailleurs, pour leur épargner le travail, il fit venir des esclaves noirs afin de les remplacer... Ce qui est sûr, c'est qu'il est extrêmement partisan, et qu'il ment par omission sur un point fondamental : il écrit que tous les Indiens sans exception étaient « *de douces brebis* », des êtres « *sans rancœur, sans haine* », et que le Nouveau Monde était un paradis dont les Espagnols auraient fait un enfer. Mais les témoignages historiques, entre autres celui d'Isabel Moctezuma, la fille de l'empereur, et de Malintzin, la compagne de Cortés, ainsi que l'histoire militaire de la conquête prouvent que si les 500 Espagnols débarqués avec Cortés réussirent à renverser les

40 000 guerriers de l'Empire aztèque (que d'autres estiment à 200 000), c'est qu'ils bénéficièrent de l'alliance massive des peuples autochtones qui voulaient en finir avec ce qui se rapprochait davantage d'un enfer que d'un paradis.

Les conquistadors ne jouissaient-ils pas d'une totale impunité du fait de leur éloignement ?

Justement non, car ils n'étaient pas seuls : à leurs côtés se trouvaient les missionnaires, qui pouvaient leur reprocher le mal qu'ils faisaient et les dénoncer au roi. Il y eut beaucoup d'exactions, c'est vrai, et c'est pour y répondre que tout un corpus législatif fut promulgué, et des inspecteurs envoyés par la Couronne au Nouveau Monde. Le vice-roi lui-même ne jouissait d'aucune impunité : quand il terminait son mandat, on organisait un « procès de résidence » pour voir s'il avait bien rempli ses fonctions. L'un d'eux s'est vu retirer tout son patrimoine à titre de sanction. De tels procès n'existaient nulle part ailleurs dans le monde.

C'est à Isabelle la Catholique qu'on doit la première inspiration des lois de protection des Indiens, les « *lois des Indes* », qui représentèrent, à partir de 1542, plus de mille lois en leur faveur. Dès le début, elle les considéra comme ses sujets et les protégea autant qu'elle le put. Notre seul droit d'être là, disait la reine, est de les évangéliser. Ces lois des

Indes furent une avancée considérable en matière de droit social. Alors qu'en 1750, en Angleterre, des enfants de 8 ans travaillaient quinze heures par jour dans les mines, en Amérique espagnole, dès le XVI^e siècle, les lois des Indes interdisaient de faire travailler les enfants et les femmes enceintes, et limitaient le travail quotidien à huit heures, et pas en plein soleil. Elles n'étaient pas forcément toujours appliquées partout, il y eut des abus significatifs, notamment pour le travail des Indiens dans les mines, mais elles existaient. Lorsque Alexander von Humboldt, un scientifique allemand, arrive en Amérique espagnole en 1803, il constate que les mineurs sont mieux payés que ceux de Russie, d'Allemagne et d'Angleterre, et que la population vit mieux à Mexico qu'à Paris...

Le système de l'*encomienda* n'était-il pas une manière de spolier les Indiens de leurs terres et une forme déguisée d'esclavage ?

Lorsque l'Espagne arrive en Amérique, au Pérou et au Mexique, elle respecte autant la propriété commune de la terre, que les Indiens du peuple travaillaient en commun, que la propriété privée de l'aristocratie. Les Espagnols s'emparèrent des terres non cultivées, sur lesquelles furent établies les *encomiendas*. Le système de propriété commune se maintint quant à lui jusqu'à l'indépendance et, en Bolivie, jusqu'en 1861. Après l'indépendance, les nouvelles élites qui avaient adopté les idées des Lumières ne trouvèrent pas de référence à la terre communale dans le Code Napoléon : ils la privatisèrent à leur profit. Ce n'est pas durant



la période hispanique que les Indiens perdirent leurs terres, mais à l'avènement des républiques.

L'*encomienda*, instituée lors de la conquête, était de son côté un système de regroupement de tribus indiennes en vue de leur évangélisation, qui contraignait les Indiens à venir vivre sous la responsabilité de l'*encomendero* espagnol. Il avait la charge matérielle et morale de leur évangélisation, et il les faisait travailler pour la Couronne en les rémunérant. Le travail s'accompagnait d'une formation et d'une alphabétisation complète, très souvent dans les trois langues, le latin, l'espagnol et la langue locale.

Il y eut évidemment des abus... Certains auteurs, comme Fermín Chávez, affirment que l'*encomienda* n'aurait pas dû exister, qu'il s'agit là du péché originel de l'Espagne en Amérique, car elle constituait un camp de travail forcé au profit du colonisateur. De fait, à partir de 1526, pour éviter les abus, la Couronne limita le nombre d'Indiens que pouvait encadrer un *encomendero*. D'autres, au contraire, pensent que sans l'*encomienda*, qui les obligeait à vivre et à travailler ensemble, le grand saut qualitatif culturel qui s'est produit au fil du temps aurait été impossible, ces mêmes Indiens devenant médecins, artisans, notables, prêtres.

Le système du *repartimiento* ne fut-il pas lui aussi l'occasion de nombreuses injustices ?

C'était la répartition, sous la responsabilité d'un Espagnol, du travail saisonnier dû par les Indiens à la Couronne espagnole. Son principe ne faisait que



perpétuer le système déjà en place de la *mita* chez les Incas, équivalent de la corvée dans la France d'Ancien Régime. De nombreux Espagnols en abusèrent pour réduire en esclavage les Indiens, ce contre quoi s'éleva la bulle *Sublimis Deus* du pape Paul III, en 1537, condamnant l'esclavage des Indiens d'Amérique. Les lois de Burgos avaient été pourtant promulguées vingt ans plus tôt, en 1512, pour protéger les Indiens. Mais il fallut beaucoup de temps et de détermination à la Couronne pour les faire respecter, à une distance aussi lointaine de l'Espagne.

Pourquoi attribuez-vous à l'Espagne les prémisses du droit international et des Droits de l'homme ?

Du haut de sa chaire de théologie de Salamanque, le père Francisco de Vitoria donna en 1539 deux cours magistraux sur la légalité ou l'illégalité de la conquête. Après en avoir interdit la diffusion, Charles Quint commença à s'interroger profondément sur le fondement moral de cette entreprise, au point que, le 15 avril 1550, il ordonna de suspendre la conquête de terres nouvelles, jusqu'à ce que le débat fût tranché, et convoqua théologiens et juristes pour en discuter, ainsi que de la question de l'emploi de la force dans l'évangélisation et de celle des droits des Indiens... Cefut la fameuse controverse de Valladolid, du 15 août 1550 à mi-mai 1551, qui ne débattit pas, comme on l'a dit faussement, du fait de savoir si les Indiens

avaient une âme, car ce point était tranché depuis Isabelle la Catholique, mais de leurs droits, si l'on pouvait employer la force pour les convertir, si la conquête devait précéder l'évangélisation ou si celle-ci devait se faire en dehors de toute contrainte politique. Elle opposa Juan de Sepúlveda, qui tenait pour la première option, à Bartolomé de las Casas, qui défendait la seconde. L'issue de cette controverse pencha plutôt vers la thèse de Sepúlveda, celle de la guerre juste face à des peuples barbares, et de leur soumission comme préalable à leur évangélisation, mais le plaidoyer de Las Casas en faveur des Indiens eut pour résultat d'intégrer comme un impératif davantage de respect et de délicatesse dans leur traitement. Ce questionnement moral était inédit jusque-là. Il fait dire à l'historien Lewis Hanke, dans *Le Combat pour la justice dans la conquête de l'Amérique* (1949), que la conquête espagnole fut « une des plus grandes tentatives que le monde ait vues de faire prévaloir la justice et les normes chrétiennes à une époque brutale et sanguinaire ».

Les Indiens sont pourtant morts par millions du fait de la conquête...

Il est vrai que, du fait de la conquête, les populations indiennes ont été décimées, principalement par les virus qu'apportèrent les conquistadors, en particulier la variole et la rougeole. Nous savons aujourd'hui que ce fut la cause principale de cette hécatombe,

PHOTO SCALA, FLORENCE-COURTESY OF THE MINISTERO BENI E ATT. CULTURALI E DEL TURISMO, DIST. RMN-GRAND PALAIS/IMAGE SCALA.



LE « MAUVAIS SAUVAGE » En haut : Hernán Cortés, par Cristofano Dell'Altissimo, XVI^e siècle (Florence, Gallerie degli Uffizi). Ci-contre : *Peuple cannibale nu (Amérindiens)*, gravure de Théodore de Bry, in *Grands voyages, Americae tertia pars*, 1592 (Paris, BnF).

Cette image d'indigènes partageant un repas humain correspond au récit que Jean de Léry (1536-1613) fit de son séjour auprès des Tupinambas au Brésil. « Non pas (...) qu'ils fassent cela pour se nourrir, rapporte-t-il, c'est plus par vengeance (...). Leur principale intention est qu'en (...) rongeant ainsi les morts jusqu'aux os, ils suscitent par ce moyen la crainte et l'épouvante des vivants ». Page de droite : *La Conquête de Tenochtitlan par Cortés*, école espagnole, XVII^e siècle (collection particulière).



les autres étant les mauvais traitements que l'on vient d'évoquer et la faim, accentuée par l'apparition de grands troupeaux de mouflons qui saccagèrent les champs de maïs en Amérique centrale. L'historien Esteban Mira Caballos nous a éclairés, en 2020, sur la difficulté d'évaluer le nombre de morts, dans une population dont les estimations oscillent entre 8 et 112 millions ! Si l'on considère le chiffre médian de 30 à 50 millions, on peut supposer que 90 % de la population mourut au XVI^e siècle. A l'époque, le chroniqueur Gonzalo Fernández de Oviedo attribue aux épidémies la cause principale de ces morts. Malgré le fait que de nombreux conquistadors périrent de maladie, les Indiens furent plus touchés car ils ne bénéficiaient d'aucune immunité, leur continent étant resté isolé du reste du monde depuis plusieurs millénaires, et aussi parce qu'ils étaient souvent sous-alimentés, affaiblis et démoralisés. Ce furent, comme ailleurs, les plus pauvres qui furent le plus touchés. Le système d'*encomienda*, qui regroupait les populations, facilita également la contagion à grande échelle, comme cela avait été le cas au Proche-Orient lors de la révolution néolithique avec l'invention de l'agriculture, et en Europe au moment des grandes pestes. Ces dernières avaient été interprétées comme un châtiment

divin, ce qui n'aida pas à leur prise en charge de la part des conquistadors. Frère Toribio de Benavente raconte tout de même que lorsqu'on essaya de soigner l'épidémie de rougeole en 1529, la mortalité baissa significativement. Et que lorsque, à partir de 1542, l'on modéra le travail des Indiens, le taux de mortalité baissa également.

Si cette légende noire est fausse, comment expliquer qu'elle se soit aussi universellement transmise ?

La légende noire est née de la jalousie des Italiens face au succès de l'Espagne, qui avait été une province romaine et dominait désormais la Méditerranée. Luther reprit leurs critiques en y ajoutant une intention politique. Parmi ses 3 183 pamphlets, l'un avançait la prophétie que Satan allait tout faire pour empêcher l'existence d'une Allemagne libre, et se servir des Espagnols, ce peuple « *violent, tyrannique et cruel* » qui avait ensanglanté l'Amérique. L'Angleterre de Cromwell apporta de l'eau noire au moulin de la légende en l'exagérant, et elle finit en apothéose aux Pays-Bas, où la maison d'Orange voulait rompre politiquement avec l'empire catholique des Habsbourg, et amplifia les calomnies sur la conquête espagnole, à grand renfort de caricatures imprimées. La

France elle-même ne fut pas en reste, en publiant, entre 1580 et 1600, pas moins de 500 pamphlets contre l'Espagne, dont l'*Anti-Espagnol* (1590), de l'avocat Antoine Arnauld, qui dénonçait chez les conquistadors « *l'avarice insatiable, la cruauté tigresque, de la sale et monstrueuse luxure de l'Espagnol* ».

Bartolomé de las Casas fut leur auteur fétiche, et reste la source principale de toute la légende noire. L'historien marxiste Abelardo Ramos, créateur de la « gauche nationale » argentine, écrit qu'Anglais et Hollandais, eux-mêmes « *génocidaires réputés et vampires de peuples entiers, se jetèrent sur l'œuvre de Las Casas telles des mouches sur le miel. Les imprimeries d'Allemagne, de Hollande et de Grande-Bretagne en diffusèrent immédiatement les traductions* ». Son livre connut pas moins de 40 éditions en Hollande.

Les colons britanniques de l'Amérique du Nord se comportèrent-ils différemment avec les Indiens ?

Même si ce sont des pays chrétiens, et même si leur mission peut sembler comparable, en réalité ils sont théologiquement opposés, les uns étant catholiques, les autres protestants. Face à la situation infernale de violence qu'ils

découvrent chez les Indiens, chacun dans leur genre (avec l'anthropophagie en plus chez les Aztèques), les Européens réagirent avec leur théologie propre du péché originel : pour les catholiques, l'homme est blessé mais il peut être racheté par la foi et les œuvres ; il ne faut donc pas exterminer les Indiens mais les évangéliser. Pour les protestants anglais qui arrivent en Amérique, le péché originel a apporté la mort aux hommes, dont seul un petit nombre sera sauvé. Les Indiens qui ressemblent à des créatures du diable n'en font pas partie, ils doivent donc être exterminés. C'est du moins la conclusion à laquelle arrivèrent les premières générations de colons débarquées avec les Pilgrim Fathers : en Amérique du Nord, la coexistence pacifique avec les Indiens ne dura que de 1620 à 1637. Dans cet intervalle, environ 20 000 protestants puritains étaient arrivés sur les côtes du Massachusetts. En 1637, la bourgade de Wethersfield ayant été attaquée par les guerriers pequots, qui avaient tué six hommes et trois femmes, les représailles débouchèrent sur une politique d'extermination, décidée un dimanche d'avril 1637. En 1703, une récompense de 40 livres était donnée par scalp d'Indien.

L'attitude des dirigeants respectifs de l'Espagne et des Etats-Unis est à cet égard éloquente. Alors qu'au XV^e siècle la reine d'Espagne Isabelle la Catholique considéra d'emblée les Indiens comme ses sujets et les protégea autant qu'elle put, au XVIII^e siècle, en Amérique du Nord, le futur premier président des Etats-Unis, George Washington, définissait quant à lui les Indiens peaux-rouges comme des « *bêtes sauvages de la forêt* », que Thomas Jefferson, le troisième président, appellera à « *poursuivre et [à] exterminer* ». Benjamin Franklin, l'un des pères fondateurs des Etats-Unis, affirmait pour sa part que « *la divine Providence commande d'éradiquer ces sauvages afin de faire place aux cultivateurs de la terre* ». Le rejet de la poignante supplique des Cherokees, qui, après être devenus chrétiens, en appelaient à la bienveillance et à la compassion du Congrès

américain en 1830 pour rester sur leurs terres, montre que les paroles des fondateurs n'étaient pas des paroles en l'air : la « piste des larmes » des Cherokees et les milliers de morts qui la jonchèrent en sont la preuve muette.

Regardons maintenant les histoires personnelles d'Hernán Cortés et de Jefferson. Cortés a un fils illégitime avec l'Indienne Malintzin, Charles Quint le fait chevalier de l'ordre de Santiago, le plus haut grade auquel pouvait aspirer un Espagnol, et qui coûte à Cortés une fortune, avec demande d'autorisation au pape et à l'empereur. Ce Martín Cortés joue, enfant, avec le prince Philippe, il s'illustre en Europe dans l'armée espagnole. Jefferson, quant à lui, a également des enfants métissés avec une esclave noire. Mais ils restèrent toujours esclaves, excepté son fils Eston Hemings, qu'il libéra dans son testament. De son vivant, jamais Jefferson ne les considéra comme ses enfants.

Les Indiens manifestèrent-ils un attachement à l'Espagne, ou furent-ils des partisans actifs de l'indépendance ?

La quasi-totalité des Indiens sont restés fidèles à l'Espagne, ce qui ne cadre pas vraiment avec le scénario d'un Etat oppresseur. Les masses indigènes du Pérou, de Colombie, du Venezuela, d'Équateur et du Chili s'opposèrent à l'indépendance et luttèrent contre Bolívar. Il ne put vaincre les Guajiras au Venezuela qu'après le débarquement de quelque 5 000 soldats anglais. Dans la dernière bataille d'Ayacucho en 1824, les 5 000 Indiens quechuas présents étaient tous dans l'armée royaliste. Après la déroute, ils se réfugièrent dans les montagnes, sous le commandement d'un cacique général indien, Antonio Huachaca, et continuèrent à combattre pendant cinq ans derrière le drapeau « *Pour Dieu, la patrie et le roi* ». La seule exception à cette règle fut celle des villages guaranis du Río de la Plata, qui avaient souffert de l'expulsion des jésuites par la Couronne espagnole.

Si les Indiens étaient fidèles à la Couronne, comment s'est fait le basculement indigéniste et anti-espagnol ?

Après l'indépendance, la gauche n'était pas indigéniste parce qu'elle considérait qu'en définitive, la conquête de l'Amérique était une avancée dans l'histoire de l'humanité. C'est ce que pensaient Marx et Engels. Mais en 1929, Staline ordonna de réunir les partis communistes de l'Amérique du Sud à Buenos Aires et décida d'adopter la légende noire, de créer des républiques indigènes et de déstabiliser la base arrière des Etats-Unis en balkanisant l'Amérique du Sud. Cette relecture de l'histoire s'est imposée dans l'Université, très largement acquise au marxisme, mais pas dans l'opinion publique : apparu au milieu des années 1940 en Argentine, le péronisme est fondamentalement hispaniste. Fidel Castro l'était aussi au début. Ce n'est qu'après la chute du mur de Berlin, lors de réunions préparatoires à ce qui deviendrait le Forum de São Paulo, que furent reprises les idées du congrès communiste de 1929. L'on décida que les masses indigènes devaient devenir le nouveau prolétariat, c'est-à-dire le nouveau sujet historique à mettre en avant.

Le paradoxe est qu'en tournant le dos à la religion catholique et à la langue espagnole, qui donnaient son unité au continent, comme en répudiant tout modèle alternatif à la mondialisation déshumanisante, ils servent en fait les intérêts de l'impérialisme américain. ↗

À LIRE



Ceux qui devraient demander pardon
Marcelo Gullo
Omodeo
L'Artilleur
496 pages
23 €

ABONNEZ-VOUS !

ET RECEVEZ LE LIVRE

1945

Jean-Christophe Buisson



Nombre de pages : 320

Format : 19,5 x 24 cm

L'année-charnière du XX^e siècle

1945 est une véritable année-charnière : un monde se consume dans les flammes, un autre renaît de ses cendres. Mais elle revêt plusieurs visages, et la fin des régimes de terreur bruns et noirs ne signifie pas le triomphe de la démocratie ni la mise en place d'un monde pacifié, tel qu'on le rêve à Yalta ou San Francisco avec la création annoncée de l'ONU. Ainsi la libération d'une partie de l'Europe s'accompagne-t-elle de l'instauration pour un demi-siècle d'un nouveau joug totalitaire – rouge. De Budapest à Sofia en passant par Belgrade, Varsovie, Bucarest et Prague, les pouvoirs se soviétisent peu à peu, inexorablement, tandis qu'en Indochine, en Inde, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, un vent indépendantiste souffle, qui emportera bientôt les empires coloniaux européens.

Année à la fois de bousclement et de basculement, 1945 est racontée ici sous tous ses aspects – politiques, militaires, sociaux, culturels, géopolitiques –, au moyen d'une chronologie sélective, détaillée, commentée. Elle est, enfin, richement illustrée et rehaussée d'une vingtaine de portraits de figures marquantes axées sur leur rôle durant cette année emblématique : les généraux Leclerc, MacArthur et Joukov, Juan Peron, Ibn Séoud, Joukov, Hô Chi Minh, Camus, Sartre, Charlie Parker, Humphrey Bogart et Lauren Bacall...

1 AN
D'ABONNEMENT
+ LE LIVRE
« 1945 »

59€
au lieu
de 85,40€
soit 31% DE RÉDUCTION



23
L'AMÉRIQUE
ET LE MONDE

LE FIGARO
HISTOIRE

BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner sous enveloppe non affranchie à : LE FIGARO HISTOIRE - ABONNEMENTS - LIBRE REPONSE 85169 - 60647 CHANTILLY CEDEX

Plus simple et plus rapide, abonnez-vous directement sur lefigaro.fr/abo-histoire ou scannez ce code

59€ pour 1 an (6 numéros) + le livre « 1945 » au lieu de 85,40€ (prix de vente au numéro), soit une réduction de 31%.

45€ pour 1 an (6 numéros) au lieu de 59,40€ (prix de vente au numéro), soit une réduction de 24%.

NOUVEAU Inclus dans votre abonnement, les numéros du Figaro Histoire en version numérique



Je joins mon règlement par chèque à l'ordre du Figaro ou je règle par carte bancaire en me connectant sur lefigaro.fr/abo-histoire

RAP24011

Mme Mlle M. Nom / Prénom : _____

Adresse : _____

Tél. portable : _____

Code postal : _____ Ville : _____

_____ pour améliorer le suivi de votre livraison

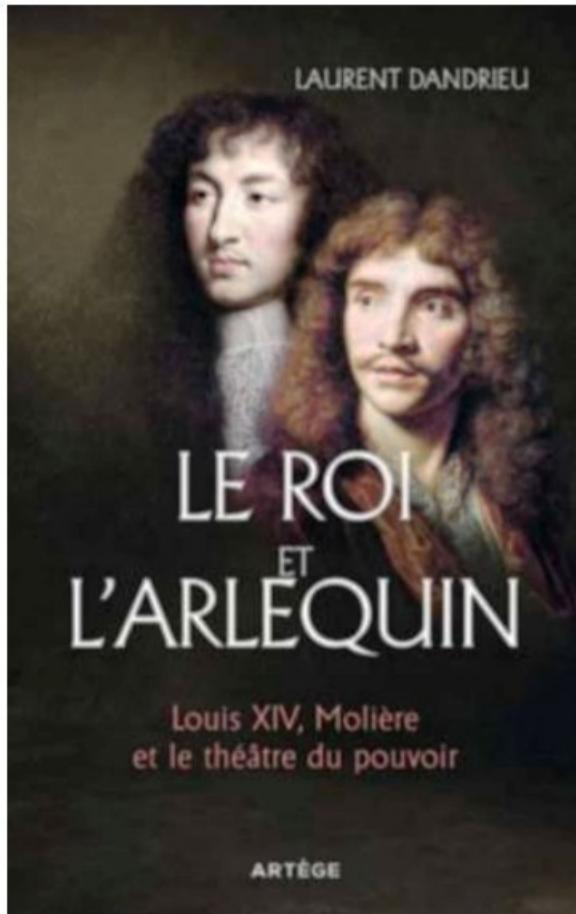
Pour accéder aux versions numériques, il est indispensable de compléter votre adresse mail :

E-mail : _____

Offres France métropolitaine réservées aux nouveaux abonnés et valables jusqu'au 31/01/2025 dans la limite des stocks disponibles. Expédition du livre sous 3 semaines après réception de votre règlement. Photos non contractuelles. Vous pouvez acquérir séparément le livre « 1945 » au prix de 26€ + 10€ de frais de port et chaque numéro du Figaro Histoire au prix de 9,90€. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Afin d'exercer les droits relatifs à vos données personnelles dans les limites prévues par la loi, vous pouvez vous adresser à Le Figaro, DPO, 101 rue de l'Abbé-Groult 75015 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées postales soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection commerciale postale, cochez cette case Vous disposez du droit de saisir la CNIL de toute réclamation concernant le traitement des données vous concernant. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur <https://mentions-legales.lefigaro.fr/le-figaro/politique-de-confidentialite-figaro> et <https://boutique.lefigaro.fr/conditions-generales-de-vente>.

À LIVRE OUVERT

Par Alexandre Maral



Le Théâtre du Pouvoir

Avec *Le Roi et l'Arlequin*, Laurent Dandrieu dresse le portrait tout en finesse du Roi-Soleil en artiste.

A Louis XIV lui demandant quel était, selon lui, l'écrivain qui avait le plus fait honneur à son long règne, Boileau n'hésita pas à répondre : « *Sire, c'est Molière.* » Après son essai sur Louis XIV et le Bernin (*Le Roi et l'Architecte*, Les éditions du Cerf, 2015), Laurent Dandrieu explore une autre facette de Louis XIV artiste. S'inspirant des travaux pionniers de Philippe Beaussant, il dresse le portrait d'un Louis XIV passionné par l'art théâtral, et qui inscrit ce dernier au cœur de son action de souverain.

Né en 1622, Molière appartient à la génération bénie du Grand Siècle, appelée à œuvrer au relèvement du royaume après la Fronde et qui rencontra en Louis XIV un patron providentiel. La sphère théâtrale ne pouvait en effet laisser indifférent le Roi-Soleil, qui inaugura son règne personnel par le coup de théâtre du 10 mars 1661, qui fit de la politique un spectacle et de son quotidien, sur le théâtre de la cour de France, un coup d'éclat permanent.

Tapissier ordinaire du roi avec et après son père, Molière jouissait d'un accès quotidien au souverain dans le cadre de sa charge. En octobre 1658, au palais du Louvre, il joua pour la première fois devant son maître, qu'il fit rire à s'en tenir les côtes. Molière donna pas moins de 159 représentations à la Cour, dont 109 pièces de sa propre création, jusqu'aux *Femmes savantes*, jouées en septembre 1672.

Outre qu'il fut ainsi sans doute le meilleur connaisseur de Molière, Louis XIV développa avec son tapissier dramaturge une relation sans exemple. Leur complicité fut rendue manifeste, en 1663, par *L'Impromptu de Versailles*, pièce « tout entière construite sur le clin d'œil du comédien au roi et du roi à son comédien ». L'année suivante, le roi lui-même dansa pour la comédie-ballet du *Mariage forcé* : « *Louis XIV et Molière partageant la scène dans un tableau burlesque (...). L'image semble si anecdotique, ou tellement bizarre, qu'on serait tenté de la chasser de nos cerveaux avant qu'elle ait eu le temps d'imprimer la mémoire (...). Il faut y contraire s'y arrêter, et bien la considérer (...) pour ce qu'elle a de sidérant et de magnifique.* »

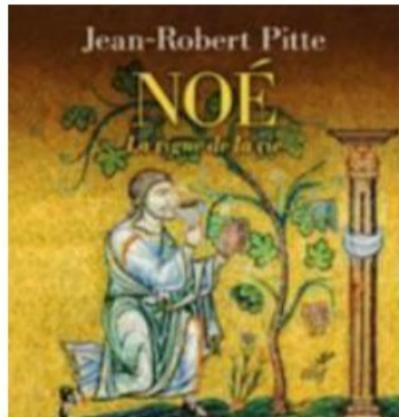
Avec beaucoup d'élégance et de finesse dans son analyse, Laurent Dandrieu met en valeur la convergence de vues qui rapproche les deux hommes de théâtre. Molière a certes besoin de la protection de Louis XIV, qui, dans la complexe affaire du *Tartuffe*, finit par octroyer une autorisation définitive et officielle en 1669. Et il trouve en Louis XIV un inspirateur idéal, un « *mécène intelligent, qui pousse le créateur à se renouveler sans cesse, à toujours plus d'audace, toujours plus d'inventivité, toujours plus de courage aussi* ». Mais le roi a aussi besoin de Molière dans la fabrication du « théâtre de la gloire », qui consiste en une exaltation du monarque, et qui surtout délivre une vision du monde. Molière s'impose ainsi comme le « *parfait interprète des idées et des principes qu'il [Louis XIV] voulait voir porter à la scène* ».

Cette parfaite complicité connut son déclin dès lors qu'une nouvelle forme de spectacle, l'opéra, fut appelée à supplanter la comédie-ballet, qui, à certains égards, n'en était qu'une imparfaite préfiguration. Ayant collaboré avec Lully depuis 1661, Molière dut en fin de compte lui céder la première place : en avril 1673, la création du premier opéra français, *Cadmus et Hermione*, sur un livret de Quinault, suit de peu la mort de Molière, en février.

S'acquittant brillamment de cet exercice de biographies croisées, Laurent Dandrieu fournit des clés de lecture capitales pour mieux comprendre et évaluer les multiples créations de Molière, en qui il salue le « *parfait interprète de cette mesure française que Louis XIV voulait voir régner* ». Il conclut son passionnant essai sur l'exaltation de ce moment d'équilibre de l'esprit français, « *capable de résister aux excès de toute sorte* » : « *C'est l'esprit de jugement, qui évalue le mérite plutôt que de regarder le rang ; c'est l'intelligence du cœur, qui sait corriger celle de la raison (...); c'est pour Louis XIV le correctif de retenue et de pondération qui empêche le souci de grandeur de basculer dans l'orgueil.* » A lire et à savourer absolument. ↗

• *Le Roi et l'Arlequin. Louis XIV, Molière et le théâtre du pouvoir*, de Laurent Dandrieu, Artège, 208 pages, 17,90 €.

Michel De Jaeghere, Geoffroy Caillet, Philippe Maxence, Victoire De Jaeghere, Marie Peltier, Frédéric Valloire, Eric Mension-Rigau, Stéphane Guégan, Luc-Antoine Lenoir et Bérénice Levet



Noé. La vigne de la vie. Jean-Robert Pitte

Au commencement était la vigne : géographe, historien du paysage et de la gastronomie, Jean-Robert Pitte est aussi un catholique imprégné par la lecture des Ecritures. Il se livre ici, sous la forme d'un conte, à une méditation sur la Genèse et, singulièrement, sur l'histoire de Noé et du Déluge qui, sans attendre l'institution de l'Eucharistie, place la vigne et le vin au cœur des mystères du Salut. Renonçant à « rationaliser » le récit de nos origines, il en adopte sans complexe le merveilleux

pour tenter de nous faire sentir ce que l'histoire sainte peut nous dire aujourd'hui de notre condition. Ce petit livre joliment illustré est à la fois un plaidoyer pour nos capacités à faire face aux catastrophes de l'existence, un acte de foi dans l'action de la Providence dans l'histoire et un hymne à la vie, et au vin qui, en portant nos âmes à la jubilation et en nous incitant à bénir la sagesse divine, en est le plus parfait symbole. **MDej**

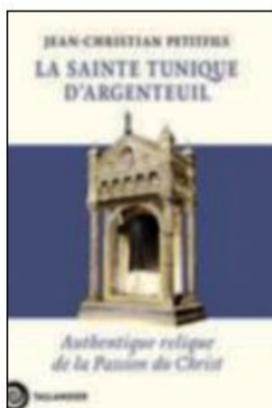
Les éditions du Cerf, 120 pages, 18 €.

Bibliothèque idéale des pierres, plantes et paysages

Laure de Chantal

Les Grecs croyaient que certains d'entre eux étaient nés directement du sol : les autochtones. D'autres pensaient que l'homme était issu de l'union de nymphes avec des frênes. Tous estimaient comme Platon que l'homme était un fruit de la nature, une créature du vivant. L'histoire était à leurs yeux, selon l'heureuse expression de Laure de Chantal, le prolongement de la géologie. Normalienne, agrégée de lettres classiques, auteur de nombreux livres sur l'Antiquité, elle a réuni ici une savoureuse anthologie d'une centaine de textes des Anciens sur la nature, d'Homère et Hésiode à Pline l'Ancien et à Plutarque, en passant par Virgile et Ovide. La lecture des pages magnifiques qu'ils avaient consacrées à la nature fait renaître un monde enchanté sous nos yeux éblouis, en même temps qu'apparaître les termes du débat sur notre rapport avec le cosmos, notre vocation à aménager et à soumettre la Terre sans en détruire pour autant l'harmonie. **MDej**

Les Belles Lettres, 365 pages, 29,90 €.

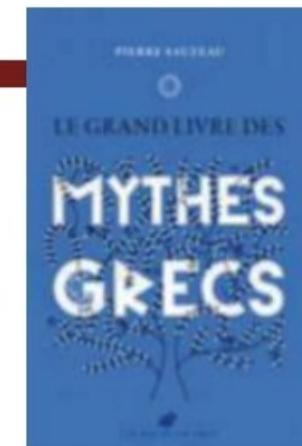


La Sainte Tunique d'Argenteuil. Jean-Christian Petitfils

Moins célèbre que le Linceul de Turin, la Sainte Tunique d'Argenteuil appartient cependant elle aussi aux reliques les plus fameuses de la chrétienté. Avec sa clarté et sa précision accoutumées, Jean-Christian Petitfils fait le point sur ce que l'on sait de ce vêtement, considéré comme la « tunique sans couture » portée par le Christ lors de sa Passion. Attestée à Argenteuil depuis le IX^e siècle, après avoir été donnée par Charlemagne à sa fille, moniale de ce prieuré, elle fut découpée en morceaux et enterrée à la Révolution.

Des rebondissements de sa datation par le carbone 14 jusqu'aux pollens qu'elle contient et au groupe sanguin révélé par les taches qui la parsèment, cette passionnante enquête ne laisse rien dans l'ombre et tend au lecteur un faisceau d'indices troublants tout en lui laissant le soin de trancher. **GC**

Tallandier, 208 pages, 18,90 €.

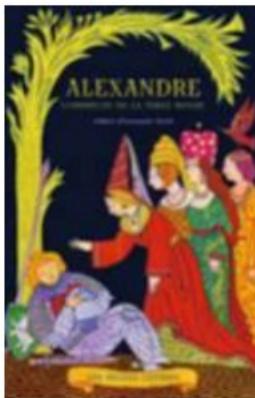


Le Grand Livre des mythes grecs. Pierre Sauzeau

Tout le monde connaît Zeus, Héra, Poséidon, Athéna, Apollon, Dionysos. Mais quels sont entre ces dieux les liens de parenté ? Comment ces Olympiens ont-ils supplanté Cronos et les Titans ? Et pourquoi celui-ci avait-il dû lui-même, pour asseoir son autorité, émasculer le Ciel ? La mythologie grecque continue de fasciner, mais son foisonnement, ses chevauchements, ses variantes pourraient parfois décourager notre curiosité. Professeur de grec ancien, Pierre Sauzeau réussit ici le prodige de nous raconter l'histoire des origines surnaturelles du monde, telle que les Grecs l'imaginaient, du chaos primordial à la guerre de Troie et au retour de ses guerriers, en un récit qui fait le tour du labyrinthe des mythes et des légendes en jetant sur chacun d'entre eux une formidable clarté. Décryptant le sens des légendes par le recours à l'étymologie et une science parfaite des sources, ce beau livre superbement édité et relié peut tout aussi bien se lire comme un dictionnaire, en allant directement aux personnages ou aux épisodes dont les tenants et aboutissants sont rappelés et expliqués avec un sens de la narration qui excelle à nous les rendre familiers, une pédagogie qui nous fait comprendre que ces histoires à dormir debout ont traversé les siècles parce qu'elles étaient, aussi, porteuses de profondes vérités. **MDej**

Les Belles Lettres, 576 pages, 29,90 €.





Alexandre. L'orphelin de la Table ronde. **Edition d'Emanuele Arioli**

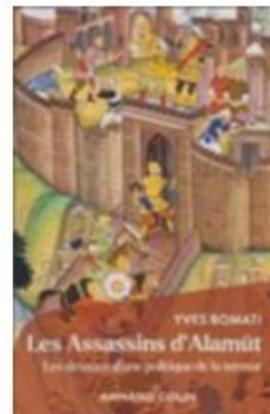
Longtemps soustrait à l'admiration des adeptes de la quête du Graal, voici qu'apparaît le jeune Alexandre, l'orphelin de la Table ronde. La trahison d'un oncle, une offense à venger, les joutes où s'éprouve la valeur, les poisons de Morgane ou l'amour des belles dames... le romanesque et l'épopée se retrouvent pour fêter l'arrivée de ce nouveau chevalier. Après avoir retrouvé l'an dernier Sûr, le chevalier au dragon, Emanuele Arioli nous offre pour la première fois en français moderne la traduction des aventures d'Alexandre, dont les faits d'armes s'étaient eux aussi dispersés, dans quatorze manuscrits et fragments disséminés dans toute l'Europe et jusqu'aux Etats-Unis. Si son courage est celui d'un héros, sa beauté juvénile et ses cheveux d'or ravissent le cœur des femmes. Leur passion devient son parcours initiatique. Saura-t-il résister à leurs attraits ? Un roman initiatique porté par les couleurs et par la verve des récits médiévaux. **VDeJ**

Les Belles Lettres, 178 pages, 13,50 €.

Les Assassins d'Alamût. **Yves Bomati**

Visiblement passionné par son sujet, l'historien Yves Bomati revisite complètement le mythe des « Assassins », le nom occidental donné depuis les croisades à un ordre religieux musulman issu du chiisme et principalement iranien : les ismaélites nizârites. Si trois principes – « une doctrine quasi philosophique », fortement teintée de néoplatonisme, « une initiation graduelle et une discipline fondée sur une stricte hiérarchie » – définissent les grands piliers de ce courant religieux, les « Assassins » en constituaient, eux, le bras armé, sorte de services spéciaux, capables aussi bien de donner la mort que d'infiltrez un milieu étranger, d'apprendre un dialecte ou de mourir en martyr. Une étude qui bouscule les idées reçues et trouve des échos jusque dans notre actualité. **PM**

Armand Colin, 288 pages, 23,90 €.

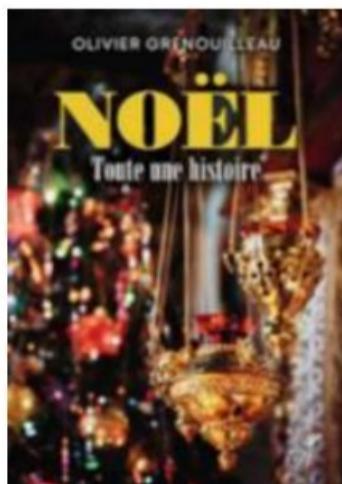


Vivre en bourgeoise au Moyen Âge. **Les leçons du Mesnagier de Paris (1393)**

Karin Ueltschi

L'an 1400. Un homme écrit un manuel de savoir-vivre à destination de son épouse. Le « Mesnagier » révèle l'essor économique, les codes sociaux, les valeurs morales de ce bas Moyen Âge occidental, tant dans la sphère intime que dans la société bourgeoise. Ce livre émouvant, magnifiquement illustré, parfaitement rédigé donne, par surcroît, à admirer le lien d'affectionnée familiarité qui unit, par-delà les siècles, une source à son exploratrice. Karin Ueltschi lui donne chair et comble ses bâncas par une parfaite expertise scientifique, doublée d'impressionnante érudition. La dernière page tournée, restent un rictus de dédain pour les débats sur le patriarcat et un sourire mélancolique en mémoire de nos aïeux. **MP**

Les Belles Lettres, 274 pages, 25,90 €.

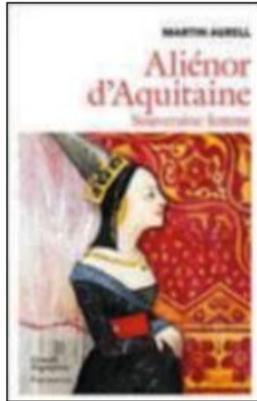


Noël. Toute une histoire. **Olivier Grenouilleau**

Comment a-t-on déterminé la date de la naissance du Christ ? Et pourquoi sa célébration a-t-elle pris une importance centrale dans l'année liturgique, quand les premiers chrétiens fêtaient plus volontiers le baptême et la Résurrection de Jésus ? La date du 25 décembre a-t-elle été choisie pour supplanter celle de la naissance de Mithra ? Ou en référence au solstice d'hiver qui annonçait le retour prochain du Soleil ? Les festivités qui l'entourent sont-elles héritées des Anthestéries grecques, des Saturnales romaines qui marquaient de leur côté le retour du printemps ? Quand l'âne et le bœuf ont-ils fait leur entrée dans la crèche ? Et comment les Pères de l'Eglise ont-ils pu intégrer à la Tradition tant de détails tirés des évangiles apocryphes ? Comment Noël était-il fêté au Moyen Âge, et pourquoi le XVII^e siècle en a-t-il fait la fête de la famille ? Quand sont apparus les cadeaux, la bûche et le sapin ? On n'en finirait pas de lister les questions auxquelles répond ce précieux

petit livre. Servi par une somptueuse iconographie, qui offre à ses lecteurs un survol de deux mille ans d'art sacré, Olivier Grenouilleau y conjugue avec bonheur une science exigeante à un indiscutable sens du récit. Son érudition ne se contente pas de satisfaire notre curiosité en associant l'analyse de la réinterprétation des mythes à la sociologie de la fête : elle parvient à nous faire sentir la révolution spirituelle que constitua la survenue, avec Noël, d'un nouveau rapport au don – devenu gratuit –, à l'enfance – désormais modèle d'humilité et d'innocence –, au sacrifice et en définitive au Salut. **MDeJ**

Les éditions du Cerf, 276 pages, 24 €.



Aliénor d'Aquitaine. Souveraine femme. **Martin Aurell**

Il fallait bien l'un des meilleurs spécialistes des Plantagenêts pour offrir au lecteur, en cette année des 900 ans de sa naissance, la biographie la plus complète jamais consacrée à Aliénor d'Aquitaine. Aux yeux du public, celle qui fut successivement reine de France et d'Angleterre au XII^e siècle est alternativement une figure sombre ou éclatante, femme avide de pouvoir ou héroïne romanesque. Martin Aurell retrace sa véritable histoire dans un récit haletant, qui met en valeur la personnalité charismatique et la « *capacité de résistance* » de la mère de Richard Cœur de Lion, héritière de l'Aquitaine puis fondatrice, avec son second mari, de l'empire Plantagenêt. Battant en brèche les idées reçues, il fait valoir que sa vie n'en est pas moins « *extraordinairement ordinaire* » si on la rapporte à d'autres trajectoires féminines du XII^e siècle, comme Hildegarde, abbesse de Bingen. Reste qu'elle seule fut l'objet de quantité de « *miroirs déformants* », dont Martin Aurell démêle ici avec talent l'évolution féconde jusqu'aujourd'hui. **GC**

Flammarion, « Grandes Biographies », 512 pages, 24,90 €.



Le Saint Empire romain germanique **Barbara Stollberg-Rilinger**

Avouons-le : nous, Français, connaissons mal, à l'exception des spécialistes, le Saint Empire romain germanique. Même sur son orthographe, les débats existent ! Pourtant, cette structure politique, qui dura un millénaire, engloba à certaines époques, la Franche-Comté, les évêchés de Metz, Toul et Verdun, la ville impériale de Strasbourg, et couvrait un territoire trois fois plus important que celui de l'Allemagne actuelle. Ce petit livre en souligne les particularités et en donne les clés. Le Saint Empire repose sur la tradition et le consensus, sur une union personnelle liée par des engagements de fidélité réciproques, qui aboutissent à l'empereur. Dans cette fédération politique corporative et hiérarchisée d'Etats (parfois temporaire et avec des intérêts différents), destinée à préserver la paix et le droit sous un chef unique, l'empereur, qui ne dispose que d'un pouvoir nominal, organisations politique et religieuse ne sont pas séparées. Au cours de son histoire, elle s'adapte à d'importants changements de situation, dont la Réforme, mais meurt au XVIII^e siècle, incapable, selon l'auteur, d'assurer de nouvelles réformes. **FV**

Passés/Composés, 192 pages, 17 €.



Paris criminel, 1572. **Denis Crouzet**

A l'époque où l'on apprenait l'histoire, cette date résonnait de façon sinistre, celle de la Saint-Barthélemy (autour de 3 000 victimes selon les derniers travaux), rendue célèbre par l'assassinat de l'amiral de Coligny sur lequel Denis Crouzet apporte tous les éclaircissements nécessaires. En apprenant la mort de l'amiral, un jésuite signale « *un miracle manifeste* ». Denis Crouzet étend ses observations, toujours pertinentes, au pouvoir royal qui a cherché avant tout, dans les jours qui suivirent le massacre, à présenter une information structurée et cohérente centrée sur le mythe d'une menace huguenote et sur l'évidence d'une action de salut public inspirée par Dieu. Pour comprendre cette logique de violence, l'auteur analyse les pogroms urbains qui mobilisent toutes les couches de la société. Un robuste livre d'histoire qui se marie harmonieusement à la sociologie. **FV**

Les Belles Lettres, 378 pages, 25 €.

Les Destins des enfants prodiges. XVI^e-XVIII^e siècle. **Yves-Marie Bercé**

Hauts potentiels intellectuels et surdoués semblent fasciner nos contemporains. Les époques anciennes ne sont pas en reste, qui ont conservé la mémoire d'enfants précoces, aux capacités inhabituelles, promenés de foire en foire, montrés dans les cours royales comme Mozart ou étroitement protégés. Sont-ils des monstres, des saints ou des exceptions ? Doit-on les craindre ou les admirer ? Que deviennent-ils en grandissant ? Quelle est, chez eux, la part de l'inné et de l'acquis ? D'où vient le génie ? Ces questions divisent les moralistes et les chroniqueurs des temps modernes qui ont laissé une palette d'enfants haute en couleur, de l'enfant talentueux à l'enfant sauvage, de la fillette à la voix d'or à l'anorexique, des enfants lettrés géniaux aux calculateurs prodiges, de ceux qui ont laissé leur nom dans l'histoire comme Pic de La Mirandole aux fantômes évanouis dont les noms se sont perdus, comme ce petit Beauchâteau, poète à 6 ans. La lecture que fait Yves-Marie Bercé de sources qui couvrent l'ensemble de l'Europe est exemplaire en ce qu'elle montre comment se croisent les invariants anthropologiques et l'évolution des mentalités. Un livre prodigieux qui, expliquant le passé, dresse un chemin pour l'avenir. On a rarement mieux expliqué à quoi sert l'Histoire. **EM-R**

Les éditions du Cerf, 240 pages, 25 €.

27
HISTOIRE

Les Reines de France. Le Crédoscle des Lumières. **Simone Bertié**

Avec ce volume consacré au duo formé par Marie Leszczynska et Mme de Pompadour, puis à Marie-Antoinette, s'achève la luxueuse réédition de la saga de Simone Bertié sur les reines de France. L'élégance de l'écriture s'y conjugue à la finesse psychologique pour renouer avec un art du portrait digne des mémorialistes du Grand Siècle.

Un livre indispensable à la bibliothèque de l'honnête homme. **MDeJ**

Perrin, 1 320 pages, 37 €.





Louis XVI et ses frères. Emmanuel de Valicourt

Et si la psychologie des relations familiales permettait de réévaluer l'histoire de Louis XVI ? C'est l'ambition réussie de ce livre qui, au travers des rivalités fraternelles, dénoue les fils entremêlés d'une tragédie. Sans amis, sans favoris, sans maîtresses, le roi est seul parmi ses frères. Il entretient des relations d'affection avec son aîné, le duc de Bourgogne, à l'éclatante personnalité mais qui meurt à 9 ans, et des relations de rivalité avec le suivant, le comte de Provence, futur Louis XVIII, d'une jalousie presque maladive. Quant au troisième, le duc d'Artois, le futur Charles X, oisif et charmeur, quelle différence au physique comme au moral ! La mort de leur père, alors qu'ils n'ont pas 10 ans, anéantit la cohésion du groupe qui oublie vite que l'humilité et l'abnégation sont nécessaires au service de l'Etat. « *S'ils ont le sentiment d'une destinée collective, ils ont collectivement participé à la ruine de l'édifice* », rappelle Emmanuel de Valicourt que l'on suit avec intérêt jusqu'au dénouement fatal. **EM-R**

Tallandier, 512 pages, 24,90 €.



L'Humeur révolutionnaire. Paris, 1748-1789. Robert Darnton

Depuis plus d'un demi-siècle, Robert Darnton scrute la France « prérévolutionnaire » avec le sentiment que le XVIII^e siècle conduisait nécessairement à 1789. Après s'être longtemps occupé de la bohème littéraire et de la circulation des ouvrages séditieux, instruments d'un radicalisme qui n'aurait attendu qu'une étincelle pour détruire le système monarchique, il examine, dans son dernier livre, la France de Louis XV et de Louis XVI à travers les différents flux d'informations qui alimentaient une opinion publique très hétérogène, mais de plus

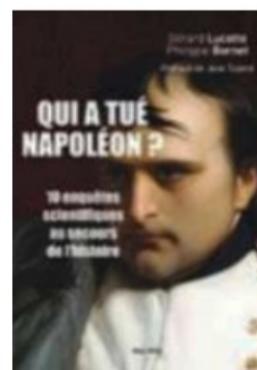
en plus réactive à ce qui fragilise la Couronne, des affaires de mœurs aux finances royales. Il paraît dès lors s'ouvrir à l'idée que « *le grand saut de 1789* » aurait pu prendre un tout autre visage, et connaître un tout autre virage. **SG**

Gallimard, « NRF Essais », 592 pages, 32 €.

Qui a tué Napoléon ? Gérard Lucotte et Philippe Bornet

Voici un généticien et un médecin au secours des historiens. Les implications de la connaissance « génétique » de l'Empereur sont exposées avec simplicité : empoisonnement à l'arsenic révélé par une mèche de cheveux, origine orientale de la famille Bonaparte, etc. En plus de l'enquête sur les assassins de Napoléon (puisque assassins il y a, ici), d'autres chapitres développent des thèses intrigantes, en particulier sur la filiation de Napoléon III. **L-AL**

Max Milo, 200 pages, 21,90 €.



Léon Daudet, critique littéraire

Anne Le Pape

Auteur d'une œuvre torrentielle (pas moins de 128 livres !), où les romans côtoient les souvenirs, les essais, l'histoire, la polémique politique, Léon Daudet ne fut pas seulement le compagnon de lutte de Maurras au sein de l'Action française. Baigné dès sa jeunesse grâce aux relations de son père dans le milieu littéraire, « Gros Léon » fut aussi un formidable critique : l'un des tout premiers à discerner le génie de Proust et le défenseur intraitable du *Voyage au bout de la nuit* au sein du jury des Goncourt en même temps que le découvreur de Georges Bernanos, de Paul Morand et de Joseph Kessel. Anne Le Pape lui avait consacré, avant de passer au journalisme, une thèse. Elle en a repris la matière dans ce court essai pour nous faire connaître avec une admiration communicative sa méthode, ses principes et son esthétique. Elle y fait, plus encore, revivre pour notre plus grand bonheur, son enthousiasme et ses traits de génie. **MDeJ**

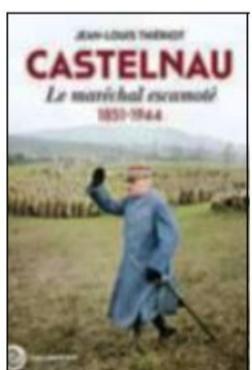
Editions de Flore, 270 pages, 10 €.

Les Eminences grises du nazisme

Gérard Chauvy

Réédition d'un travail comptant parmi les plus remarquables d'un grand historien de la Seconde Guerre mondiale, cette galerie de portraits n'a rien perdu de sa singularité et de son intérêt. Voici le rôle crucial de dix figures de l'ombre de la machinerie nazie, de Dietrich Eckart, mentor de Hitler, à Otto Dietrich, propagandiste en chef, Karl Brandt, médecin des expérimentations mortelles, Inge Viermetz, directrice du Lebensborn pour la natalité aryenne, ou Oswald Pohl, organisateur des camps. Ces acteurs méconnus ont façonné la machine nazie peut-être plus sûrement que certains grands noms du Reich. Documenté et saisissant, cet ouvrage dresse un autre portrait du nazisme, de ses idéaux et de leur mise en œuvre. **L-AL**

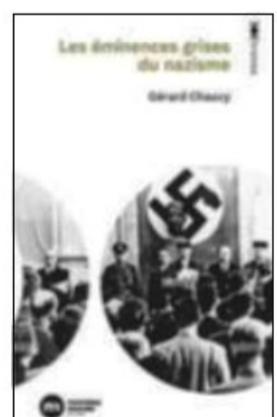
Nouveau Monde Editions, 384 pages, 9,90 €.

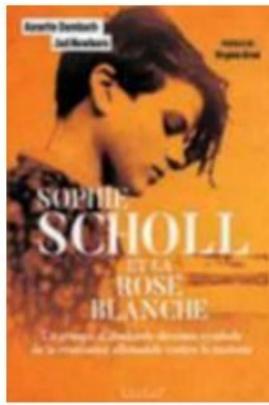


Castelnau. Le maréchal escamoté. Jean-Louis Thiériot

Le nom du général de Castelnau est bien oublié, même parmi les catholiques, alors qu'il créa, en 1924, et dirigea l'un de leurs plus puissants regroupements, la Fédération nationale catholique. Cette biographie vise justement à sortir de l'oubli cet officier profondément chrétien qui s'illustra pendant la Première Guerre mondiale et dont l'auteur estime qu'il méritait le bâton de maréchal. Le récit, précis et vivant, fait revivre la figure de celui qui fut en tout point un militaire aux ordres, qu'il s'agisse de Briand en 1917 ou des évêques par la suite. Un regret ? L'impression d'avoir parfois un livre prétexte entrant une fois encore dans la lutte mémorielle entre Pétain et De Gaulle. Castelnau valait peut-être d'exister par lui-même. **PM**

Tallandier, 448 pages, 23,50 €.



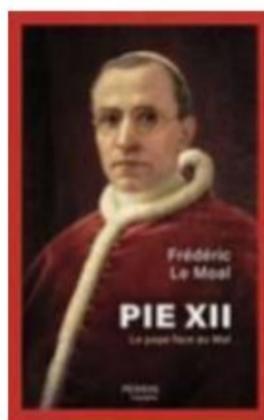


Sophie Scholl et la Rose blanche

Annette Dumbach et Jud Newborn

Bien connue aujourd'hui, notamment grâce au cinéma et à de nombreux ouvrages, la résistance au nazisme de Sophie Scholl et de ses amis de la Rose blanche ainsi que leur fin tragique devaient-elles à nouveau être racontées ? Le récit qu'en livrent Annette Dumbach et Jud Newborn est à la fois complet et captivant, offrant de multiples détails sur ces étudiants décidés à réveiller la conscience de leurs concitoyens en vue d'une nouvelle Allemagne. Les auteurs ne cachent pas les hésitations et les dissensions au sein du groupe et offrent, en outre, des documents photographiques et des annexes de grand intérêt. Lutter par des tracts contre Hitler pouvait paraître vain. Leur condamnation à mort et le souvenir de leur action montrent, au contraire, le fort impact de leur résistance. **PM**

Alisio Histoire, 338 pages, 21,90 €.



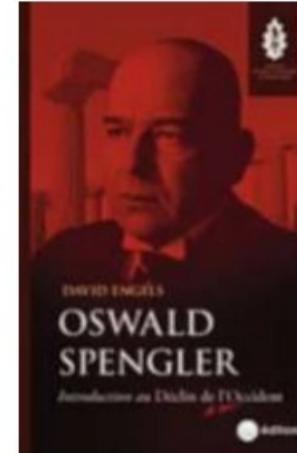
Pie XII. Le pape face au Mal

Frédéric Le Moal

Pie XII ? S'il y a un pontificat qui a été mis en cause, c'est bien celui du pape Pacelli. Dans une nouvelle biographie, qui

a bénéficié de l'ouverture récente des archives du Saint-Siège sur Pie XII, Frédéric Le Moal s'attaque de front à la « légende noire » qui a transformé le chef de l'Eglise entre 1939 et 1958 en un suppôt de Hitler et un collaborateur de l'extermination des Juifs. S'il confirme la stratégie du silence adoptée par le pape diplomate, Frédéric Le Moal montre cependant comment celle-ci s'insère dans une perspective de résistance au nazisme et de protection des Juifs. Au-delà de cet aspect, il montre aussi la richesse d'un pontificat décisif pour l'Eglise et dresse le portrait d'un homme entièrement voué à la mission qu'il avait acceptée à l'aurore de la guerre. **PM**

Perrin, 432 pages, 25 €.

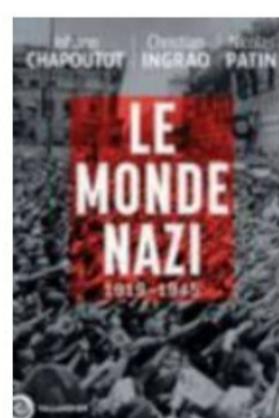


Oswald Spengler. Introduction au Déclin de l'Occident. **David Engels**

Négligé par les universitaires pour son excessive ambition, *Le Déclin de l'Occident* fait partie de ces œuvres qui, en renouvelant l'idée de décadence, le regard porté sur les origines et la fin des empires et des civilisations, ont exercé sur la pensée au XX^e siècle une influence immense : d'Ortega y Gasset à Ernst Jünger, d'Henry Miller à Francis Scott Fitzgerald ou Pierre Drieu la Rochelle. Ses deux tomes dans la « Bibliothèque des Idées » de Gallimard apparaissent

pourtant au lecteur comme un Himalaya un peu intimidant. Brassant toute l'histoire du monde avec une érudition impressionnante, Spengler s'y était proposé rien de moins que de décrypter la logique de l'aventure humaine pour nous faire connaître le caractère tragique de notre destin. Figure de la révolution conservatrice allemande, apprécié par Mussolini, mais déclaré *persona non grata* sous le III^e Reich pour son rejet du racisme hitlérien, Spengler y avait défendu, contre l'illusion d'un progrès sans fin tout autant que la perspective d'une convergence des cultures vers une civilisation suréminente, l'idée que celles-ci se développaient et mouraient en toute indépendance, à l'image des êtres vivants, selon une marche inéluctable de l'enfance à la vieillesse, du printemps à l'hiver. Suspecté de complaisance pour le césarisme des années 1930, il avait, paradoxalement, ouvert la voie, par ses analyses du caractère irréductible des cultures (son matérialisme le rendant étranger à l'idée d'invariants de la nature humaine, au regard desquels pourraient être hiérarchisées les civilisations), au relativisme de Lévi-Strauss. Professeur d'histoire romaine et d'histoire des idées, David Engels accomplit ici le prodige de présenter l'homme et l'œuvre en 78 pages avec une clarté d'exposition confondante. On referme ce petit livre avec le vif désir de se plonger au plus vite dans l'œuvre torrentielle dont il a fait l'analyse pénétrante sans omettre d'en signaler les limites et, parfois, les impasses. **MDej**

La Nouvelle Librairie, 78 pages, 9 €.



Le Monde nazi, 1919-1945

Johann Chapoutot, Christian Ingrao et Nicolas Patin

Impossible à un seul individu de maîtriser les publications qu'a suscitées ce sujet. A moins de se contenter de généralités. Ces trois spécialistes, sans jargon, présentent l'aperçu le plus complet et le plus passionnant à ce jour de l'océan des publications qui cernent le nazisme. Ce monde en soi, ce système de croyances, ils en suivent la chronologie, en expliquent les ressorts, la singularité et l'attraction. Ils jettent une lumière inédite sur la société allemande.

Solidement charpenté en trois parties (« La conquête du pouvoir », « Anatomie d'une dictature », « Une guerre génocide »), cet essai restitue l'histoire du parti nazi en l'insérant dans la longue et progressive crise qui surgit dans l'Allemagne après la Grande Guerre. En mai 1928, le parti nazi ne faisait encore que 2,6 % aux élections législatives. Dès le 14 juillet 1933 (moins de six mois après l'arrivée au pouvoir de Hitler), deux décrets-lois : l'un fait du parti nazi le seul parti de la « nouvelle Allemagne » ; l'autre fusionne biologie et politique... Aucun débat n'a plus lieu d'être. **FV**

Tallandier, 640 pages, 27,50 €.





Les Opérations de la Seconde Guerre mondiale en 100 cartes

Jean Lopez, Nicolas Aubin, Benoist Bihain
Seul un atlas pouvait rendre la complexité des opérations de la Seconde Guerre mondiale et ses multiples fronts. C'est chose faite à travers ces 100 cartes qui balaien le conflit sur trois continents (Europe, Asie, Afrique) et deux océans (Atlantique et Pacifique). Les 74 opérations qui s'y déroulèrent de 1937 à 1945 sont scrutées ici par le menu, selon un souci didactique. Appliqués à leur sujet, il s'agit d'éclairer les tenants et aboutissants de chaque opération, de la bataille d'Angleterre à « Overlord » en passant par « Barbarossa » et quantité d'autres. Ligne stratégique, but et forme de l'opération, séquençage, commandement, bilan et conséquences... Une série de pictogrammes ponctue astucieusement le texte qui accompagne chaque carte. Des conquêtes de l'Axe à sa fin, c'est toute la logique du conflit qui se révèle au lecteur. **GC**

Perrin, 360 pages, 29,90 €.

Les Kamikazés, 1944-1945. Leur histoire, leurs ultimes écrits. **Christian Kessler**

Il est impossible de ne pas ressortir bouleversé par cette lecture. D'abord en découvrant l'histoire des 3 800 « corps spéciaux d'assaut » choisis à la fin de la Seconde Guerre mondiale par l'Empire nippon pour se précipiter, chargés d'une bombe, sur les navires américains du Pacifique. L'effet fut fugace mais complet, ressoudant le peuple japonais autour de l'empereur, effrayant les marins, imprimant chez eux une étrange terreur, peut-être inconsciemment mêlée d'autres sentiments. Atroce ironie : comme témoins et symboles de la résolution japonaise dans la guerre, les Kamikazés (« vent divin ») ont probablement pesé dans le choix des bombardements nucléaires américains d'août 1945. L'autre intérêt de cet ouvrage est d'aborder l'intimité de ces jeunes hommes à la tête ceinte du *hachimaki* (bandeau blanc imprimé du soleil rouge) dans leurs derniers instants avant le sacrifice. Il était d'usage alors d'écrire quelques lettres à la famille et aux proches, voire des *jisei*, courts poèmes d'adieu au monde. Par la gratuité totale de leur propos, ces écrits révèlent des personnalités et une mentalité venue du fond des âges du Japon guerrier. Même si la propagande joue à plein, rares sont ceux qui fanfaronnent. Beaucoup expriment leur fierté et leur amour : de la patrie, de leur mère, de leur fiancée parfois. Peu ont le courage d'exprimer la moindre hésitation ou le moindre regret, mais tous savent ce qu'ils font : « Vivre / Se rendre compte que c'est beau / Trois jours avant la fin. » Nos yeux occidentaux hésitent. Est-ce révoltant ? Pathétique ? Est-ce tout simplement et seulement absurde ? L'intérêt de cet exemplaire travail d'archives est surtout de nous raconter une civilisation, lointaine, insondable, sidérante. **L-AL**

Perrin, 384 pages, 24 €.

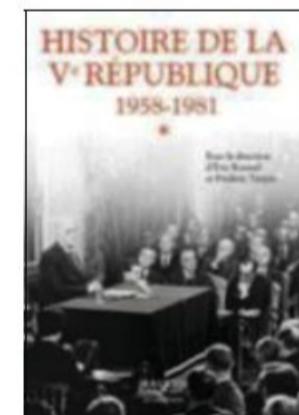


Histoire de la Ve République, I, 1958-1981

Eric Roussel et Frédéric Turpin (dir.)

La Ve République a ses histoires. Aucune n'a paradoxalement l'ampleur et l'ambition de celle que Georgette Elgey a consacrée à la IV^e. Biographe du général De Gaulle, de Georges Pompidou, de Valéry Giscard d'Estaing, de Nicolas Sarkozy, Eric Roussel a relevé le défi en réunissant autour de lui, avec la complicité de Frédéric Turpin, lui-même professeur d'histoire contemporaine, une équipe de spécialistes pour brosser le tableau panoramique (politique, culturel, économique et social) du déploiement d'un régime qui, rompant par le renforcement du pouvoir exécutif avec notre tradition parlementaire, est parvenu à battre le record de longévité de notre histoire républicaine. Consacré aux années 1958-1981, séquencé autour des mandats de ses trois premiers présidents, ce premier tome fait le récit formidablement documenté de l'émergence et de l'ébranlement de « l'Etat en majesté » voulu par De Gaulle, où la volonté de maintenir la France dans son statut de grande puissance passait avant le souci du bien-être des Français autant qu'elle justifiait trahison de la parole donnée, retourne des alliances et sacrifice de l'empire, avant que la surprise de mai 1968, le pragmatisme pompidolien, le choc pétrolier et le tropisme kennedyen de Valéry Giscard d'Estaing ne viennent brouiller les cartes, et que ses successeurs ne donnent le signal d'un grand désenchantement de la politique. Avec le recul que nous donne, soixante-six ans après sa fondation, le spectacle du délitement de la France contemporaine, l'entreprise apparaît, à la lecture, comme le déploiement d'une flatteuse illusion. **MDej**

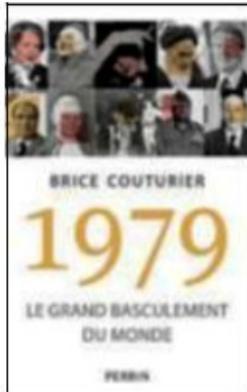
Bouquins, 1 120 pages, 32 €.



La Carlingue. La Gestapo française du 93, rue Lauriston. **David Alliot**

Oui, cette légende noire fut tout sauf une légende. Entre deux soirées dans les bordels les plus prisés, la bande de Bonny et Lafont prospéra entre 1940 et 1944 en spoliant, en escroquant tous ceux qui avaient le malheur de la croiser, en organisant des cambriolages grâce à de nombreux indics et sous les yeux de l'occupant conciliant, en étendant ses réseaux en province avec la « brigade nord-africaine »... Et en n'hésitant jamais à torturer, tuer, faire tuer. La vénalité est parfois stupide, souvent cruelle, sadique et acharnée. David Alliot excelle à replonger le lecteur dans Paris et la France occupée, à choisir le bon ton pour chaque « dossier » et à l'inscrire dans une histoire générale rigoureuse et exhaustive de ce règne de la pourriture... **L-AL**

Tallandier, 560 pages, 24,90 €.



1979. Le grand basculement du monde. **Brice Couturier**

S'il fallait trouver, après 1945, une année du XX^e siècle qui concentre « toutes les surprises et toutes les ruptures », ce serait assurément 1979. Brice Couturier en fait l'inventaire passionnant aux quatre coins du monde, alors que se dressent partout de nouveaux leaders (Margaret Thatcher au Royaume-Uni, Deng Xiaoping en Chine, l'ayatollah Khomeyni en Iran). Chacun à sa façon, ils mettent leur pays au défi de la modernité sans cesser de s'appuyer sur sa tradition pour dissiper les désillusions qui ont marqué la décennie finissante. Et ouvrir des années 1980 placées sous le signe de la mondialisation, de l'argent et de la frime. De son côté, le nouveau dirigeant du plus petit Etat du monde, Jean-Paul II, commençait à ébranler le communisme à l'occasion d'un voyage triomphal en Pologne, tandis que les crimes des Khmers rouges apparaissaient au grand jour. De cette année, Brice Couturier analyse les rouages avec un art consommé. **GC**

Perrin, 400 pages, 23,50 €.

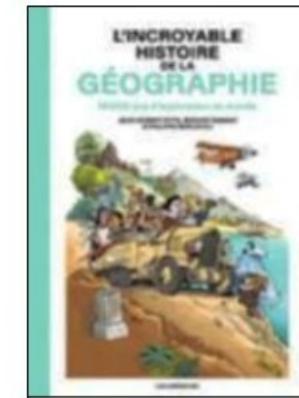


Histoire de la joie. **Alain Corbin**

Au milieu du XIX^e siècle la société rurale se rapproche de la société bourgeoise : on cesse de dormir tous ensemble dans une salle commune. L'intimité peu à peu s'impose à tous et avec elle de nouvelles manières de ressentir et de dire ses émotions. Parmi elles, la joie, objet du nouveau livre d'Alain Corbin. Le sujet est ardu. La joie collective est plus facile à apprêhender à travers les fêtes qui célèbrent la victoire ou la réussite sportive que les multiples manifestations de la joie intime, vécue dans les tréfonds de l'être, qui ne sont pas toujours révélées.

Alain Corbin montre, avec son magnifique talent de conteur, qu'elle a une historicité. La quête de la joie au XVI^e siècle est liée à la religion. L'avènement de « l'âme sensible » au XVIII^e siècle élargit la joie à une multitude de moments et d'expériences tels que l'art, la musique, la lecture, la nature, les souvenirs, l'éducation, la famille, l'enfance. Toute une sensibilité disparue resurgit sous la plume de l'historien qui convoque mémorialistes et écrivains. Un chapitre splendide rappelle que, contrairement à ce qu'un examen superficiel pourrait laisser croire, l'œuvre de Bernanos est centrée sur la joie. Tous ces moments de bonheur font écho aux nôtres et l'on se plaît à découvrir que les joies intimes qui jalonnent notre parcours de vie répondent à celles vécues par ceux qui nous ont précédés. **EM-R**

Fayard, 192 pages, 16,90 €.



L'Incroyable Histoire

de la géographie. **Jean-Robert Pitte, Benoist Simmat et Philippe Bercovici**

Bien avant le néolithique, les peintres qui ont orné les parois de la grotte de Lascaux y avaient peut-être représenté les constellations. Avec l'invention de l'agriculture, apparaîtraient les premières cartes représentant leurs agglomérations et bientôt les espaces cultivés. La géographie était née. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, président de la Société de géographie, Jean-Robert Pitte s'est associé à deux professionnels du genre pour raconter en bande dessinée sa formidable histoire. De l'Egypte pharaonique aux randonnées de Sylvain Tesson, en passant par les géographes du califat de Bagdad, les navigateurs de l'océan Pacifique ou les explorateurs de l'Afrique noire, ils font revivre la découverte du monde comme une épopée drolatique. L'humour décalé des saynètes qui y sont représentées ne nuit jamais au sérieux de l'information. Professeur de géographie, gastronome, amoureux de la vie et des fruits de la terre, Jean-Robert Pitte aura consacré son œuvre à démentir tous ceux qui ont gardé de leurs années d'école la conviction que sa spécialité était rébarbative. Il n'y sera jamais mieux parvenu. **MDeJ**

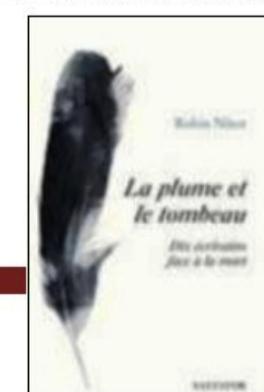
Les Arènes BD, 256 pages, 25 €.

La Plume et le Tombeau. **Robin Nitot**

« Je viens mourir chez toi... » **Sophie Vanden Abeele-Marchal et Frédéric Rouvillois**

Les écrivains et leur mort : on s'étonne à peine que deux livres soient publiés simultanément sur ce sujet, tant il possède une forme d'évidence. Mort naturelle ou suicide, trépas insignifiant ou objet d'une mise en scène réfléchie, la mort des écrivains est comme un miroir tendu au lecteur pour qu'il y voie se refléter conjointement leur vie et leur œuvre. C'est ce qu'a bien compris Robin Nitot, qui signe avec *La Plume et le Tombeau* un premier livre très réussi où il propose dix morts d'écrivains, de Molière à Hugo, de Jane Austen à Simone Weil, de Rimbaud à Max Jacob, de Péguy à Drieu la Rochelle. Partant de leur trépas pour remonter leur vie, selon un mouvement hautement symbolique, il explore chaque trajectoire dans un style plein d'allant pour en tirer des portraits de vivants tout de profondeur et de sensibilité. Quant à « Je viens mourir chez toi... », de Sophie Vanden Abeele-Marchal et Frédéric Rouvillois, il s'attache, dans de courts chapitres, aux derniers (ou avant-derniers) moments de quelque 25 écrivains, de Sappho à Jean d'Ormesson, en scrutant avec finesse ce qui, dans leur vie et dans leur œuvre, éclaire leur mort et réciproquement, « comme si la Providence tenait à peaufiner la ressemblance entre le romancier et son personnage ». **GC**

Salvator, 234 pages, 19,80 € et Fayard, 272 pages, 20,90 €.



La Morale remise à sa place. Rémi Brague

Nous avons jeté la morale aux orties ; pourtant, le moralisme est partout : seul a changé son contenu, qui dessine un ordre moral aussi contraignant que celui de la reine Victoria, pour désigner ses contrevenants à la vindicte. Rémi Brague retrace ici la généalogie de la démarche éthique, montrant qu'elle s'enracine dans trois attentes de la nature humaine : la volonté de se conformer aux usages communs, condition de la vie sociale, le désir d'une ascèse qui permette à l'âme de s'épanouir dans la contemplation du Bien, le respect d'une loi tenue pour d'origine divine et correspondant à notre aspiration innée à la justice. Parcourant traditions juive, païenne, musulmane ou bouddhique avec une érudition souveraine, il montre comment chacune de ces attentes a sa légitimité et cependant ses limites. Comment surtout le génie du christianisme n'a pas été d'inventer une morale spécifique, mais a tenu à son art d'associer les principes et de les sublimer en faisant de la charité non seulement le moyen de l'élévation de l'âme, mais son but même : quand la loi est la description des mœurs divines, quand l'objet de la contemplation est un Dieu d'amour, quand le visage du prochain est la face même de Dieu. Rémi Brague a le don d'aller sans phrases à l'essentiel : avec ce livre écrit dans une langue ductile et savoureuse, il nous montre que la morale ne mérite pas le discrédit dont elle fait l'objet. Plaçant la recherche du Bien au fondement de l'Etre, elle est en définitive au contraire ce qui donne son sens ultime à nos existences en même temps que ce qui garantit la survie de notre civilisation. **MDeJ**

Gallimard, « *L'Esprit de la Cité* », 160 pages, 18 €.



Quand la mer se retire.

La tragédie de l'Eglise au XXI^e siècle. Jean-Pierre Maugendre

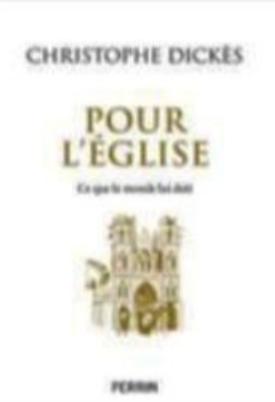
Il s'est passé moins de vingt ans entre l'élection de Benoît XVI et la clôture du synode sur la synodalité. Au regard de l'histoire de l'Eglise, c'est comme si un monde s'était, entre-temps, écroulé. Le premier événement avait paru couronner l'œuvre de redressement lancée par Jean-Paul II. Le second est venu acter l'échec de l'entreprise et le basculement de l'Eglise dans une anarchie disciplinaire, liturgique et doctrinale qui n'est plus subie comme un mal : qui est ouvertement souhaitée comme l'annonce d'un monde nouveau. Observateur de la vie politique et religieuse, producteur d'une émission religieuse sur TV Libertés, Jean-Pierre Maugendre a réuni un florilège des chroniques qu'il a consacrées, durant ces vingt années, à cette révolution. Sa lecture en fait revivre les étapes, les espoirs et les désillusions avec un formidable sens de l'analyse, une parfaite probité. On en sort avec l'assurance que l'Espérance est surnaturelle, et que la confiance que l'on peut mettre dans l'Eglise ne peut provenir que de celle que l'on place en Dieu. **MDeJ**

Contretemps, 630 pages, 24,90 €.

Pour l'Eglise. Ce que le monde lui doit. Christophe Dickès

En quelques années, Christophe Dickès s'est imposé avec talent comme historien de l'Eglise après avoir été le spécialiste d'un autre analyste du passé, Jacques Bainville. Sa biographie de saint Pierre a été couronnée d'un prix et son prodigieux *Dictionnaire du Vatican et du Saint-Siège* reste un outil remarquable. Mettant ses pas dans ceux d'essayistes américains, comme Rodney Stark, il propose aujourd'hui un essai sur l'Eglise à l'heure où elle est secouée par nombre de scandales et attaquée comme une survivance archaïque. Au rebours de la doxa du moment, il montre courageusement les apports de cette institution concernant la politique, les sciences et l'éducation, et même l'organisation du temps. S'il n'évite pas quelques raccourcis – il est douteux, par exemple, que la démocratie monastique et ecclésiale ait le moindre rapport avec l'idéologie démocratique –, l'ensemble est fortement argumenté et présenté sur un ton mesuré. Au fond, pour l'auteur, l'Eglise semble être moins dépassée que paradoxalement moderne. Mais est-ce pour être moderne qu'elle a été instituée ? **PM**

Perrin, 272 pages, 16 €.

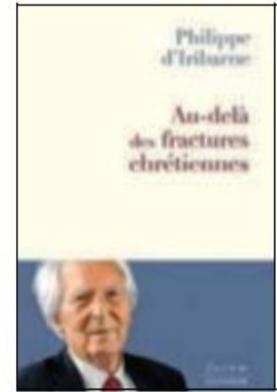


Au-delà des fractures chrétiennes

Philippe d'Iribarne

Et si les catholiques reprenaient foi, confiance dans la proposition chrétienne, dans ce qu'elle a de propre, d'unique, d'irréductible, plutôt que de ne voir que l'épaisseur d'un papier de cigarette entre leur Dieu et les idoles du progressisme ? S'ils redécouvriraient les trésors humains et civilisationnels que recèle leur héritage ? Contre l'empire, l'emprise postmoderne, et tout en se faisant le fin et rigoureux limier des étapes qui ont conduit l'Eglise à se convertir à la doxa postmoderne, Philippe d'Iribarne en appelle implicitement au courage de la dissidence. **BL**

Salvator, « *Forum* », 240 pages, 21,50 €.



France catholique numéro spécial centenaire

Créé en 1924 par le général de Castelnau, héros de la Grande Guerre et fondateur de la Fédération nationale catholique, le magazine *France catholique* fête ses 100 ans. De Gustave Thibon à Jean Guitton, de Daniel-Rops au cardinal Daniélou, il a accueilli les grands intellectuels catholiques. On les redécouvre avec beaucoup d'autres dans ce numéro anniversaire qui fait revivre dans des pages superbes de nombreux documents d'archives, comme ce billet de Thibon de 1957 ou cette interview de Soljenitsyne de 1975. **GC**

68 pages, 4 €. En librairie et sur france-catholique.fr





© HANNAH ASSOULINE/OPALE.

C'est déjà l'automne, les feuilles mortes se ramassent à la pelle, les souvenirs aussi. Qui se souvient encore des Jeux olympiques ? C'était « *la vraie vie* », nous avait promis

Emmanuel Macron après la fête. La dose de *panem et circenses* n'a pas fait effet longtemps sur les Français. Selon un sondage récent, ils sont de plus en plus nombreux à vouloir que « *leur pays redevienne comme autrefois* » (64 %). Philippe de Villiers partage certainement ce sentiment. Lui n'a pas oublié la cérémonie d'ouverture de ces JO, banquet crépusculaire du gauchisme culturel. Dans *Mémoricide*, son nouveau livre, il revient longuement sur « *ce moment de nihilisme festif et exubérant* », manifestation de « *l'imaginaire post-français* ». Est-ce ainsi que les nations meurent ? Dans un grand feu d'artifice décadent lancé à la face du monde ? Le fondateur du Puy du Fou a eu raison de se sentir touché par cette cérémonie grotesque. A la question posée par des journalistes du *Monde*, « *Si on comprend bien, votre travail est tout sauf une reconstitution à la manière des spectacles du Puy du Fou* », les organisateurs de la cérémonie répondirent en chœur : « *L'inverse !* » L'historien militant Patrick Boucheron ajoutant : « *Le contraire d'une histoire virile, héroïsée et providentielle.* »

C'est contre cette déconstruction revendiquée que Philippe de Villiers repart une nouvelle fois en croisade, panache et verbe intacts. Dans cet essai touffu où se mêlent les formules brillantes et les souvenirs personnels, il rappelle la nécessité d'un roman national, seul capable d'unir les Français, de permettre à un « *pays de consommateurs* », archipelisé et hanté par une mémoire pénitentielle, de retrouver son unité et son destin.

Dans un style étincelant, qui tranche avec le verbe creux et la plume fadasse de la plupart des hommes politiques, Villiers cisèle le portrait des trois France : la France de la créolisation, la France de l'ubérisation, et la France de la tradition, catégorie à laquelle il appartient. Prise en étau entre un progressisme fou qui détruit ses fondations et une immigration massive qui dessine un basculement démographique vertigineux, la France vacille. « *On tente de faire vivre ensemble la femme grillagée et l'homme enceint, l'islamisme ancestral et le wokisme radical* », résume Villiers.

Mélant analyses du temps présent et plongées dans l'histoire contemporaine, il évoque tour à tour la décrépitude de Sciences Po, la tiers-mondisation du service public, la destruction de l'école, la mémoire occultée de la Vendée, la masculinité toxique et la

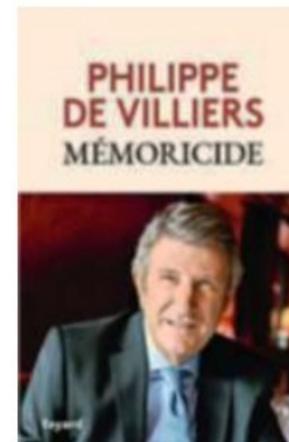
EST-CE AINSI QUE LES NATIONS MEURENT ?

Avec *Mémoricide*, Philippe de Villiers nous livre une puissante méditation sur l'état de notre vieux pays, menacé d'un basculement démographique et fragilisé par la haine de son propre passé.

mort administrée. On lira aussi dans ces pages des conversations savoureuses avec Simone Veil et Hassan II, mais aussi un portrait à la sulfureuse d'Emmanuel Macron, un « *alchimiste [qui] a plombé son mandat* » un « *commercial de chez Super U* » qui a promu « *une France de la toquade et de la foucade, une France célibataire* ».

Villiers est devant son pays comme ce vigneron, les larmes aux yeux, devant ses vignes qu'on arrache. « *Je suis un boomer* », avoue-t-il. Il est pourtant bien peu représentatif de cette génération de jouisseurs qui, après avoir profité des Trente Glorieuses, a derrière elle tiré l'échelle. Nostalgique, Villiers prouve par sa vie qu'on peut concilier le conservatisme avec la créativité, l'énergie, l'espoir et la capacité à fédérer les enthousiasmes présents en puisant dans les mélodies du passé. Le Puy du Fou en est l'exemple éclatant. Dans des pages pleines d'émotion, il confie son espoir. Notre-Dame reconstruite, la ferveur du Vendée Globe, le geste héroïque du colonel Beltrame ou d'Henri d'Anselme, le retour d'une liberté d'expression médiatique, la permanence des monastères sont autant de cailloux que laisse sur le chemin de l'avenir la petite fille Espérance. C'est quand tout est perdu que tout est sauf. ✓

À LIRE



Mémoricide
Philippe de Villiers
Fayard
384 pages
21,90 €

EXPOSITIONS
Par Luc-Antoine Lenoir



1793 Merci pour ce moment ?

Le musée Carnavalet revisite 1793, lorsque la République trébuche d'entrée sur ses propres idéaux. Une exposition soignée, mais bien édulcorée sur la Terreur.

34
HISTOIRE
© GRAND PALAIS RMN (CHÂTEAU DE VERSAILLES)/FRANCK RAUX/SP. © MUSÉE CARNAVALET/ROGER-VIOLLET/SP.

Quatre-vingt-treize. La date suffisait à saisir d'effroi le lecteur de Victor Hugo. Paris vacille alors entre rêves d'égalité intégrale et lame de la guillotine, entre utopie et coercition. Le musée Carnavalet replonge dans ces mois intenses et suspendus sous l'angle de la vie quotidienne et de l'émotion des Parisiens. Le parcours est riche et classique : plus de 250 œuvres, dont une réplique du *Marat assassiné* de David, témoignent de cette Convention qui tâtonne puis s'embourbe dans la violence. Une *Marseillaise* guillerette en musique d'ambiance, on raconte comment les habitants des faubourgs sont sommés de porter la cocarde révolutionnaire, d'afficher leur identité à la façade de leur immeuble. Une société de délation se met en place, pour un kilogramme de sucre vendu au-delà du prix réglementaire, pour un dessin trop avantageux pour le roi. Une centaine de prisons fleurit dans la capitale, et on célèbre l'Etre suprême dans des rues quadrillées par une surveillance oppressante.

L'exposition surprend pourtant par les distances confondantes qu'elle prend avec la notion de Terreur. Les panneaux de salle et les cartels usent à l'envi du « mais », comme si l'on ne

se satisfaisait jamais de ce que l'histoire a retenu et malgré les innombrables travaux sur l'hubris généralisée du moment. Le mot « Terreur » a été, nous-dit-on, « fabriqué pour des raisons politiques », et l'année du printemps 1793 à l'été 1794 doit aussi être vécue comme « un temps d'utopie et d'expériences politiques qui font brèche à la désespérance ». Les heureux exemples manquent... Certes, on détruit (ou on vole) partout les signes de l'Ancien Régime, mais « beaucoup d'autres sont protégés » (dans quelle proportion ?), et les saccages « reconfigurent le décor de Paris ». Certes, les Sœurs de la charité préexistaient aux « citoyennes de secours », mais c'est seulement alors que « l'assistance publique devient un droit ». L'exécution de Marie-Antoinette et la mort du Dauphin sont,

elles, parfaitement présentées, ainsi que l'onde de choc qui les accompagne dans la population. On signale que lorsque Thermidor arrive, on « cherche des coupables », et que Robespierre et ses proches deviennent « les cibles prioritaires [d'une] campagne d'épuration et de dénigrement, au cours de laquelle naissent mille légendes ». Mais nulle insistance sur les dizaines de milliers de morts : on se borne à rappeler que, pendant la période, les mesures d'exception « pèsent lourdement sur les vies collectives et individuelles ». La Terreur, héritage contrasté ? Les euphémismes ne feront jamais une vérité historique. ✓

• « Paris 1793-1794. Une année révolutionnaire », jusqu'au 16 février 2025. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris.

Rens. : carnavalet.paris.fr ; 01 44 59 58 58.



BAIN DE SANG

En haut : *Marat assassiné*, atelier de Jacques-Louis David, 1800 (Paris, musée du Louvre). Ci-contre : *Repas républicain, messidor an II* (juin-juillet 1794), par Jean-Baptiste Lesueur, 1794 (Paris, musée Carnavalet).



PRENDRE LA VOILE

Dans le superbe décor du nouveau musée de la Marine, voici l'histoire de l'Everest des mers : la circumnavigation en solitaire sous toutes ses formes. Car il y a un monde entre tous ces marins autour du globe : le pionnier Joshua Slocum abordait victorieusement New York en 1898 après trois ans de mer et quelques escales ; les derniers vainqueurs du Vendée Globe, course créée en 1989, mettent moins de trois mois à rallier Les Sables-d'Olonne. Au fil des décennies, les monocoques évoluent drastiquement, l'aventure devient une course (sauf pour Bernard Moitessier, qui déserte la sienne pour « sauver son âme », un moment fort du parcours). Le seul point commun à tous les skippers est le dépouillement de tout confort et de tout réconfort : au « point Nemo », dans le Pacifique Sud, les astronautes sont géographiquement les plus proches humains ; le premier Terrien se trouvant à des milliers de kilomètres. Une magnifique et dantesque exposition.

- « En solitaire autour du monde », jusqu'au 26 janvier 2025. Musée national de la Marine, 17, place du Trocadéro et du 11-Novembre, 75016 Paris. Rens. : musee-marine.fr ; 01 53 65 69 48.

FIÈVRE DE CHEVAL

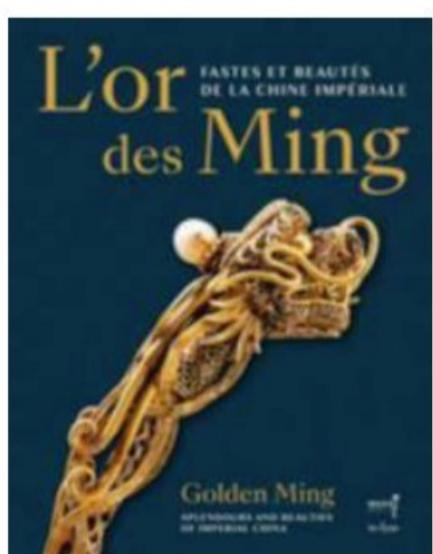
Chevaucher, c'est régner. Ecouen ressuscite le faste des portraits équestres de la Renaissance française à travers des prêts exceptionnels de la Royal Collection britannique, du musée du Louvre ou du musée de l'Armée. Peintures, sculptures, gravures et émaux permettent d'explorer le symbolisme puissant de cette figure de pouvoir qu'est le cheval, et son évolution esthétique dans l'art. François Ier, Henri IV ou Catherine de Médicis prennent la pose avec lui, tantôt en majesté, tantôt en guerriers triomphants et en armure. Le parcours révèle un moment à part, entre la tradition



médiévale et les modèles antiques, où le cheval devient complice des ambitions humaines, qu'il s'agisse de conquérir, de régner ou de séduire. On assiste à l'éclosion des codes de l'élégance équestre et on s'étonne de l'incroyable variété des mises en

scène, du cheval dressé à l'allégorie mythologique. Une saisissante balade dans une époque où l'homme ne s'élève jamais aussi haut qu'avec un cheval sous lui.

- « A cheval, le portrait équestre dans la France de la Renaissance », jusqu'au 27 janvier 2025. Musée national de la Renaissance-château d'Ecouen, allée du Château, 95440 Ecouen. Rens. : musee-renaissance.fr ; 01 34 38 38 50.



MING D'OR

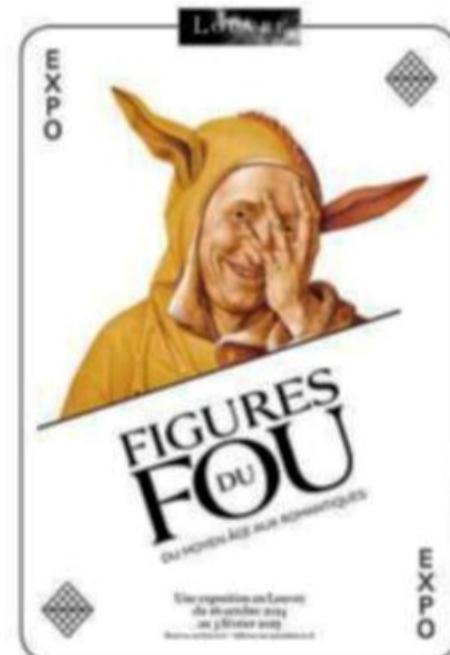
Grâce à un prêt exceptionnel du musée des Beaux-Arts de Qujiang, le musée Guimet nous transporte au cœur du faste impérial chinois. Les pièces rares et spectaculaires de la dynastie Ming (1368-1644) sont bien plus que des ornements : elles racontent le pouvoir, la beauté et les hiérarchies sociales à la Cour, ainsi que son ouverture commerciale et culturelle au monde. Fleurs, phénix et dragons qui ornent aiguilles, épingle à cheveux et bijoux, ont des significations précises, mais témoignent d'abord de la richesse de leur commanditaire et de ses espérances de prospérité supplémentaire. Des œuvres d'art d'autant plus remarquables que l'on découvre au cours de la visite toute la difficulté que leur fabrication représente pour les orfèvres (art de la granulation, du filigrane...). Leur lumière éblouit avec toujours autant de force.

- « L'Or des Ming », jusqu'au 13 janvier 2025. Musée Guimet, 6, place d'Iéna, 75116 Paris. Rens. guimet.fr ; 01 56 52 54 33.

ÉLOGE DE LA FOLIE

Bien plus réjouissante que ce que son titre ne pourrait le laisser croire, cette exposition est la première organisée sur ce thème. Cet être à part que l'on qualifie de fou y apparaît dans tous les arts, sous les différents atours dont l'ont paré les siècles. De gracieuses jeunes filles, les vierges folles, découpent leurs silhouettes sur une abside fictive : au Moyen Age, le fou n'est pas avant tout le malade psychiatrique, mais l'insensé qui mène sa barque loin de Dieu. Il est aussi le fou d'amour, tel Tristan lié à Yseult par un philtre, le fou du roi, parfois le plus sage des courtisans, tels les fous de Shakespeare. Jérôme Bosch et Pieter Brueghel le Jeune célèbrent le jour des fous, au carnaval. Avec les romantiques apparaît une vision plus sombre de la folie et de sa pathologie. Une exposition d'une beauté et d'une richesse à en perdre la raison ! Isabelle Schmitz

- « Figures du fou, du Moyen Age aux romantiques », jusqu'au 3 février 2025. Musée du Louvre, 75001 Paris. Rens. : louvre.fr ; 01 40 20 53 17.





© PARISA TAGHIZADEH/APPLE TV. © SILEX FILMS. © GEDEON MEDIA GROUP.

TÉLÉVISION
Par Marie-Amélie Brocard

Blitz et Brouillard

A travers le regard d'une mère et de son fils qui luttent pour se retrouver, le réalisateur oscarisé Steve McQueen livre une vision spectaculaire de Londres sous l'orage du Blitz. Mais le scénario ne tient pas les promesses de la réalisation.

Londres, septembre 1940. Après une nouvelle nuit sous les bombardements allemands, Rita (Saoirse Ronan), une jeune mère célibataire, se résout à contre-cœur à avoir recours au programme d'évacuation de la capitale mis en place pour les enfants, afin de mettre à l'abri son fils unique, George (Elliott Heffernan). Alors que les forces britanniques ont abandonné quelques mois plus tôt le continent en guerre lors de la débâcle de Dunkerque, l'Allemagne a en

effet lancé, le 7 septembre, une campagne de bombardements intensifs des villes anglaises et tout particulièrement de Londres dans le but d'anéantir le moral de la population. Cette opération restera dans l'histoire sous le nom de « Blitz », c'est-à-dire « éclair » en allemand. Le gouvernement britannique encouragea alors la population à mettre les enfants à l'abri hors des villes. A Londres, un million d'entre eux, soit la moitié des enfants de la capitale, furent ainsi évacués. Le fils de



Rita est de ceux-là. Mais le voyage du jeune garçon ne se passe pas comme prévu : refusant d'être séparé de sa mère, George profite de la première occasion pour sauter du train afin de retrouver son foyer.

Portées par la musique envoûtante de Hans Zimmer, les images de Londres affrontant cette pluie de bombes qu'offre le nouveau film de Steve McQueen (visible en streaming depuis le 22 novembre) sont impressionnantes. L'immersion dans l'apocalypse quotidienne de toute une population est d'une grande efficacité, les décors et les costumes sont superbes, la photographie soignée, les acteurs d'une touchante justesse. Malheureusement cette réussite cinématographique souffre d'un scénario qui manque cruellement de rythme. On

peine à s'intéresser vraiment au périple du jeune George. Les diverses rencontres et rebondissements qui jalonnent son chemin ne sont jamais suffisamment approfondis et chaque situation à laquelle Rita ou George sont confrontés reste traitée en surface avant de passer à la péripétie suivante : le soulèvement des collègues d'usine de Rita, la vie qui s'organise dans les abris tandis qu'un prédicateur communiste charismatique harangue les foules éprouvées, le passage de George auprès de pilleurs de ruines et détrousseurs de cadavres, l'inondation du métro où des Londoniens ont trouvé refuge, le rôle des pompiers dans la ville qui brûle, avec parmi eux l'un des personnages secondaires les plus sous-exploités du film, qui semble désespérément attendre qu'on lui donne un vrai rôle. Autant d'éléments prometteurs mis en place avec efficacité mais qui nous laissent sur notre faim, faute de réels développements.

Et puis le père de George est noir : Steve McQueen tenait à mettre en scène le racisme auquel un tel enfant pouvait alors être confronté dans un Londres pourtant métissé. Le problème, c'est que chaque manifestation de racisme ou représentation d'un Londres en noir et blanc semble plaquée artificiellement, sans réel rapport avec le déroulement de l'histoire et aux dépens d'un approfondissement des aspects historiques de la mise en images du Blitz. On ressort finalement en se disant que Blitz aurait pu être un très bon film mais qu'il est passé un peu à côté de son sujet. 

Blitz, de Steve McQueen, 2 h, en streaming sur Apple TV+.

« ÉCLAIR » Blitz retrace l'épopée de George, 9 ans, et de sa mère Rita, ouvrière dans une usine d'armement (*Saoirse Ronan, page de gauche*), dans Londres en 1940. En haut : Gustave Courbet peignant *L'Origine du monde*, dans la série *L'Armée des romantiques*, en animation traditionnelle 2D. A droite : le film *Liban, les secrets du royaume de Byblos* suit la mission archéologique franco-libanaise qui fouille depuis 2019, à Byblos, une nécropole de l'âge du bronze composée d'hypogées, des tombes creusées dans la roche.



LES RÉVOLUTIONS ROMANTIQUES

Au début du XIX^e siècle, alors que la Révolution française a renversé l'ordre établi, la nouvelle génération du monde des arts et des lettres rêve elle aussi de renverser les tables et d'en finir avec le classicisme et l'académisme. Qu'ils s'appellent Dumas, Hugo, Balzac, Delacroix ou Berlioz, chacun dans son domaine aspire à réinventer les codes de la littérature, de la peinture, de la musique... Arte consacre une série d'animation documentaire à la redécouverte de l'histoire du romantisme, de ses prémisses à ses dernières notes, dans un voyage où se croisent les chemins de Nerval, Gautier, George Sand, Daumier, Chopin, Lamartine, et jusqu'à Baudelaire, Courbet ou Flaubert. Leurs combats culturels et politiques, leurs rivalités et leurs amitiés, leurs histoires personnelles avec, en toile de fond, l'histoire tourmentée du XIX^e siècle français influenceront profondément l'ensemble de leur art. C'est donc un large panorama de l'histoire culturelle de la France qui prend vie à l'écran, même si on aurait préféré un traitement plus profond à une diversion trop fréquente sur les affaires de cœur et les questions politiques.

L'Armée des romantiques, série d'animation documentaire, 4 x 52 min. Sur Arte, samedi 21 décembre, à 20 h 50. Sur arte.tv, à partir du 14 décembre.

37
HISTOIRE



BYBLOS ÉTERNELLE

Ville de l'actuel Liban, Byblos est l'une des plus vieilles cités au monde à avoir été continuellement habitée, depuis le Ve millénaire av. J.-C. Les vestiges qu'y ont laissés les siècles en font l'un des

sites archéologiques fameux du Proche-Orient, où se trouvent les traces de 7 000 ans d'histoire. Depuis cent cinquante ans, les multiples fouilles semblaient n'avoir laissé subsister aucun secret. Pourtant, en 2019, une équipe d'archéologues franco-libanaise découvre l'entrée d'une immense nécropole enfouie sous la cité. Le documentaire de Gédéon Programmes les suit dans leur voyage passionnant à travers le dédale de ces sépultures explorées pour la première fois. Elles conservent en effet, depuis plus de quatre mille ans, des reliques de la vie de la cité portuaire à l'âge du bronze, époque de son apogée, au carrefour de la Phénicie, de l'Egypte et de l'Europe méridionale.

Liban, les secrets du royaume de Byblos, 90 min. Sur Arte, samedi 11 janvier 2025, à 20 h 55. Sur arte.tv, du 4 janvier au 11 mars 2025.



En 1964, *La Chute de l'Empire romain* d'Anthony Mann avait aussi marqué celle du film antique. Trop coûteux dans sa version hollywoodienne, même produite à Rome (*Quo vadis*, *Ben Hur*, *Cléopâtre*), passé de mode dans sa version italienne *low cost* (le péplum), le genre fit au purgatoire un séjour de près de quatre décennies. C'est à Ridley Scott qu'il dut son salut en 2000 avec *Gladiator*, immense succès public et critique, couronné par cinq oscars. Mise en scène avec un sens très sûr du spectacle et un acteur charismatique (Russell Crowe), cette prenante histoire d'un général romain tombé en disgrâce et devenu gladiateur sous le règne de Commode a acquis un statut de pierre milliaire du genre qui lui a permis de franchir les générations.

Autant le dire d'emblée : la perspective d'une suite tournée par le même Ridley Scott avait tout d'un mauvais présage. Parce que les suites sont presque toujours décevantes. Parce que les réalisations historiques du Britannique ont suivi une pente descendante depuis sa redite indigeste des *Dix Commandements*, jusqu'au décevant *Napoléon* sorti l'année dernière, en passant par le grotesque *Dernier Duel*, fable néoféministe transposée au Moyen Age. Annoncé depuis plusieurs années, *Gladiator II* est enfin sur les écrans et, ne serait-ce que par le soin qu'il met à s'inscrire dans les pas de son prédécesseur, fait tout l'effet d'une bonne surprise.

Les scénaristes du premier opus ayant opportunément donné un fils à Lucilla, fille

CINÉMA

Par Geoffroy Caillet

Au Nom du Père

Vingt-quatre ans après *Gladiator*, qui signa le renouveau du film antique au cinéma, la suite tournée par le même Ridley Scott est une bonne surprise inattendue.



de Marc Aurèle et sœur de l'empereur Commode, *Gladiator II* révèle que cet enfant devenu adulte a pour père le héros défunt, Maximus. Une classique histoire de filiation forme donc l'intrigue du film, qui s'ouvre sur l'assaut donné par le général Marcus Acacius (Pedro Pascal) à la cité de Numidie où Lucilla (Connie Nielsen) a envoyé son fils quelques années plus tôt pour le soustraire à la jalouse de Commode. Capturé lors de ce combat où sa femme perd la vie, Lucius (Paul Mescal), qui a pris le nom de Hanno, devient à Rome un gladiateur anonyme et valeureux, animé par sa soif de vengeance contre Acacius, surtout lorsqu'il découvre

que celui-ci a épousé sa mère. Or Acacius est un héros qui ourdit une conspiration avec l'aide de Lucilla pour débarrasser Rome des empereurs Geta (Joseph Quinn) et Caracalla (Fred Hechinger), cruels et débauchés, tandis que le cynique préfet du prétoire, Macrinus (Denzel Washington), prépare son propre coup d'Etat.

Gladiator se déroulait sous les derniers empereurs Antonins – Marc Aurèle et Commode. Celui-ci a pour cadre chronologique les années 211-217, de l'accession au trône impérial des fils de Septime Sévère jusqu'à l'assassinat de Caracalla, même si, à l'écran, les deux événements sont séparés

par quelques semaines seulement. Une trame historique qui, comme le premier film, tient surtout de la toile de fond, passée comme elle l'est à la moulinette hollywoodienne. La Numidie fut conquise en réalité au 1^{er} siècle av. J.-C. ; aucun général Acacius ne complota contre le pouvoir impérial ; l'empereur soldat qu'était Caracalla disparaît ici au profit d'un histrion cruel et débauché. L'ensemble n'en donne pas moins une idée de la « monarchie militaire » qui caractérisa cette dynastie, avant l'anarchie qui fut au cœur de la fameuse crise du III^e siècle.

Jouant la symétrie avec *Gladiator*, les scènes spectaculaires abondent et rythment habilement l'action au fil d'un solide scénario. A la mémorable bataille contre les Germains sur laquelle s'ouvre son prédécesseur répond dans *Gladiator II* l'assaut grandiose lancé depuis la mer contre la cité de Numidie où Lucius/Hanno a grandi. Quant aux scènes d'arène, elles dépassent en imagination le premier film dans une surenchère jouissive. Exit les fauves : place à des singes aux allures de mutants, à un monstrueux rhinocéros et à une naumachie peuplée



de requins qui rejoue avec fureur la bataille de Salamine. Soigneusement maîtrisés, combats et effets spéciaux n'en font pas moins de *Gladiator II* un grand spectacle classique, aux antipodes de l'esthétique de jeu vidéo devenue trop souvent l'alpha et l'oméga des films d'action.

Dans le rôle-titre, l'Irlandais Paul Mescal tire parfaitement son épingle du jeu, passant de la soif de vengeance à la rédemption à travers la quête de son père. Face à lui, l'émouvante Connie Nielsen assure la continuité avec le premier film. On ne regrette guère que l'absence d'un thème

musical propre à rivaliser avec celui qui, épique ou lyrique, avait assuré à *Gladiator* une part de son succès. Un fait d'autant plus étonnant que le compositeur Harry Gregson-Williams est un élève de Hans Zimmer. Les quelques flash-back de *Gladiator* font revivre heureusement ça et là la fameuse musique du maître et c'est à elle que revient finalement de sceller l'unité qui se dégage des deux films. Au point d'ouvrir la porte à un *Gladiator III*, dont Ridley Scott a avoué caresser l'idée. ↗

• *Gladiator II*, de Ridley Scott, avec Paul Mescal, Connie Nielsen, Denzel Washington, 2 h 30.



PHOTO FABIO LOVINO © ASCENT FILM

LA FUREUR DE VIVRE Page de gauche : dans *Gladiator II*, de Ridley Scott, Lucius/Hanno (Paul Mescal) cherche à se venger du général Acacius (Pedro Pascal), lequel conspire contre les empereurs Geta et Caracalla (Fred Hechinger, page de droite, en haut). Ci-dessus : *Le Déluge* met en scène un thème inédit au cinéma : la captivité de la famille royale au Temple. Guillaume Canet et Mélanie Laurent y sont de convaincants Louis XVI et Marie-Antoinette.

LES SÉQUESTRÉS DU TEMPLE

La Révolution française est loin d'avoir tout livré au septième art. En s'attachant à la captivité de la famille royale au Temple depuis son arrivée, le 13 août 1792, jusqu'à l'exécution de Louis XVI, le 21 janvier 1793, *Le Déluge* met en lumière l'un de ses épisodes jamais traités par le cinéma. Le fait est étonnant, tant éclate d'emblée son immense potentiel cinématographique, entre huis clos et caractère dramatique. Il n'a pas échappé en tout cas au réalisateur italien Gianluca Jodice, qui s'est inspiré librement du *Journal du valet Cléry* pour bâtir son film comme une tragédie en trois actes autour du couple formé par Louis XVI (Guillaume Canet) et Marie-Antoinette (Mélanie Laurent). Dans le premier acte, « Les dieux », leur trône ne semble pas encore complètement renversé. Du moins la reine veut-elle le croire. Par une ironie cruelle, le palais du grand prieur du Temple (une scène tournée au palais de Venaria Reale, près de Turin) où l'on sert à dîner au couple royal, à ses deux enfants et à Madame Elisabeth, sœur du roi, le soir de leur arrivée, a des allures de galerie des Glaces. Mais une galerie sinistre



et dépouillée, comme le théâtre abandonné de leur splendeur déchue, où l'on installe à la hâte quelques matelas pour passer la nuit. Hantée par le souvenir de son amour pour Fersen, la reine s'accroche au passé, traversée toutefois par des éclairs de lucidité. Du roi, elle dit : « *Mon mari est un honnête homme. Son seul tort, c'est d'être roi.* » Il faut la tête de la princesse de Lamballe, brandie sous ses yeux par le peuple parisien, pour finir de la dessiller.

Avec leur installation dans la tour du Temple enfin aménagée, le roi d'un côté, le reste de sa famille de l'autre, les dieux sont morts et c'est le temps des « hommes ». La vie quotidienne est rythmée par la confrontation avec leurs gardiens, entre vexations et contrainte, et par un dialogue de sourds avec des révolutionnaires ivres d'égalité, qui ne voient dans leurs prisonniers que des symboles à abattre. Le roi lit, la reine joue du piano, Madame Elisabeth s'occupe des enfants. De la sœur du roi, on regrette que *Le Déluge* fasse une caricature de bigote ridicule et stupide, quand tous ses biographes la décrivent comme une femme intelligente et fine, doublée d'une âme de feu. La tension qui monte dans ce deuxième acte se joue entre le roi et la reine, livrés l'un à l'autre sans échappatoire possible. Soutenu par un maquillage impressionnant, Guillaume Canet rend parfaitement la bonté naïve et résignée de Louis XVI, ses désirs prosaïques qui se résument à « *du linge propre pour [lui] et [sa] famille* », ses joies enfantines, qu'il s'efforce d'insuffler à ses propres enfants. En somme, un roi égal à lui-même face à une reine broyée par la captivité. Toute en révolte contenue ou débordante, Mélanie Laurent incarne une Marie-Antoinette poignante, qui subit l'épreuve comme la pire des injustices et ne voit dans son mari qu'un benêt inconscient. Le film restitue avec subtilité cette différence fondamentale entre les époux, qui éclate dans un face-à-face en forme d'apocalypse où les masques tombent. « *Je comprends tout et je vois tout* », explique Louis XVI à sa femme. Laquelle résume : « *Nous avons joué la comédie avec des rôles trop grands pour nous.* » Commencée au Temple, c'est à la Conciergerie que s'achèvera sa transformation. Louis XVI, lui, est prêt. Aussi, quand vient le troisième acte, intitulé « *Les morts* », il quitte le Temple pour la place de la Révolution, lieu de son exécution, dans une lumière blafarde et désaturée. Des quatre membres de sa famille qu'il laisse derrière lui, seule Madame Royale survivra.

• *Le Déluge*, de Gianluca Jodice, avec Guillaume Canet, Mélanie Laurent, 1 h 41. En salle le 25 décembre.

© LES FILMS DU KIOSQUE.



LA DAME AUX CAMÉLIAS

Ci-dessus : Sandrine Kiberlain campe une Sarah Bernhardt fantasque à souhait, à l'image de son modèle, dans le film de Guillaume Nicloux, *Sarah Bernhardt, la Divine*, qui s'attache à restituer la personnalité d'une actrice hors normes plus que la comédienne acclamée sur les cinq continents.

MONSTRE SACRÉ

Un siècle après sa mort, on peine à imaginer ce que fut la notoriété de Sarah Bernhardt (1844-1923), vedette du théâtre français et première star internationale, avec des tournées dans le monde entier. Son talent nous échappe plus encore. Les quelques enregistrements audio que l'on a d'elle sonnent à nos oreilles d'une façon horriblement déclamatoire et il faut se reposer sur des avis contemporains autorisés pour s'en faire une idée. De Hugo à Cocteau en passant par Proust et Edmond Rostand, ils ne manquent pas.

Bâti selon un point de vue rétrospectif, le film de Guillaume Nicloux s'ouvre sur la mort de la comédienne avant de remonter le fil d'une vie largement romancée, à commencer par son argument narratif : la liaison que les scénaristes lui prêtent ici avec Lucien Guirly (Laurent Lafitte). Dans le rôle de la « Divine », Sandrine Kiberlain étincelle et éblouit, campant tour à tour l'amoureuse sincère et exaspérante, la passionaria dreyfusarde, la tête à claques attachante, la femme adulée maniant l'audace et l'extravagance avec un sens aigu de son image et un narcissisme sans bornes. La réussite du film consiste à être parvenu à saisir le caractère authentiquement novateur de son personnage sans en faire, comme trop souvent, une projection fantasmée de notre époque. Un seul regret, qui a toutes les allures d'un paradoxe : jamais on ne voit sur scène l'actrice de légende ! On s'en console dans la magnifique séquence où elle fait répéter d'une main de fer des apprentis comédiens et où éclatent sa sensibilité littéraire et sa compréhension intime de l'art théâtral.

• *Sarah Bernhardt, la Divine*, de Guillaume Nicloux, avec Sandrine Kiberlain, 1 h 38.

En salle le 18 décembre.



© H-K.

À L'AMÉRICAINE OU À L'ARMORICAINE ?

Si son nom est évidemment usurpé, la recette de cette préparation du homard reste un grand classique de la cuisine française.

© CLÉMENT/PHOTOCUISINE. © IM/KHARBINE/LA COLLECTION.

Les Français entretiennent depuis si longtemps une relation ambiguë avec les Etats-Unis, genre « *Je t'aime, moi non plus* », qu'en 1938, le grand chef parisien Prosper Montagné, inventeur de l'omelette norvégienne, décida de rebaptiser « armoricaine » la recette classique et éprouvée du homard à l'américaine. Curnonsky s'empressa de s'inscrire dans ce sillage en affirmant effrontément : « *Comment voulez-vous que le pays du régime sec ait pu inventer un mets aussi délicat et aussi savoureux ?* » Soucieux de rigueur historique, Robert J. Courtine, le critique gastronomique du *Monde* qui, pourtant, n'avait pas toujours porté les Etats-Unis dans son cœur, eut l'honnêteté de rétablir l'appellation « à l'américaine » dans l'édition de 1974 du célèbre *Cuisine et vins de France* du grand Cur. Il est en effet incontestable que cette délectable préparation doit quelque chose à l'Amérique et rien du tout à la Bretagne, en dehors de la provenance des meilleurs homards du monde, ce qui n'est tout de même pas rien, j'en conviens. Voici son histoire. Comme souvent, en matière de recette, elle révèle une géographie complexe mettant en scène des ingrédients et des savoir-faire voyageurs.

Son inventeur serait Pierre Fraysse, un cuisinier languedocien, originaire de Sète, qui s'exila à Chicago, au début du Second Empire.



Rentré en France, il ouvrit en 1854 un restaurant à Paris nommé Peter's. Il y servait de la soupe à la tortue, des rumstecks, des roastbeefs et, sans doute, des *clam chowders*, les chaudrées de palourdes dont on se délecte sur les côtes américaines et canadiennes. La tradition orale veut que Fraysse, pour satisfaire des clients américains arrivés à l'extrême fin du service alors qu'il ne lui restait plus que des homards vivants, les prépara comme il avait appris à le faire pour les langoustes ou les cigales de sa province natale, avec tomates, ail, piment et vin blanc. Pour rendre hommage à ses convives, il baptisa sa recette « homard à l'américaine ». *Se non è vero, è ben trovato...* Alexandre Dumas dans son *Grand dictionnaire de cuisine*, écrit juste avant sa mort en 1870, en donne une recette très complexe, additionnée de jus de viandes, qu'il attribue à un autre cuisinier de son temps, Denis-Joseph Vuillemot, qui a largement inspiré sa verve gastronomique. ↗

CASQUE À POINTE Ci-dessus : « *A l'américaine. Cette fois, il est cuit !* » Guillaume II caricaturé en homard après l'entrée en guerre des Etats-Unis, 1918 (collection particulière).

LA RECETTE

HOMARD À L'AMÉRICAINE (D'APRÈS CURNONSKY ET COURTINE)



Détachez la queue d'un beau homard vivant et coupez-la en tronçons réguliers en conservant la carapace. Brisez celle des pinces pour faciliter l'extraction de la chair après cuisson. Détachez du coffre les intestins et le corail en éliminant la poche de graviers qui s'y trouve. Faites revenir les tronçons et les pinces dans un mélange de beurre et d'huile d'olive, jusqu'à ce qu'ils deviennent bien rouges. Assaisonnez de sel, de poivre, ainsi que d'une pincée de paprika et de piment de Cayenne, ajoutez des échalotes et une petite gousse d'ail hachées. Flambez alors au cognac, puis mouillez de vin blanc sec ; ajoutez des tomates pelées, égouttées et mondées. Couvrez et cuisez à feu moyen pendant 20 min. Avant de servir, éliminez les carapaces et liez la sauce avec les intestins et le corail hachés, ainsi que du beurre à volonté. Servez très chaud avec un pouilly-fuissé ou un mâcon-viré. Cette recette est possible avec des écrevisses, des langoustines, des langoustes ou des cigales de mer.

ENCOUNTER

© COLLECTION NBL/LA COLLECTION. DOCUMENT COLORISÉ PAR © KLIMBIM/PHOTO © INTERNATIONAL NEWS PHOTOS/AFP. © J. PHILLIPS/THE LIFE PICTURE COLLECTION/SHUTTERSTOCK. © S. CARLONI POUR LE FIGARO HISTOIRE.

60 NAISSANCE D'UNE NATION

LE SIONISME NAQUIT AU MILIEU DU XIX^E SIÈCLE POUR FONDER UN ÉTAT JUIF SUR LA TERRE D'ISRAËL. MALGRÉ L'ÉCHEC DE SON ACTIVITÉ DIPLOMATIQUE, THEODOR HERZL RÉUSSIT À EN FAIRE UN MOUVEMENT POLITIQUE À PART ENTIERE ET À EN IMPOSER LE PRINCIPE.



44 UNE SI LONGUE ABSENCE

UNE SI LONGUE ABSENCE

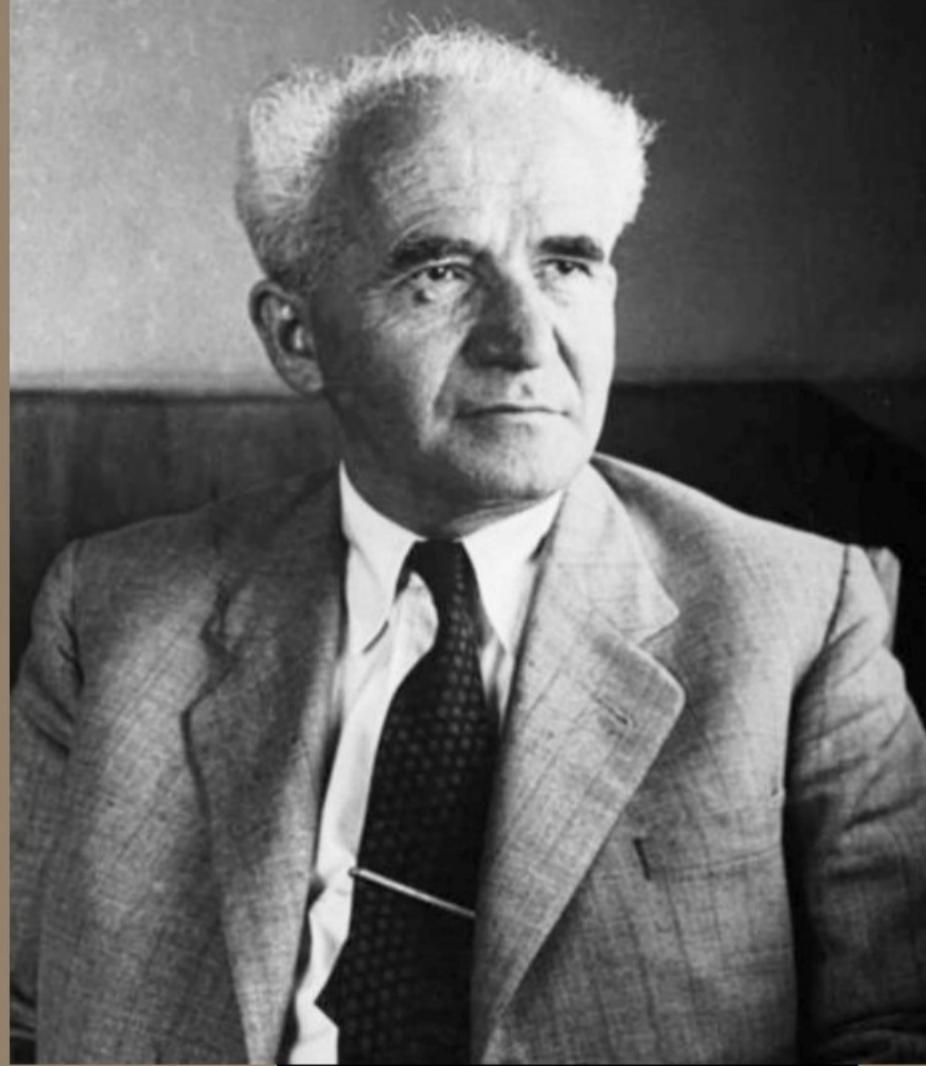
LE SIONISME NAQUIT AU MILIEU DU XIX^E SIÈCLE POUR FONDER

UN ÉTAT JUIF SUR LA TERRE D'ISRAËL. MALGRÉ L'ÉCHEC DE SON ACTIVITÉ DIPLOMATIQUE, THEODOR HERZL RÉUSSIT À EN FAIRE UN MOUVEMENT POLITIQUE À PART ENTIERE ET À EN IMPOSER LE PRINCIPE.

C'EST SUR FOND DE LUTTE

ARMÉE CONTRE LES ARABES DE PALESTINE QUE LE FOYER NATIONAL JUIF PROMIS PAR LA DÉCLARATION BALFOUR CÉDA PROGRESSIVEMENT LA PLACE À L'IDÉE D'UN ÉTAT SOUVERAIN. EN 1948, IL DEVIENDRAIT RÉALITÉ.





72 BEN GOURION, LE PROPHÈTE ARMÉ

ARRIVÉ DE POLOGNE EN 1906,
À 20 ANS, SUR LA TERRE DU « YICHOUV »,
LE FONDATEUR DE L'ÉTAT MODERNE
D'ISRAËL N'ABANDONNA JAMAIS
LA MYSTIQUE SIONISTE DES DÉBUTS.

1948 NAISSANCE D'ISRAËL

ET AUSSI
LA PROMESSE DE L'AUBE
L'ÉTAT DE GUERRE
LE GRAND ÉCHIQUIER
TERRE DE FEU
MÉMOIRE ET IDENTITÉ
L'EXODE ET LE SALUT





Une si longue absence

Par Georges Bensoussan

C'est au milieu du XIX^e siècle que naît le mouvement sioniste, dont l'objectif est la constitution d'un foyer national juif en Palestine. Il s'appuie tant sur une tradition juive (mais aussi chrétienne) d'un retour du peuple juif en Terre sainte que sur un mouvement de sécularisation du judaïsme et sur la nécessité de créer un Etat refuge pour les Juifs sur leur terre d'origine.

DE SABLE ET DE PIERRES
Des immigrants juifs arrivent en Palestine. Entre 1881 et 1903, environ 30 000 Juifs, originaires pour la majorité de l'Empire russe, s'installèrent en Palestine. Mais près des trois quarts d'entre eux repartirent, découragés par la rudesse des conditions de vie.

© AKG-IMAGES





Pour la majorité de nos contemporains, le sionisme s'apparente à la quête d'un refuge pour les Juifs persécutés, en particulier depuis les pogroms russes de 1881-1884 et la poussée d'un antisémitisme racial en Europe. Or, si le sionisme n'avait été qu'une réaction à l'antisémitisme, on devrait s'interroger à bon droit sur une naissance aussi tardive quand, depuis la fin du XI^e siècle, l'histoire juive en Occident se montra pour eux si prodigue en malheurs.

Loin d'être une donnée permanente de l'histoire juive, le sionisme est historiquement daté. Il prend racine au milieu du XIX^e siècle, concomitamment en Europe orientale et en Palestine. Bien avant cette émergence, toute une littérature chrétienne, aussi bien religieuse que profane, avait imaginé, voire souhaité, le retour des Juifs en terre d'Israël, y compris dans les écrits antijuifs. Pour une partie du millénarisme chrétien, en particulier sous sa forme protestante, le « retour des Juifs » en Terre sainte précédera le retour du Christ sur la terre. Dans cette veine, au XIX^e siècle, l'Eglise anglicane jouera un rôle clé dans ce protosionisme qui fera dire au deuxième président des Etats-Unis, John Adams (1797-1801) : « *Jesouhaite vraiment que les Juifs reviennent en Judée en tant que nation indépendante.* »

De fait, le nationalisme juif naissant sera étroitement lié à une terre où la liturgie juive s'enracine : « *Ainsi parle le Seigneur, l'Eternel, lit-on dans Ezéchiel, 37.21 : voici, je prendrai les enfants d'Israël du milieu des nations où ils sont allés, je les rassemblerai de toutes parts, et je les ramènerai dans leur*

pays. Je ferai d'eux une seule nation dans le pays, dans les montagnes d'Israël. »

Centré autour de la langue hébraïque, un renouveau culturel prend racine au mitan du XIX^e siècle, à la fois en Palestine et en Europe orientale, dans cette partie du vieux continent où, depuis Catherine II, l'Empire russe regroupe dans une « zone de résidence » (une large bande à l'ouest de l'empire, correspondant aujourd'hui à la Lituanie et à la Biélorussie, au centre-est de la Pologne et au centre-ouest de l'Ukraine, et à la Moldavie) l'immense majorité des Juifs sous la forme d'une quasi-nation. Ce regroupement explique que les diverses formes de nationalisme juif, qu'il s'agisse du Bund, fondé en 1897, ou du sionisme, sont nées pour l'essentiel dans ce périmètre géographique.

Dans le processus général de sécularisation qui marque le XIX^e siècle européen, l'éloignement vis-à-vis du judaïsme traditionnel impose de redéfinir le fait juif pour ceux qui, comme l'écrit Ahad Haam (1856-1927), l'un des pères du sionisme russe, « *ne peuvent pas ne pas être les fils de leur père* ». Il oblige à une redéfinition sécularisée de l'identité juive qui passe par la culture, la langue (l'hébreu) et *in fine* la nation, en réponse à une crise du judaïsme marquée par le recul de la foi et les progrès de l'assimilation.

A la même époque, dans le Yichou séfarade (les Juifs qui vivent en Palestine avant l'établissement de l'Etat d'Israël), on assiste à un renouveau de l'hébreu qui, dès avant 1914, redevient une langue maternelle et une langue du quotidien pour



PILIERS DE LA NATION Page de gauche : le mur des Lamentations, à Jérusalem, vers 1900, photochrome anonyme. Vestige du second Temple de Jérusalem détruit par les Romains en 70, il est l'un des lieux les plus sacrés du judaïsme. Ci-dessus : Juifs yéménites de Jérusalem étudiant les textes sacrés, vers 1900. A partir du milieu du XIX^e siècle, la langue hébraïque connaît un renouveau dans la communauté juive de Palestine où elle devient la langue du quotidien. Elle sera le ciment principal de la nation qui rassemblera des Juifs du monde entier.

près de la moitié de cette communauté, porté par un système scolaire hébréophone qui regroupe plus de soixante écoles.

Enfin, c'est autour des années 1870-1900 qu'émerge en Europe orientale une nébuleuse d'associations qu'on appelle les Amants de Sion (*Hovevei Zion*). Elle deviendra un véritable mouvement politique sous la conduite de Theodor Herzl (1860-1904), journaliste viennois d'origine hongroise et promoteur du premier congrès sioniste tenu à Bâle en août 1897.

A l'ouest de l'Europe également, avec pour l'essentiel des étudiants juifs russes émigrés, le réveil identitaire juif se structure sous la conduite, entre autres, de Nathan Birnbaum (1864-1937), fondateur à Vienne, dans les années 1880, de la première association à porter un nom hébraïque *Kadima* (« En avant »), puis, en 1885, du journal *Auto-émancipation*, et qui forge, en 1890, le mot sionisme, un vocable qui traduit le passage de la communauté à la nation.

La centralité de la terre d'Israël est au cœur de ce mouvement national atypique qui n'entend pas créer un Etat juif quelque part, mais seulement là où la nation juive plonge ses racines à travers une langue – l'hébreu – et un livre composé dans cette langue, la Bible. En mesurant à sa juste valeur l'importance du lien historique entre ce peuple et cette terre, le

mouvement sioniste fait sienne la notion de « *principe spirituel* » (Ernest Renan) qui explique qu'à la fin du XIX^e siècle, les premiers sionistes n'ont pas le sentiment de « revenir » en Eretz Israël, tant ils ont la conviction de n'en être jamais partis.

La terre d'Israël constitue la mémoire d'un peuple *habité* par cette terre, et le lien apparaît alors si évident qu'on est loin d'imaginer qu'il sera contesté un jour. Le mot *alya* (littéralement : « la montée »), qui désigne l'immigration d'un Juif vers la terre d'Israël, prend aussi le sens d'une ascension mystique, comme si cette terre incarnait une rédemption morale, un renouveau spirituel et un ressourcement physique. « *Tout membre du peuple juif a le noyau de son âme trempé en Eretz Israël* », notait, en 1920, Abraham Isaac Ha Cohen Kook (1865-1935), l'une des grandes figures du sionisme religieux.

La mémoire d'Eretz Israël

Au XIX^e siècle, la Palestine n'a aucune existence administrative. C'est une province ottomane que rien ne distingue de la Syrie, laquelle englobe les Etats ou territoires actuels de Syrie, du Liban, d'Israël, de Palestine et de Jordanie. Le mot Palestine avait été inventé au Ve siècle av. J.-C. par Hérodote pour désigner la région occupée par les Philistins, un peuple vaincu par



les Hébreux durant l'Antiquité. Après la répression de la dernière grande révolte juive menée par Bar Kokhba au II^e siècle (132-135), l'empereur romain Hadrien, dans le but de déjudaïser la province, débaptisa le royaume de Judée pour le renommer Palestine et fit interdiction aux Juifs de résider à Jérusalem, rebaptisée *Aelia Capitolina*. Mais pour les Juifs, cette terre demeurera jusqu'en 1948 Eretz Israël et seul l'Occident parlera de Palestine avant d'inventer le concept de « Terre sainte ».

A partir de la conquête arabe, au VII^e siècle, la province est peu à peu déjudaïsée, mais une communauté juive s'y maintient, irriguée par un flux constant mais faible d'immigrants, témoignant du lien existentiel entre ce peuple et cette terre, au point que Jérusalem est une ville à majorité juive à partir de 1860. Très peu peuplée, la province est ravagée par des épidémies, la pauvreté y est endémique et laisse une impression de désolation, comme le montrent les notations de Flaubert en 1850. Vers 1880, dans les limites de ce qu'on nommera plus tard la « Palestine mandataire » (le territoire qui va de la mer au Jourdain), on aurait compté environ 470 000 habitants, une population majoritairement rurale et musulmane sunnite, sauf 25 000 Juifs. En 1914, les chiffres montent à plus de 720 000 habitants, dont entre 60 000 et 80 000 Juifs.

La communauté juive est divisée entre ashkénazes (un quart environ) et séfarades, les premiers, yiddishophones, généralement enfermés dans une orthodoxie rigide. Les réformes ottomanes de 1856, en abolissant la *dhimma*, améliorent le sort des non-musulmans, mais la condition de *dhimmi* perdure dans les mentalités. Les *dhimmi* sont des « protégés », « à condition toutefois, qu'ils acceptent une situation

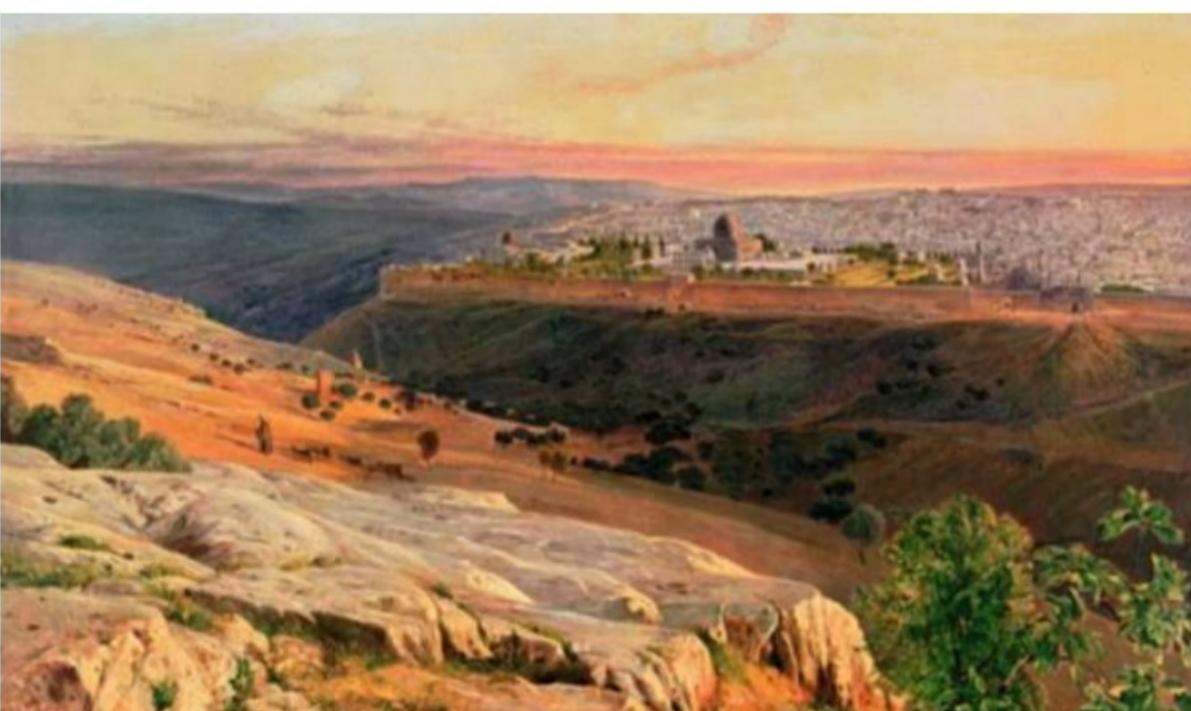
LA POSSIBILITÉ D'UNE TERRE En haut : Juifs de Jérusalem, vers 1875. Ci-contre : *Jérusalem depuis le mont des Oliviers*, par Edward Lear, 1859 (collection particulière). Page de droite : *Portrait de Theodor Herzl*, huile sur photographie, XIX^e siècle. Préoccupé par la recrudescence de l'antisémitisme et par la situation des Juifs, particulièrement en Europe orientale, à la fin du XIX^e siècle, le journaliste viennois est à l'origine du premier congrès sioniste, à Bâle, en 1897. Son but : créer un Etat refuge pour les Juifs.

d'infériorité, légalement reconnue » qui leur garantira « la vie sauve et la liberté de culte », écrivent Janine et Dominique Sourdel dans leur *Dictionnaire historique de l'islam*.

Témoins de cette précarité, les massacres antijuifs récurrents qui ensanglantent Hébron en 1775 et Safed en 1799, 1834 et 1838. La coexistence demeure d'autant plus fragile que la majorité musulmane, comme les minorités chrétiennes elles aussi opprimées, supporte mal de voir les Juifs mis au même niveau qu'elle. La place des Juifs en Terre sainte est ainsi marquée par l'ambivalence : à la mort du sultan, les clés de la Ville sainte sont traditionnellement remises au grand rabbin de Jérusalem (*Hakham Bachi*), et en 1899, l'ancien maire de Jérusalem, Yusuf Dia al-Khalidi commence sa lettre à Herzl par ces mots : « *Mon Dieu, historiquement, c'est bien votre pays.* »

Vingt ans au moins avant l'arrivée des premiers sionistes (1881-1882), la communauté séfarade de Palestine, qui regroupe les descendants des expulsés d'Espagne et du Portugal à la fin du XV^e siècle, connaît une floraison d'écoles primaires et d'écoles professionnelles, de dispensaires, d'hôpitaux et, à Jérusalem, les premiers quartiers hors l'enceinte de la vieille ville. Elle voit aussi le début d'une presse hébraïque avec *HaLevanon* (1863) et *HaHavazzelet* (1870). Avec le travail entrepris autour de l'hébreu par le biais de la presse et de l'école, cette vieille communauté séfarade devient une minorité nationale en quête d'autonomie. Ce réveil, comparable à l'indépendance grecque et au *Risorgimento* italien, est directement irrigué par le mouvement européen des nationalités.

En 1903, alors que le mouvement sioniste est à peine balbutiant en Europe, se réunit à Zichron Yaakov la « grande assemblée des Juifs de Palestine », dont les débats se déroulent en hébreu. C'est aussi en Palestine qu'en 1890, sept ans avant la tenue du premier congrès sioniste, est fondé le Comité de la langue puis, en 1903, l'Association des instituteurs hébraïques. La nation advient par la langue, comme le montrent en Europe centrale les peuples polonais, hongrois, tchèque et roumain. La culture y devient une force politique qui embraye sur un mouvement national. Dans le même temps, en Europe orientale, avec Abraham Mapou, auteur du roman *Ahavat*



Zion (*L'Amour de Sion*, 1853), l'hébreu devient une langue littéraire. Une langue journalistique aussi, grâce au journaliste viennois d'origine russe, Peretz Smolenskin, qui fonde en 1868 le périodique *Ha Shahar* (*L'Aube*).

Le moment Herzl

C'est dans ce contexte de bouillonnement culturel autour de l'hébreu qu'émerge en 1896 la personnalité de Theodor Herzl (1860-1904). Né à Budapest dans une famille de la petite bourgeoisie juive, juriste de formation, Herzl abandonne rapidement cette profession pour celle de journaliste dans le grand quotidien viennois *Neue Freie Presse*, qui le nomme en 1891 au poste de correspondant à Paris. Loin d'être un Juif assimilé, Herzl est depuis toujours préoccupé de la condition juive, voire obsédé par l'antisémitisme. Sa connaissance du judaïsme est cependant limitée et il ignore en particulier tout du présionisme. Il n'a lu aucun de ses prédecesseurs, ni Moses Hess (*Rome et Jérusalem*, 1862), ni Léon Pinsker, ce médecin juif d'Odessa auteur, en 1882, de *Auto-émancipation*, ni ses devanciers religieux, les rabbins Alkalay et Kalischer.

Ebranlé par les débuts de l'affaire Dreyfus alors qu'il vit à Paris, il est habité par la vision d'un Etat des Juifs et par la prescience d'une catastrophe, désormais convaincu qu'aucun effort d'éducation ni d'assimilation ne viendra à bout de la passion antisémite. C'est à Paris qu'à l'été 1895 il rédige *L'Etat des Juifs*, qui est publié à Vienne en février 1896.

L'accueil est tiède, sinon moqueur, voire hostile, en particulier dans la bourgeoisie juive d'Europe occidentale. Quant aux non Juifs, la plupart d'entre eux évoquent une idée chimérique. Le seul accueil favorable vient des sociétés des Amants de Sion, très nombreuses en Europe orientale, et du monde chrétien évangélique.

Le propos de Herzl n'est pas nouveau. Sa force tient au fait qu'il parle au bon moment et au bon endroit, et qu'il bénéficie par surcroît d'un puissant charisme personnel. Son idée-force est l'obtention d'une charte reconnue par le droit international qui permettrait aux Juifs de s'immiscer dans le jeu diplomatique européen. C'est en quoi il diffère des sionistes russes, qui privilégièrent l'action de terrain en Palestine et l'action culturelle autour de l'hébreu, préoccupés de bâtir une nation juive, tandis que lui songe davantage à un Etat des Juifs, c'est-à-dire un Etat refuge.

Sa détermination à penser Etat au lieu de communauté, et politique au lieu de philanthropie, tient à sa formation intellectuelle et à son admiration pour l'Etat nation issu de la Révolution française. D'où aussi son adhésion à la laïcité, laquelle lui fait toutefois commettre une erreur d'analyse en sous-estimant les liens profonds qui unissent la nation juive à la Torah et à la terre d'Israël. En dépit de ces réserves, les Amants de Sion sont nombreux à le rallier parce qu'ils trouvent en lui le dirigeant débarrassé de la peur qu'ils attendaient. La presse juive se montre d'abord méfiante, hantée par le souvenir du faux messie Sabbataï Zvi, qui s'était finalement converti à l'islam au XVII^e siècle, par la peur aussi de la répression russe comme des représailles turques contre les premières implantations juives en Palestine. Sans compter l'ombre du massacre des Arméniens en 1894-1896. Mais avec le premier congrès, le ralliement l'emporte.

En organisant avec quelques amis ce premier congrès sioniste à Bâle en août 1897, Herzl réussit le passage de la sphère communautaire à la sphère politique. Certes, l'idée du congrès est ancienne, Nathan Birnbaum l'avait déjà lancée en 1893. Herzl s'y rallie en mars 1897 après l'échec de son rapprochement avec la grande bourgeoisie juive des barons Edmond de Rothschild et Maurice de Hirsch. Le congrès est un coup de tonnerre pour de nombreux chefs de communauté, qui refusent de le suivre sur ce terrain. Le programme de Bâle qui en est issu est un document de compromis, dont seul le quatrième et dernier point est de la veine de Herzl lui-même.

« Le sionisme, lit-on en préambule, s'efforce d'obtenir pour le peuple juif en Palestine un foyer reconnu publiquement et garanti juridiquement. » Le programme préconise ensuite *« l'encouragement par principe de la colonisation de la Palestine par des Juifs ouvriers agricoles, manœuvres et exerçant d'autres professions », « l'organisation de toutes les communautés juives en groupes locaux », « le renforcement de la conscience individuelle et de la conscience nationale juives » et, pour finir, d'obtenir « des gouvernements le consentement nécessaire à la réalisation des buts du sionisme ».*

La tenue du congrès est une révolution politique comparable à celle qui, dans la France du début de l'été 1789, avait transformé les états généraux en Assemblée nationale constituante. Car le congrès de Bâle porte l'Etat en germe et c'est ce que signifiait Herzl lorsqu'il notait, le 3 septembre 1897,





qu'à Bâle il avait « créé l'Etat des Juifs. (...) Dans cinq ans peut-être, dans cinquante ans sûrement », ajoutait-il. À l'annonce du deuxième congrès sioniste, prévu à Bâle en août 1898, 300 nouvelles sociétés sionistes naissent en Russie. Ce succès n'a été rendu possible que grâce au long travail de terrain, en particulier autour de l'hébreu, opéré par les Amants de Sion.

De 1897 jusqu'à sa mort en 1904, Herzl se lance dans un travail diplomatique tous azimuts qui ne donne *in fine* aucun résultat. Aucune grande puissance n'accepte de soutenir son projet. Ni l'Allemagne de Guillaume II, vers laquelle il se tourne d'abord (1898), ni l'Empire ottoman, qui le berce de promesses mais dont il n'obtient rien (1898-1902), ni le Royaume-Uni enfin, en 1903, en dépit de la proposition de Londres de créer un « foyer national pour le peuple juif » en Afrique orientale (proposition dite de l'Ouganda).

Dans le contexte des pogroms russes de 1881-1884, les Anglais, inquiets de voir arriver chez eux un afflux d'immigrants juifs, proposent en effet au congrès sioniste un territoire situé dans l'actuel Kenya. Mais avec un sionisme russe hostile à toute solution territoriale hors de la Palestine, la majorité du septième congrès se prononce, en 1905, contre la proposition britannique. Cette décision entraîne le départ d'une minorité de délégués dits « territorialistes » qui, derrière Israël Zangwill, crée la Jewish Territorial Organization.

A la mort de Herzl, en juillet 1904, le bilan de son activité diplomatique est quasi nul. De là les vives critiques du sionisme russe, qui lui reproche de ne pas avoir compris l'importance de la révolution culturelle autour de l'hébreu, de sous-estimer le lien à la terre d'Israël, de ne fonder son sionisme que sur l'antisémitisme et de préconiser, enfin, un Etat des Juifs bien davantage qu'un Etat juif. Au-delà du bien-fondé de ces critiques, la force de Herzl fut d'avoir fait d'une nébuleuse un mouvement politique et d'avoir imposé les Juifs comme peuple réclamant

de disposer de leur propre Etat. Le récit que fait Stefan Zweig dans *Le Monde d'hier* de ses obsèques à Vienne le 7 juillet 1904 dit l'ampleur du personnage : « Cela fut une journée extraordinaire (...), inoubliable pour tous ceux qui l'ont vécue. Car soudain affluèrent à toutes les gares, venus par tous les trains, jour et nuit, des hommes de tous les empires et de tous les pays, des Juifs d'Occident, d'Orient, russes, turcs ; (...) Et je pus mesurer pour la première fois, à cette douleur immense, montant convulsivement des tréfonds de tout un peuple de millions d'êtres, quelle somme de passion et d'espérance cet homme isolé avait répandu dans le monde par la puissance de sa pensée. »

Le temps des pionniers

L'échec de sa stratégie diplomatique entraîne après sa mort le retour au travail de terrain. La Palestine est désormais au cœur du projet sioniste, comme le montre la création à Jaffa, en 1908, du « Bureau palestinien », antenne de l'Organisation sioniste.

On distingue une première vague d'immigrants qui arrivent entre 1881 et 1903, puis une deuxième vague à partir de 1904. En juillet 1881, la première *alya* est marquée par l'arrivée de plusieurs centaines de Juifs yéménites, qui précèdent les Juifs russes. Au total, ce sont 30 000 immigrants en vingt ans, suivis de 35 000 en dix ans pour la deuxième *alya* (1904-1914). Près des trois quarts des immigrants de la première *alya* finissent par repartir, tandis que les autres s'essaient à l'agriculture sur les terres qu'ils viennent d'acquérir. Mais faute de pouvoir mettre eux-mêmes la terre en valeur, ils embauchent une main-d'œuvre arabe nombreuse, s'engageant, de ce fait, dans un processus d'agriculture coloniale. Le baron français Edmond de Rothschild sauve leurs établissements de la faillite financière et y dépêche ses agronomes, qui y introduisent la viticulture.

Le pays est répulsif, écrasé de chaleur, infesté de moustiques, de serpents, et entouré de voisins hostiles. Les jours de

fêtes juives ne sont pas payés. Il n'y a pas de travail les jours de pluie et les salaires sont dérisoires. 60 % de la main-d'œuvre est au chômage pendant une partie de l'année. La nourriture est insuffisante, la malaria sévit à l'état endémique. Ces facteurs expliquent l'importance des départs, qui sont parfois même, comme en 1911, supérieurs aux arrivées. L'agriculture privée comme mode de peuplement a échoué.

Arrivée principalement de Russie à partir de 1904, la deuxième *alya* entend rompre avec ce schéma colonial, endiguer le taux énorme d'abandon (plus de 70 %) et imaginer dans une veine socialiste le projet d'un « Juif nouveau », voire d'un « homme nouveau ». Elle entend mettre elle-même la terre en valeur dans le cadre de structures communautaires en rupture avec le modèle capitaliste de l'entreprise privée. L'embauche d'ouvriers juifs est privilégiée au détriment d'une main-d'œuvre arabe moins chère et plus compétente, tandis que les ouvriers juifs se voient opposer un refus d'embauche chez les patrons arabes. A partir de 1907, de nombreux conflits sociaux opposent travailleurs agricoles juifs et propriétaires juifs qui leur préfèrent une main-d'œuvre arabe moins bien payée.

A partir de 1907 également, cette mince élite s'engage dans des essais d'agriculture collective qui finissent par donner naissance en 1913 à une première collectivité, un premier kibboutz, Degania, au bord du lac de Tibériade. D'une vingtaine d'implantations agricoles à l'époque du premier congrès sioniste, on est passé à une quarantaine en 1914. Mais la majorité de la population juive est citadine : Tel-Aviv est fondée en 1909 à partir d'un faubourg nord de Jaffa, les deux premiers lycées hébreuques sont créés là et à Jérusalem avant la Grande Guerre, et l'institut scientifique et technologique (Technion) à Haïfa est fondé en 1912. La population juive s'élève alors à entre 60 000 et 80 000 habitants.

Cette jeunesse pionnière, qui a souvent pratiqué l'autodéfense en Russie, entend rendre coup pour coup et fonde à cette fin en 1907 une première association de défense (Bar-Giora), suivie en 1909 du Hashomer (« le gardien »). C'est également en son sein que naissent en 1905 les deux premiers partis ouvriers, aux modestes effectifs, le Hapoel Hatzaïr et le Poale Zion, tous deux à l'origine du mouvement travailliste israélien qui dirigera le pays de 1948 à 1977.

Entre 1878 et 1908, les Juifs n'achètent que 400 000 dounams (1 dounam = 1/10^e d'hectare) sur un total de 27 000 000. Les terres libres sont rares et souvent infestées par la malaria. En 1901, le congrès sioniste fonde le Fonds national juif (KKL), chargé d'acquérir la terre en nom collectif. En 1914, les Juifs (10 % de la population) possèdent à peine 2,5 % du territoire de la future Palestine mandataire. Cette faible emprise sur le territoire est aussi source de tensions quand les nouveaux acquéreurs demandent aux anciens fermiers de partir, un processus légal mais humainement difficile à accepter dans une société paysanne profondément traditionnelle.

Cette immigration juive inspire immédiatement de la crainte aux élites arabes de Palestine, qui s'en émeuvent



LA CLÉ DES CHAMPS Page de gauche : Mikvé-Israël (« Espoir d'Israël »), vers 1898. C'est la première école d'agriculture juive fondée en Palestine en 1870, à l'est de Jaffa, par Charles Netter de l'Alliance israélite universelle. L'établissement est aujourd'hui un lycée franco-israélien. Ci-dessus : une leçon à l'école de Kfar-Hitim, près du lac de Tibériade, vers 1920. Ci-dessous : des familles juives sont réunies sur une plage près de Jaffa pour l'attribution de lots de terre lors de la fondation de Tel-Aviv en 1909. Devant eux, Meïr Dizengoff, qui deviendra le premier maire de la ville en 1921.



auprès du gouvernement d'Istanbul. La première protestation officielle est émise le 24 juin 1891 par des notables arabes de Jérusalem exigeant l'interdiction de l'immigration juive et des ventes de terre. En 1899, le mufti de Jérusalem demande l'expulsion des Juifs établis dans le pays depuis 1891. Ce conflit naissant est aggravé encore par le choc culturel entre la société juive venue de Russie et une société arabe qui voit dans ces immigrants juifs « *le présage de notre futur exil de la patrie et de notre abandon de nos maisons et de nos possessions* », écrit, en 1911, le journal de Jaffa, *Filastin*.

Centré sur la question de l'acquisition de la terre, le refus arabe se traduit par une multiplication de mises en garde et de menaces, au point qu'en 1925 est lancée une première *fatwa* contre les vendeurs de terre. Rien n'y fait et les transactions se poursuivront jusqu'en 1948, avec une offre souvent bien supérieure à la demande. De leur côté, les Turcs craignent de voir se créer une deuxième « question d'Arménie » sur leur flanc sud, *a fortiori* avec des immigrants russes, l'ennemi



Les implantations juives en Palestine en 1914



héritaire. Ils s'y opposent par la loi dès 1882, mais le désordre et la corruption généralisée de leur administration font de l'immigration juive une réalité jusqu'en 1914. Il en va de même pour l'interdiction des transactions foncières, tant il y a loin du règlement à l'application de la loi.

La terre des pères

Pour les pères fondateurs du sionisme, la question du « droit historique » des Juifs sur la Palestine ne se posait pas, tant elle relevait, à leurs yeux, de l'évidence. Il s'agissait, disaient-ils, de « la terre de nos pères ». A cet égard, Ahad Haam distinguait entre le droit historique de l'ancien propriétaire, une conception qu'il jugeait absurde et irrecevable, et le droit historique au sens du lien particulier entretenu par les Juifs avec cette terre au cœur de leur identité. C'est pourquoi, en avril 1918, à Jérusalem, Chaïm Weizmann, chef du mouvement sioniste, déclare devant les notables arabes : « Nous ne sommes pas en train de venir en Palestine, nous sommes en train de retourner à l'intérieur de nos frontières. » Et c'est la même attitude que l'on retrouve chez Menahem Ussishkin (1863-1941), délégué sioniste à la Conférence de la paix de Versailles, qui déclare (en hébreu) le 27 février 1919 : « Le pays a été par la violence arraché aux Juifs il y a mille huit cents ans par les Romains, les



DES RACINES ET DES PELLES A gauche : les implantations juives en Palestine sont passées d'une vingtaine à l'époque du premier congrès sioniste, en 1897, à une quarantaine à la veille de la Première Guerre mondiale. Ci-dessus : élèves de l'école agricole de Mikvé-Israël, vers 1880. Page de droite : groupe de jeunes sionistes, vers 1920. Ils faisaient probablement partie du mouvement de jeunesse Hashomer Hatzaïr, fondé en 1913 en Galicie autrichienne, par des Juifs polonais empreints des idéaux du sionisme et du socialisme.

maîtres du monde de l'époque. Le peuple juif fut exilé de son pays et dispersé à travers le monde. Et moi, aujourd'hui, fils de ces exilés, au nom de mon peuple mutilé, je viens devant vous, qui êtes les héritiers à la fois politiques et culturels des Romains, pour vous formuler ma requête. Restituez-nous l'objet de ce brigandage historique. »

Le mouvement sioniste doit cependant affronter très tôt un antisionisme juif vivace au sein même des communautés juives : dans le milieu de l'orthodoxie religieuse, parmi les bourgeois juives d'Occident, chez les militants socialistes (en particulier ceux du Bund), qui demandent ironiquement aux sionistes si les Italiens devaient eux aussi revenir en Angleterre eu égard à leur « droit historique » de « descendants de l'Empire romain ». A quoi leurs adversaires répondent que les Italiens ne constituent pas un peuple sans patrie et que l'Angleterre ne représente rien pour l'identité nationale italienne. En n'omettant pas d'ajouter qu'eux-mêmes n'ont jamais parlé d'une « terre sans peuple », formule qui leur a été faussement attribuée et trouve en réalité sa source chez les évangéliques anglais du XIX^e siècle.

Avant 1914, le départ de fermiers (ou de métayers) arabes à la suite d'une acquisition donne lieu à de nombreux incidents. A partir de 1909, plusieurs gardiens juifs sont tués dans l'exercice de leurs fonctions. Après la révolution des « Jeunes-Turcs » (1908), au parlement d'Istanbul, les députés arabes (20 % des sièges) posent chaque année la « question du sionisme », auquel un premier livre en langue arabe est consacré dès 1911. Entre 1909 et 1914, il n'est pas une semaine que la question du sionisme ne soit abordée dans la presse arabe de Palestine.

Alors que le « droit historique » des Juifs paraît irrecevable à la partie arabe en dépit de sourates du Coran souvent citées – « Nous avons dit ensuite aux fils d'Israël : "Par Allah, habitez cette terre ! Quand l'autre promesse se réalisera, nous vous ferons revenir en foule" » (sourate XVII, verset 104) –, la partie



sioniste met en avant un slogan familier dans l'Europe révolutionnaire de ce temps : « *La terre appartient à celui qui la travaille !* » En ajoutant que les Juifs, qui n'ont pas la moindre terre où exercer leur souveraineté politique, appartiennent au camp des déshérités et qu'il y a quelque indécence à disputer des miettes à celui qui n'a rien quand on dispose soi-même, du Maroc à l'Irak, de plus de quatre millions de kilomètres carrés. Le sionisme s'inscrit ainsi très tôt dans la volonté d'un partage plus équitable des richesses. C'est cette position que David Ben Gourion défendra en 1947 devant la Commission spéciale des Nations unies pour la Palestine (UNSCOP) : « *La conscience de l'humanité doit bien peser ceci : où est la balance de la justice, où est le plus grand besoin, où est le plus grand péril, où est le moindre mal et où est la moindre injustice ?* »

Tous les peuples ont les mêmes droits et leurs revendications sont toutes également légitimes, mais les enjeux, eux, sont inégaux. « *Monsieur, la reconnaissance de notre droit à l'établissement de notre foyer national dans ce petit pays est pour nous une question de vie ou de mort*, déclarera le 26 mars 1946, devant le Comité d'enquête anglo-américain, Yitzhak Herzog, grand rabbin de Palestine. Pour nos cousins arabes (...) la Palestine, après tout, n'est qu'un fragment d'un vaste empire ; pour nous, c'est le début et la fin de tout. »

A la veille de la Grande Guerre, le Foyer national juif en Palestine apparaît comme un mouvement de décolonisation singulier vis-à-vis d'une condition juive aliénée. Et, *in situ*, en Palestine/Eretz Israël, en lutte contre la tutelle turque et plus encore contre la soumission à l'islam arabe. Depuis 1967, ces réalités historiques ont été en grande partie recouvertes par l'actualité du conflit. ↗

Agrégé d'histoire, Georges Bensoussan est spécialiste de l'histoire des mondes juifs aux XIX^e et XX^e siècles.

À LIRE de Georges Bensoussan



53
L'ESPRESSO
HISTOIRE

Les Origines du conflit israélo-arabe (1870-1950),
PUF, « Que sais-je ? », 128 pages, 10 €.
Juifs en pays arabes.
Le grand déracinement (1850-1975),
Tallandier, « Texto », 1 088 pages, 13,50 €.
L'Alliance israélite universelle (1860-2020).
Juifs d'Orient, Lumières d'Occident,
Albin Michel, 384 pages, 12,90 €.
Un nom impérissable. Israël, le sionisme et la destruction des Juifs d'Europe (1933-2007),
Le Seuil, 304 pages, 21,50 €.
Une histoire intellectuelle et politique du sionisme (1860-1940),
Fayard, 2002, 1 080 pages, d'occasion.

LE JOUR OÙ

Par Henry Laurens

2 NOVEMBRE 1917 La promesse de l'aube

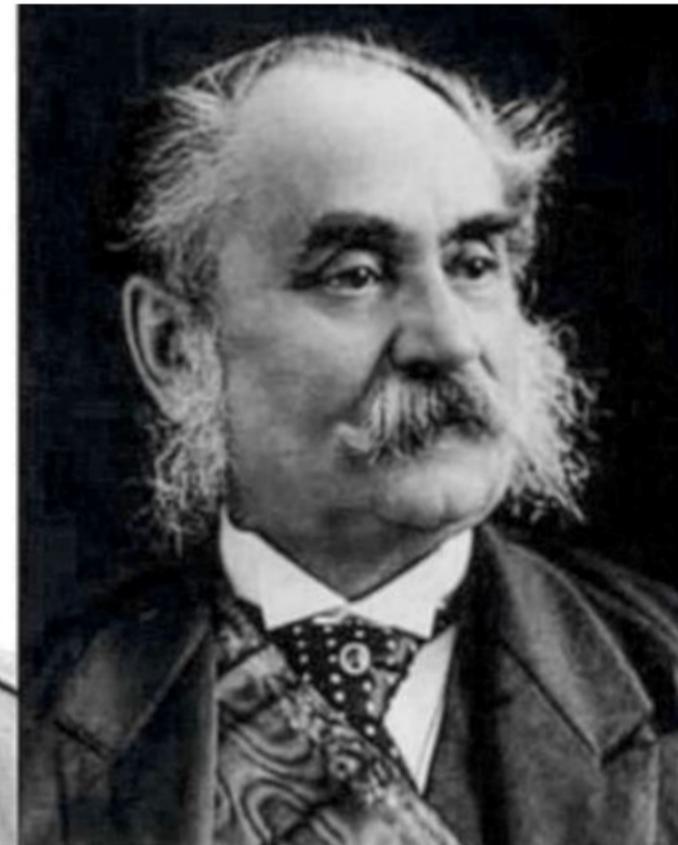
Au plus fort de la Première Guerre mondiale, la déclaration Balfour sanctionna la promesse irrémédiable des Britanniques de favoriser la création d'un foyer national juif en Palestine.

En 1913-1914, à la suite des guerres balkaniques, les puissances européennes avaient divisé l'Empire ottoman en zones d'influence pour mettre fin au risque d'affrontement européen. Malgré la protestation des « Anglo-Egyptiens » (l'Egypte était occupée par les Britanniques depuis 1882), qui craignaient une invasion française, la France se vit alors reconnaître une primauté dans une « Syrie naturelle » qui comprenait la Palestine – selon le nom donné, à l'époque, au Sandjak de Jérusalem, plus petit que la future Palestine mandataire, par ses habitants.

Vers le partage de l'Empire ottoman

L'entrée en guerre de l'Empire ottoman en novembre 1914 du côté des puissances centrales posa à nouveau la question de son sort. Avec l'expédition des Dardanelles, qui débute en avril 1915, la Russie exige un partage de l'empire. Quant au Français François Georges-Picot et au Britannique sir Mark Sykes, ils sont chargés de négocier la répartition des intérêts de leurs deux puissances au Proche-Orient.

Parallèlement, les Britanniques entament une correspondance avec Hussein, chérif de La Mecque, pour le pousser à mener une révolte arabe contre l'Empire ottoman. Ce qui va entrer dans l'histoire sous le nom de « correspondance Hussein-McMahon » a pour but premier de contrer la menace d'un soulèvement des musulmans des empires



coloniaux français, britanniques et russes. Cette correspondance est remplie de termes équivoques, avec une version arabe différente du texte anglais.

S'appuyant sur ce texte, Sykes et Picot rendent leur travail au début de 1916 après avoir consulté les autorités russes. Il est consacré par un échange de lettres entre Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, et Edward Grey, ministre des Affaires étrangères britannique, en mai 1916. Notons qu'il n'y a pas d'« accord Sykes-Picot » : cette expression sera utilisée plus tard par les Britanniques pour en diminuer l'importance en l'attribuant à des subordonnés.

D'après les travaux de Sykes et Picot, et tandis que les deux puissances s'attribuent

deux vastes zones d'influence, la Palestine doit être soumise à « une administration internationale dont la forme devra être décidée après consultation avec la Russie et, ensuite, d'accord avec les autres alliés et les représentants du chérif de La Mecque ». La Terre sainte, puisqu'il faut l'appeler par son nom, reçoit ainsi un statut spécifique à préciser ultérieurement. Mais les Anglo-Egyptiens y sont hostiles car ils veulent faire de ce territoire un glacis de protection de l'Egypte et du canal de Suez. L'« Arab bureau » du Caire, qui pilote la révolte arabe commencée en juin 1916, a dès lors pour ambition de remettre en cause la correspondance Cambon-Grey, tout en interdisant à la révolte en cours d'entrer en Palestine.

Lors de la conférence de Saint-Jean-de-Maurienne (19-20 avril 1916), l'Italie se voit reconnaître un rôle de partie prenante dans l'internationalisation de la Palestine. L'accord des quatre puissances alliées (France, Grande-Bretagne, Russie tsariste et Italie) est alors réalisé.

La question juive dans la Grande Guerre

L'Organisation sioniste, encore peu implantée en tant que telle en Palestine, est un mouvement international qui a su se faire connaître dans les relations internationales. Son quartier général est installé à Berlin et sa direction essentiellement composée de Juifs allemands et autrichiens. Dans les pays belligérants, les communautés juives se sont étroitement associées à l'Union sacrée qui a accompagné l'entrée en guerre. L'Organisation sioniste a certes déplacé son quartier général à Copenhague, mais la force des choses l'a contrainte à proclamer sa neutralité. Elle ne peut être un acteur politique.

En Palestine même, les Allemands et les Autrichiens protègent les Juifs d'une éventuelle expulsion ordonnée par les Ottomans, et leurs armées en Europe centrale et orientale mettent fin à la plupart des mesures discriminatoires imposées par les Russes sur les territoires qu'ils contrôlent. Ils apparaissent ainsi comme beaucoup plus favorables aux Juifs que les puissances alliées de la Russie antisémite et persécutrice.

A partir de 1915, la France et la Grande-Bretagne ont besoin de crédits pour

© PICTURES FROM HISTORY/BRIDGEMAN IMAGES. © NPL - DEA PICTURE LIBRARY/BRIDGEMAN IMAGES.



AU CHEVET DE L'HOMME MALADE

Page de gauche : le colonel britannique sir Mark Sykes (à gauche) et François Georges-

Picot, consul de France à Beyrouth, artisans, en 1916, des négociations sur le futur partage de l'Empire ottoman entre la Grande-Bretagne et la France. A droite :

lord Arthur James Balfour, ministre des Affaires étrangères britanniques de 1916 à 1919, signataire de la fameuse déclaration du 2 novembre 1917 adressée à lord

Walter Rothschild, par laquelle il s'engage, au nom du « gouvernement de Sa Majesté », en faveur de « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ».



financer leurs achats de matériel aux Etats-Unis tandis que, à cause du blocus, les puissances centrales n'ont pas accès à l'économie américaine. Ces crédits sont fournis par des banques privées de Wall Street, qui appartiennent souvent à des familles juives d'origine allemande. Elles refusent d'élargir leurs crédits à la Russie, ce qui renforce l'image d'une puissance financière juive dans les milieux dirigeants britanniques et secondairement français.

Le vice-président de la Fédération sioniste britannique (son président, lord Rothschild, ayant surtout un rôle honorifique), le

chimiste Chaïm Weizmann, originaire de l'Empire russe, s'active auprès des cercles dirigeants en affirmant l'intérêt de mettre le sionisme au service des intérêts de la Grande-Bretagne. Il n'hésite pas à jouer sur les préjugés antisémites de ses interlocuteurs comme lord Balfour, premier lord de l'Amirauté depuis 1915, notamment l'idée que les Juifs sont des étrangers par nature porteurs de dangers sociaux et qu'il faut canaliser leurs énergies dans l'œuvre positive de la colonisation de la Palestine. Le biblisme de la culture protestante britannique facilite l'acceptation de ses thèses.

Il se heurte cependant à l'hostilité des Juifs « assimilés » comme Lucien Wolf, un journaliste défenseur des droits des minorités dans le monde, qui fait une critique globale du sionisme. Selon lui, le projet sioniste, s'il est accepté, rendra intenable la position des Juifs, à qui l'on reconnaîtra l'existence d'une nationalité autre que celle qu'ils ont déjà. Ce sera rendre vaine l'œuvre d'assimilation

vieille de plus d'un siècle et compromettra les efforts d'émancipation des Juifs de l'Est. De plus, il est à ses yeux inadmissible que des opprimés en Europe revendiquent un statut privilégié au détriment des habitants arabes de la Palestine : si l'on établit des discriminations envers les Arabes, voire si l'on cherche à les expulser de leurs terres, comment pourra-t-on s'opposer à des actes de même nature contre les Juifs, de la part des Polonais, des Russes et des Roumains ?

En 1916, il est certain que les thèses sionistes sont bien connues dans les milieux dirigeants britanniques. Mais elles n'ont pas été prises en compte dans les différentes négociations interalliées.

L'année décisive

La révolution russe de février 1917 puis l'entrée en guerre des Etats-Unis en avril conduisent à un changement drastique du droit international, avec l'affirmation progressive du droit des peuples à disposer

L'HEURE ANGLAISE En haut : la brigade impériale britannique près de Beersheba, en novembre 1917. A gauche : le général Edmund Allenby, commandant des forces britanniques en Egypte, accueilli par la communauté juive de Jérusalem en 1918. Le 11 décembre 1917, il avait fait son entrée dans la Ville sainte après avoir vaincu les troupes ottomanes et fait la conquête de la Palestine. Page de droite : Chaïm Weizmann (à gauche), vice-président de la Fédération sioniste britannique, et l'émir Fayçal, futur roi d'Irak, à Aqaba, en juin 1918. Ils signèrent, le 3 janvier 1919, un accord par lequel Fayçal acceptait les termes de la déclaration Balfour à la condition que les Arabes se voient accorder leur indépendance et puissent former une seule nation unie.



d'eux-mêmes. Sykes est l'un des premiers à s'en rendre compte : il faut abandonner le vieux vocabulaire de l'impérialisme et du droit de conquête pour s'adapter à la nouvelle réalité, qui verrait la libération des peuples arabe, juif, arménien et autres sous la bénévolente tutelle britannique. S'y ajoute la prise en compte de la puissance supposée des Juifs dans le monde, qui peut aussi bien se décliner dans le capitalisme international de Wall Street que dans le rôle mystérieux des révolutionnaires juifs internationalistes de Russie et que les Britanniques entendent mettre au service de leur politique. Enfin, plus concrètement, l'armée britannique vient de pénétrer en Palestine, et le nouveau gouvernement britannique, mené par Lloyd George, n'est pas prêt à partager cette conquête militaire en cours avec les Français.

En janvier 1917, Sykes a rencontré Weizmann et a été séduit par le personnage. Il va se faire le défenseur de la cause sioniste dans les instances dirigeantes britanniques. Parallèlement, un autre représentant sioniste, Nahum Sokolow, prend contact avec les autorités françaises. Il insiste sur le rôle que les Juifs de l'Empire russe peuvent jouer dans la continuation de la guerre par la Russie. Il obtient, le 4 juin 1917, une déclaration française favorable à « *la colonisation israélite en Palestine* ».

Inquiets, Wolf et ses partisans tentent de s'opposer aux thèses sionistes de plus en plus influentes à Londres. Ils refusent de considérer les Juifs comme une nationalité à part. Leur installation en Palestine implique une demande de priviléges qui serait une violation du principe fondamental de l'égalité des droits et constituerait un danger pour l'ensemble des Juifs du monde. Mais ils sont maintenant désavoués par les instances communautaires juives britanniques.

Les Anglais échouent de leur côté à progresser en Palestine lors de la première bataille de Gaza (26 mars 1917) puis de la seconde (19 avril 1917). Lloyd George décide alors d'envoyer un nouveau chef militaire, Allenby, connu pour son audace. Il lui est demandé « *Jérusalem comme cadeau de Noël pour la nation britannique* » (28 juin 1917). Allenby rompt le front ottoman à la bataille de Beersheba à la fin octobre, mais l'armée ottomane se retire en bon ordre. La



question de l'avenir de la Palestine est maintenant à l'ordre du jour.

Au sein du gouvernement britannique, Edwin Montagu, qui appartient à la haute société juive, s'oppose aux sionistes au nom de ses compétences ministérielles (il est secrétaire d'Etat à l'Inde) : cela risquerait de provoquer une forte agitation chez les musulmans indiens. Il rejette l'idée d'une nationalité juive, qui susciterait l'accusation de double loyauté. Il est soutenu par lord Curzon, le seul ministre à s'être rendu, trente-cinq ans plus tôt, sur place : la Palestine est un pays pauvre, peu propice à une installation massive de Juifs. Comment se débarrasser de la majorité de musulmans pour mettre les Juifs à leur place ?

Un texte ambigu

Après une succession de textes échangés entre le gouvernement britannique et les sionistes qui vont plutôt dans le sens de l'atténuation des demandes, on arrive le 31 octobre à un accord sur une formulation remplie d'ambiguïté. L'idée est de rendre possible l'installation progressive de Juifs mais en leur permettant de devenir majoritaires et de créer alors un Etat. Balfour, ministre des Affaires étrangères, insiste sur la nécessité d'obtenir le soutien des Juifs américains et russes. Curzon lève ses objections : ses réserves portent sur l'avenir et il s'incline devant les nécessités de l'heure. Le 2 novembre, la fameuse déclaration est adoptée et rendue publique le 9 novembre 1917 : « *Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités [communities] non juives existant en Palestine, soit* »

aux droits et au statut politiques dont les Juifs disposent dans tout autre pays. »

Les termes employés permettent de nombreuses interprétations. Le plus important est celui de « *peuple juif* », utilisé pour la première fois dans une déclaration d'une grande puissance. « *Foyer national* » est une invention sans précédent. « *En Palestine* » ne signifie pas toute la Palestine et, de toute façon, on ne connaît pas alors la définition géographique de ce territoire. Les « *droits et statut politiques* » sont reconnus aux Juifs, tandis que les autres, définis négativement, ne se voient reconnaître que des « *droits civils et religieux* ». Comme le feront remarquer les intéressés, ce type de droits est reconnu aux étrangers dans un pays ; la déclaration fait donc potentiellement d'eux des étrangers dans leur propre pays.

La déclaration arrive en outre un peu tard. La prise de pouvoir par les bolcheviks a fait disparaître le facteur juif éventuel : les bolcheviks monopolisant le pouvoir, il n'y a plus de révolutionnaire juif indépendant. Le financement américain de la guerre passe maintenant par l'Etat fédéral et non plus par les banques de New York. Le 11 décembre 1917, Allenby entre à Jérusalem et proclame la loi martiale dans les territoires occupés, ce qui implique un gouvernement militaire et la non-application des engagements britanniques envers la France. Il n'est plus question non plus de participation italienne ni arabe à la gestion du territoire.

La réaction immédiate en Egypte, sous protectorat britannique, est une dénonciation de la déclaration. Hogarth, responsable de l'Arab Bureau, est chargé de rassurer le chérif de La Mecque, devenu roi du Hedjaz. Il modifie la teneur de la déclaration : pas de mention du foyer national juif et insistance sur la liberté politique de la population actuelle. Le message cherche à



faire comprendre la nécessité de s'attirer les bonnes grâces du judaïsme mondial, très influent dans les relations internationales. Hussein, qui croit qu'il s'agit simplement d'une liberté d'immigration juive dans les pays arabes, sans conséquences politiques, approuve avec enthousiasme.

L'Allemagne impériale, qui se pose toujours en protectrice des Juifs dans le monde, obtient de son côté des Ottomans une garantie d'immigration juive libre en Palestine. En fait, elle s'inquiète de l'attitude des populations juives en Europe centrale et orientale. Bientôt, la déclaration Balfour alimentera le thème de la trahison juive et la théorie du « coup de poignard dans le dos. » La France exprime quant à elle « *sa sympathie* » envers les aspirations sionistes, sans aller plus loin. L'Italie endosse le texte, mais en parlant « *des droits civils et politiques des communautés non-juives en Palestine* ». Aux Etats-Unis, Wilson se refuse à tout soutien public, s'en tenant à une politique de non-engagement dans les affaires orientales et ne voulant pas se sentir lié par les accords franco-britanniques. A Jérusalem enfin, les notables arabes parlent de dépossession et de mise sous domination juive. Les assurances britanniques ne leur paraissent pas crédibles.

A partir de l'été 1918, la tension monte en Palestine. Britanniques et sionistes mettent en cause les intrigues françaises. En fait, les Alliés, dans la foulée du wilsonisme, sont contraints de promettre de respecter le consentement des populations, ce qui est contraire à leurs ambitions politiques, car pour eux, « indépendance arabe » ne peut signifier que séparation de l'Empire

ottoman : elle doit s'accompagner d'une tutelle française ou britannique.

Les négociations de paix

Le 1^{er} décembre 1918, Clemenceau abandonne toute revendication française sur la Palestine. Le territoire est destiné à devenir un mandat britannique. Vient alors une longue négociation pour définir le régime mandataire et les limites territoriales des mandats. On se servira d'un atlas biblique affirmant que la Terre sainte va de Dan (on ne sait pas où c'est) à Beersheba, ce qui permet aux Français de définir le contour de ce qui deviendra le Liban-Sud.

Le 24 avril 1920, lors de la conférence de San Remo, le texte de la déclaration Balfour est remis à l'ordre du jour. La France insiste sur la reconnaissance des droits politiques, tandis qu'avec une parfaite mauvaise foi, Curzon affirme que ceux-ci sont inclus dans les droits civils. L'article 95 du futur traité de Sèvres avec l'Empire ottoman, qui reprend les termes de la déclaration du 2 novembre 1917, est adopté, mais ce traité, conclu le 10 août 1920, ne sera jamais ratifié par ses signataires.

Il faut alors avoir recours à la Société des Nations (SDN) à un moment où les premières véritables violences ont éclaté en Palestine. Devant la montée des protestations arabes et la faiblesse relative du sionisme à cette date, Winston Churchill, ministre des Colonies, fait adopter un « Livre blanc », nouvelle exégèse de la politique britannique (3 juin 1922). Il n'y est question ni de créer un Etat juif en Palestine, ni de subordonner la population arabe : « *Tous les citoyens de Palestine seront palestiniens, il n'y aura pas de statut juridique distinct pour une partie de la population.* » Mais la présence et l'immigration juives sont de droit et non par tolérance.

Tactiquement, le mouvement sioniste accepte le Livre blanc tout en attendant un rapport de forces plus favorable. Le 24 juillet 1922, la SDN adopte sur cette base la charte du mandat sur la Palestine : pour la première fois, la déclaration devient un acte reconnu internationalement avec « *la sauvegarde des droits civils et religieux de tous les habitants de la Palestine, à quelque race ou religion qu'ils appartiennent* » ; les non-Juifs n'y sont jamais définis comme des Arabes,



© BRIDGEMAN IMAGES. © BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE. © IM/KHARBINE/LA COLLECTION



סְנִיאָת בָּלְפּוּר בְּחַנְתַּת הַנְּסִיּוֹנִים
Balfour reception at the Experiment Station

L'AUTRE GRAND JEU Page de gauche : l'émir Fayçal en 1917, portrait de Paul Castelnau. A gauche : le 24 avril 1920, durant la conférence de San Remo, Français et Britanniques se mirent d'accord pour se partager les mandats sur les anciennes provinces arabes de l'Empire ottoman : Le Liban et la Syrie pour la France, l'Irak, la Transjordanie et la Palestine pour la Grande-Bretagne. Ci-dessus : lord Arthur Balfour (*le plus grand, au premier plan*) et Chaim Weizmann (*à droite de Balfour, chapeau et canne également à la main*), à Tel-Aviv, en 1925.

ils sont des « *indigènes* » ; la nationalité palestinienne est une réalité pratique qui ne renvoie pas à l'existence d'une nation palestinienne. Aussitôt s'exprime le refus de la population arabe, total et irrévocable : elle voit dans ce texte l'annonce d'une déposition et d'une expulsion.

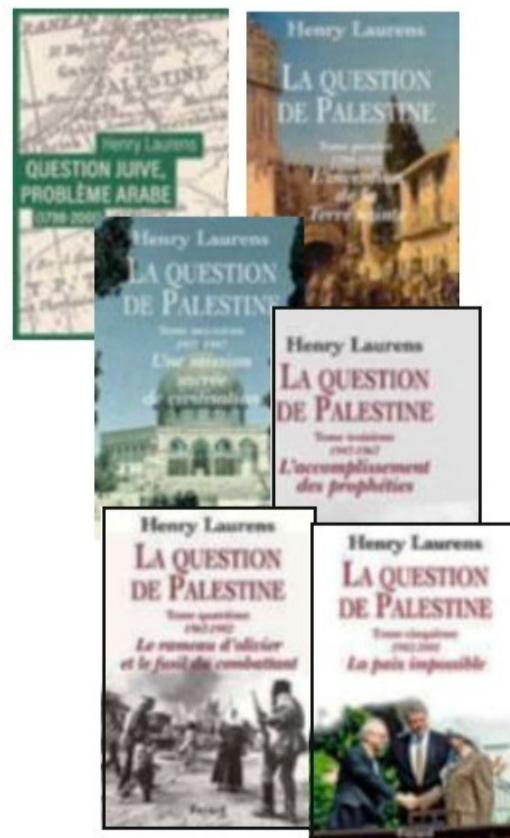
On connaît la formule de Koestler, lui-même sioniste : « *Une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième.* » La déclaration est bien due à un ensemble de contingences : volonté de remettre en cause les accords passés avec la France et l'Italie, perception largement antisémite de la puissance juive – occulte, internationaliste, révolutionnaire ou capitaliste –, biblisme de la culture britannique, utilisation du nouveau vocabulaire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle a été par la suite un poids pour la politique britannique, qui n'a jamais réussi à sortir du piège où elle s'était volontairement enfermée.

L'utilisation de l'anglais comme langue diplomatique a permis toutes les ambiguïtés et, en un sens, toute l'histoire du mandat britannique sera une suite

d'exégèses de la déclaration Balfour jusqu'au naufrage de 1947-1948. Il en sera de même ultérieurement pour la résolution 242 des Nations unies, votée en 1967 pour forcer Israël à quitter les territoires qu'elle occupait depuis la guerre des Six Jours, puis pour les accords dits d'Oslo, en 1993, qui aboutirent à la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP. Le 2 novembre 1917 s'est produit quelque chose d'irréversible et

d'irréparable dont nous subissons encore aujourd'hui les conséquences. Mais si certaines étaient annoncées par les protagonistes, elles ne furent pas perçues alors comme crédibles.

Henry Laurens est l'un des grands spécialistes du Moyen-Orient. Il est titulaire, depuis 2003, de la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France.



À LIRE d'Henry Laurens

Question juive, problème arabe (1798-2001), Fayard, 756 pages, 30 €.
La Question de Palestine (cinq volumes), Fayard :
 T. 1 *L'Invention de la Terre sainte (1799-1922)*, 722 pages, 38 €.
 T. 2 *Une mission sacrée de civilisation (1922-1947)*, 704 pages, 38 €.
 T. 3 *L'Accomplissement des prophéties (1947-1967)*, 838 pages, 37 €.
 T. 4 *Le Rameau d'olivier et le fusil du combattant (1967-1982)*, 912 pages, 38 €.
 T. 5 *La Paix impossible (1982-2001)*, 888 pages, 38 €.

Naissance d'une Nation

Par Charles Zorgbibe

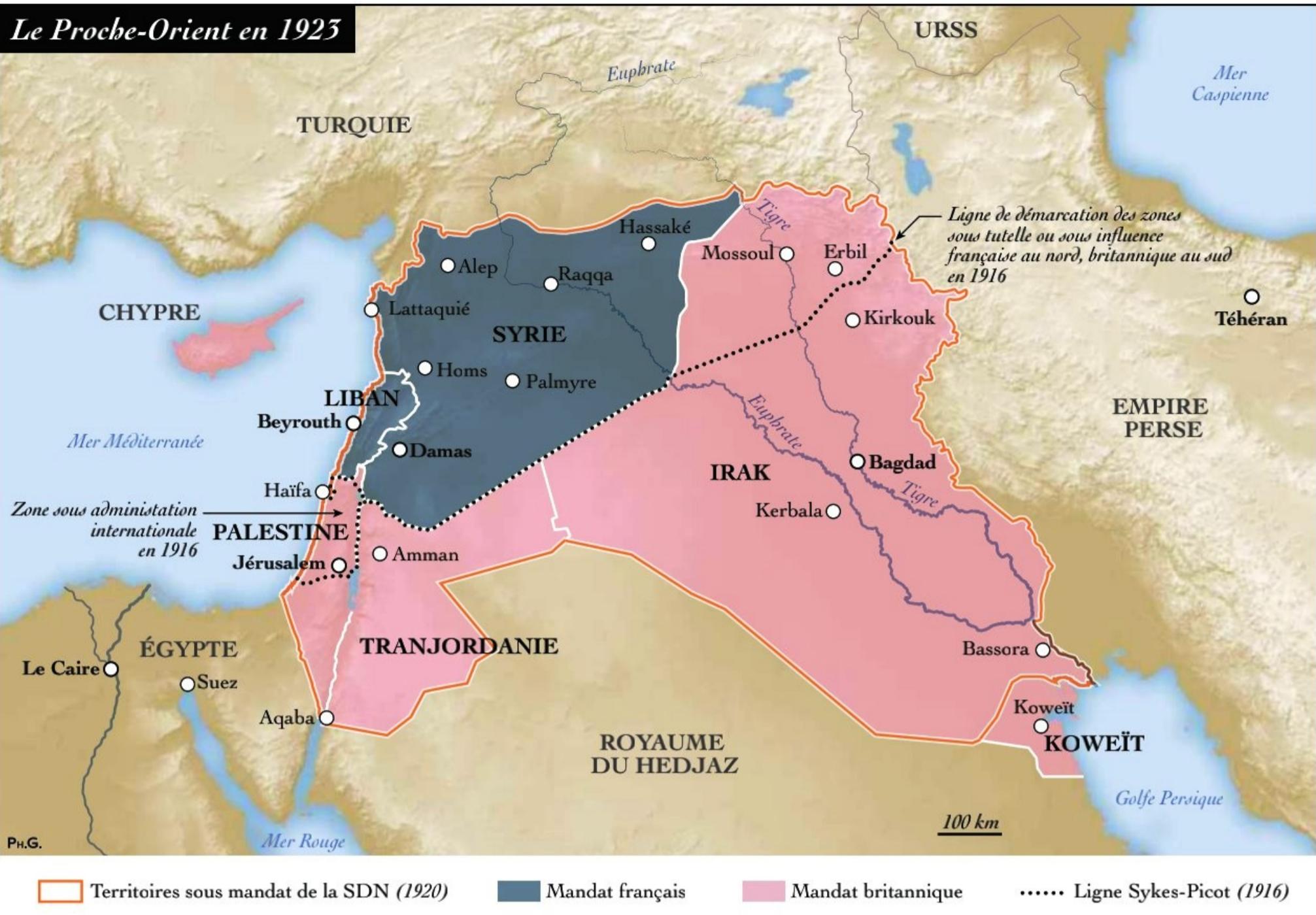
De 1920 à 1948, la Palestine mandataire confiée à l'administration britannique devait tenter de trouver la solution la plus juste entre deux aspirations à l'indépendance nationale de plus en plus contradictoires.





Au bout de l'exil,

Des immigrants juifs arrivent en Israël quelques jours après la déclaration d'indépendance du 14 mai 1948. Le nouvel Etat d'Israël sera désormais « ouvert à l'immigration des Juifs de tous les pays où ils sont dispersés ».



Quelles étaient les dispositions du mandat britannique sur la Palestine ?

Un dialogue avait été esquisssé entre Arabes et sionistes, à la veille de la conférence de la Paix, qui devait, à Paris, en janvier et février 1919, traiter des modalités du démantèlement de l'Empire ottoman. Le porte-parole arabe était Fayçal, troisième fils du chérif de La Mecque, Hussein, et chef de la révolte arabe, assisté, à titre officieux, du légendaire colonel Lawrence. Fayçal avait rencontré, à Londres, le leader sioniste Chaïm Weizmann, qu'il avait déjà accueilli à Aqaba en juin 1918. L'entretien avait porté sur la fraternité sémitique et sur l'appui que les sionistes pourraient ménager au futur Etat arabe. Le 3 janvier 1919, l'accord Fayçal-Weizmann réglait théoriquement le différend arabo-sioniste. « *L'Etat arabe et la Palestine s'inspireront d'un désordre d'entente. Des représentants arabes et juifs seront nommés par chaque Etat sur le territoire de l'autre.* » L'accord tomberait vite dans l'oubli, anéanti par les maximalistes du nationalisme arabe qui déborderaient Fayçal à Damas et par les Alliés qui diviseraitraient la « grande Syrie », promise à Fayçal, entre trois « mandats ».

La conférence de la Paix se sépara sans avoir statué sur le sort des anciennes provinces arabes de l'Empire ottoman. Le Conseil suprême des Alliés se réunit à Londres puis à San Remo en 1920. Le 24 avril, un accord fut conclu par Lloyd George, Alexandre Millerand et l'Italien Nitti : la vocation sioniste de la Palestine était reconnue ; un mandat était confié au Royaume-Uni, destiné à mettre en œuvre la déclaration Balfour. Le Conseil de la Société des Nations (SDN) entérina l'accord le 24 juillet 1922.

Le mandat de la Grande-Bretagne reproduisait la contradiction interne de la politique britannique et occidentale envers la

Palestine. Son préambule se réfère à la fois à l'article 22 du pacte de la SDN et à la déclaration Balfour. Le premier semblait imposer à la Grande-Bretagne des obligations envers le peuple arabe de Palestine : il était consacré aux « *peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes* » et donc placés sous la tutelle de « *nations développées* », mais son quatrième alinéa précisait que, parmi ces peuples, ceux de l'ancien Empire ottoman avaient « *atteint un degré de développement tel* » qu'ils pouvaient être rapidement reconnus comme « *nations indépendantes* ». Au contraire, la déclaration Balfour donnait aux Britanniques des obligations particulières envers les Juifs encore minoritaires : la « *reconnaissance des liens historiques du peuple juif avec la Palestine et des raisons de la reconstitution de son foyer national en ce pays* ». Deux obligations simultanées, mais contradictoires – sauf à imaginer une immigration massive permettant l'établissement d'une majorité juive en Palestine. Pourtant, l'ensemble des clauses du mandat était consacré au foyer national juif. La SDN semblait bien avoir tranché en faveur des thèses sionistes : le mandataire instituerait un contexte « *politique, administratif et économique* » favorable à l'établissement du foyer national juif (art. 2) ; il « *facilitera l'immigration juive* » et « *l'établissement des Juifs sur les terres du pays, y compris les domaines de l'Etat et les terres incultes* » (art. 6) ; une loi sur la nationalité facilitera « *aux Juifs qui s'établiront en Palestine d'une façon permanente l'acquisition de la nationalité palestinienne* » (art. 7) ; l'hébreu sera, avec l'anglais et l'arabe, érigé en langue officielle (art. 22).

Comment s'effectua la colonisation juive sous mandat britannique ?

En quelques années, l'Organisation sioniste, créée en 1897, dota la communauté juive palestinienne d'une structure quasi étatique. L'Agence juive, fondée le 11 août 1929 avec l'aide de l'American Jewish Committee, prit en charge l'organisation de l'immigration. En 1920, un fonds d'investissement fut consacré à l'achat des terres ; il serait traversé de crises internes portant sur la répartition des financements entre politique agraire et enseignement juif. Dès 1920, les Juifs palestiniens élurent un Conseil national qui ferait fonction de gouvernement pour l'éducation, la santé et la sécurité. A ce quasi-Etat il manquait, certes, non seulement la souveraineté internationale mais aussi la compétence exclusive sur un territoire déterminé. Pourtant, à partir de 1927, le mandataire britannique lui conféra la gestion des services publics, le droit d'édicter des règlements et de lever l'impôt. Par certains aspects, le quasi-Etat était plus interventionniste que bien des Etats de l'époque : la Confédération générale du travail juive, la Histadrout, était moins un syndicat qu'un organisme para-étatique d'intervention dans l'économie ; elle créa des coopératives dans l'industrie, les travaux publics, les transports, et devint le principal employeur du pays. La priorité reconnue par le sionisme au contrôle du sol et au travail manuel suscita l'apparition d'un type d'entreprise agricole dynamique et originale, celle des villages coopératifs et surtout de l'agriculture collective : le mouvement des « *kibbutzim* » ne concernait que 5 % de la population juive palestinienne, mais il formait son élite politique. Le quasi-Etat développa son propre système scolaire et universitaire : l'université hébraïque de Jérusalem ouvrit ses portes en 1925 ; les écoles privées juives coexistaient avec les écoles britanniques, qui ne s'adressaient en fait qu'à la population arabe. Le quasi-Etat organisa sa propre milice armée, la Haganah, créée en 1920 et qui faisait appel à une conscription officieuse.

© PHILIPPE GODFROY. © ZOLTAN KLUGER/IMAGNO/ROGER-VIOLLET.



Poussières d'empire Page de gauche : les mandats de la SDN confiés à la France (Syrie et Liban) et à la Grande-Bretagne (Irak, Transjordanie et Palestine) pour administrer les anciennes provinces arabes de l'Empire ottoman. Ci-dessus : jeunes femmes juives labourant les champs de la ferme-école de Nahalal, près de Nazareth, en 1935.

Une vie politique très intense prit forme au sein du Conseil national ; un système pluripartisan se développa, favorisé par l'élection du conseil à la représentation proportionnelle. Les idées socialistes, inexistantes lors du premier congrès de Bâle, s'étaient répandues au sein du mouvement sioniste : le Poale Zion de David Ben Gourion tentait d'appliquer les concepts marxistes orthodoxes, la notion de lutte des classes à la situation palestinienne ; le Hapoel Hatzair était le porte-parole d'un socialisme plus idéaliste, autour de l'ouvrier juif, considéré comme le pionnier de la renaissance d'une nation hébraïque ; une nouvelle « union travailliste », Ahdout Haavoda, avait été créée au printemps 1919 par de jeunes immigrants plus radicaux. En 1930, le Mapaï naquit de la fusion partielle des partis socialistes et remporta les élections au Conseil national. Son leader, Ben Gourion, devenu « l'homme fort » du Yichouv, la communauté juive de Palestine, prit bientôt la tête de la Histadrout puis de l'Agence juive. Au centre de l'échiquier politique, les « sionistes généraux » étaient les héritiers directs, libéraux-démocrates, de Theodor Herzl : ils étaient peu organisés et peu « militants » ; mais de leurs rangs allait surgir le « sionisme révisionniste », un puissant mouvement maximaliste, animé par un leader au tempérament impétueux, Vladimir Jabotinsky. Pour les révisionnistes, l'Etat juif devait être réalisé immédiatement et dans les frontières de la Palestine historique ; leur mouvement de jeunesse, le Betar, était une organisation de masse, militarisée – ce qui vaudra à Jabotinsky d'être qualifié de « fasciste juif ». De fait, des contacts semblent avoir été pris en Italie, avec le parti de Mussolini, mais Jabotinsky

était plutôt un libéral à la Garibaldi, soucieux de donner aux jeunes Juifs les vertus viriles qui leur faisaient défaut.

A partir des années 1930, les révisionnistes semblaient à même de prendre le pouvoir au sein du mouvement sioniste, mais l'assassinat de Chaïm Arlosoroff, jeune et brillant chef du département politique de l'Agence juive, donc quasi-ministre des Affaires étrangères, allait changer la donne. Arlosoroff fut assassiné le 16 juin 1933 sur la plage de Tel-Aviv et l'identité des assassins reste énigmatique : s'agissait-il de nationalistes arabes ? On a aussi évoqué une action des nationaux-socialistes qui accédaient alors au pouvoir en Allemagne et qui auraient voulu éliminer en Arlosoroff l'ami d'enfance de Magda Goebbels, épouse du ministre de la Propagande du III^e Reich... L'assassinat fut attribué, sans preuve, aux révisionnistes, provoquant un début de guerre civile et la marginalisation du parti de Jabotinsky. Sur la droite de l'échiquier politique, les partis religieux, qui regroupaient les Juifs orthodoxes, étaient eux-mêmes divisés : le Mizrahi associait religion et sionisme ; l'Agoudat Israël dénonçait, au nom du judaïsme, le sionisme accusé de dépouiller le « peuple juif » de sa mission au sein des nations en empruntant à l'Europe occidentale le nationalisme moderne.

L'implantation progressive du quasi-Etat juif et la montée de l'immigration donnèrent peu à peu un poids décisif aux Juifs palestiniens. Naguère, ils n'étaient que l'appendice de la diaspora. La situation était, désormais, renversée : ils s'étaient constitués en un véritable centre de décision politique ; les sionistes de la diaspora seraient leur force d'appoint.

Y avait-il un sentiment national palestinien ?

Les sionistes semblaient parfois se comporter comme si la Palestine était une terre désertique, sans habitants. En 1939, dans un pamphlet sur la *Réalité de la Palestine*, Joseph Mary Jeffries, correspondant de guerre du *Daily Mail*, ironise : « *Herzl visite la Palestine mais semble n'y trouver que des Juifs, à croire que les Arabes s'évanouissent devant lui comme dans les contes des Mille et une nuits.* » Chaïm Weizmann, qui sera le premier président de l'Etat d'Israël, le reconnaîtra dès 1931 : « *Si vous jetez un coup d'œil sur la littérature sioniste d'avant-guerre, vous y trouverez à peine un mot sur les Arabes.* »

Cécité véritable ? Ou volonté tactique de minimiser l'importance du problème ? Les sionistes semblent avoir prêté peu d'attention aux premiers signes de l'apparition d'un mouvement national arabe, tout en étant parfaitement conscients de la présence de 500 000 Arabes en Palestine. Dès les premiers temps de l'émigration juive, des heurts sanglants opposèrent les nouveaux colons et leurs voisins arabes ; il est vrai aussi qu'aux confins de l'Empire ottoman, l'insécurité règne, quelles que soient les communautés en présence... En réalité, jusqu'à la révolution des Jeunes-Turcs en 1908, le nationalisme arabe n'a pas d'expression politique organisée car aucune activité politique n'est tolérée au sein de l'Empire ottoman. Seule exception : Negib Azoury, ancien adjoint du gouverneur de Jérusalem, en rupture de ban avec l'Empire ottoman, a créé en 1904, à Paris, la Ligue de la patrie arabe. L'année suivante, il a

publié un manifeste, *Le Réveil de la nation arabe dans l'Asie turque*, véritable réplique à *L'Etat des Juifs* de Herzl.

L'opposition fondamentale entre les deux jeunes nationalismes, arabe et juif, n'était pourtant pas encore perçue. Un observateur sioniste, Hochberg, « fit les couloirs » du Congrès général arabe, réuni à Paris le 18 juin 1913 avec le soutien et le financement de la France – 200 représentants des sociétés arabes, clandestines dans l'Empire ottoman. Il fut reçu par le président du Congrès, qui lui déclara attendre « *le concours de nos frères juifs (...) à la cause commune et au relèvement matériel de notre pays commun* ». Un quiproquo était perceptible : il s'agissait d'un accueil favorable à une immigration juive dans la future Palestine, non de la création d'un Etat juif. Pourtant, deux délégués arabes intervinrent au Congrès pour préconiser une alliance tactique entre nationalistes arabes et sionistes. Et l'éditeur du grand quotidien du Caire *Al-Ahram*, Daoud Barakat, semblait ouvert à une présence quasi étatique du sionisme en Palestine (« *les sionistes sont nécessaires à la région (...), ils contribueront sans aucun doute à sa régénération* »).

Dès 1920, les premières émeutes arabes éclatèrent à Jérusalem et en Galilée. Le 1^{er} mai 1921, quelques heures après le défilé d'ouvriers juifs à Tel-Aviv, de graves troubles ensanglantèrent Jaffa : la « *provocation des bolcheviks athées* » avait déchaîné l'indignation de la population arabe ; les agressions contre les Juifs de Jaffa et les opérations militaires qui suivirent firent une centaine de morts et plus de 200 blessés.



© EVERETT COLLECTION/BRIDGEMAN IMAGES.

Comment commence la lutte armée ?

Les sionistes et les Britanniques étaient surpris et déconcertés : ce n'est qu'alors qu'ils prirent conscience du risque d'un conflit majeur entre Juifs et Arabes. Un Conseil suprême musulman fut établi sous la présidence du mufti de Jérusalem, Amin al-Husseini. La communauté arabe restait alors profondément traditionnelle : le pouvoir y revenait à la classe des grands propriétaires terriens, autour de laquelle se regroupaient artisans, commerçants et métayers. Le lien politique moderne que représentent les partis politiques était encore étranger aux mentalités.

Dans la suite des années 1920, les relations entre Arabes et Juifs semblèrent s'apaiser, se stabiliser. Des contacts réguliers s'établirent à Jérusalem entre dirigeants sionistes et arabes. Un équilibre harmonieux entre les deux communautés apparut à Haïfa, dans la vie administrative et économique. Un échange culturel s'esquissa, nombre d'Arabes commençant à parler hébreu et les Juifs se familiarisant avec la langue arabe. En profondeur, le refus arabe n'en était pas moins fort net : l'implantation d'une population nouvelle inquiétait les Arabes de Palestine, déstabilisés par le comportement occidental des nouveaux immigrants.

Les dirigeants sionistes ont eu tendance à sous-estimer l'impact et la vigueur du nationalisme arabe, à contester sa légitimité. Toute marque d'hostilité ne pouvait être que le fait d'agitateurs, voire d'éléments criminels de la population arabe. David Ben Gourion était l'un des rares leaders de la Palestine juive à faire exception, mais il s'enferma dans une vision socialiste caricaturale et naïve : le nationalisme arabe était certes à ses yeux menaçant pour la communauté juive mais il était, croyait-il, le fait des effendis, des grands féodaux, et l'union des classes ouvrières juive et arabe en triompherait. Le premier président de l'Université hébraïque de Jérusalem, Judah Magnes, dont Hanna Arendt partagera les vues et auquel elle rendra hommage, procéda lui à une véritable autocritique du sionisme : s'ils voulaient cesser d'apparaître comme des intrus et des envahisseurs, les sionistes devaient redéfinir leurs buts ; la Palestine future devrait être un Etat binational, les deux peuples jouissant de l'autonomie pour la gestion de leurs affaires propres et constituant un centre de décision commun sur leurs affaires d'intérêt commun. Mais les initiatives du club pour les relations entre Arabes et Juifs, le Brit Shalom, qui développait les propositions de Magnes, n'éveillèrent aucun écho du côté arabe. Arlosoroff, chef de la diplomatie du quasi-Etat juif, souhaitait développer, sous toutes les formes imaginables, la coopération avec le monde arabe : il envisageait l'envoi d'étudiants juifs à l'université islamique d'Al-Azhar, au Caire, et le soutien du mouvement sioniste aux partis égyptiens et irakiens qui voulaient se libérer de la tutelle européenne. C'est dans cet esprit qu'il rencontra le nationaliste Awni Bey Abd al-Hadi, fondateur du parti palestinien de l'Istiqlal. Mais ce dernier lui déclara d'emblée que tout entretien était inutile : il n'y avait aucun malentendu entre Arabes et Juifs mais un conflit fondamental d'intérêts, impossible à régler par une négociation.

RÉVOLTE ARABE

Page de gauche : à Abou Gosh, à l'ouest de Jérusalem, la population arabe se rallie à la grève générale lancée, en avril 1936, par le Haut Comité arabe exigeant l'arrêt de l'immigration juive et de la vente des terres, ainsi que la formation d'un gouvernement palestinien. C'est le début des émeutes arabes dirigées tant contre la communauté juive que contre les autorités britanniques. Elles ne cesseront qu'à l'été 1939.

En août 1929, de graves émeutes, provoquées par une série d'incidents au mur des Lamentations, suivis d'une manifestation des jeunes révisionnistes du Betar, firent plusieurs centaines de victimes dans les populations juive et arabe et contraignirent les Anglais à faire appel à des renforts prélevés sur leurs unités d'Egypte. D'avril 1936 à l'été 1939, un assaut généralisé des Arabes contre la communauté juive de Palestine prit forme. Menés par le Haut Comité arabe que présidait le mufti al-Husseini (il deviendra en octobre 1937 le Comité central du jihad), les troubles s'étendirent à toute la Palestine, dont diverses localités ou territoires étaient désormais contrôlés par des groupes armés arabes. Pendant la première année d'émeutes, les organisations juives s'en tinrent au mot d'ordre de non-représailles, puis les milices sionistes, la Haganah, qui agissait contre des objectifs sélectionnés, et l'Irgoun, les commandos révisionnistes de Jabotinsky, qui étaient beaucoup moins « sélectifs », entrèrent dans la lutte armée. L'administration britannique proclama la loi martiale et rassembla 20 000 soldats pour rétablir l'ordre. La situation s'était d'autant plus détériorée qu'en Allemagne, Hitler était devenu chancelier et que la pression migratoire juive s'accroissait. Les Juifs représentaient maintenant 30 % de la population totale de la Palestine. Les Arabes répondaient par la confrontation ouverte et la grève générale.

Le gouvernement de Londres, à la recherche de la solution magique qui réglerait le problème de la Palestine, nomma une « commission royale » d'enquête, présidée par lord Peel, petit-fils de Robert Peel, prestigieux Premier ministre du Royaume-Uni au XIX^e siècle. Dans leurs dépositions, les dirigeants sionistes choisirent le « profil bas ». Ils reconnaissaient que les troubles avaient été provoqués par le développement du foyer national, mais ils assuraient que les violences auraient été évitées si Londres avait

Projet de partage de la commission Peel (1937)



montré plus de détermination dans la mise en œuvre de la « politique Balfour ». Du côté arabe, les doléances étaient plus fortes : l'achat de terres arabes par le Fonds d'investissement sioniste répandait la crainte et l'exaspération (en 1945, les achats de terres porteraient la surface des terres « juives » à 1 393 km² sur un total de 8 252 km² de terres arables dans la Palestine mandataire) ; l'expérience du foyer national juif devait, à leurs yeux, prendre fin ; la Palestine devait devenir un Etat arabe indépendant.

Le rapport Peel fut publié en juillet 1937. L'opposition irréductible entre les aspirations juives et arabes rendait impossible un « *gouvernement unique de la Palestine* ». La seule formule réaliste était celle du partage : « *elle offre une dernière chance de paix, y lisait-on, il n'y en a pas d'autre* ». L'Etat juif proposé (la région côtière au nord de Tel-Aviv, la vallée d'Esdrelon et la Galilée) compterait 225 000 Arabes contre 258 000 Juifs, et l'Etat arabe (la Samarie,

le Néguev et la Cisjordanie) 1 250 Juifs... La commission préconisait un échange de terres et de populations entre les deux Etats. Elle rappelait le précédent gréco-turc, l'échange de 1 300 000 Grecs d'Asie Mineure et de 400 000 Turcs installés en Grèce, intervenu en 1923. Au sein de la commission, le professeur Reginald Coupland se comportait en allié inconditionnel du sionisme. En visite dans la ferme-école juive de Nahalal, il lança : « *Hevra [camarades en hébreu], aujourd'hui nous avons posé les fondations de l'Etat juif !* »

Les Arabes furent en revanche unanimes à s'opposer au partage. Le congrès panarabe de Bloudan, réuni en Syrie, en septembre 1937, malgré l'opposition des puissances mandataires (il rassemblait 300 participants, en majorité syriens, palestiniens et libanais, d'anciens ministres d'Irak ou d'Egypte, avec le soutien de l'émir du Koweït), érigea la préservation de la Palestine en « devoir sacré » de tous les Arabes. Le terrorisme, dès lors, s'amplifia : le commissaire

britannique du district de Galilée fut assassiné, avec son escorte, dans une église de Nazareth. La guérilla immobilisait des milliers de soldats britanniques. La répression de la puissance mandataire s'alourdit : des villages furent frappés de lourdes amendes, des maisons dynamitées, des chefs arabes assignés à résidence aux Seychelles. Dans le même temps, une coopération discrète s'esquissa entre les Britanniques et les sionistes : le capitaine Wingate fit appel à des volontaires juifs pour ses « commandos de nuit » ; la Haganah accrut ses effectifs ; l'Irgoun des révisionnistes se lança dans le terrorisme – une bombe explosa, en juillet 1938, au marché arabe de Haïfa, tuant entre 40 et 70 personnes, selon les sources.

En novembre 1938, l'ambiguïté domina les travaux de la commission présidée par John Woodhead, un ancien fonctionnaire des Indes : trois projets de découpage profondément différents furent alors proposés et les quatre membres de la commission étaient en désaccord entre eux. Soudain, le 17 mai 1939, la publication d'un Livre blanc par le gouvernement de Londres, ratifié le 23 mai par la Chambre des communes, donna le signal d'une complète volte-face britannique. Elle s'expliquait par la dégradation de la situation internationale : l'Allemagne de Hitler avait envahi la Tchécoslovaquie. La crainte d'une aggravation de la révolte arabe en Palestine dominait dès lors les calculs britanniques. Le projet de partage du rapport Peel fut déclaré irréalisable. Londres proposa la création d'un Etat palestinien dans un délai de dix ans, avec des garanties pour la minorité juive. La priorité était désormais la préparation de la Palestine à l'indépendance, le pouvoir étant offert à la majorité arabe... C'est une déclaration Balfour à l'envers. Dans le camp sioniste, le désarroi est grand. David Ben Gourion se radicalise : les sionistes doivent choisir la résistance et la confrontation. Pourtant la rupture n'est pas totale : la guerre avec l'Allemagne nazie impose une certaine collaboration des sionistes et des Britanniques contre l'ennemi commun ; mais, à terme, leurs objectifs politiques sont désormais divergents.



CHOIX BRITANNIQUES

Page de gauche : le plan de partage de la commission Peel proposé en juillet 1937 fut immédiatement rejeté par les Arabes. Dès lors, les émeutes redoublèrent de violence jusqu'en 1939, quand le Livre blanc publié alors par les Britanniques signa le revirement de leur politique, préconisant l'abandon du partage et la création d'un foyer national juif au sein d'un Etat palestinien indépendant. Ci-contre : le 18 juillet 1947, au large de Haïfa, l'*Exodus* et ses 4 500 passagers juifs, rescapés de la Shoah, furent renvoyés *manu militari* en Allemagne par les autorités britanniques.

Comment la Seconde Guerre mondiale fait-elle évoluer la question ?

En septembre 1939, la paix règne dans la Palestine sous mandat. Face à un monde qui s'embrase, sionistes et Arabes ont renoncé aux hostilités. Weizmann a proclamé le loyalisme de la communauté juive palestinienne dans un message au Premier ministre anglais : « *les Juifs se tiendront au côté de l'Angleterre et se battront pour la cause des démocraties* ». L'Irgoun s'est engagé à respecter une trêve stricte. Des volontaires juifs et arabes sont recrutés pour le combat contre les puissances de l'Axe. Une brigade juive verra le jour et entrera en action en Italie vers la fin de la guerre mondiale.

La guerre apporte à la Palestine comme à tout le Proche-Orient un essor économique et financier, une prospérité sans précédent, facilitant les rapports entre Juifs et Arabes.

Deux notes discordantes : une faction extrémiste sioniste se détache de l'Irgoun, le groupe terroriste créé par Avraham Stern, – qui se présente comme « *écrivain et poète* » et sera abattu par les Britanniques le 12 février 1942 ; le groupe Stern refuse la trêve et harcèle les Anglais – dépourvu de financement et de munitions, il procède à l'assassinat à coups de revolver de responsables de l'administration britannique. Du côté arabe, le mufti de Jérusalem al-Husseini rompt également la réconciliation générale et se rend, en pleine guerre, en Allemagne nazie – avec laquelle il va collaborer ; après la guerre mondiale, il prendra la tête d'un « *gouvernement palestinien* » auquel s'opposera la Jordanie ; il choisira alors, de nouveau, l'exil et jouera un grand rôle dans l'adhésion des Etats africains et asiatiques à la cause palestinienne.

A partir de 1941, une double évolution s'esquisse. Les informations qui filtrent sur le génocide des Juifs perpétré par l'Allemagne accroissent la pression sioniste : un foyer national ne suffit plus, un Etat souverain est nécessaire. Tandis que le poids des Etats-Unis va grandissant au sein de la coalition occidentale, leur intérêt pour la création d'un Etat juif s'affirme. Car la communauté juive américaine semble acquise au sionisme. Le Comité d'urgence américain pour les affaires sionistes réunit, du 6 au 11 mai 1942, une conférence à l'hôtel Biltmore de New York, qui rassemble 600 responsables sionistes. Le « *programme de Biltmore* » se distingue par son ton tranché : « *Le*

nouvel ordre mondial qui suivra la victoire ne pourra être établi tant que le problème de l'absence de patrie des Juifs ne sera pas résolu. » Au cours de la conférence, une nouvelle tension apparaît entre les deux leaders sionistes, Weizmann et Ben Gourion : Weizmann, avec son allure de vieux diplomate du Foreign Office, laisse percer sa nostalgie du temps de l'alliance britannique ; Ben Gourion, un mélange de prophète et de politicien manipulateur, est décidé à jouer la carte américaine.

En Palestine, le haut-commissaire britannique s'en tient à l'application stricte des dispositions restrictives de 1939 : les réfugiés venus d'Europe sont refoulés. En septembre 1940, un navire arrivé à Haïfa, le *Patria* est redirigé vers l'île Maurice, et 250 de ses passagers sont tués à la suite d'un acte de sabotage de la Haganah. La milice juive avait placé une bombe à bord, afin d'empêcher le paquebot de quitter Haïfa, mais la charge était trop forte. En octobre 1941, le *Struma*, est interdit d'entrée en Palestine et soumis à une quarantaine dans les eaux turques ; il est torpillé dans la mer Noire, le 24 février 1942, par un sous-marin soviétique – 770 passagers juifs roumains et membres d'équipage sont tués. Après la chute du mur de Berlin, la Fédération de Russie présentera ses excuses officielles : le *Struma* avait été pris pour un navire allemand. A la fin du conflit, des milliers de rescapés des camps de la mort attendront quant à eux dans des camps d'hébergement les décisions de la puissance mandataire – tels les 4 500 passagers de l'*Exodus*, un navire battant pavillon panaméen, arraisonné par la Royal Navy en juillet 1947 et redirigé vers Chypre puis vers Hambourg et la zone britannique d'Allemagne. La presse occidentale décrit scandalisée le débarquement des immigrants, les convois ferroviaires bondés qui les destinent à l'internement dans des camps à Lübeck. Les polémiques sont effervescentes.

Les milices armées sionistes veulent dès lors forcer le destin. En février 1944, l'Irgoun dénonce la trêve et appelle à la révolte. Mais après l'assassinat du ministre résident britannique au Caire, lord Moyne, par deux membres du groupe Stern, la Haganah se mobilise contre les sionistes radicaux et transmet la liste d'un millier de membres de l'Irgoun à l'autorité britannique.



Pourquoi la Grande-Bretagne met-elle fin à son mandat ?

La campagne législative britannique de mai 1945 suscite de vives espérances du côté sioniste. Dès décembre 1944, le comité exécutif du parti travailliste s'est rallié aux thèses sionistes les plus intransigeantes. « *Il faudrait même envisager la possibilité de reculer les frontières palestiniennes présentes, en s'entendant avec l'Egypte, la Syrie et la Transjordanie.* » La victoire travailliste apparaît donc comme une victoire du sionisme : on danse dans les rues de Tel-Aviv à l'annonce du succès du major Attlee. Mais, à peine installés au pouvoir, les travaillistes constatent que le monde est plus complexe qu'ils ne l'imaginaient. Le Premier ministre Attlee et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Ernest Bevin semblent découvrir que les intérêts du Royaume-Uni sont très importants dans l'Orient arabe. Une nouvelle conviction s'installe en eux : contrairement aux Arabes, les Juifs ne sont pas vraiment une nation, mais une religion. Ont-ils vraiment vocation à être dotés d'un Etat ? L'exaspération des sionistes est dès lors à son comble : la Haganah se joint à l'Irgoun et au groupe Stern ; le terrorisme juif s'étend. Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1945, les voies ferrées sont coupées en 153 points, les vedettes utilisées pour l'interception des migrants clandestins sont détruites, un commando s'attaque à la raffinerie de Haïfa.

L'histoire de la Palestine prend un tour saccadé. La Grande-Bretagne travailliste est désespérément à la recherche d'une politique proche-orientale. Après plus de vingt ans de mandat, elle renonce à assumer seule la « gestion » de la question palestinienne. Elle tente de s'appuyer sur les Etats-Unis. Les commissions d'enquête et comités d'experts qui vont se succéder ne sont plus britanniques mais anglo-américains. Une commission, coprésidée par l'Anglais Singleton et l'Américain Hutcheson, est constituée en janvier 1946. Après une

série de réunions en Europe, dans les pays arabes et en Palestine, elle publie, le 1^{er} mai 1946, un rapport d'une assez grande banalité. Elle reprend l'exigence du président Truman, l'immigration de 100 000 Juifs, et celle d'Ernest Bevin, une Palestine unitaire. Une immigration « raisonnable » devrait être rétablie et la puissance mandataire conserverait le contrôle du pays jusqu'à l'apaisement des querelles judéo-arabes. Ces conclusions aggravent l'exaspération de la partie arabe comme celle des sionistes. Les groupes armés sionistes multiplient les opérations : en février 1946, ils s'attaquent aux réseaux radar, aux camps militaires, aux aéroports ; en juin, ils s'en prennent aux ports, aux nœuds routiers et ferroviaires, aux ateliers de chemin de fer. Le 29 juin, l'autorité britannique soumet la communauté juive palestinienne à la loi martiale ; des perquisitions sont ordonnées au siège de l'Agence juive ; 2 700 arrestations sont opérées, dont celle du président du Conseil national ; un mandat d'arrêt est lancé contre Ben Gourion, en voyage à l'étranger. Le 22 juillet, une aile de l'hôtel *King David* de Jérusalem, siège de l'état-major britannique, saute ; l'Irgoun revendique l'attentat, qui fait 110 morts et 47 blessés.

Un nouveau comité d'experts anglo-américain, le comité Morrison-Grady, est constitué. Il publie son plan : un protectorat britannique de structure fédérale, avec deux provinces arabe (40 % de la superficie) et juive (17 %) ainsi que des districts administratifs directement gérés par le haut-commissaire britannique. L'Agence juive accepte la création d'une province juive, à condition qu'elle soit viable, et demande que la Galilée et le Néguev lui soient rattachés. Une « conférence de la table ronde » s'ouvre à Londres, le 10 septembre 1946 – autour de laquelle ne siègent que les Anglais et les représentants de la Ligue arabe. Le mufti de Jérusalem et son Haut

Comité arabe n'ont pas été invités. Les dirigeants de l'Agence juive sont toujours incarcérés.

Le 4 octobre, le président Truman, intervenant dans la campagne de son parti pour l'élection du gouverneur de New York, proclame son soutien au plan de partition de l'Agence juive. Le front anglo-américain est brisé. Le gouvernement de Londres déplore la déclaration « très malheureuse » du président américain. La conférence de Londres reprend le 21 janvier 1947. Ernest Bevin présente un nouveau plan, censé répondre aux souhaits présumés des Arabes : une immigration juive limitée pendant deux années ; l'élection d'une assemblée constituante dans un délai de quatre années. Des députés arabes et juifs seraient élus par les deux communautés pour former l'assemblée – avec une importante disposition-frein : la future constitution devrait être adoptée par une double majorité, des députés juifs et arabes. Le plan est immédiatement rejeté par les Arabes et les Juifs ! Bevin suggère des négociations directes judéo-arabes... immédiatement repoussées ! Après avoir proposé toutes les formes de compromis imaginables, le Royaume-Uni, piégé par un mandat aux termes contradictoires, renonce à son aventure palestinienne. Le 14 février 1947, il décide de porter l'ensemble du problème palestinien devant la nouvelle Organisation des Nations unies (ONU).

FIN DE MANDAT
Page de gauche : Jérusalem sous la loi martiale, en mars 1947. Face à l'impossibilité de trouver un accord entre les deux parties, les Britanniques renoncent à leur mandat et confient le dossier palestinien à l'ONU. Ci-dessous : le 29 novembre 1947, le plan de partage de la Palestine est adopté par l'Assemblée générale des Nations unies.

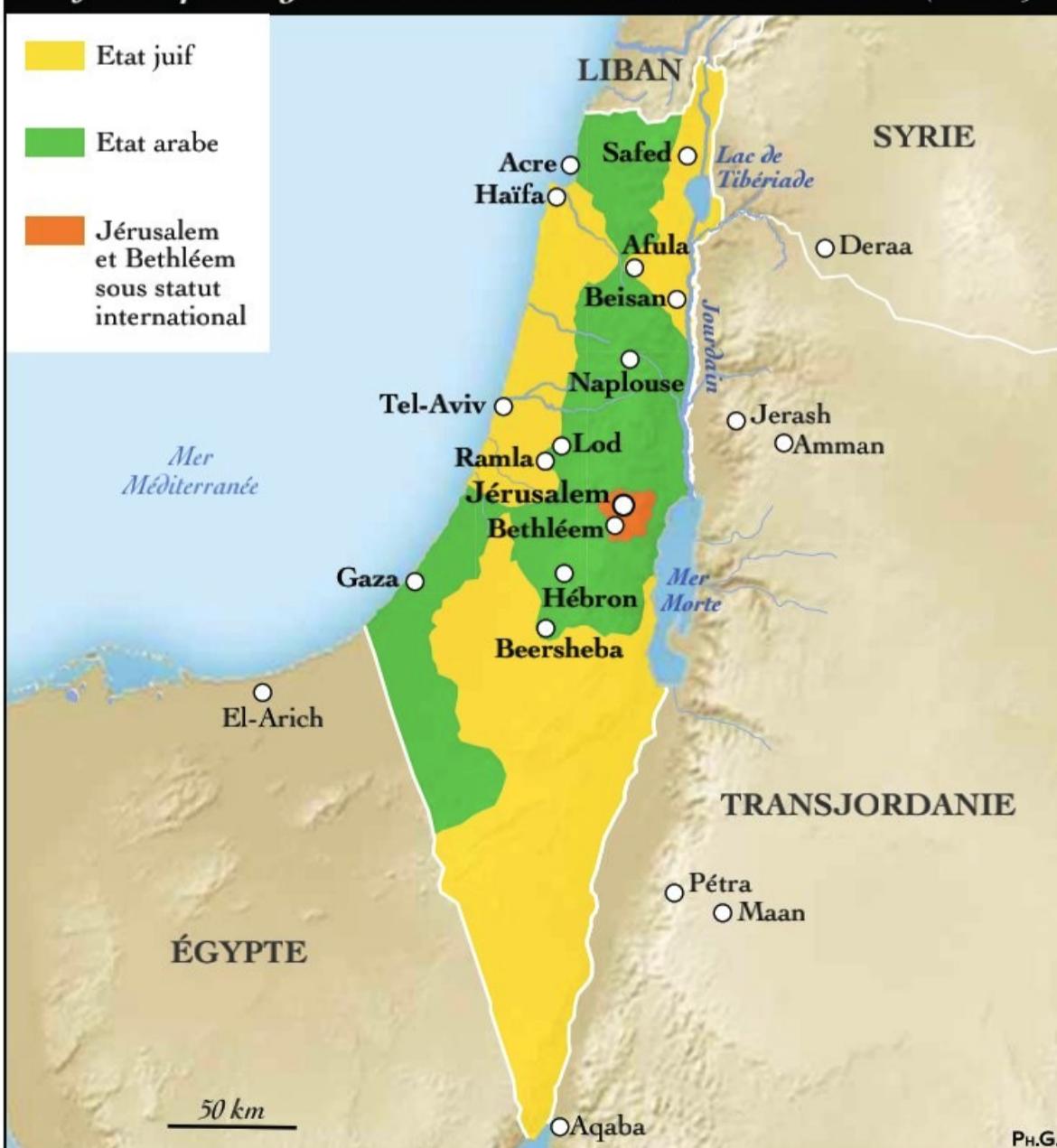
Quelles sont les dispositions du plan de partage de l'ONU ?

Le centre de gravité de la question palestinienne s'est déplacé de Londres aux Nations unies. Parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, deux nouveaux acteurs sont impliqués dans la recherche d'une solution : les Etats-Unis, écartelés entre le désir de sa classe politique de se concilier le « vote juif », et un Département d'Etat soucieux de ménager les pays arabes, la détermination des diplomates et des milieux d'affaires de préserver les intérêts pétroliers ; l'Union soviétique, à l'attitude alors guère offensive, car indisposée par la création de la Ligue des Etats arabes, dont l'inspiration lui semble occidentale, et espérant beaucoup de l'imprégnation « socialiste » du sionisme.

La première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sera donc consacrée à la Palestine. Elle s'ouvre le 28 avril 1947 à Flushing Meadows et désigne une commission spéciale qui commence ses travaux à Lake Success le 26 mai, avant de les poursuivre en Palestine. Entendus devant elle, les porte-parole arabes, inspirés par le mufti al-Husseini, refusent toute négociation ; les sionistes adoptent une position conciliante ; l'attitude de certains commissaires des Nations unies, impressionnés par le scandale de l'*Exodus*, leur est ouvertement favorable.

La querelle historique reprend forme. Les organisations juives invoquent leur lien historique avec la Terre sainte et souhaitent la création d'un Etat juif, ouvert à l'immigration juive. Le Haut Comité arabe réduit le sionisme à une « *nostalgie mystico-religieuse* », renforcée par les persécutions européennes ; les droits de l'Islam sur une terre conquise en l'an 637 et le rapport des forces démographiques – une population musulmane aux deux tiers – impliquent la création d'un Etat unitaire, l'interdiction de l'immigration juive et du transfert des terres.

Projet de partage de l'Assemblée des Nations unies (1947)



La commission spéciale dépose les cinq volumes de son rapport, le 31 août. N'ayant pu réaliser l'unanimité en son sein, elle présente deux propositions : l'une, majoritaire, tend au partage de la Palestine en deux Etats, liés par une union économique, Jérusalem étant doté d'un statut séparé ; l'autre, appuyée par l'Inde, l'Iran et la Yougoslavie, conclut à la création d'un Etat fédéral.

L'Assemblée générale réunit sa deuxième session ordinaire le 23 septembre 1947. Elle désigne un « comité ad hoc » de 57 membres, avec pour mission d'étudier les recommandations de la commission spéciale. Cette fois, les positions sont tranchées. Les Etats-Unis et l'Union soviétique s'accordent sur le partage. En Palestine, la situation s'est encore dégradée. La double rébellion est confuse mais intense. Attentats à la bombe, fusillades, enlèvements se multiplient. La position des 100 000 soldats britanniques devient intenable. Les fonctionnaires britanniques sont isolés derrière les chevaux de frise de leurs zones de sécurité, leurs femmes et enfants sont réfugiés en Egypte et Transjordanie. La Grande-Bretagne décide de retirer ses troupes et son administration avant

le 1^{er} août 1948, « pour placer les deux parties en présence des conséquences de leur désaccord ». L'Agence juive approuve le partage. La Ligue arabe, réunie à Sofar, au Liban, du 16 au 19 septembre 1947, récuse par avance toute recommandation des Nations unies.

L'Assemblée générale de l'ONU ratifie, le 29 novembre 1947, par sa résolution 181 (II), la solution du partage. Une ultime proposition de compromis, la création d'un « Etat fédéral binational », suggérée par le Liban et l'Irak, est rejetée. En ces mois de début de la guerre froide, le consensus américano-soviétique est remarquable. Le délégué soviétique, Andreï Gromyko, a commencé par prêcher en faveur d'un Etat palestinien associant Juifs et Arabes mais, confronté aux réticences des régimes arabes et convaincu de l'impossibilité de la création d'un Etat unifié, il a choisi le soutien à un Israël renaisant, ne serait-ce que pour réduire l'influence britannique et occidentale dans la région. Le commentaire du roi d'Arabie Abdelaziz Ibn Saoud manifeste une belle prémonition : « *Les communistes attendront pour agir le moment où la question palestinienne aura suffisamment divisé Arabes et Américains.* »

L'Etat arabe doit englober l'est et le centre de la Palestine, de la vallée de Jéricho à Beersheba, la partie ouest de la Galilée et une frange côtière le long de la Méditerranée, d'Ashdod à la frontière égyptienne, englobant Gaza, et une bande terrestre longeant le Sinaï jusqu'au Néguev. L'Etat juif serait constitué de trois tronçons, la Galilée orientale, une bande côtière allant d'Acre à Ashdod, 30 km au sud de Tel-Aviv, la majeure partie du Néguev. Jaffa serait une enclave arabe dans l'Etat juif. Jérusalem et Bethléem échapperaient à ce partage et seraient placés sous le contrôle de l'ONU.

Trente ans après la déclaration Balfour, qui promettait Sion aux sionistes et créait la question palestinienne, les Nations unies attribuent une portion de la Terre sainte à chacune des parties. Le partage est difficile à mettre en œuvre du fait de l'imbrication des populations, de l'existence des Lieux saints, de l'insuffisante viabilité économique des deux futurs Etats. Surtout, la Grande-Bretagne refusant de prêter main-forte à l'exécution du plan des Nations unies, la solution internationale ne peut être imposée. Au printemps 1948, les armes vont trancher. Au plan de partage de l'ONU sera substitué un autre découpage territorial, issu de la fortune des combats.

Pourquoi la proclamation de l'Etat hébreu déclenche-t-elle la guerre israélo-arabe ?

Le vote du 29 novembre 1947 de l'Assemblée générale de l'ONU suscite la joie dans la population juive de Palestine et la colère dans le monde arabe. Déchaînement des foules arabes : au Caire, la guerre sainte, le « jihad », est proclamée par les ulémas de l'université d'Al-Azhar ; à Damas, les manifestants s'attaquent aux légations américaine et soviétique ; à Alep, demeures juives et synagogues sont incendiées ; à Aden, des bagarres opposent Juifs et Arabes, faisant tués et blessés dans les deux camps. Le mufti al-Husseini, depuis son exil d'Héliopolis, entreprend de galvaniser la résistance arabe : à Jérusalem, Jaffa, Haïfa, des cortèges se forment à la sortie de la prière du vendredi ; les émeutiers s'attaquent aux magasins juifs ; une grève de trois jours est déclenchée par le Haut Comité arabe.

Les organisations juives ne restent pas inactives. La Haganah déploie ses troupes pour défendre les colonies juives. Le

11 décembre, l'Irgoun et le groupe Stern mettent fin aux hostilités contre les Anglais pour tourner leurs armes contre les Arabes, auxquels ils portent des coups très durs. Le 12, la Ligue arabe se réunit : elle déclare la résolution de l'ONU sur le partage nulle et non avenue ; son secrétaire général, Azzam Pacha, affirme sa « certitude de la victoire arabe ». Il s'agit d'un véritable conseil de guerre : une « armée de partisans », dotée d'armes légères, volera au secours de « l'armée de libération » palestinienne ; son entraînement, dans des camps de Syrie et du Liban, sera supervisé par le général irakien Taha al-Hachemi ; son commandement au combat sera confié au général Fawzi Kaoukdji, un musulman libanais de Tripoli, ancien des services spéciaux français. Après l'évacuation des forces britanniques, les armées arabes interviendront officiellement, y compris celle de Transjordanie, commandée et encadrée par les Anglais.

LA GUERRE EST DÉCLARÉE

Ci-contre : des combattants palestiniens à proximité d'un camion de ravitaillement de la Haganah, la principale organisation paramilitaire juive durant la Palestine mandataire, incendié près de Jérusalem en 1948. Le 15 mai, dès l'officialisation de la fin du mandat britannique et de la création de l'Etat d'Israël, les armées d'une coalition regroupant l'Egypte, la Jordanie, l'Irak, la Syrie et le Liban avaient pénétré en Palestine.

L'attitude britannique est ambiguë. Des agents britanniques sont présents dans les couloirs du conseil de la Ligue arabe. Préparent-ils les troubles du lendemain, dans le dessein de susciter, de la part d'une ONU aux abois, l'offre à la puissance mandataire de prolonger sa présence et ses pouvoirs ? Après avoir pris le parti arabe en refusant de voter la résolution du 29 novembre, la Grande-Bretagne s'essaie à une neutralité officielle sur le terrain, mais ses consignes sont appliquées de manière contradictoire. Les Arabes reprochent aux Anglais d'avoir cédé casernements et munitions aux groupes sionistes. Ceux-ci dénoncent le blocus des frontières et des côtes qui interdit l'immigration juive et les importations d'armes – alors que, selon eux, des irréguliers s'infiltrent en grand nombre à travers la Transjordanie, où stationne la Légion arabe de l'Anglais Glubb Pacha.

Les milices juives constituent un mouvement de résistance commun, mais les munitions leur font défaut jusqu'au contournement de l'embargo par la Tchécoslovaquie. Les unités arabes de volontaires, bien encadrées, mettent les colonies juives en difficulté. Le 9 avril, un commando de l'Irgoun et du Stern prend d'assaut le village arabe de Deir Yassin, à 5 km de Jérusalem, et massacre plus d'une centaine de ses habitants. Quatre jours plus tard, les hommes du mufti al-Husseini interceptent un convoi juif qui se dirige vers l'hôpital Hadassah sur le mont Scopus et anéantissent les quelque 75 accompagnateurs. Dans le même temps, Fawzi Kaoukdji est encerclé par la Haganah, sur la route de Haïfa à Tel-Aviv ; il perd son artillerie et n'échappe au désastre que grâce à l'intervention britannique.

Le sort des armes semble alors pencher en faveur des organisations sionistes : le 18 avril, Tibériade tombe aux mains des combattants juifs, le 22 avril, Haïfa, le 11 mai, Safed, qui commande la route de la Syrie, le 13 mai, Jaffa. L'exode en masse des populations civiles arabes vers l'est, le nord, le sud, dans le plus complet désordre, se fait jour. Une âpre controverse naît. Le général Philippe Rondot explique cette fuite des populations par l'organisation des sionistes, l'inorganisation du camp arabe. La classe politique palestinienne a révélé son inconsistance et donné l'exemple de la « désertion ».

Surpris par la montée de la violence, inquiet de la guerre totale qui s'annonce, pris entre ses engagements envers les sionistes et ses amitiés arabes, désireux d'éviter une rupture de l'équilibre en Méditerranée orientale, le gouvernement de Washington tente de louvoyer. Le 19 mars, il demande la convocation de l'Assemblée générale de l'ONU, l'annulation du plan de partage, l'établissement d'une tutelle provisoire des Nations unies. Déçue dans ses ultimes attentes, la Grande-Bretagne hâte son dégagement : le 29 avril, le



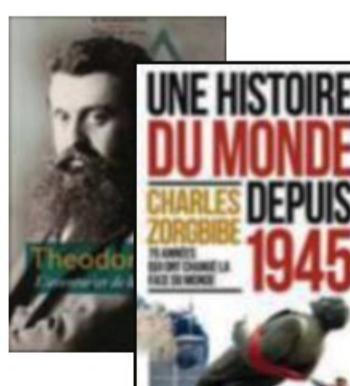
© PICTURES FROM HISTORY/BRIDGEMAN IMAGES.

Parlement britannique fixe la fin de son mandat au 15 mai. Le 14 mai, le haut-commissaire, sir Alan Cunningham, quitte le port de Haïfa à bord du croiseur *Euryalus*.

A cette date, les milices sionistes contrôlent l'ensemble du territoire alloué à l'Etat juif, à l'exception du Néguev. Les combattants arabes occupent le leur, à l'exception de la Galilée occidentale, où des affrontements se poursuivent. Jérusalem est divisée. Le 15 mai 1948 devient le jour du destin de la Palestine. Cette date tombant un samedi, et afin de ne pas violer le sabbat, la création du nouvel Etat juif est annoncée la veille, « *avant le coucher du soleil* » – le 14 mai, à 16 heures, par David Ben Gourion, président du Comité provisoire de gouvernement, lors d'une cérémonie au musée de Tel-Aviv. Onze minutes après la proclamation officielle à minuit, les Etats-Unis reconnaissent de facto le nouvel Etat, rapidement suivis par l'Union soviétique. Le jour même, les armées régulières des Etats arabes se mettent en mouvement vers le nouvel Etat.

Agrégé de droit public, Charles Zorgbibe a été professeur à l'université Panthéon-Sorbonne et recteur de l'académie d'Aix-Marseille. Il vient de publier *Egéries et conseillers de l'ombre* (Les Editions du Cerf, 2024).

À LIRE de Charles Zorgbibe



Theodor Herzl. L'aventurier de la Terre promise, Tallandier, 414 pages, 21,50 €.
Une histoire du monde depuis 1945, Editions de Fallois, 428 pages, d'occasion.

PORTRAIT

Par Michel Abitbol

BEN GOURION

Le prophète arrné

Il fut la voix de la proclamation de l'Etat d'Israël en 1948.
De son enfance en Pologne à sa mort à Tel-Aviv, Ben Gourion
consacra sa vie à la réalisation du projet sioniste.

David Gryn, devenu Ben Gourion, l'homme qui fit du rêve sioniste d'un Etat juif une réalité, est né à Plonsk, en Pologne, en 1886, dans une famille de quatre fils et deux demi-sœurs, dont il était le plus jeune garçon. Un milieu familial modeste et cultivé, ouvert aux idées nouvelles de modernité juive, la *Haskala*, et à celles du retour des Juifs en Terre sainte, véhiculées d'abord par les Amants de Sion puis, de façon plus éclatante, par le mouvement sioniste créé par Theodor Herzl en 1897.

Orphelin de mère à 11 ans et ayant cessé toute pratique religieuse après sa bar-mitsva, le jeune homme râblé et souffrant fonda à 14 ans sa première organisation sioniste, Ezra, dont les jeunes membres s'engagèrent à parler entre eux uniquement en hébreu. Il se fit remarquer dès 1903, lorsque, choqué par la proposition de Herzl d'établir le futur Etat juif en Ouganda, il s'engagea avec ses camarades d'Ezra d'y répondre en « montant » sans tarder en Terre sainte. Sa conviction était déjà faite : point de sionisme sans présence juive sur le terrain, et point de politique sans action. Un primat qu'il allait suivre sa vie durant.

A 18 ans, il quitta sa ville natale pour Varsovie, où il adhéra à la mouvance sioniste-socialiste du Poale Zion, puis émigra en 1906 en Palestine, en compagnie d'un petit noyau de pionniers purs et durs,



tirant leur vision du monde aussi bien de l'expérience révolutionnaire russe que de leur attachement quasi mystique à la terre d'Israël. Ben Gourion et ses amis offrirent leurs services aux cultivateurs juifs du village de Petah Tikva, où ils se heurtèrent d'emblée au problème de la main-d'œuvre arabe, moins chère et plus commode que la main-d'œuvre juive. Les nouveaux venus ne pouvaient admettre cette facilité car, outre la valeur idéologique intrinsèque conférée au travail agricole par le sionisme, l'utilisation de la main-d'œuvre arabe risquait d'entacher l'entreprise sioniste du péché

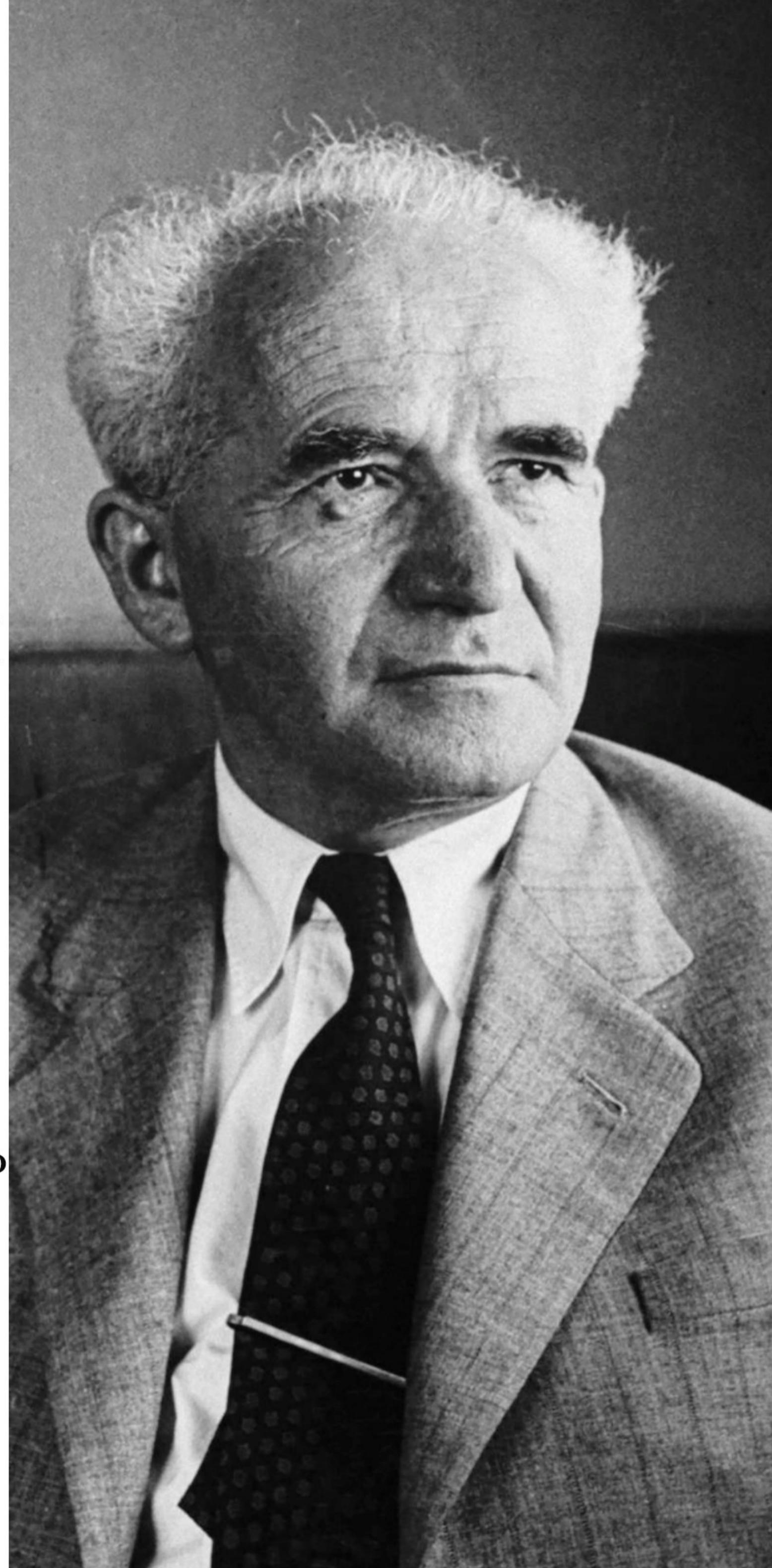
colonial en faisant du Yichouv (l'entité juive sioniste) une nouvelle Algérie française ou une nouvelle Rhodésie britannique.

Ben Gourion passa ensuite avec ses camarades dans la ferme-école de Sejera (actuelle Illania), en Galilée. Ses lettres à son père fourmillent de détails pittoresques sur sa vie quotidienne de pionnier, levé à 4 h 30 du matin pour nourrir ses quatre bovins, ses deux veaux et son âne. Ses camarades ne tardèrent pas cependant à s'apercevoir que le futur fondateur de l'Etat d'Israël, passant son temps libre à lire et à écrire, n'était pas doué pour le métier d'agriculteur.

Croyant en la pérennité de la domination turque en Palestine, Ben Gourion commença de brèves études de droit à Istanbul et, à l'annonce du déclenchement de la Première Guerre mondiale, alla même jusqu'à encourager ses camarades à s'engager dans l'armée turque. Cela ne l'empêcha pas d'être expulsé en 1915 vers l'Egypte par le sanguinaire gouverneur de Syrie, Djemal Pacha, l'un des responsables du massacre des Arméniens. Loin de là, à Londres, un autre dirigeant flamboyant du mouvement sioniste, Chaïm Weizmann, obtenait des Anglais, le 2 novembre 1917, la fameuse déclaration Balfour, reconnaissant aux Juifs le droit de disposer d'un « foyer national » en Palestine. Une décision historique contemporaine de la révolution bolchevique, qui amènerait alors nombre de militants des Poale Zion à tourner le dos au sionisme et à rentrer en Russie pour y réaliser le rêve communiste.

D'Egypte, Ben Gourion embarqua vers les Etats-Unis, où il fit la connaissance de sa future femme, Paula, qu'il épousa à New York avant de se porter volontaire, en avril 1918, dans la Brigade juive recrutée au Canada pour combattre aux côtés des Anglais. En novembre 1919, il rentra finalement en Palestine. Tandis que Chaïm Weizmann, à la tête de l'Exécutif sioniste basé à Londres, continuait de s'occuper des relations avec la Grande-Bretagne qui, en 1920, se vit octroyer par la SDN le mandat sur la Palestine, Ben Gourion, lui, allait concentrer toute son énergie à l'édification du futur Etat juif et à la prise de contrôle par les partis ouvriers des principaux leviers de commande du Yichouv. Ce fut en premier lieu la fondation, en 1919, du parti Ahdout Haavoda (Union du travail), suivie, l'année

© RISHON LEZION MUSEUM AND ARCHIVES - ISRAËL FREE IMAGE COLLECTION PROJECT. © J PHILLIPS/THE LIFE PICTURE COLLECTION/SHUTTERSTOCK.



L'APPRENTI DE LA TERRE

Page de gauche : à son arrivée en Palestine, en 1906, David Ben Gourion (*au centre, le bras droit plié*) travailla dans différentes colonies agricoles, dont ici celle de Rishon

LeZion, au sud de l'actuelle Tel-Aviv, fondée en 1882 sur des terres sablonneuses achetées par des membres des Amants de Sion. On y développa la culture de la vigne avec l'aide du baron de Rothschild.

A droite : Ben Gourion vers 1943.



Mapaï, dont il parvint à assurer l'hégémonie au sein des institutions centrales du Yichouv et de l'Organisation sioniste mondiale jusqu'au milieu des années 1960. Il voua en même temps une haine tenace à Vladimir Jabotinsky et à ses idées révisionnistes d'un grand Israël. Contrairement à lui et plus tard à son héritier Menahem Begin, Ben Gourion était tout sauf un rêveur détaché de la réalité. C'était un utopiste réaliste, comme il se définissait lui-même, qui estimait qu'il fallait aspirer au maximum, à toute la Terre sainte par exemple, mais au moment crucial, comme en 1937 puis en 1947, se satisfaire du meilleur possible, à savoir d'une partie seulement du territoire pour y établir un Etat juif.

Témoin des émeutes entre Juifs et Arabes qui ensanglantèrent la Palestine en 1921, 1929 et 1936, Ben Gourion était conscient de la gravité mortifère du conflit entre les deux populations qui se disputaient la même terre. C'est ainsi qu'au début des années 1930, il prit contact avec des dirigeants nationalistes palestiniens. Auprès d'eux, il comprit que le discours sioniste « classique » sur les bienfaits apportés par la colonisation juive à la Palestine et à ses habitants arabes passait très mal dans l'opinion arabe, qui refusait la moindre concession politique aux Juifs.

L'impasse était totale. A partir de la mi-avril 1936, une grève générale de six mois fut ponctuée d'émeutes sanglantes et d'attentats antibritanniques et antisionistes orchestrés par le mufti de Jérusalem, aidé de centaines de fedayin venus de Syrie et d'Irak en réponse à ses appels au jihad. C'est alors qu'en Grande-Bretagne, le gouvernement Chamberlain, qui espérait se débarrasser au plus vite du fardeau palestinien alors que la situation en Europe ne cessait de se dégrader depuis l'accession de Hitler au pouvoir, adopta en juillet 1937 les conclusions de la commission Peel, qui préconisait le partage de la Palestine entre un Etat arabe et un Etat juif. Une proposition qui n'emportait l'adhésion ni des Arabes ni des Juifs.

Une clause du plan recommandait la suspension de l'achat de terres par les Juifs à l'intérieur du futur Etat arabe ainsi que la réduction de l'immigration juive : Ben Gourion était prêt à l'accepter pour peu que les



© ANDRUSIER/BRIDGEMAN IMAGES. © UIG/BRIDGEMAN IMAGES. © MIRRORPIX/BRIDGEMAN IMAGES.

suivante, par la création de la Histadrout, la Confédération générale du travail.

Se voulant davantage une organisation professionnelle qu'un parti politique traditionnel, Ahdout Haavoda, créa à l'intention de ses adhérents une caisse d'assurance maladie, une coopérative d'achat de biens de consommation, une agence de travaux publics et même une banque. Quant à la Histadrout, elle allait devenir la plus importante institution économique et sociale du Yichouv, supervisant à travers ses syndicats et ses multiples entreprises toutes les principales activités politiques, culturelles et sociales du pays.

Ainsi donc, moins de vingt ans à peine après son arrivée en Palestine, Ben Gourion était déjà l'une des personnalités les plus influentes du Yichouv. Menant une vie d'ascète dans son petit logement de fonction d'une pièce à Jérusalem, il se permettait un seul luxe : l'achat compulsif de livres. En

1922, sa bibliothèque personnelle comptait déjà près d'un millier d'ouvrages en anglais, en allemand, en russe, en hébreu, en français, en turc, mais aussi en latin et en grec ancien. Il s'intéressait à la littérature (il apprit ainsi l'espagnol pour lire Cervantès dans le texte) comme à la sociologie et à la philosophie, aux traités de marxisme-léninisme comme à la psychologie des foules, sans parler de la Bible – la passion de ses années au pouvoir –, l'histoire juive, l'archéologie de la Palestine et l'histoire militaire européenne. Il raconta plus tard au futur président de l'Etat d'Israël, Shimon Peres, avoir lu seize fois l'*Histoire de la guerre du Péloponnèse* de Thucydide.

Un utopiste réaliste

Portant peu à peu son attention sur les problèmes politiques et sécuritaires, il parvint en 1930 à faire fusionner les deux partis socialistes, le Hapoel Hatzaïr et l'Ahdout Haavoda, en un seul et grand parti, le



LEADER DU YICHOUV Page de gauche, en haut : Ben Gourion (à gauche) et Yitzhak Ben-Zvi, qui deviendra le deuxième président d'Israël entre 1952 et 1963, durant leurs études de droit à Istanbul, en 1912. En dessous : Ben Gourion s'adressant aux membres de la Histadrout, Confédération générale du travail, en 1924. Ci-dessus : Ben Gourion (à gauche, aux cheveux blancs) avec des soldats de la jeune armée israélienne en 1947.

réfugiés d'Europe centrale puissent trouver asile en Palestine alors que, les uns après les autres, les pays du monde entier leur fermaient leurs portes. Sans le partage de la Palestine, estimait-il, point d'espoir pour la création d'un Etat juif – même un Etat-croupion – ni pour le sauvetage des réfugiés juifs.

A la suite de cet échec, la révolte arabe reprit de plus belle, durement réprimée par le général Montgomery. Devant la recrudescence du terrorisme arabe, Ben Gourion eut le plus grand mal à contenir la colère de ses troupes. Et quand les Anglais décidèrent de changer subitement de cap afin de se concilier les bonnes grâces du monde arabe en cas de guerre avec les pays de l'Axe, il choisit délibérément d'éviter tout heurt frontal avec eux. Ils avaient pourtant publié, le 17 mai 1939, un Livre blanc, dénoncé par l'ensemble des partis sionistes, qui condamnait les Juifs à un statut minoritaire perpétuel.

En bon sioniste, Ben Gourion avait toujours pensé que la création d'un Etat juif était la seule solution valable à la précarité de la condition juive dans le monde. Sioniste « intégral » et politique jusqu'au bout des ongles, Ben Gourion ne laissa rien filtrer, même dans son journal particulier, des sentiments que lui inspira la vue des camps de Bergen-Belsen et de Dachau, qu'il visita peu de temps après la capitulation allemande. Il y rapportait avec la même minutie et le même ton sec le nombre de personnes qui avaient péri dans les chambres à gaz. Seule sa passion des livres

anciens lui faisait oublier momentanément son souci majeur : la crainte de voir le rêve sioniste s'effondrer en même temps que l'écroulement du judaïsme européen.

Ayant pressenti que le sort du monde occidental allait se jouer aux Etats-Unis, Ben Gourion s'était embarqué en 1940 pour New York, après un bref passage par Londres où il avait assisté au blitz allemand. L'occasion pour lui d'admirer la ténacité et le courage de Winston Churchill, son héros et son modèle de conduite – le second étant le général De Gaulle – pendant la guerre d'indépendance contre les armées arabes. Ben Gourion mit à contribution les riches magnats juifs américains pour acquérir armes et équipement à l'intention de la Haganah, principale organisation paramilitaire juive. Convaincu avant tout le monde qu'elle aurait à combattre, un jour proche, toutes les armées arabes réunies et non pas seulement les soldats irréguliers palestiniens du mufti et de ses acolytes, il lui ordonna de se transformer en une véritable armée professionnelle prête à des actions militaires d'envergure.

Le samedi 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies approuva le partage de la Palestine entre un Etat juif et un Etat arabe par 33 voix pour, 13 voix

contre et 10 abstentions. La résolution 181 fut immédiatement rejetée par les pays arabes, qui menacèrent d'envahir le futur Etat juif s'il venait à être proclamé après le départ des Britanniques, au plus tard fin avril 1948. En attendant, la Palestine fut mise à feu et à sang dans une « guerre civile » entre Juifs et Arabes, et la situation précaire des forces juives devint telle que des voix commencèrent à s'élever à Washington en faveur de la mise en sourdine de la résolution du partage et l'institution d'un « régime de tutelle internationale provisoire » sur l'ensemble du pays.

A la tête de l'Etat

C'est alors que Ben Gourion incita la Haganah à changer de stratégie et à passer à la contre-offensive. Le but : assurer la continuité territoriale et l'homogénéité démographique du futur Etat juif, même au prix de la destruction de villages arabes hostiles afin d'empêcher leur ralliement éventuel à l'ennemi. La suite est connue : le vendredi 14 mai 1948, à 16 heures, bravant les réserves de ses principaux collaborateurs et fort du soutien de Chaïm Weizmann et de Léon Blum, Ben Gourion proclama, au musée de Tel-Aviv, l'indépendance d'Israël. Un



© ROBERT CAPA © INTERNATIONAL CENTER OF PHOTOGRAPHY/MAGNUM PHOTOS.

discours d'une demi-heure, face à un public ému aux larmes, qui se leva pour saluer l'événement en entonnant le nouvel hymne national, la *Hatikva*, avant de quitter les lieux : « *Dans le pays, immense joie, nota simplement Ben Gurion dans son journal, et, à nouveau, je suis comme un endeuillé parmi une foule en liesse, comme je l'étais le 29 novembre.* »

Dès le 15 mai, Israël fut attaqué de tous côtés par les armées arabes et se trouva vite dans une situation périlleuse. Tsahal, qui avait succédé à la Haganah, accepta sans tergiverser la première trêve d'un mois

imposée par l'ONU à partir du 11 juin. L'occasion pour Ben Gurion, devenu Premier ministre le 15 mai, de décréter la dissolution de l'ensemble des milices armées partisanes et leur insertion au sein de Tsahal. A commencer par les troupes de choc du Palmach (de gauche), dont les commandants Yitzhak Sadeh, Yigal Allon et Yitzhak Rabin avaient fait des merveilles durant la première phase de la guerre. Cette décision passa mal auprès des révisionnistes, qui firent partir de Port-de-Bouc le cargo de 5 500 tonnes, l'*Altalena*, avec à son bord des centaines d'immigrants et une quantité

considérable d'armes destinées à leurs camarades de l'Irgoun.

Voyant dans cette initiative une atteinte flagrante à l'autorité du jeune Etat, Ben Gurion décida d'arraisoner le navire à l'approche des côtes israéliennes, de le laisser débarquer les immigrants et les dirigeants de l'Irgoun, dont Menahem Begin, puis de confisquer *manu militari* les armes qu'il transportait. L'*Altalena* refusant d'obtempérer aux sommations d'usage, ordre fut donné de tirer à vue sur le navire, qui prit feu aussitôt. Seize membres d'équipage, tous membres de l'Irgoun, y trouvèrent la mort, le capitaine du navire et d'autres responsables de l'expédition furent arrêtés et jetés en prison.

De victoire en victoire, Israël eut finalement raison de ses ennemis qui, à l'exception de l'Irak, acceptèrent de signer, entre janvier et juillet 1949, des accords d'armistice avec l'Etat hébreu. Ainsi se termina cette guerre extrêmement meurtrière – près de 6 000 morts israéliens pour une population comptant moins de 750 000 personnes ; 12 000 à 15 000 morts et de 600 000 à 700 000 réfugiés du côté palestinien, partis volontairement ou expulsés par leurs vainqueurs en Jordanie, dans la bande de Gaza, en Egypte, en Syrie, au Liban et dans les émirs arabes du Golfe persique. Jusqu'à la fin de ses jours, Ben Gurion ne cessa de soutenir que l'armée juive ne portait aucune responsabilité dans la question des réfugiés palestiniens qui, d'après lui, fut le fait des dirigeants arabes eux-mêmes, qui leur avaient fait croire qu'ils pourraient regagner leurs logis, une fois les troupes juives déciées.

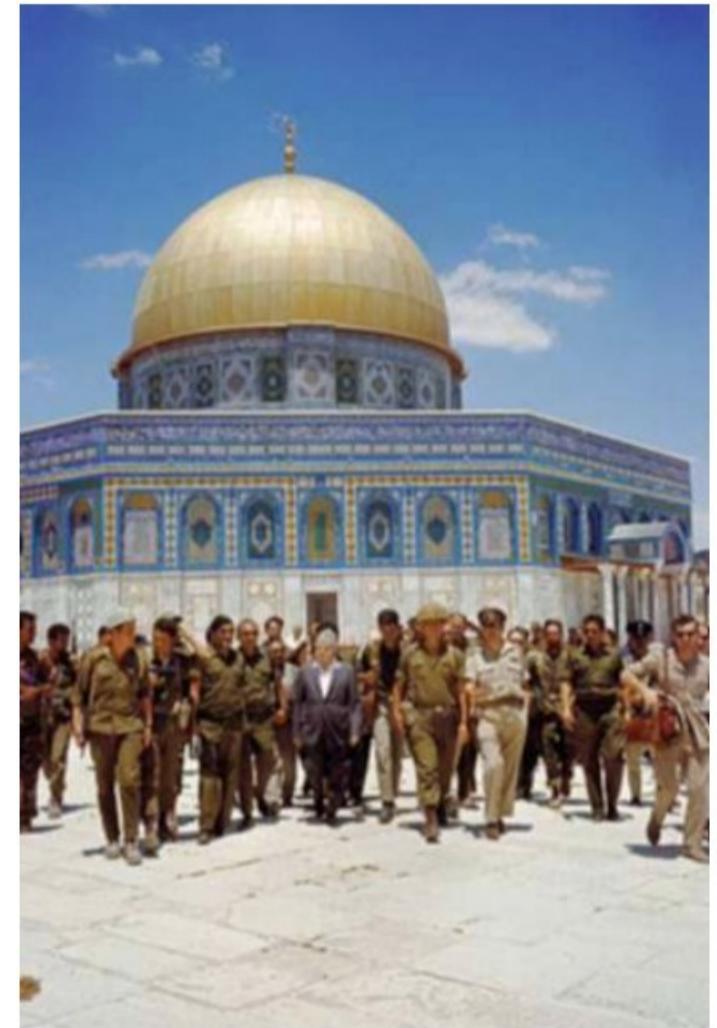
Fin de lutte

Commença alors l'épopée de Ben Gurion chef de gouvernement, qui abandonna à deux reprises les rênes du pouvoir : la première fois fin 1953 pour s'installer pendant deux ans dans le kibbutz de Sde Boker, dans le Néguev, afin d'encourager les Israéliens à faire refleurir le désert. La seconde fois, dix ans après (il était revenu à la tête du gouvernement en 1955), pour dénoncer l'affairisme de la vieille garde du Mapaï, le parti qu'il avait lui-même fondé en 1930.

Guère satisfait du gouvernement de son successeur, Levi Eshkol, qui aurait précipité



LE VIEIL HOMME ET LA GUERRE Page de gauche : le 14 mai 1948, au musée de Tel-Aviv, Ben Gurion lit, sous le portrait de Theodor Herzl, le discours de proclamation de l'Etat d'Israël dont il devint le Premier ministre. Ci-dessus : avec Moshe Dayan (à droite), chef d'état-major de l'armée israélienne, durant la crise du canal de Suez en 1956. A droite : Ben Gurion et les principaux leaders israéliens pénétrant sur l'esplanade du Dôme du Rocher, dans la vieille ville de Jérusalem, le 7 juin 1967, durant la guerre des Six Jours. Jérusalem-Est, qui était sous contrôle jordanien depuis 1948, venait d'être conquise par Israël.



77
HISTOIRE
Boker, ce kibbutz à la vue plongeante sur l'immense désert du Néguev qu'il avait toujours rêvé de fleurir.

Historien orientaliste spécialiste de l'histoire d'Israël et des relations entre Juifs et Arabes, Michel Abitbol est professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem.

© AKG-IMAGES / WORLD HISTORY ARCHIVE. © MICHA BAR-AM / MAGNUM PHOTOS.

la guerre des Six Jours, Ben Gurion, une fois les combats terminés, ne tarit pas d'éloges sur les succès mirobolants de Tsahal. S'il était pour lui hors de question de restituer les territoires conquis sans concession ni accord de paix avec les Arabes, il estimait néanmoins que la sécurité d'Israël viendrait non pas de son expansion territoriale mais de l'accroissement de la population juive dans le Néguev et la Galilée. Enfin, comme la plupart des politiciens israéliens de sa génération, il ne reconnaissait pas l'existence d'un peuple palestinien, ce qui ne l'empêcha pas de rencontrer à deux reprises son vieux compagnon palestinien Musa al-Alami pour tenter d'élaborer une solution de paix. Lâché par les siens et frappé par la mort de son épouse Paula en 1968, il se consola à sa manière en répondant personnellement aux centaines de lettres du monde entier qui s'amoncelaient chaque jour sur son bureau à Sde Boker.

Victime d'une première attaque cérébrale en septembre 1973, il tomba dans le coma après une seconde attaque aux derniers jours de novembre. Cela lui évita d'apprendre la grave blessure au combat de son petit-fils Alon ainsi que les terribles conséquences de cette guerre catastrophique, qui mit en péril la survie de l'Etat qu'il avait façonné de ses propres mains. Une page de l'histoire d'Israël se fermait

ainsi dans la douleur au moment même où son fondateur rendait son dernier souffle, le 1^{er} décembre 1973, à l'âge de 87 ans. « *Gulliver parmi les Lilliputiens* », écrivit dans son journal le général Moshe Dayan à la vue du corps inanimé de son maître étendu sur un simple lit en acier, à l'hôpital Tel Hashomer de Tel-Aviv. Plus sûrement un géant sorti tout droit des contes bibliques, qui demanda à être enterré sans cérémonie religieuse ni éloge funèbre aux côtés de son épouse, à Sde

À LIRE de Michel Abitbol



Histoire d'Israël, Perrin, « Tempus », 1 088 pages, 16 €.
Histoire des Juifs en France du Moyen Age à nos jours, Perrin, 560 pages, 25 €.

Histoire des Juifs, Perrin, « Tempus », 896 pages, 16 €.
Juifs et Arabes au XX^e siècle, Perrin, « Tempus », 416 pages, 10 €.

COLONNE DU DÉSERT

Chars israéliens fonçant dans le désert du Sinaï, en juin 1967. Persuadé que le chef de l'Etat égyptien Nasser se préparait à lui déclarer la guerre, Israël déclencha les hostilités le 5 juin. Contre toute attente, l'Etat hébreu sortit victorieux de la guerre des Six Jours face aux Egyptiens, Syriens, Jordaniens, Irakiens et Libanais.

©WHA/AURIMAGES





L'Etat de Guerre

Par David Elkaïm

Dès la proclamation de son indépendance en 1948, Israël fut combattu par les Etats arabes voisins.

Jusqu'en 1973, quatre conflits majeurs vont finalement lui permettre de s'imposer au Proche-Orient et d'accroître son territoire.



Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni, vainqueur affaibli, comptait bien rester la puissance dominante au Proche-Orient et défendre ses intérêts en Palestine. Sur place, les sionistes et les populations arabes avaient, cependant, une vision diamétralement opposée de l'avenir du pays : après le génocide nazi, les premiers étaient plus déterminés que jamais à y établir leur Etat tandis que les seconds étaient résolus à créer un grand Etat arabe, ce qui excluait toute souveraineté juive. Le mandat britannique était dès lors en sursis.

Malgré l'émotion suscitée par la situation des dizaines de milliers de rescapés des camps de concentration, le gouvernement Attlee, soucieux de ne pas compromettre ses relations avec les Etats arabes, s'opposa à la levée des restrictions qui limitaient l'immigration juive, contenues dans le Livre blanc (1939). David Ben Gourion, le principal dirigeant du Yichouv, la communauté juive de Palestine, qui avait fait cesser les attaques de la Haganah contre l'armée britannique pendant la guerre, décida donc de la reprise des hostilités contre la puissance occupante.

Après d'intenses tractations diplomatiques et diverses pressions sur les Etats réticents, l'Assemblée générale des Nations unies vota, le 29 novembre 1947, la résolution 181. Elle partageait la Palestine sur la base du rapport de la Commission spéciale sur la Palestine (United Nations Special Committee on Palestine, UNSCOP), qui préconisait la création de deux Etats, l'un arabe, l'autre juif. Au sein des deux communautés, certains voulaient croire qu'une coexistence pacifique dans un Etat binational serait possible mais, pour l'immense majorité, pas de doute : un conflit à grande échelle était inévitable.

La question de la mise en œuvre de cette résolution se posa immédiatement puisque, d'une part, les Britanniques, qui n'étaient pas favorables au partage auquel ils savaient les Etats arabes opposés, refusaient de collaborer avec les Nations unies pour préparer la constitution de deux administrations distinctes, et que, d'autre part, les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux s'opposaient à l'envoi d'une force internationale à laquelle participerait inévitablement l'URSS.

Selon les estimations, la population juive de la Palestine (environ 700 000 personnes) représentait alors la moitié de la population arabe. De plus, si les sionistes comptaient des soutiens dans les chancelleries occidentales, les pays limitrophes réunis au sein de la Ligue arabe proclamaient haut et fort qu'ils empêcheraient par les armes la création d'un Etat juif et ils commencèrent à masser leurs troupes aux frontières. Le rapport de force semblait donc nettement pencher en faveur de la partie arabe.

Les travaux des nouveaux historiens israéliens, notamment Benny Morris, ont montré que les sionistes disposaient en réalité de nombreux atouts et qu'à l'inverse, la position de leurs adversaires présentait plusieurs faiblesses. Le premier facteur était l'expérience des combats : plusieurs dizaines de milliers de Juifs s'étaient battus contre les forces de l'Axe aux côtés de l'armée britannique, au sein de laquelle ils avaient, de surcroît, lié des contacts qui se révéleraient précieux pour prendre les positions évacuées par la puissance mandataire. A l'inverse, les populations arabes et leurs dirigeants étaient globalement restés à l'écart du conflit. De plus, au fur et à mesure du désengagement britannique, l'exécutif sioniste avait su se transformer en



© TOPPHOTO/ROGER-VIOLLET. © AKG-IMAGES/PICTURES FROM HISTORY.

L'EXODE Page de gauche : soldats israéliens, aux environs de Naqoura, au Sud-Liban, après la chute d'Acre, fin mai 1948. Ci-dessus : Palestiniens fuyant Acre en 1948. La *Nakba*, l'exode des Palestiniens avant et pendant la guerre de 1948-1949, concerna entre 700 000 et 800 000 personnes, qui fuirent les combats ou furent chassées de leurs terres par les Israéliens, qui leur refusèrent tout droit au retour.

un véritable gouvernement de transition, capable de coordonner les actions militaires et d'assurer une forme de continuité des services publics dans les secteurs sous son contrôle.

Les Arabes étaient, quant à eux, profondément divisés, entre, d'une part, partisans et opposants au mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini, avec qui les puissances occidentales refusaient de négocier parce qu'il s'était compromis avec l'Allemagne nazie, et, d'autre part, Etats hachémites dominés par la Transjordanie et pays qui, comme l'Egypte, la soupçonnaient de vouloir faire main basse sur la Syrie, le Liban et la Palestine. Ces dissensions se matérialisèrent dès mars 1948 : les forces sionistes prirent le contrôle de plusieurs villes (Jaffa, Haïfa, Safed, Tibériade) et de l'axe stratégique qui relie Tel-Aviv et Jérusalem, sans que l'Armée de libération arabe (ALA), créée par la Ligue arabe, ne vienne en aide aux Palestiniens qui les défendaient.

Les ultimes tentatives de conciliation échouèrent et, le 14 mai 1948, les derniers soldats britanniques quittèrent la Palestine alors que Ben Gourion déclarait l'indépendance de l'Etat d'Israël. Le lendemain, les armées arabes attaquèrent. D'après les archives officielles analysées dans les années 1980, le Comité militaire de la Ligue arabe estimait qu'il lui faudrait cinq divisions, soit 160 000 hommes, pour l'emporter. Or, d'après les historiens (notamment Ilan Pappé), avant le début des combats, les forces arabes ne totalisaient qu'environ 40 000 hommes, dont plus de 10 000 irréguliers

moins bien armés et peu disciplinés. Face à eux, les sionistes pouvaient aligner environ 35 000 combattants.

Contrairement à ce que redoutaient les dirigeants sionistes, au terme de la guerre qui durerait jusqu'à janvier 1949, Israël contrôlerait 78 % de la Palestine mandataire au lieu des 56 % prévus par la résolution 181. Le reste, c'est-à-dire la bande de Gaza et la Cisjordanie, était occupé par l'Egypte et la Transjordanie. L'Etat arabe de Palestine avait disparu avant même d'avoir été créé. Ce désastre politique se doubla d'une « catastrophe » humaine : la *Nakba*. En effet, entre 700 000 et 800 000 Palestiniens avaient quitté leurs foyers, pour se mettre à l'abri avant le déclenchement des hostilités, pour fuir les combats ou dans le cadre de la campagne d'expulsion mise en œuvre par l'armée israélienne. La « question palestinienne » était née.

L'impossible normalisation

Dans un premier temps, une normalisation des relations diplomatiques entre Israël et ses voisins ne parut pas totalement hors d'atteinte. Certes, les positions respectives étaient très éloignées : pour les Etats arabes, la base de la discussion ne pouvait être que le plan de partage de 1947 et le retour des réfugiés palestiniens, alors que pour les Israéliens, il n'était pas question d'abandonner les territoires conquis lors d'une guerre qu'ils n'avaient pas déclenchée, ni d'autoriser plus de 100 000 Palestiniens à revenir. Mais les dirigeants arabes, souvent





formés en Europe et partageant certains cadres de référence avec les élites coloniales, n'excluaient pas alors une reconnaissance d'Israël sous réserve de contreparties substantielles.

Cette fenêtre d'opportunité allait cependant progressivement se refermer. D'abord parce qu'en Israël, une partie des dirigeants se satisfait du *statu quo* et préfère se consacrer à l'éification du pays plutôt qu'à la quête d'un accord au prix de concessions qui pourraient se révéler coûteuses. Ensuite, parce qu'en Syrie (1949) puis en Egypte (1952), des révoltes portèrent au pouvoir une nouvelle génération, plus proche des aspirations populaires, qui entendait s'émanciper de la tutelle coloniale et donner corps au nationalisme arabe. Si Nasser, qui s'impose comme la figure la plus marquante, ne montre pas immédiatement de signes d'hostilité vis-à-vis d'Israël, il n'est pas question pour lui d'être le premier à signer la paix, encore moins après la découverte, en 1954, d'une opération de déstabilisation organisée par le renseignement militaire israélien (opération « Susannah ») et l'attaque, en 1955, d'une base égyptienne par Tsahal, suite à un raid mené depuis Gaza par des *fedayin* (« ceux qui se sacrifient ») palestiniens.

Dispersés dans des camps de réfugiés à travers le monde arabe hormis les 150 000 qui vivent dans ce qui est désormais Israël, les Palestiniens sont confrontés quant à eux à un cruel dilemme : réclamer l'application de la résolution 181 leur permettrait de revendiquer la création de leur Etat sur la base du droit international mais impliquerait d'en négocier les frontières avec l'Etat hébreu et donc de le reconnaître, ce qui est, pour eux, inenvisageable. Ils n'ont dès lors d'autre choix que de mener des attaques de *fedayin* et de s'en remettre aux dirigeants arabes, qui ne manqueront pas d'instrumentaliser leur cause à leur profit.

Ces tensions vont se cristalliser autour de la question du canal de Suez. Bien qu'en vertu de la convention de Constantinople (1888), il aurait dû rester libre d'accès, l'Egypte bloquait depuis 1948, de manière plus ou moins rigoureuse, les navires israéliens ou à destination d'Israël qui souhaitaient l'emprunter. De même, la navigation dans le détroit de Tiran, au fond duquel se trouve le port israélien d'Eilat, était régulièrement entravée. Or, face au refus américain de financer la construction du barrage d'Assouan suite à la signature d'un accord entre l'Egypte et la Tchécoslovaquie pour la livraison d'armements modernes, Nasser annonça, à la surprise générale, la nationalisation du canal de Suez le 26 juillet 1956. Pour les Britanniques, principaux actionnaires du canal, et les Français, qui voulaient lui faire payer son soutien aux indépendantistes algériens, il fallait se débarrasser du raïs égyptien. Israël, qui s'était rapproché de la France depuis 1953, vit là une occasion d'infliger un coup décisif à celui qu'elle considérait comme un danger.

Conformément aux plans arrêtés lors de la réunion qui se tient à Sèvres (22-24 octobre), les opérations se déroulent en trois temps : le 29 octobre, Israël attaque dans le Sinaï et prend position à proximité de Suez ; le 5 novembre, après avoir adressé un ultimatum aux deux belligérants, évidemment refusé par Nasser, les forces occidentales débarquent à Port-Saïd et Port-Fouad, et prennent le contrôle du canal. L'opération est militairement un succès, mais les condamnations internationales sont unanimes et, face aux pressions américaines et aux menaces d'intervention soviétique, la France et le Royaume-Uni doivent, dès le 8 novembre, rappeler leurs troupes. Israël est également contraint, sous la pression américaine, de se retirer de la péninsule du Sinaï et de la bande de Gaza, mais il a fait la démonstration de sa puissance militaire. De plus, la Force d'urgence des Nations unies (FNU), première opération de maintien de la paix menée par des « Casques bleus », est déployée dans le Sinaï, limitant la capacité des Egyptiens à bloquer le détroit de Tiran. Israël saura en tirer profit pour développer ses relations diplomatiques et économiques « périphériques » au-delà des pays limitrophes, avec l'Iran, l'Ethiopie et la Turquie, et jusqu'en Asie du Sud-Est.

Pour le monde arabe, la lutte contre Israël, qui a définitivement rejoint le camp occidental « impérialiste », et la reconquête de la Palestine deviennent cependant les principaux outils de mobilisation pour transcender les particularismes nationaux.

La victoire empoisonnée

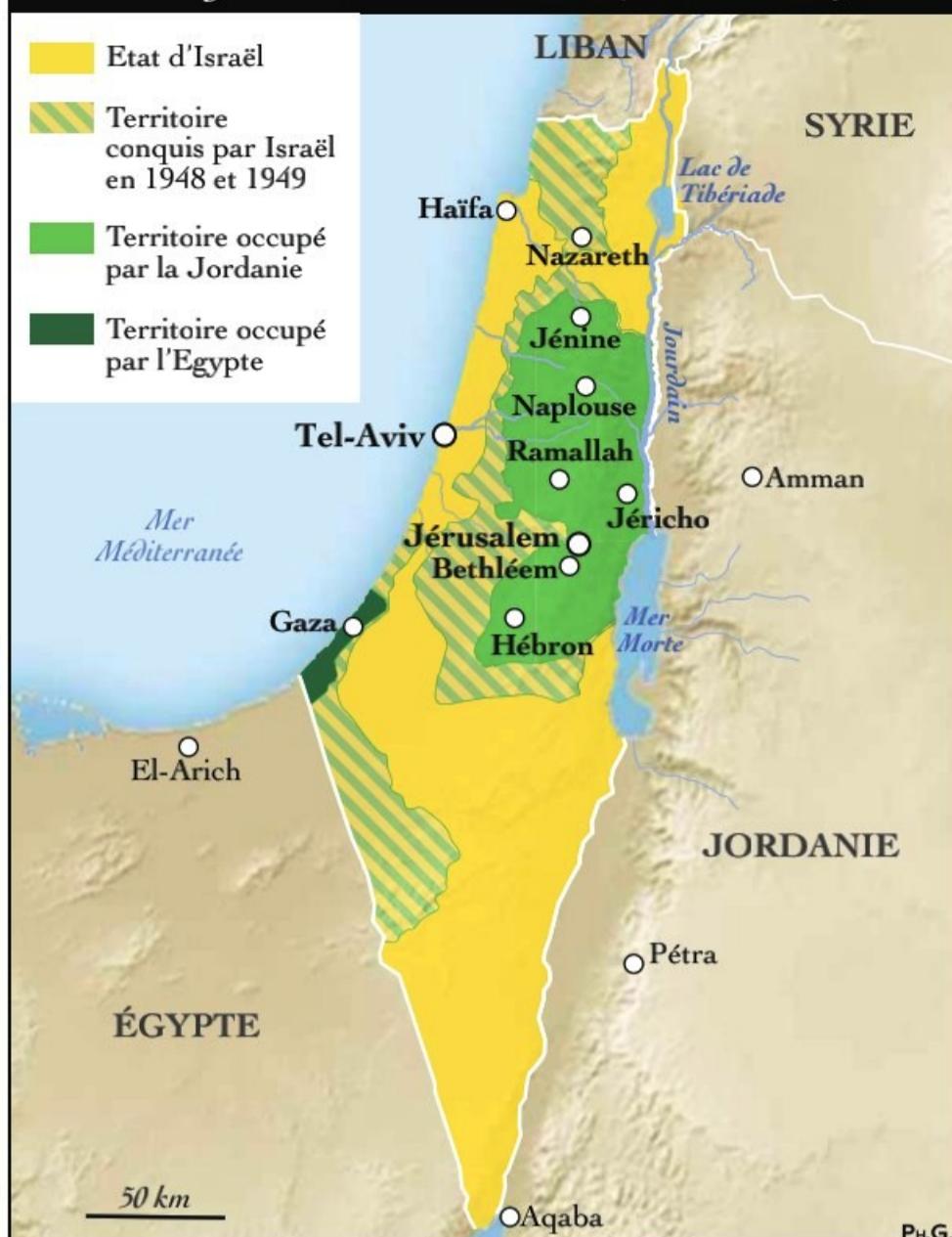
Au cours des années suivantes, les tensions se déplacent à la frontière syrienne, où les membres du parti Baas sont arrivés au pouvoir en 1957. Créé en 1940, le parti de la « renaissance » entendait rassembler les Arabes par-delà les frontières étatiques, produits de la colonisation. Ouvertement révolutionnaire, prônant le socialisme sous une forme « arabe » spécifique mais rejetant toute idée de lutte des classes et opposé au communisme du fait de son athéisme, le mouvement baasiste est à l'origine de la formation, en 1958, de la République arabe unie (RAU), qui regroupe l'Egypte, la Syrie puis le Yémen. Dans tout le monde arabe, les manifestations demandant le rattachement à la RAU se multiplient, suscitant l'inquiétude des Etats-Unis qui craignent son basculement dans le camp soviétique. Las : la volonté hégémonique de Nasser provoque l'éclatement de la RAU dès 1961, après seulement trois ans d'existence.

Ce qui pouvait apparaître comme une bonne nouvelle pour Israël va en fait avoir des conséquences négatives, puisque les néobaasistes qui prennent le pouvoir à Damas, en 1963, ont une vision régionaliste de l'unité arabe, qui donne la priorité aux spécificités nationales, et adoptent à son égard une position radicalement hostile. Dans le cadre d'une stratégie délibérée des Syriens, la zone démilitarisée entre les deux pays mise en place en 1949, où aucune force internationale n'est déployée, voit les accrochages se multiplier.

Ainsi, à la suite des travaux réalisés par Israël pour aménager à son profit le cours du Jourdain, les Américains proposent le plan

Première guerre israélo-arabe (1948-1949)

© AP/SIPA. © PHILIPPE GODEFROY. © AKG-IMAGES/IAW/WORLD HISTORY.



Johnston pour arriver à un compromis sur le partage des eaux. En vain : Israël détruit en 1965 et 1966 les installations construites en Syrie pour réduire le débit des rivières alimentant le lac de Tibériade. De son côté, la Syrie accroît son soutien aux mouvements palestiniens, notamment au Fatah, créé par Yasser Arafat en 1959, et partie intégrante de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), créée en 1964 par la Ligue arabe dans le but de marginaliser le Haut Comité arabe contrôlé par la figure historique des Arabes de Palestine, al-Husseini. Ainsi, à partir de 1965, les attaques souvent meurtrières se multiplient contre Israël depuis la Syrie, sous le regard bienveillant des autorités.

Face aux mouvements de colère que suscitent les représailles israéliennes, Nasser entend montrer sa solidarité avec Damas et signe un accord de défense mutuelle en novembre 1966. Alors qu'il espérait ainsi rassurer les Syriens, qui craignaient une offensive israélienne, et limiter l'escalade,

cet accord a l'effet inverse : les violences redoublent d'intensité. Après un nouvel accrochage (7 avril 1967), Nasser demande le retrait des Casques bleus positionnés dans le Sinaï. La marche vers la guerre est enclenchée : en Israël, cette démarche est interprétée comme le signe que l'Egypte se prépare à attaquer, d'autant qu'une fois les forces internationales évacuées, Nasser interdit le détroit de Tiran aux navires israéliens. Pour ne pas apparaître en reste, la Jordanie signe également un accord de défense avec l'Egypte.

Plutôt que d'attendre une attaque perçue – à tort – comme imminente, Israël décide de profiter de l'effet de surprise. Après avoir échoué à recueillir l'appui de la France (De Gaulle a explicitement demandé aux Israéliens de ne pas « *tirer les premiers* »), mais avec l'accord tacite des Américains, le 5 juin, à l'aube, l'armée de l'air israélienne détruit au sol la quasi-totalité de l'aviation égyptienne tandis que les chars pénètrent dans le Sinaï. Les Egyptiens sont mis en déroute et, deux jours plus tard, Tsahal contrôle la rive est du canal de Suez. Abusé par Nasser, qui l'assure que son armée fait front, Abdallah de Jordanie ignore les appels d'Israël à rester neutre et bombarde la partie israélienne de Jérusalem. En position de légitime défense, Israël déclenche alors une opération de grande envergure et, après trois jours de combats, prend le contrôle de toute la Cisjordanie, Jérusalem-Est incluse. Paradoxalement, côté syrien, là où tout a commencé, il n'y a que des accrochages, certes sérieux mais limités. Israël considère cependant que ce sont les provocations de la Syrie qui ont conduit à la guerre et qu'elle doit en payer le prix : le 9 juin, Tsahal attaque et prend possession du Golan en deux jours.

Alors qu'une partie de l'opinion craignait son anéantissement, Israël a pris en six jours le contrôle d'un territoire quatre fois plus grand que celui qu'il contrôlait avant la guerre. Des débats s'engagent immédiatement sur l'avenir du Sinaï, du Golan, de la bande de Gaza et de la Cisjordanie : si une majorité accepte l'idée que les deux premiers doivent constituer des monnaies d'échange, certains souhaitent rendre irréversible

BRAS DE FER

En haut : à l'issue de la guerre de 1948-1949, Israël contrôle 78 % de la Palestine mandataire au lieu des 56 % attribués par l'ONU.

Page de gauche : le dirigeant égyptien Gamal Abdel Nasser, à Port-Saïd, en juin 1956. Le 26 juillet, il annonça la nationalisation du canal de Suez, à laquelle une coalition franco-israélo-britannique tentera vainement de s'opposer par les armes. Ci-contre : soldats israéliens progressant vers le désert du Sinaï, durant la guerre des Six Jours, du 5 au 10 juin 1967.





l'occupation des deux autres. Pour les partisans du « Grand Israël », ils font même partie de l'Israël biblique, et les rétrocéder serait une offense. Jérusalem-Est est ainsi rapidement annexée *de facto* et la ville « réunifiée » (elle sera déclarée « capitale éternelle » de l'Etat hébreu en 1980), en même temps que sont construites les premières implantations.

Si des voix s'élèvent immédiatement pour souligner les dangers de l'occupation, elles ne sont pas entendues. Soixante ans plus tard, Israéliens et Palestiniens n'ont toujours pas réussi à sortir du piège qui s'est alors refermé sur eux.

La paix avec l'Egypte

La guerre des Six Jours marque une double rupture pour les Palestiniens : d'une part, parce que ceux qui habitent les territoires conquis doivent désormais vivre sous le joug de l'armée israélienne ; de l'autre, parce que leurs dirigeants prennent acte du fait que la priorité des Etats arabes est de récupérer les territoires perdus et non de laisser s'y établir une souveraineté palestinienne. Arafat décide alors de rentrer clandestinement en Cisjordanie pour y recruter des combattants prêts à mener des attaques, y compris terroristes, contre Israël. Après la bataille de Karameh (21 mars 1968), les volontaires affluent de tout le monde arabe, les soutiens diplomatiques et financiers se multiplient, permettant à Arafat de prendre la tête de l'OLP (février 1969).

La résolution 242 du Conseil de sécurité votée le 22 novembre 1967 faisait du principe « paix contre territoires » la base du règlement du conflit israélo-arabe et rappelait la nécessité d'une solution juste à la question des réfugiés. Mais elle ne mentionnait pas la création d'un Etat palestinien. Et, bien qu'un « triple non » (à la paix, à la reconnaissance d'Israël et à la négociation) figure dans la déclaration adoptée lors du sommet de la Ligue arabe (septembre 1967), Egypte et Jordanie étaient en réalité prêtes à des discussions pour récupérer le Sinaï et la Cisjordanie, avec le soutien de l'Arabie saoudite à cette approche modérée.

Auréolé de sa victoire militaire, Israël s'estime cependant en position de force et ne fait donc aucune démarche pour ouvrir le dialogue, d'autant que la perspective des élections législatives prévues pour 1973 n'est pas propice à la prise d'initiative. De plus, la construction d'un réseau de fortins (la ligne Bar-Lev) le long du canal de Suez convainc Nasser que le Sinaï ne pourra être récupéré que par la force. Dès le début de l'année 1969, les accrochages reprennent, inaugurant la période dite de la « guerre d'attrition », qui va durer jusqu'au milieu de l'année suivante. Bien que les systèmes antiaériens soviétiques utilisés par l'Egypte démontrent leur efficacité, les services de renseignement israéliens affirment que c'est la Syrie qui constitue le principal danger et que l'Egypte n'est pas en position de lui prêter main-forte.

La mort de Nasser (28 septembre 1970) et l'arrivée au pouvoir d'Anouar el-Sadate, perçu comme un faible, renforcent ce sentiment d'invincibilité et l'« aveuglement » (*mechdal*) israéliens. Or, si le nouveau dirigeant égyptien sait que son armée est incapable de remporter la victoire, il entend néanmoins infliger une défaite relative à Tsahal pour faire comprendre à Israël que la sécurité est impossible sans la restitution du Sinaï. Les préparatifs s'engagent donc courant 1972 dans le plus grand secret, après que Sadate a convaincu le dirigeant syrien Hafez el-Assad de participer à la guerre. Le plan d'intoxication pour les dissimuler fonctionne si bien que, malgré une multitude de signes avant-coureurs, les Israéliens ne réalisent que le matin du 6 octobre 1973 que l'attaque va avoir lieu le jour même, jour de la fête de Kippour qui plus est !

La surprise est totale, y compris pour les Egyptiens eux-mêmes : en quelques heures, 90 000 soldats et 850 chars ont pris position sur la rive orientale du canal de Suez, encerclant





CARTES SUR TABLE Page de gauche, en haut : parmi les territoires conquis par Israël en 1967, le Sinaï a été restitué à l'Egypte par le traité de paix de 1979 ; Gaza a été évacuée en août 2005 ; Jérusalem-Est a été annexée de fait et la loi fondamentale de 1980, condamnée par les Nations unies, l'a proclamée capitale d'Israël ; la Cisjordanie et le Golan restent des territoires occupés aux yeux des Palestiniens et de la communauté internationale. Page de gauche, en bas : l'armée égyptienne envahissant le Sinaï, durant la guerre du Kippour, en octobre 1973. Ci-dessus : Moshe Dayan (au centre, avec un bandeau sur l'œil), ministre de la Défense israélien, durant la guerre du Kippour, en 1973.

les fortins de la ligne Bar-Lev. Leurs chefs stoppent cependant leur progression alors que les défenses israéliennes auraient été incapables de les arrêter. Idem pour les Syriens, qui ouvrent rapidement une brèche dans le Golan mais, incrédules, consolident leurs lignes de défense au lieu de pousser leur avantage jusqu'au lac de Tibériade. Alors qu'une défaite est un moment jugée possible, au point que l'usage de l'arme atomique qu'Israël possède depuis la fin des années 1960 semble avoir été envisagé, ces hésitations vont permettre à l'armée israélienne de renverser la situation. En deux jours, le Golan est repris et, dans le Sinaï, la contre-offensive lancée le 15 octobre permet à Tsahal de traverser le canal et d'encercler, quelques jours plus tard, la moitié des troupes égyptiennes. Le 24 octobre, face aux menaces soviétiques et aux pressions américaines, Israël accepte de mettre fin à ses opérations.

Ce conflit marque un tournant : les Etats-Unis estiment que les Etats arabes ont pris conscience qu'ils ne pourront pas détruire militairement Israël, dont ils sont devenus le principal allié depuis sa brouille avec la France, et que les dirigeants israéliens, eux, ont compris que la paix passera par la négociation sur la base de la résolution 242.

Le « processus de paix » qui débute alors portera ses fruits avec l'Egypte puisque des accords de désengagement seront rapidement signés et qu'à la surprise générale, Sadate se rendra en Israël en 1977. Ce geste sans précédent, que le président égyptien paiera de sa vie, débouchera sur l'évacuation du Sinaï et, trente ans après sa création, la signature par Israël d'un traité de paix avec un pays arabe (1979).

La quatrième guerre depuis la création d'Israël marquera l'entrée dans un nouveau type de conflit : devenue la première puissance militaire du Proche-Orient grâce à l'aide américaine, à la qualité de ses soldats et à son industrie de défense, Tsahal n'aura plus de combats à mener contre des armées régulières

pour défendre son territoire. Mais aucune réponse n'ayant été apportée à la question palestinienne, Israël devra affronter, en dehors de ses frontières et la plupart du temps en milieu urbain, des groupes infra-étatiques comme l'OLP, le Hamas ou le Hezbollah, dans le cadre de conflits asymétriques.

La guerre du Kippour n'est pas à proprement parler une défaite militaire pour Israël puisque aucun territoire n'a été perdu, mais elle reste un événement traumatique du fait du sentiment de vulnérabilité qu'elle a engendré. Si les attaques du 7 octobre 2023 lui ont été comparées, c'est parce que, même si l'existence de leur Etat n'a pas été cette fois mise en danger, les Israéliens se sont à nouveau sentis abandonnés par leurs dirigeants qui, enfermés dans leurs certitudes et préoccupés par leur avenir électoral, ont sous-estimé leurs adversaires au détriment de la sécurité du pays.

Doctorant en science politique au Centre Thucydide (Université Paris II-Assas), David Elkaïm est l'auteur de plusieurs publications sur le Proche-Orient et a contribué à divers ouvrages de préparation aux concours administratifs.

À LIRE de David Elkaïm



Histoire des guerres d'Israël de 1948 à nos jours,
Tallandier, « Texto »,
320 pages, 10 €.
Les Services secrets israéliens, Tallandier,
« Texto », 400 pages,
10,50 €.

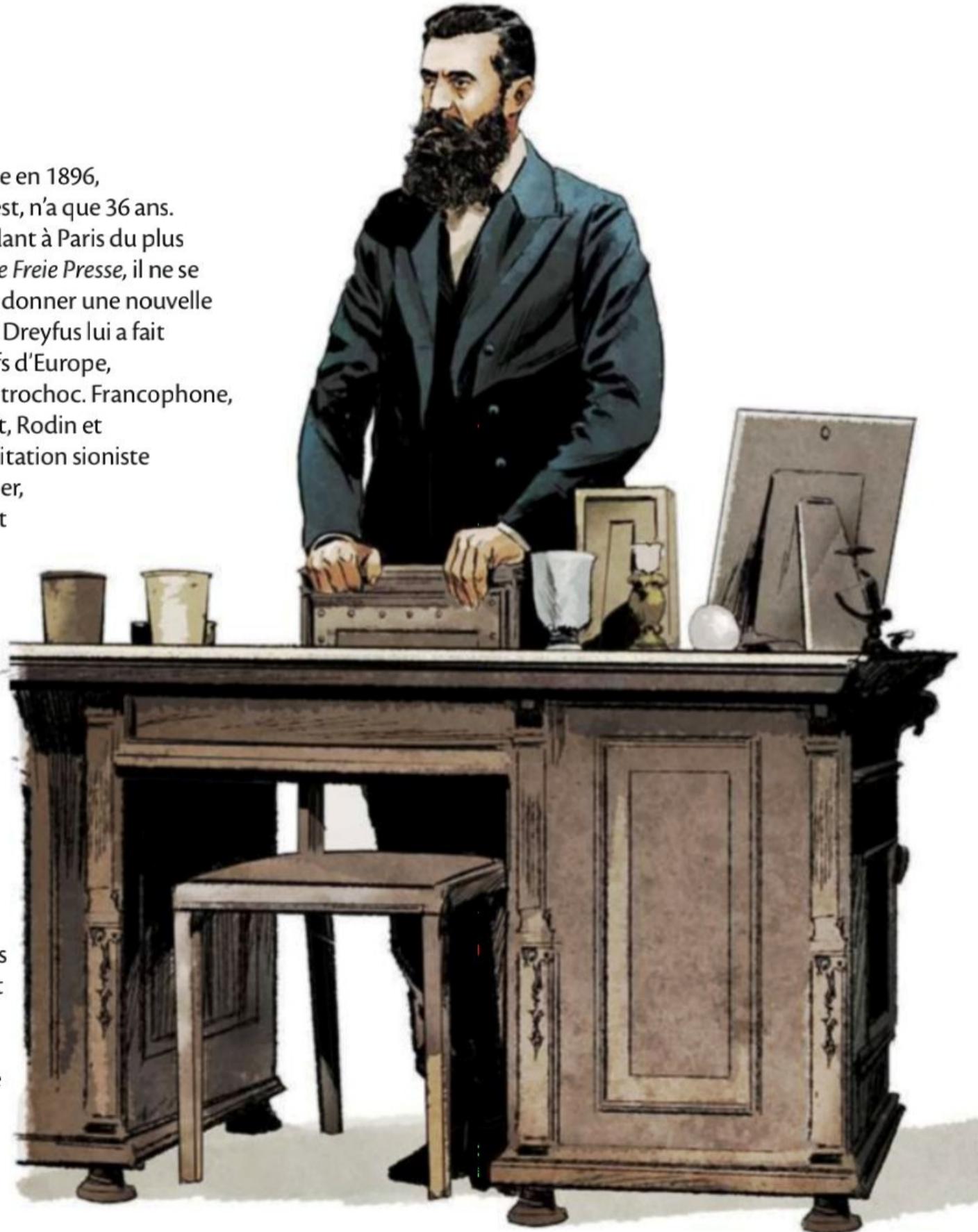
Le Grand Echiquier

De Theodor Herzl à Shimon Peres, du roi de Jordanie à Yasser Arafat, en passant par Winston Churchill, ils ont été les principaux artisans et pourfendeurs du projet sioniste.

Les Juifs

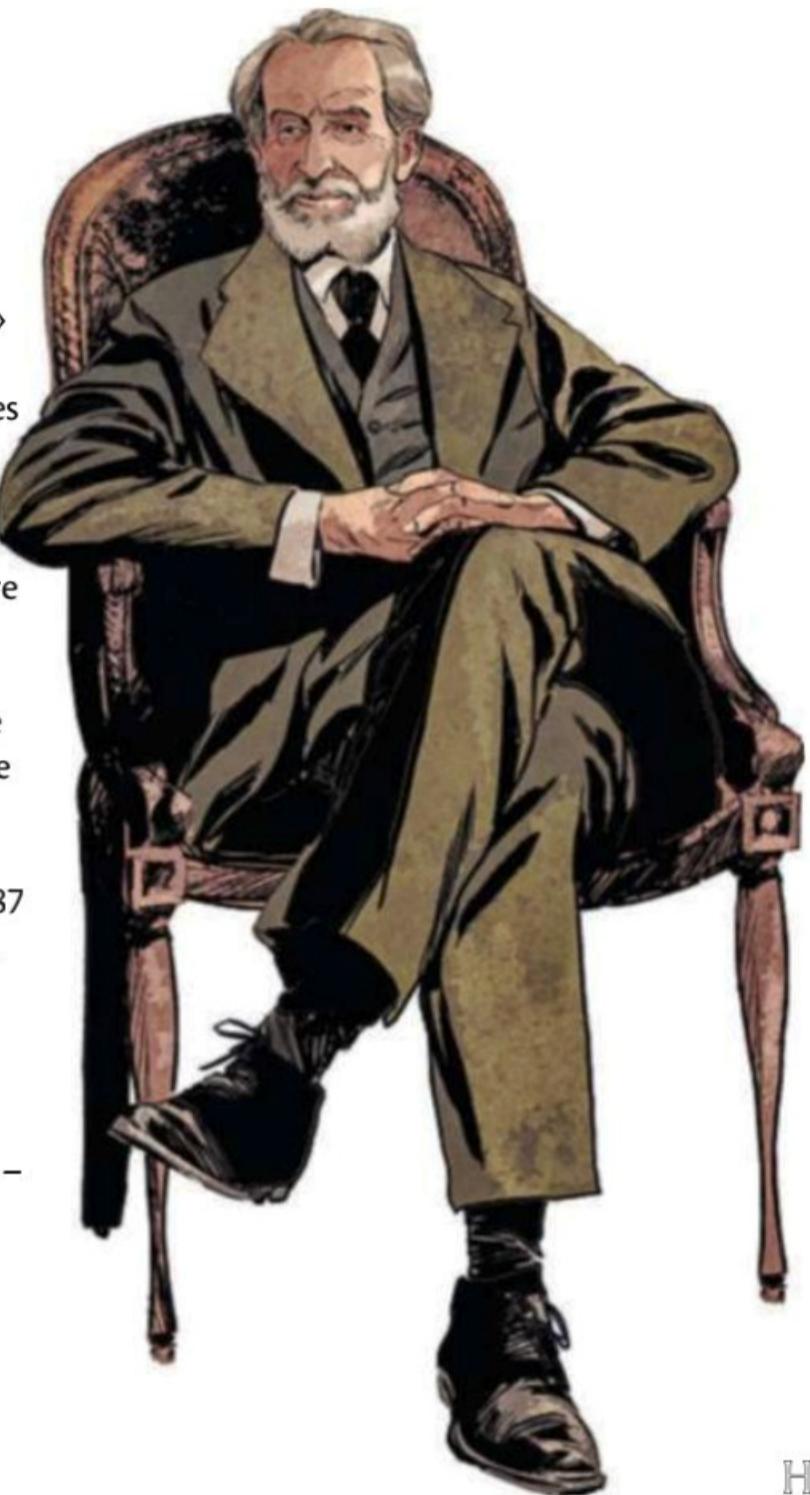
THEODOR HERZL (1860-1904)

Lorsqu'il publie *Der Judenstaat (L'Etat des Juifs)* à Vienne en 1896, ce journaliste juif austro-hongrois intégré, né à Budapest, n'a que 36 ans. Docteur en droit de l'université de Vienne, correspondant à Paris du plus grand journal de langue allemande de l'époque, la *Neue Freie Presse*, il ne se doute pas que cet essai exalté, écrit en six semaines, va donner une nouvelle perspective, quasi messianique, au peuple juif. L'affaire Dreyfus lui a fait prendre conscience des menaces qui pèsent sur les Juifs d'Europe, particulièrement en Russie et en Pologne. C'est un électrochoc. Francophone, familier des cercles où il croise Flaubert et Zola, Daudet, Rodin et Clemenceau, il bascule dans la politique. Nourri de l'agitation sioniste qui règne déjà au sein des milieux juifs, Herzl va imaginer, le premier, la possibilité d'un Etat national juif qui serait un refuge. Passant de la réflexion à l'action, il voyage, prononce des centaines de discours, produit des milliers d'articles. Il sollicite des hommes d'Etat (l'empereur Guillaume II et le sultan turc), des personnalités éminentes (Edmond de Rothschild, le pape Pie X). Il se rend à Bâle en 1897, au premier congrès sioniste, où il crée l'Organisation sioniste mondiale. Il lance le Fonds pour l'implantation juive, destiné à acheter des terres en Palestine pour les confier à des agriculteurs juifs. C'est son objectif: offrir un « *asile de nuit* », comme il l'écrit, aux Juifs persécutés, les sortir de leurs ghettos. Qu'ils ne soient plus des miséreux dont on se moque, mais des bourgeois, comme lui. Il envisageait même un Etat sans substrat religieux juif, abandonnant le yiddish au profit de l'allemand. Les neuf années épisées qui suivent la parution de son livre auront raison de sa santé et de sa fortune. Ce « *visionnaire de l'Etat* », comme l'honore Israël, mourra d'épuisement en Autriche, à l'âge de 44 ans. Mais l'action de ce « *nouveau Moïse* » aura permis la création de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948.



EDMOND DE ROTHSCHILD (1845-1934)

Richissime et généreux, issu d'une grande famille de banquiers juifs, le « baron Edmond » fut toute sa vie, avec son épouse Adélaïde, l'un des plus fidèles promoteurs de la cause israélite. Dès la fin du XIX^e siècle, il joua un rôle décisif dans l'aide à l'installation de familles juives en Palestine. Peu impliqué dans les affaires financières de sa famille, il fut aussi un grand collectionneur d'art, mécène de fouilles archéologiques, donateur du Louvre, de la Bibliothèque nationale et du musée d'Israël à Jérusalem. Sioniste engagé, Edmond de Rothschild assura pendant un quart de siècle (1911-1934) la présidence du Consistoire israélite de Paris, dans une période clé marquée par le renouveau des idées sionistes et la perspective d'un foyer national juif. Il finança le retour des Juifs d'Europe en Palestine (*alya*). L'une des premières « colonies » qu'il aida, Rishon LeZion (nom tiré d'un verset de la Bible qui signifie « premier vers Sion »), au sud de Tel-Aviv, est aujourd'hui la quatrième ville d'Israël (250 000 habitants). Il acheta près de 25 000 ha de terres palestiniennes qu'il transféra, en 1899, à la Jewish Colonization Association, en soutien à l'émigration de Juifs de Russie victimes de pogroms. Lui-même se rendit à cinq reprises en Palestine, entre 1887 et 1925, attentif au développement des « colonies » viticoles qu'il finançait directement, comme celle de Zichron Yaakov, sur le mont Carmel. Son dernier investissement majeur fut l'achat de 50 000 ha de terres agricoles, confiées à la Palestine Jewish Colonization Association, qu'il avait créée en 1924. D'abord inhumé au cimetière du Père Lachaise, Edmond de Rothschild repose depuis 1954 au mémorial de Ramat HaNadiv (« le mont du Généreux »), l'un des plus beaux jardins d'Israël. Sa dépouille – et celle de son épouse – transita sur un bateau militaire, accueillie à Haïfa par des salves de canon. Il eut droit à des funérailles nationales. Le Premier ministre David Ben Gourion rendit un hommage personnel à ce grand bienfaiteur du retour en terre d'Israël.



CHAÏM WEIZMANN (1874-1952)

Premier président de l'Etat d'Israël de février 1949 à novembre 1952, ce scientifique de renom eut trois nationalités : russe, britannique et israélienne. Né à Motol, près de Pinsk (aujourd'hui en Biélorussie), Weizmann avait fui les pogroms antijuifs vers l'Angleterre. Professeur de biochimie à l'université de Manchester, il sauva l'industrie d'armement britannique en 1916. Alors que l'Allemagne avait le monopole de l'acétone, indispensable à la fabrication d'explosifs, il inventa l'acétone synthétique. Il demanda une seule faveur au gouvernement anglais : « *Donnez un foyer à mon peuple.* » Sioniste, proche de Theodor Herzl, il travaille aussi avec lord Balfour, le chef du Foreign Office, auteur d'une lettre fameuse, rendue publique en novembre 1917 : « *Le gouvernement de Sa Majesté considère avec faveur l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et fera tous ses efforts pour faciliter l'accomplissement de ce dessein.* » Cette « déclaration Balfour » sera l'amorce du processus qui conduira à la création de l'Etat d'Israël. Humaniste et religieux, Weizmann se montre attentif à la montée en parallèle des nationalismes juif et arabe en Orient. Il cherche les voies d'une entente possible mais en vain, d'autant que les Britanniques renient la déclaration Balfour. Dans son autobiographie, *Trial and Error* (1949), Weizmann a raconté ses espoirs et ses déceptions, ses deux présidences de l'Organisation sioniste mondiale (de 1920 à 1931, puis de 1935 à 1946). Il y rappelle les promesses de Churchill, les encouragements des présidents américains Roosevelt et Truman, et ses missions de médiation entre les différentes sensibilités sionistes, jusqu'à son élection à la présidence de l'Etat d'Israël, le 17 février 1949. Son impartialité et son immense culture firent de ce « *Gandhi juif* » le meilleur candidat possible, malgré sa cécité partielle, pour guider les premiers pas du jeune Etat juif. Dans *Le Monde* du 11 novembre 1952, paru deux jours après sa mort, le journaliste Edouard Sablier avait titré ainsi son portrait : « *Le Moïse de la nouvelle Terre promise.* »



VLADIMIR JABOTINSKY (1880-1940)

Sioniste flamboyant, cet ardent défenseur du « grand Israël » mourut prématurément d'une crise cardiaque, à 59 ans, huit ans avant la naissance de cet Etat hébreu pour lequel il s'était tant battu. Né à Odessa, dans l'Empire russe, journaliste et militant sioniste, Jabotinsky crée des unités d'autodéfense contre les pogroms, puis une Légion juive. Emigré en Palestine, son activisme antibritannique l'envoie en prison pour un an, jusqu'à son expulsion en 1929. La gauche sioniste le déteste et rejette le Betar, ce mouvement paramilitaire anti-arabe qu'il crée, en reprenant certains codes fascistes de l'époque. David Ben Gourion traite Jabotinsky de « *Vladimir Hitler* ». Longtemps marginalisées, ses idées n'ont pas cessé d'inspirer les choix de la droite israélienne. Au pouvoir depuis 2009, Benyamin Netanyahu est son héritier naturel. Le dôme de fer antimissiles, les clôtures de sécurité entre les territoires juifs et palestiniens, l'implacable politique de colonisation juive ou la guerre à outrance contre le Hamas et le Hezbollah illustrent les théories de « Jabo » (dont le dernier secrétaire fut d'ailleurs le père de Netanyahu), développées dans son ouvrage de 1923, *Le Mur de Fer* : « *Jeunes, apprenez à tirer (...), celui qui maîtrisera le premier ce nouvel alphabet gagnera un drapeau* », écrit-il. Pour lui, la coexistence de deux peuples sur la même terre est impossible et l'Etat juif doit englober le fleuve Jourdain et toute la Jordanie ! Israël ne peut survivre face aux Arabes qu'en leur imposant un puissant rapport de force : « *Ils n'accepteront jamais la transformation de la Palestine arabe en un pays à majorité juive (...). On peut leur raconter ce qu'on voudra, ils lisent aussi bien dans notre cœur, que nous lisons dans le leur.* » Dans *Histoire de ma vie*, Jabotinsky s'est décrit ; un autoportrait dans lequel beaucoup de nationalistes israéliens pourraient se retrouver : « *Au lieu d'entrer par une porte entrebâillée, je préfère frapper ou marteler jusqu'à ce qu'elle s'ouvre en grand. C'est très mal, je le sais, mais c'est ainsi...* »

**GOLDA MEIR (1898-1978)**

Elle parlait avec un accent épais d'Europe centrale et s'habillait sobrement. Austère, le chignon gris, la démarche lourde, elle semblait incarner tous les malheurs du peuple juif. On l'appelait « *la grand-mère d'Israël* ». Mais son autorité et son énergie impressionnaient. Elle est « *le meilleur homme du gouvernement* », avait dit d'elle David Ben Gourion. Née à Kiev, émigrée aux Etats-Unis en 1906, elle se marie en 1917 avec un jeune peintre dont elle aura deux enfants (le couple se séparera en 1940). Sionistes et socialistes, les jeunes mariés s'installent en Palestine en mai 1921. Elle milite avec David Ben Gourion et rejoint le parti Mapaï, en 1930, amorce du futur parti travailliste. Le 14 mai 1948, Golda Meir est l'une des vingt-quatre personnalités juives à signer la déclaration d'indépendance d'Israël. Elle aura le premier passeport israélien édité. Députée en 1949, ministre du Travail (1949-1956) puis des Affaires étrangères (1956-1966), elle est élue Premier ministre en mars 1969. C'est une époque bénie pour Israël, au lendemain de sa victoire éclair de juin 1967. Jérusalem et de nombreuses terres bibliques ont été conquises. A 71 ans, son âge et sa simplicité rassurent. Mais elle n'accorde aucune concession aux Arabes. Elle ne croit même pas à l'existence d'un peuple palestinien (« *une invention politique* », dit-elle). La fin de son mandat sera un chemin de croix. Le parti travailliste se déchire. Personne ne voit venir l'attaque surprise du Kippour 1973. Les Israéliens ont perdu leur réputation d'invincibilité. La commission d'enquête révèle trop de « négligences », ce qui conduit la « Dame de fer » à démissionner le 11 avril 1974. Retirée dans un kibbutz du Néguev, Golda Meir meurt le 8 décembre 1978, à 80 ans, deux jours avant la remise du Nobel de la paix à Sadate et Begin pour les accords de Camp David. Elle repose sur le mont Herzl, dans le carré des « Grands de la nation ».



ISSER HAREL (1912-2003)

Il fut le maître-espion du jeune Etat d'Israël, le soldat de l'ombre qui bâtit ce formidable outil de renseignements et de combat qu'est devenu le Mossad (« Institut »), en charge du renseignement et des opérations secrètes. Né à Vitebsk, aujourd'hui en Biélorussie, sous le nom d'Isser Halperin, il s'était installé en Palestine (sous mandat britannique) en 1930. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, il rejoint la Haganah, une milice clandestine juive, noyau de la future armée d'Israël. Il y découvre l'importance du renseignement. Dès la proclamation de l'Etat hébreu (1948), ce fidèle du Premier ministre David Ben Gourion crée le Shin Beth, le service chargé de la sécurité intérieure. A l'époque, ses activités sont celles d'une police politique au service du parti travailliste. Il organise aussi l'émigration clandestine de milliers de Juifs vers Israël. Harel passe quatre ans au Shin Beth avant de prendre les rênes du Mossad, créé en décembre 1949. De petite taille, précautionneux, il sera pendant onze ans (1952-1963) le grand patron des agents secrets israéliens. Leurs héritiers ont permis d'éliminer les chefs du Hamas et du Hezbollah. Un seul ennemi lui échappera, avant sa mort en février 2003, à 91 ans : Yasser Arafat, décédé à Paris d'une soudaine maladie intestinale en novembre 2004. Le 11 mai 1960 fut l'un des plus beaux « coups » d'Isser Harel : l'enlèvement en Argentine d'Adolf Eichmann, l'un des responsables de la Shoah. L'ancien chef nazi fut ramené en Israël, jugé puis pendu en mai 1962. Cette opération « Attila » fut le sommet de sa carrière, mais, en désaccord avec Ben Gourion, Harel quitta le Mossad l'année suivante (1963). Un temps conseiller auprès de Levi Eshkol, successeur de Ben Gourion, il fut député à la Knesset (de 1969 à 1974). Le titre de son livre de souvenirs, *La Maison de la rue Garibaldi*, fait référence à la dernière cache d'Eichmann à Buenos Aires.

MENAHEM BEGIN (1913-1992)

Il fut le premier chef de gouvernement de droite en Israël (1977-1983) après avoir été une figure de proue de l'opposition, pendant plus de trois décennies. Né dans une famille pieuse et sioniste de Brest-Litovsk, dans l'Empire tsariste, le jeune Menahem (« consolateur ») milite au Betar, le mouvement paramilitaire créé par Jabotinsky. En 1942, il réussit à émigrer en Palestine, où il rejoint l'Irgoun, une organisation clandestine armée. Il en devient le chef en décembre 1943. Ses méthodes sont brutales, désavouées par David Ben Gourion. Petit homme frêle et méthodique, Begin applique l'antique loi biblique du talion, selon sa propre interprétation : « Pour un œil, les deux yeux. Pour une dent, la mâchoire... » Il porte notamment la responsabilité de l'attentat de l'hôtel King David de Jérusalem, le 22 juillet 1946 (110 morts). En juin 1948, Begin dissout l'Irgoun pour créer le parti Hérout, l'ancêtre du Likoud. Après sa victoire électorale en mai 1977, ce faucon au regard de myope fait preuve d'un pragmatisme absolu. Mué en « homme de paix », il estime que la sécurité d'Israël doit primer sur toute idéologie. Ce choix l'amène à signer les accords de paix de Camp David, en septembre 1978, avec l'Egypte d'Anouar el-Sadate. Les deux hommes partageront le Nobel de la paix. Begin sera le premier dirigeant israélien à démanteler des colonies juives, en 1982. Un pari gagnant, validé par plus de quarante années de paix avec l'Egypte. Ses six ans de gouvernement et ses trente-cinq années à la tête de la droite lui permettront de rassembler les Israéliens de plus en plus hostiles aux Palestiniens, accélérant l'intégration des Juifs séfarades (orientaux et maghrébins), longtemps ostracisés par les ashkénazes (Juifs d'Europe). L'opération « Paix en Galilée » de juin 1982 au Liban fut la guerre de trop. Il retarda le repli de Tsahal et fut jugé responsable des 600 soldats israéliens tués. Epuisé, déprimé, Begin lâche la barre le 30 août 1983, à 70 ans. Il ne put réaliser son grand projet : raconter l'aventure de sa génération, de l'extermination à la renaissance.



MOSHE DAYAN (1915-1981)

Ce chef de guerre victorieux, passé des rangs travaillistes au camp nationaliste, ancien ministre de la Défense et des Affaires étrangères (1977-1979), vainqueur de deux conflits (1956, 1967), eut droit à des obsèques nationales. Baroudeur adulé par les uns, vilipendé par les autres pour sa brutalité, cet homme solitaire fut longtemps l'image iconique d'un Israël audacieux. Né dans le kibbutz de Degania, le plus ancien d'Israël, il incarne la rudesse des sabras israéliens, patriotes sans concession à l'égard des Arabes. Le jeune Dayan milite au sein de la Haganah, l'armée clandestine des Juifs en Palestine. Arrêté en 1939, condamné à dix ans de travaux forcés, il est libéré dès 1941 pour se battre aux côtés des Anglais au Liban, contre des Français de Vichy. Blessé, il perd l'œil gauche et adopte son célèbre bandeau noir. Dès la première guerre israélo-arabe de 1948, il est en première ligne, sur le front jordanien, puis devant Jérusalem. Général de division à 35 ans, il commande entre 1950 et 1952 les secteurs sud puis nord d'Israël. Le président David Ben Gourion le nomme patron de Tsahal en 1953. Pendant cinq ans, Dayan va forger un outil de combat exceptionnel. Ses méthodes sont rudes mais efficaces. A 44 ans, il quitte l'armée pour être élu député social-démocrate à la Knesset, dans le sillage de Ben Gourion. D'abord ministre de l'Agriculture en 1959, il revient au poste de ministre de la Défense en 1967. La victoire éclair de juin 1967 le porte au sommet de sa popularité. Ses thèses annexionnistes s'imposent. La guerre d'octobre 1973 est un choc personnel. Trop confiant dans la supériorité israélienne, Dayan n'a rien vu venir. Jugé responsable des négligences, son prestige s'affaisse. Moralement atteint, il s'adoucit et approuve le processus de paix avec l'Egypte. Alors ministre des Affaires étrangères du gouvernement Begin, il devient colombe. En 1979, la maladie (cancer du côlon) le rattrape. Opéré à deux reprises, il achève sa vie politique sans résultat probant. Lucide, il évoquait la spoliation de terres arabes : « Nous sommes condamnés à un état de belligérance perpétuelle. »



SHIMON PERES (1923-2016)

Sans être vraiment l'un des « pères fondateurs » de l'Etat d'Israël, il fut dans la jeune garde de David Ben Gourion. Son livre testament s'intitule *Aucun rêve n'est impossible* (2017). Jusqu'à sa mort, à 93 ans, la vie de Szymon Perski en est la parfaite illustration. Né en Pologne, émigré en Israël à 11 ans, membre d'un kibbutz – il rêvait d'être berger ou poète –, Peres sera, bien plus tard, trois fois Premier ministre d'Israël (1977, 1984 à 1986, 1995 à 1996) et président de l'Etat hébreu, de 2007 à 2014. Entre-temps, il avait milité dans la jeunesse socialiste et sioniste, adhéré à la Haganah, acheté des armes et surtout, à partir de 1956, lancé le programme nucléaire israélien, avec l'aide de la France. Ce francophile revendiqué ne cessa jamais de rappeler combien avait été crucial le soutien de Paris. Élu député travailliste en 1959, il siégea à la Knesset pendant quarante-sept ans, jusqu'en juin 2007. Il sera plusieurs fois ministre (Affaires étrangères, Défense, Finances). Favorable à la colonisation, puis rallié au dialogue israélo-palestinien, il est l'un des trois artisans des accords d'Oslo de 1993, avec Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. Les trois hommes obtiendront le prix Nobel de la paix, mais l'assassinat de Rabin par un extrémiste juif, le 4 novembre 1995, mit un terme au processus. Nommé Premier ministre, « *l'infatigable manipulateur* », comme le qualifia Rabin dans ses mémoires, ne sut pas s'imposer. Après l'échec de l'opération « Raisins de la colère » au Liban, il perd les élections de 1996. Sa longue traversée du désert sera jalonnée de nombreux revers, jusqu'à sa victoire à la présidentielle de juin 2007, acquise au bénéfice de l'âge (84 ans) et de ses soixante années au service d'Israël. Après avoir reçu le pape Benoît XVI, en 2009, l'ancien faucon devenu colombe avait pourtant déclaré « *être prêt à aller par les airs, la terre, la mer, même à la nage, pour atteindre la paix* ».



L'Anglais

WINSTON CHURCHILL (1874-1965)

Officier (1895-1899), correspondant de guerre, député pendant soixante ans, plusieurs fois ministre, Premier ministre à deux reprises (mai 1940-juillet 1945 ; octobre 1951-avril 1955), chef du Parti conservateur britannique pendant quinze ans (1940 à 1955), prix Nobel de littérature en 1953, cette immense personnalité britannique soutint de façon constante le projet d'Etat hébreu, en dépit des pressions de son milieu. Churchill connaissait bien les Juifs britanniques, notamment depuis son élection, en 1906, à Manchester, connue pour abriter un important électorat juif. Après 1918, il cherche à honorer la promesse faite par son pays à travers la déclaration Balfour d'aider à la création d'un foyer national juif. A l'époque, lors d'un voyage à Jérusalem, il dit : « *A titre personnel, mon cœur est rempli de sympathie à l'égard du sionisme.* » Secrétaire d'Etat aux Colonies en 1921, il dessine sur une carte les frontières de ce possible foyer national juif en séparant de façon prophétique la Transjordanie et la Palestine. Auteur d'un passionnant *Churchill et les Juifs* (2007), l'historien britannique Martin Gilbert note que son modèle, lecteur de la Bible, « *avait une haute estime de l'éthique religieuse juive et de l'idéal sioniste* ». Churchill le confirmera dans ses *Mémoires* (1948-1954) : « *Il n'existe ni art ni science qui n'a pas été enrichi par des accomplissements juifs.* » Il y eut pourtant une cassure, le 6 novembre 1944, à la suite de l'assassinat par des terroristes juifs du résident britannique au Moyen-Orient, un ami personnel de Churchill. La plaie se referma après la création de l'Etat d'Israël. Redevenu Premier ministre en octobre 1951, Churchill recevra les félicitations de Chaïm Weizmann, le premier président de l'Etat hébreu. Le « Vieux Lion » lui répondit : « *Les efforts extraordinaires que fournit Israël dans ces temps difficiles sont réconfortants pour le vieux sioniste que je suis.* »

Les Arabes

ABDALLAH I^{er} DE JORDANIE (1882-1951)

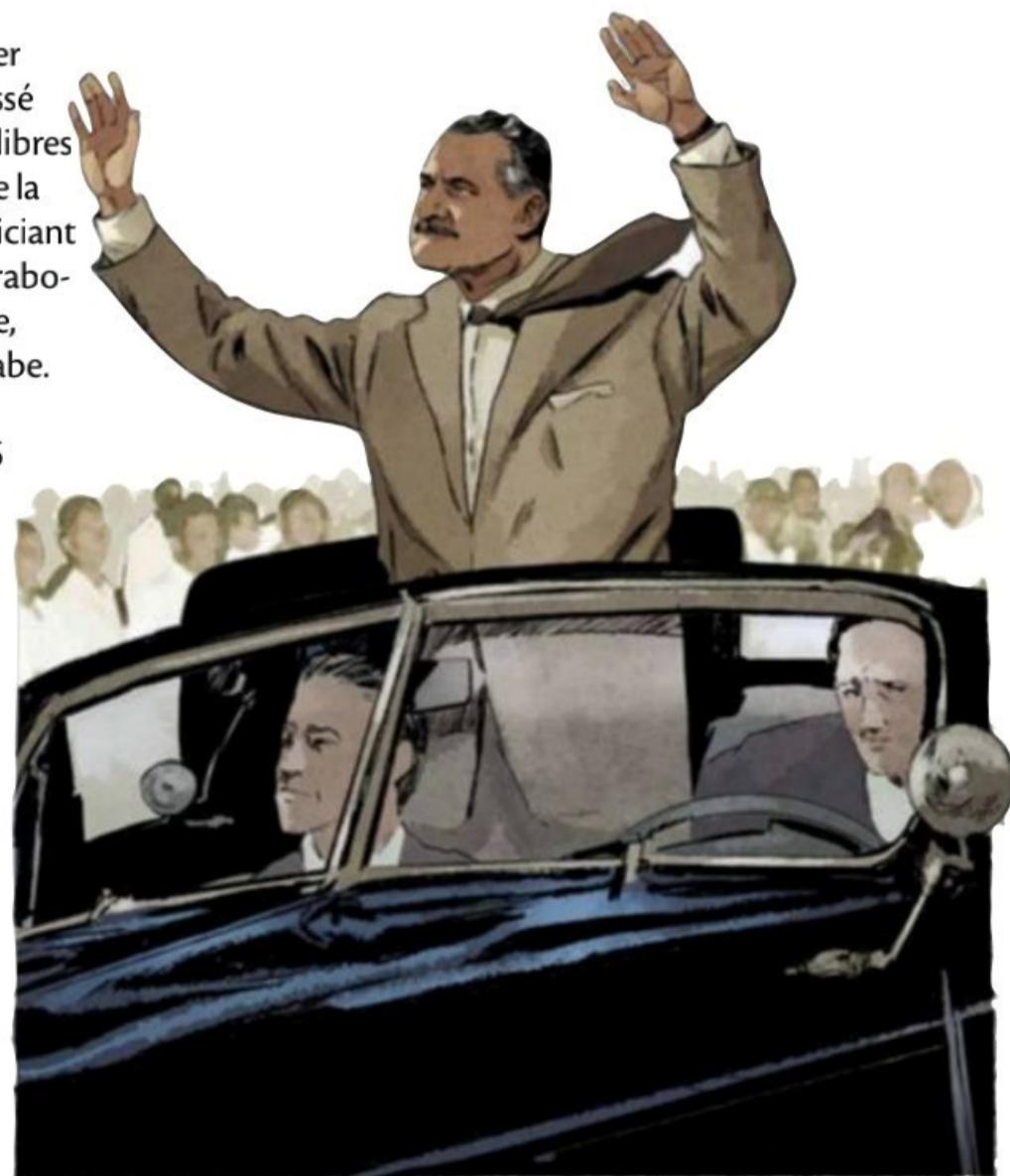
Né à La Mecque et mort à Jérusalem, d'abord émir de Transjordanie (1921 à 1946), puis roi de Transjordanie et de Jordanie jusqu'à sa mort, Abdallah bin al-Hussein régna trente ans dans une période charnière du Moyen-Orient marquée par l'effondrement de l'Empire ottoman, le mandat de la France et de la Grande-Bretagne, la transformation de tribus arabes en Etats régaliens, la création de l'Etat hébreu et la première guerre israélo-arabe. Fils de Hussein ben Ali, chérif de La Mecque et roi du Hedjaz, terre matricelle de l'islam, Abdallah reçoit en 1922 les trois quarts de la Palestine. C'est un « cadeau » des Britanniques pour remercier les Hachémites d'Arabie de leur soutien entre 1914 et 1918. Il se sort plutôt bien de la guerre israélo-arabe de 1948 : le traité de paix d'avril 1949 lui enlève des morceaux de la Palestine mais il récupère la Cisjordanie (l'ouest du Jourdain) et la moitié orientale de Jérusalem. Son territoire est vaste, mais la population trop hétérogène : les Palestiniens en forment 70 %. Beaucoup veulent poursuivre leur combat contre Israël. Ils accusent Abdallah de « complaisance », puis de traîtrise. Encouragés par la faiblesse mentale de Talal, le prince héritier, les Palestiniens pensent à faire de la Jordanie leur « patrie de substitution ». Un complot est ourdi dans l'ombre, animé par Hadj Amin al-Husseini, le grand mufti de Jérusalem. Le 20 juillet 1951, un jeune Palestinien de 21 ans tire sur le « traître » devant la mosquée al-Aqsa. Abdallah est tué. Présent à ses côtés, son petit-fils Hussein est éclaboussé de sang. A Londres, Winston Churchill rendra hommage au roi : « *Les Arabes ont perdu un grand héros. Les Juifs ont perdu un ami apte à aplanir les difficultés et nous, un allié dévoué.* » Devenu roi, Hussein retiendra une leçon de cette tragédie : ne jamais transiger avec les Palestiniens. Vingt ans plus tard, il réduira dans le sang leur Etat dans l'Etat. « *Septembre noir* » (1970) fera des milliers de victimes, écartant jusqu'à aujourd'hui la menace palestinienne sur le royaume.



GAMAL ABDEL NASSER (1918-1970)

Issu d'une famille de paysans de la Haute-Egypte, le jeune Nasser rêve de libérer son pays du joug britannique. Sous-lieutenant en juillet 1938, légèrement blessé pendant la guerre israélo-arabe de 1948, il rejoint le Mouvement des officiers libres qui va prendre le pouvoir en juillet 1952. Élu pour la première fois président de la République (99,9 % des voix) en juin 1956, il ne quittera plus le pouvoir. Bénéficiant du soutien de l'Union soviétique, Nasser fait de son pays le pivot du monde arabo-musulman et africain. Son charisme sert son projet socialiste, anti-impérialiste, antisioniste et panarabe. Le « nasséisme » influencera durablement la rue arabe.

Le bras de fer avec Israël commence avec la nationalisation du canal de Suez (juillet 1956). L'expédition militaire franco-israélo-britannique d'octobre 1956 met son armée en déroute. Nasser est sauvé sur le fil, le 7 novembre : Moscou menace, Washington dissuade, l'ONU admoneste. Vaincu sur le terrain, le « *raïs* » (guide) gagne sur le plan diplomatique. Il nationalise l'économie, lance un ambitieux programme d'autosuffisance et multiplie les achats d'armes. L'heure de vérité sonne avec la guerre de juin 1967. Nouvel échec. En six jours, Israël surprend et défait la coalition arabe (Egypte, Syrie, Jordanie, Irak, Liban). La Cisjordanie, Gaza et le Sinaï sont perdus. Humilié, malade du diabète, Nasser, 52 ans, est foudroyé trois ans plus tard par une crise cardiaque. Son bilan est maigre. Il n'a remporté aucune victoire. Son socialisme autocratique a ruiné le pays. Sa République arabe unie (Egypte et Syrie) de février 1958 s'est dissoute dès septembre 1961, minée par les chicayas entre « frères arabes ». À sa mort pourtant, le monde arabe prend le deuil. À ses obsèques, le 1^{er} octobre 1970 au Caire, près de cinq millions de personnes en pleurs accompagnent sa dépouille. La nostalgie de ce glorieux vaincu est restée intacte. Le vaisseau de la classe Mistral acheté par l'Egypte à la France en 2016 porte le nom de *Gamal Abdel Nasser*.





ANOUAR EL-SADATE (1918-1981)

Doté d'un remarquable talent d'orateur, il fut la voix du nasséisme pendant dix-huit ans. Dauphin désigné de Gamal Abdel Nasser, son aîné de onze mois, il accéda au pouvoir en 1970 sans à-coups. Sadate et Nasser avaient été compagnons pendant leur formation militaire, puis lors du putsch de juillet 1952. Sadate respectait celui qu'il appelait « maître », ce qui lui donna une réputation peu flatteuse de « bénoui-oui ». Il fut même surnommé le « *kawas* » (le planton). Ceux qui le crurent faible avaient oublié son courage – face aux Britanniques –, sa détermination et son pragmatisme, qui l'amènerent à changer tant de choses au cours de ses onze années de pouvoir. En 1970, fidèle à la mémoire de Nasser, il désigne ses amis – l'Union soviétique et la Ligue arabe – et ses ennemis – l'Amérique, le sionisme et l'impérialisme. Mais Sadate va se révéler très novateur et gommer le nasséisme. Très vite, il infléchit sa politique, abandonne les dogmes marxistes et l'alliance avec l'Union soviétique, pour se rapprocher du monde occidental. Sa force fut de s'appuyer sur ses réseaux bâtis dans le journalisme (activité exercée de 1948 à 1950) et au cœur de l'Etat (la présidence de l'Assemblée nationale, de 1960 à 1968, et la vice-présidence de la République, en 1969). Issu d'une modeste famille de paysans de Basse-Egypte, réputé mal à l'aise dans les cercles citadins, il sut tenir l'armée et l'opposition d'une main de fer et réformer en profondeur la puissante administration. La guerre d'octobre 1973 fut un tournant majeur. Hier antisioniste revendiqué, ce pragmatique absolu décida de faire la paix avec l'Etat hébreu. Il fut le premier dirigeant arabe à se rendre en Israël, le 19 novembre 1977. Il serra la main de Menahem Begin, l'ancien tueur de l'Irgoun. Prix Nobel de la paix après la signature des accords de Camp David, en septembre 1978, il donna à son pays une paix qui dure depuis quarante-six ans. Sadate paya ce courage visionnaire de sa vie, assassiné par les islamistes égyptiens le 6 octobre 1981.

YASSER ARAFAT (1929-2004)

Il fut traqué pendant près de quarante ans par Israël, échappant à toutes les tentatives d'élimination, jusqu'à sa mort dans hôpital français, où il avait été admis pour une gastro-entérite, en octobre 2004. L'histoire dira peut-être un jour si le Mossad porte une responsabilité dans cette soudaine pathologie qui emporta le vieux chef de 75 ans. Le dossier a été classé sans suite en 2015... Yasser Arafat est né au Caire dans une famille originaire de Gaza. Diplôme d'ingénieur civil en poche, il part pour le Koweït en 1959, où il crée le Fatah (« la conquête »). Son programme : installer un Etat palestinien, de la Méditerranée au Jourdain. Sa méthode : la lutte armée, y compris le terrorisme. Tenue vert olive, barbe de trois jours et keffieh palestinien, l'image de ce « Che Guevara » palestinien va s'imposer au monde. La première opération contre Israël date de 1964. Des centaines d'autres suivront (détournements d'avions, prises d'otages, attentats suicides). Après la défaite de juin 1967, le Fatah redouble d'activités. La riposte israélienne est sans pitié mais Arafat encaisse les coups et prend le contrôle de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) en février 1969. Passé de la Jordanie au Liban après le massacre de « Septembre noir » (1970), il y bâtit un Etat dans l'Etat. Payé par les Soviétiques et les Etats arabes, il amasse une fortune colossale et crée une véritable armée. L'année 1973 est un tournant : Arafat commence à évoquer un possible règlement politique du conflit. La guerre du Liban (1975-1990) et les deux invasions israéliennes (1978, 1982) vont enrayer cette dynamique de paix. Quand l'OLP est chassée de Beyrouth (août 1982), Arafat se réfugie à Tunis jusqu'en 1994. Sa mue politique se poursuit : il renonce au terrorisme (1985) puis accepte une solution à deux Etats (1988). A 60 ans, celui qui disait avoir « épousé la Palestine » se marie avec Souha, sa secrétaire, une Palestinienne chrétienne de 34 ans sa cadette. Des négociations secrètes menées à Oslo débouchent, le 13 septembre 1993, sur sa poignée de main historique avec le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, sous le patronage de Bill Clinton. Avec Rabin et Peres, il obtiendra le Nobel de la paix en 1994, mais l'assassinat de Rabin (1995) stoppera net le processus de paix. Élu président de la nouvelle Autorité palestinienne en janvier 1996, Arafat vivra ses dernières années en sursis, encerclé dans son QG-forteresse de Ramallah, impuissant face à un nouvel adversaire redoutable, le Hamas.



À LIRE de Frédéric Pons

Israël en état de choc
Presses de la Cité
300 pages
24 €





LA FLEUR AU FUSIL Ci-dessus : dans la campagne de Jérusalem, en 1949, un immigrant juif français plante de la vigne. Page de droite, en haut : des combattants de la Haganah en poste dans un village près du front, lors de la guerre de 1948. Page de droite, en bas : de nouveaux immigrants arrivent dans un camp d'accueil près des collines de Canaan, en 1948. Les Britanniques évacuent peu à peu la Palestine, à l'expiration de leur mandat international, mais s'efforcent de refouler de nombreux Européens, rescapés de la Shoah, qui tentent l'*alya*. La déclaration de l'Etat d'Israël par Ben Gourion permet de leur fournir une citoyenneté et de s'installer, malgré l'anarchie ambiante.



Terre de feu

Dès la fondation d'Israël, le grand photographe Robert Capa fut sur place pour saisir les balbutiements du nouvel Etat, entre guerre et installation des immigrants juifs.

Robert Capa envisage son premier reportage en Palestine dès l'annonce du plan de partage de l'ONU, en novembre 1947. Missionné par le magazine *Illustrated*, au lieu de son habituel employeur *Life*, il arrive à Tel-Aviv le 8 mai 1948 pour être le témoin, six jours plus tard, de la déclaration officielle d'indépendance, puis de l'invasion des armées arabes. Ce premier séjour est suivi d'un autre de plusieurs mois en Israël après le cessez-le-feu de janvier 1949, puis d'un film réalisé pour l'Appel juif unifié en 1951, à l'intention des Juifs européens tentés par l'*alya*.

A Tel-Aviv et à Jérusalem, les scènes qu'il photographie sont brutales et poignantes. Les soldats sont épuisés, les visages marqués. Les regards montrent autant de souffrance que de détermination. Ce n'est pas seulement la guerre qu'il immortalise. Capa s'attarde aussi sur les gestes simples, les instants de fraternité partagés entre les combattants et les civils, qu'on peut parfois confondre tant la nation fait corps et tant l'équipement manque. C'est une naissance que le reporter documente, dans une alternance permanente de douleur et de liesse. Les images montrent concrètement un pays déchiré par la guerre. Sur la ligne de front, les combattants arabes ne manquent pas de courage. Le 22 juin 1948, Capa est lui-même blessé d'une balle par les forces gouvernementales israéliennes lors de l'assaut du navire *Altalena*. Le bateau est aux mains de l'Irgoun, qui menace d'un coup d'Etat : plusieurs factions luttent pour le contrôle du pays, et la guerre est aussi, parfois, une guerre civile.

PHOTOS : ROBERT CAPA © INTERNATIONAL CENTER OF PHOTOGRAPHY/MAGNUM PHOTOS

Dans un camp d'accueil où les immigrants s'entassent avant de choisir le kibbutz ou le logement urbain qui marquera le début d'une vie nouvelle, des enfants pleurent devant leur tente. Des parents sont affalés au bord d'un chemin, éreintés. Dans leurs valises, quelques souvenirs d'une Europe fuie pour de bon. On manque de tout. Mais le soir, dans un baraquement ou dans les salons des premiers immeubles, un accordéon ou un violon joue quelques mélodies yiddish, et la cousine rapatriée d'URSS, le lointain parent échappé d'un Etat satellite communiste retrouvent le sourire. Ils se prennent à rêver, comme les autres. Dans la campagne, des hommes portant la kippa bâtiennent des fermes en bois, coulent

du béton, apprennent de nouveaux métiers, quand ce n'est pas celui de la guerre. Drôle de pays où, un peu plus loin, des ânes empruntent toujours des escaliers millénaires dans les vieilles cités.

Né à Budapest en 1913, juif lui-même, passé par la France puis les Etats-Unis, Robert Capa garde son empathie pour lui. Mais il connaît les épreuves que cette société traverse, lui qui a surtout habité des zones de guerre pendant la décennie précédente, et il constate chez elle une ardeur particulière. Il caressera l'idée de s'installer à Tel-Aviv et il autorisera la propagande israélienne, la Hasbara, à utiliser son travail. Avant de repartir chroniquer la guerre froide, puis la décolonisation européenne, et de trouver la mort en Indochine, en 1954.

95
L'ÉVÉNEMENT
HISTOIRE



**Sous le soleil d'Israël**

Ci-dessus, à gauche : des soldats de la Haganah, dans la zone de front proche de Jérusalem, lors de la guerre de 1948. A l'époque, l'équipement et l'armement sont encore disparates, tout comme les moyens de transport. Ci-dessus, à droite : arrivée d'immigrants à Haïfa, vers 1949-1950. Ci-contre : une immigrante russe est accueillie en dansant, à Tel-Aviv, en 1948. A partir de la fondation d'Israël et pendant quatre ans, le pays ouvre ses portes à environ 700 000 immigrants, en grande partie rescapés de la Shoah ou venus des pays du bloc communiste, parfois aussi des pays arabes comme l'Irak ou le Yémen.



DANSE SUR UN VOLCAN Ci-dessus : un groupe d'anciens combattants du Palmah et leurs familles célèbrent l'ouverture d'une nouvelle colonie, en Galilée. Groupe paramilitaire sioniste créé en 1941 pour prévenir une éventuelle invasion nazie de la Palestine, cette unité de choc compte un millier de membres et se spécialise dans le renseignement et le sabotage, aux côtés des Britanniques dans leurs opérations orientales. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ancien allié devient ennemi, et le Palmah se retourne contre lui lors d'opérations commandos. Après la guerre d'indépendance contre les pays arabes, l'organisation est dissoute en 1949.

Par Geoffroy Caillet et Luc-Antoine Lenoir

Mémoire et Identité



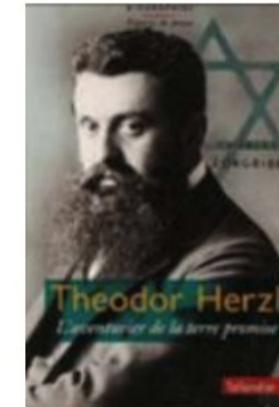
Les Origines du conflit israélo-arabe (1870-1950)

Georges Bensoussan

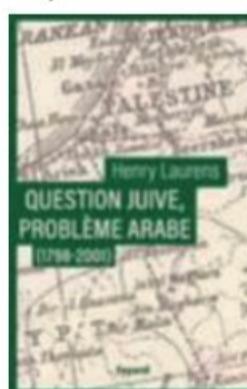
Le conflit israélo-arabe, relève l'auteur dès son introduction, « est absorbé tout entier, en particulier depuis 1967, par l'actualité d'un interminable affrontement. En revanche, sa genèse est enfouie sous les strates d'une histoire mythifiée ». Georges Bensoussan remonte donc ici aux sources d'une rivalité dont il situe la racine bien plus tôt que sa cristallisation après la Première Guerre mondiale. Mettant en lumière la façon dont la naissance du nationalisme juif dans l'Europe du XIX^e siècle précédé de peu l'éveil

national arabe, il explique pourquoi les deux cultures s'affrontèrent dès les premières années du siècle suivant, selon un crescendo tragique jusqu'à la création d'Israël. Un précis d'une clarté remarquable, qui met ce sujet complexe à la portée de tous. **GC**

PUF, « Que sais-je ? », 2023, 128 pages, 10 €.



Theodor Herzl. L'aventurier de la Terre promise. **Charles Zorgbibe**
Ecrite d'une plume pleine d'allant, cette biographie de Herzl met en lumière l'itinéraire singulier de ce Juif viennois, journaliste fameux, qui fut l'étonnant précurseur de l'Etat d'Israël à travers la publication du manifeste *L'Etat des Juifs* (1896) et la création du Congrès sioniste (1897), à dimension internationale. Le principal atout de ce livre tient à ce qu'il éclaire le contexte de son projet – la montée de l'antisémitisme en Europe –, sa personnalité à la fois visionnaire et exaltée, et la nouveauté radicale de l'« Etat-laboratoire, et non la reconstitution de l'antique Judée » qu'il projetait et voulait à la pointe de la modernité démocratique. L'ouvrage de Charles Zorgbibe rappelle aussi ce fait souvent méconnu : Herzl envisagea un temps cette fondation en Ouganda, et seuls la division des sionistes à ce sujet et les chiches 13 000 km² que le Foreign Office proposa en 1904 près du lac Victoria le fit renoncer. **GC**



Question juive, problème arabe (1798-2001). **Henry Laurens**

Professeur au Collège de France et l'un des meilleurs connaisseurs de l'histoire contemporaine du monde arabe, Henry Laurens est l'auteur d'une œuvre de référence sans équivalent : *La Question de Palestine*, publiée en cinq volumes à partir de 1999. C'est la synthèse de ce monument de savoir que l'on découvre ici avec bonheur, tant l'intérêt du sujet et de son traitement saute aux yeux à chaque page. « Le XX^e siècle, note l'auteur, a créé la "question de Palestine", mais elle s'appuie sur ce que le XIX^e siècle avait posé comme la "question juive", dont la solution apparente est sa transformation en "problème arabe". » Pour éclaircir les termes de cette équation, Henry Laurens part du tournant que représentèrent, en 1908, les violences de Jaffa – les premières entre Juifs et Arabes – pour dérouler le fil des conflits ouverts ou larvés entre les deux peuples, jusqu'à l'accession au pouvoir d'Ariel Sharon en 2001. Apparaît alors le caractère inextricable d'une situation où « l'enfermement dans la violence est le corollaire d'un renforcement de la colonisation ». Un éclairage magistral sur un piège historique dont l'issue apparaît encore plus hermétique depuis le 7 octobre 2023. **GC**

Fayard, 2024, 756 pages, 30 €.



Histoire d'Israël. **Michel Abitbol**

Il fallait bien cette vaste synthèse, à la fois rigoureuse et accessible, pour tenter de démêler les multiples strates de l'histoire d'Israël. Michel Abitbol remonte comme il se doit au mitan du XIX^e siècle pour trouver l'origine d'un nationalisme juif alors disparu d'Europe de l'Ouest mais réactivé en Europe centrale et orientale. Il montre comment il se fraie ensuite un chemin au fil de l'immigration juive en Palestine, dès avant le mandat britannique jusqu'à la création de l'Etat d'Israël en 1948. Le récit se poursuit jusqu'en 2017 pour décrire les aléas du processus de paix lancé en 1993 par les accords d'Oslo.

En laissant le lecteur sur cette question, « Où va Israël ? », l'auteur n'imaginait pas combien elle serait relancée par la plus brûlante actualité. **GC**

Perrin, « Tempus », 2024, 1 088 pages, 16 €.

Histoire des guerres d'Israël. De 1948 à nos jours. David Elkaïm
 Elle est, ailleurs, la continuation de la politique selon d'autres moyens ; elle fut longtemps, pour Israël, la politique tout court : la guerre, comme seule manière d'exister et de vivre. Dans un récit remarquable de rigueur et d'esprit de synthèse, David Elkaïm scande les conflits qui ont permis au pays de s'imposer... et à la région de périodiquement s'embraser. L'auteur multiplie les points de vue, n'oublie pas l'évolution intellectuelle et sociale des pays arabes, depuis la *Nahda*, renaissance du XIX^e siècle, en passant par l'éphémère panarabisme jusqu'aux radicalisations contemporaines : Israël évolue, ses adversaires également. Tous doivent aussi composer avec l'ONU, avec les géants américain et soviétique, un certain temps avec les Britanniques et les Français, jusqu'à ce que la guerre de 1967 change à jamais le destin d'Israël. Loin des approches trop théoriques, David Elkaïm nous plonge d'une plume stimulante dans une histoire au rythme effréné, faite d'opérations de Tsahal, de ripostes, de coups de Jarnac et de coups de bluff. En somme, de politique, dans une acceptation du terme unique au monde. **L-AL**
Tallandier, « Texto », 2019, 320 pages, 10 €.



Israël. Le piège de l'Histoire. **Gérard Araud**

Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir. Diplomate inventif, Gérard Araud s'évertue à faire mentir l'adage, en proposant aux Palestiniens et aux Israéliens de rompre avec le poids de l'Histoire pour entrer avec le cœur dans une nouvelle phase de coexistence pacifique, malgré l'horreur du 7 octobre 2023. D'un réalisme forcément sujet à débat, le propos – et les propositions concrètes qui l'accompagnent – n'en a pas moins le mérite de la clarté et de l'équilibre. Toutefois, et c'est le paradoxe, rien n'est plus savoureux dans ce livre que l'histoire, quand elle prend la forme des souvenirs de l'auteur. Débarqué à Tel-Aviv comme secrétaire d'ambassade au début des années 1980, revenu en tant qu'ambassadeur en 2003, observateur attentif depuis lors, Gérard Araud raconte un Israël d'abord pauvre et encore pionnier, qui évolue rapidement vers une société matérialiste, technologique, où « *la musculation a remplacé le violoncelle* » et où un nationalisme dur a supplanté l'esprit collectiviste. Un pays se dessine à travers force anecdotes et portraits, du francophile Shimon Peres à l'opportuniste Benjamin Netanyahu, en passant par des dizaines d'interlocuteurs, israéliens, palestiniens ou étrangers. Les mauvaises volontés y compensent les bonnes, les haines recuites et les soupirs y nuancent les marques d'espoir. Plus qu'un simple et adroit essai de géopolitique, voilà un formidable journal intime de diplomate passionné et engagé. **L-AL**

Tallandier, 2024, 208 pages, 18,50 €.



GERARD
ARAUD

Israël Le piège de l'Histoire



Juifs en pays arabes. Le grand déracinement (1850-1975) **Georges Bensoussan**

C'est une fresque tragique, qui exigeait le talent de l'historien Georges Bensoussan pour se dévoiler : le destin des communautés juives dans les pays arabes, depuis la quête d'émancipation du XIX^e siècle jusqu'aux persécutions consécutives à la fondation de l'Etat d'Israël. Parcourant le Maroc, la Libye, l'Egypte, l'Irak et le Yémen, l'auteur déroule un ample et passionnant récit, et décrit une identité progressivement perdue, sans cesse écartée dans la mémoire par le duel manichéen des colonisateurs contre les colonisés dans les terres arabes, par la prégnance du traumatisme ashkénaze après la Shoah, par l'émigration massive des communautés juives au regard de l'évolution de l'Islam. Toute une histoire ressuscite, non comme un simple folklore mais comme un ensemble hétéroclite de valeurs et de transmission d'une judaïcité affirmée. Une somme remarquable. **L-AL**

Tallandier, « Texto », 2021, 1 088 pages, 13,50 €.

99
L'ESPRESSO
HISTOIRE

Les Douze Piliers d'Israël. **Georges Ayache**

L'auteur relève dans son avant-propos que « *la naissance de l'Etat moderne d'Israël n'aura résulté ni d'un messianisme, ni d'un complot, ni même d'une fatalité. Il aura fallu, en vérité, des concours de circonstances improbables pour qu'[il] se mue en une réalité tangible* ». Et surtout des personnalités peu communes, que son livre déploie sous la forme d'une galerie de portraits hauts en couleur. De Theodor Herzl à Shimon Peres, de Ben Gurion à Golda Meir, de Moshe Dayan à Yitzhak Rabin, ces « douze piliers » sont tour à tour « visionnaire », « fondateur », « forteresse », « légende »... Se rappelant qu'il n'est de richesses que d'hommes, Georges Ayache retrace leur itinéraire, éclaire leur personnalité et les défis qu'ils relevèrent, en avouant aussi son regret de voir la jeune génération ignorer ces pères fondateurs et la différence de stature que les hommes d'Etat israéliens actuels présentent avec eux. **GC**

Perrin, 2019, 400 pages, 25 €.



CHRONOLOGIE
Par Luc-Antoine Lenoir

L'Exode et le Salut

Né en partie de la nécessité de créer un Etat refuge pour les Juifs d'Europe, puis du monde entier, Israël est, paradoxalement, depuis l'origine, l'un des Etats les plus menacés au monde.

1881 En réaction aux persécutions en Europe de l'Est, principalement dans l'Empire russe, plusieurs milliers de Juifs émigrent vers la Palestine ottomane, lors d'une première *alya*. Ces pionniers, pour la plupart jeunes et idéalistes, fondent des colonies agricoles.

1896 Theodor Herzl, journaliste viennois, publie *L'Etat des Juifs*, qui propose la création d'un Etat juif en Palestine ou ailleurs, afin de résoudre le « *problème juif* » en Europe. Herzl y décrit l'« *impossibilité* » d'une intégration juive dans les sociétés européennes et la montée de l'antisémitisme.

1897 Herzl organise le premier congrès sioniste international en Suisse et fonde l'Organisation sioniste mondiale, mouvement politique. Le programme de Bâle fixe l'objectif d'un « *foyer pour le peuple juif en Palestine* ». Les participants, majoritairement européens, adoptent les premiers symboles du sionisme, tels que le drapeau qui deviendra plus tard celui d'Israël.

1901 Création du Keren Kayemeth L'Israël (KKL), Fonds national juif, lors du cinquième congrès sioniste, chargé d'acheter des terres en Palestine pour y établir des colonies juives. Le KKL collecte ses fonds

auprès des communautés juives du monde entier pour acquérir des terres importantes en Galilée et dans la plaine côtière. Le journaliste et philologue Eliézer Ben Yehouda pose les bases de l'hébreu moderne en élaborant un *Dictionnaire de la langue hébraïque ancienne et moderne*, enrichi de néologismes adaptés à l'époque.

1904 Après la mort de Herzl et la reprise des pogroms en Russie, la deuxième *alya*, vague d'immigrants juifs, arrive en Palestine. De jeunes ouvriers socialistes introduisent dans les colonies l'idéal collectiviste en fondant les premières exploitations agricoles communautaires.

1909 Tel-Aviv est fondée aux abords de la ville portuaire de Jaffa.

1913 Le kibbutz de Degania est créé près du lac de Tibériade, mise en pratique de l'idéologie collectiviste des nouveaux immigrants.

2 NOVEMBRE 1917 En dépit du soutien britannique aux nationalismes arabes dans l'Empire ottoman, et alors que la Palestine passe sous contrôle de la Grande-Bretagne après la bataille de Beersheba, son ministre des Affaires étrangères, Arthur Balfour, affirme son encouragement à l'établissement d'un « *foyer national pour le peuple juif* » en

Palestine, à condition de ne pas nuire aux droits des populations non juives. La population juive en Palestine atteint environ 80 000 personnes.

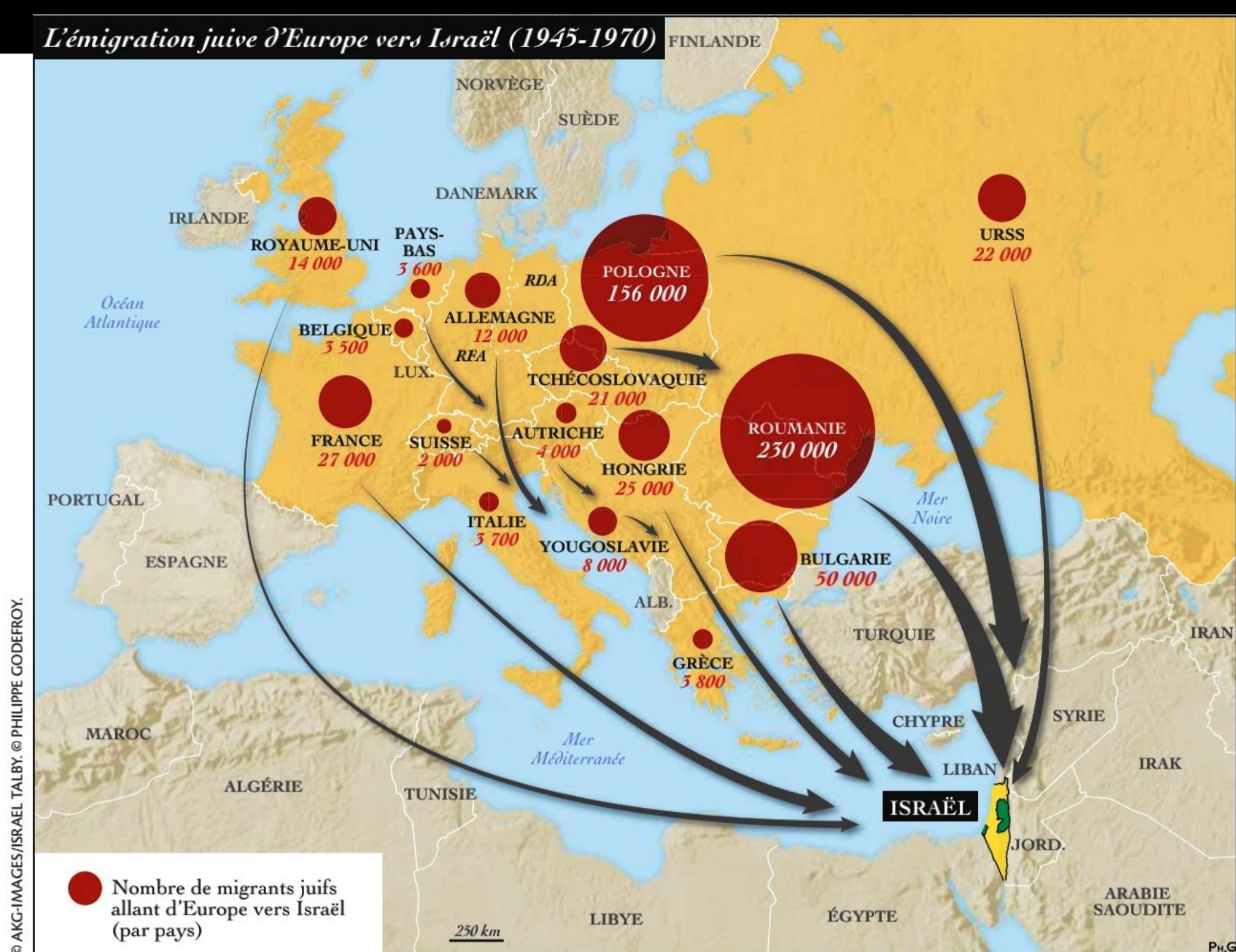
1920 Face à l'opposition arabe grandissante et aux violences anti-juives, les sionistes fondent la Haganah, une organisation de défense clandestine. Cette milice, qui formera la base de la future armée israélienne, doit protéger les membres de la communauté juive de Palestine, dite Yichouv.

AVRIL 1920 Lors de la conférence de San Remo, les Alliés s'accordent pour confier l'administration de la Palestine et de la Jordanie à la Grande-Bretagne. Les tensions entre Arabes et Juifs en Palestine éclatent lors des célébrations de la fête religieuse musulmane de Nabi Moussa. A Jérusalem, plusieurs Juifs sont tués au cours d'émeutes.

1921 Plus de 35 000 immigrants, venus principalement d'Europe de l'Est, arrivent en Palestine après la Première Guerre mondiale lors d'une troisième *alya*. Les nouveaux venus, encore une fois majoritairement socialistes, contribuent à développer l'infrastructure économique sioniste, en stimulant la création de coopératives agricoles, d'industries et de syndicats, et en visant l'autosuffisance économique du Yichouv.

1929 Le mur des Lamentations, lieu sacré pour les Juifs, devient le centre d'une dispute religieuse et politique. A l'été, des affrontements éclatent à Jérusalem et s'étendent aux villes de Hébron et Safed.





© AKG-IMAGES/ISRAEL TALBY. © PHILIPPE GODEFROY.

Des centaines de personnes sont tuées ou blessées. L'administration britannique évacue plusieurs centaines de familles.

1931 Une nouvelle organisation armée, l'Irgoun, est créée après une scission au sein de la Haganah. Proches du « parti révisionniste » de droite nationaliste, ses membres réclament la fondation d'un grand Etat sur toute la zone de mandat britannique.

1936-1939 Les Arabes de Palestine se révoltent contre les autorités britanniques et les sionistes. L'insurrection, marquée par des grèves, des actes de sabotage et des attaques armées, est réprimée par la Grande-Bretagne avec l'aide de la Haganah. En 1937, une commission dirigée par lord William Peel propose de diviser la Palestine entre un Etat juif, au nord et le long de la côte jusqu'à Tel-Aviv, et un Etat arabe sur le reste du territoire, avec une zone sous mandat autour de Jérusalem. Si Ben Gourion et Weizmann sont parmi les rares sionistes à soutenir le plan, les Arabes rejettent, quant à eux, toute idée de partage de la Palestine.

1939 Dans un contexte de crise internationale, le gouvernement britannique limite sévèrement l'immigration et l'achat de terres par les Juifs, et propose la création

LE GRAND DÉPART Ci-dessus : l'essentiel de l'émigration juive européenne vers Israël se fit au départ de la Pologne et de la Roumanie jusqu'en 1970. Ce n'est qu'après la chute de l'URSS, en 1991, que les Juifs de Russie migrèrent à leur tour en masse vers l'Etat juif : près d'un million de personnes jusqu'au début des années 2000. Page de gauche, en bas : la boîte bleue du KKL (Fonds national juif), mise en circulation au début du XX^e siècle, servait à collecter les fonds qui permettraient d'acheter des terres en Palestine et de les valoriser.

d'un Etat palestinien sous dix ans avec en son sein un foyer national juif. Ce document suscite l'indignation des sionistes. Les relations entre Juifs palestiniens et administrateurs britanniques se durcissent alors que la Seconde Guerre mondiale éclate. En 1940, la population juive en Palestine atteint 463 000 personnes.

1942 Réunis à l'hôtel Biltmore à New York, les dirigeants sionistes réclament officiellement la création d'un Etat juif en Palestine, motivée par les persécutions contre les Juifs en Europe. Le mouvement aspire à la souveraineté politique totale en Palestine, s'appuyant sur le « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ».

1945-1947 Au sortir de la Seconde Guerre mondiale et à la suite de l'Holocauste, la communauté juive mondiale intensifie ses pressions pour établir un Etat en Palestine. De nombreux Juifs européens tentent de rejoindre la Palestine, mais la politique

britannique limite les visas. L'Irgoun (et le Lehi, autre organisation nationaliste clandestine appelée aussi groupe Stern, du nom de son fondateur) lance alors une série d'attaques contre les autorités britanniques pour les contraindre à se retirer. Le 22 juillet 1946, l'attentat de l'hôtel King David fait 110 morts à Jérusalem. Le 17 juillet 1947, l'*Exodus*, navire transportant 4 500 rescapés de la Shoah, est arraisonné par la Royal Navy au large de la Palestine puis renvoyé vers l'Europe. L'événement est largement couvert par la presse européenne.

29 NOVEMBRE 1947 Les Nations unies proposent de diviser la Palestine en deux Etats, l'un juif (dans le désert du Néguev, la région de Tibériade et la côte autour de Tel-Aviv) et l'autre arabe (bande de Gaza, Cisjordanie et région de Saint-Jean d'Acre), toujours avec Jérusalem sous contrôle international. Le plan est accepté par l'Agence juive, pouvoir exécutif de la communauté juive, mais



rejeté par les Arabes palestiniens et les pays arabes environnents, qui refusent la division du territoire. Le lendemain de l'adoption de la résolution, des affrontements éclatent entre milices juives et forces arabes palestiniennes. Le pays est dans une situation de guerre civile alors que le mandat britannique arrive à son terme.

AVRIL 1948 Les forces juives, parmi lesquelles la Haganah, l'Irgoun et le Lehi, lancent l'opération « Nahshon » pour briser le siège de Jérusalem et assurer le ravitaillement de la ville, isolée par les forces arabes. De nombreux villages sont capturés au passage. Le 9 avril, une opération menée par l'Irgoun et le Lehi dans le village palestinien de Deir Yassin (à l'ouest de Jérusalem) entraîne la mort de plusieurs dizaines de civils. Cet événement provoque une onde de choc dans toute la Palestine et pousse de nombreux Palestiniens à fuir.

MAI 1948 Le 13 mai, la ville arabe de Jaffa capitule, ce qui provoque la fuite de dizaines de milliers d'habitants arabes. Le 14 mai, le président du Conseil national juif, David Ben Gourion, proclame la naissance de l'Etat d'Israël, quelques heures avant la fin officielle du mandat britannique. La déclaration d'indépendance fixe les valeurs fondatrices du nouvel Etat. Dès

le lendemain de la proclamation, l'Egypte, la Jordanie, l'Irak, le Liban et la Syrie envahissent la Palestine avec l'objectif affiché d'empêcher la création de l'Etat juif.

JUILLET 1948 Après une trêve en juin, Israël lance une série d'offensives pour sécuriser les zones stratégiques. L'opération « Dani » permet la prise de Lydda et Ramla, villes dont les populations arabes sont expulsées. La vieille ville de Jérusalem est prise par les Jordaniens. Un nouveau cessez-le-feu est mis en place sous l'égide de l'ONU. Pendant cette période, les belligérants s'organisent militairement et renforcent leurs positions.

OCTOBRE-NOVEMBRE 1948 Israël mène une offensive décisive contre les forces égyptiennes dans le Sud, parvenant à ouvrir un corridor vers le port stratégique d'Eilat.

1949 Après des mois de négociations sous médiation internationale, Israël signe un armistice avec l'Egypte le 24 février. L'accord stabilise la frontière entre Israël et l'Egypte et permet à Israël de contrôler le Néguev. Le 23 mars, un texte similaire est signé avec le Liban, qui maintient sa frontière d'avant-guerre. Le 3 avril, c'est au tour de la Jordanie de passer un accord avec Israël, qui confirme le contrôle jordanien de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. La

« ligne verte » devient la frontière *de facto* entre Israël et la Cisjordanie. Le 20 juillet, Israël et la Syrie s'entendent sur une zone démilitarisée le long des hauteurs du Golan. Les combats prennent officiellement fin, mais plusieurs dizaines de milliers de réfugiés palestiniens subsistent dans les territoires arabes.

5 JUILLET 1950 Israël vote une loi fondamentale accordant à tout Juif le droit d'immigrer en Israël et d'obtenir la citoyenneté. Des milliers de Juifs séfarades font leur *alya*, notamment en provenance des pays arabes où ils subissent de plus en plus d'agressions. Entre 1948 et 1952, la population d'Israël double en accueillant 700 000 nouveaux arrivants.

20 JUILLET 1951 Favorable à une paix avec Israël, le roi Abdallah de Jordanie est assassiné à Jérusalem-Est par un militant palestinien lors d'une visite à la mosquée d'al-Aqsa.

10 SEPTEMBRE 1952 Israël conclut un accord avec la République fédérale d'Allemagne pour des réparations financières en dédommagement de la Shoah. Les fonds sont essentiels pour l'économie d'Israël, mais l'accord suscite des débats intenses dans le pays.

29 OCTOBRE AU 7 NOVEMBRE 1956 Israël, la France et le Royaume-Uni lancent une attaque coordonnée contre l'Egypte après la nationalisation du canal de Suez par Nasser. Israël envahit le Sinaï et atteint le canal, mais les Etats-Unis et l'URSS font pression pour que les troupes israéliennes se retirent, en échange de garanties de libre circulation maritime.

1959 Dans le but de libérer la Palestine par la lutte armée, plusieurs militants arabes, dont Yasser Arafat, créent le Fatah. L'organisation devient rapidement centrale dans la résistance palestinienne et radicalise le conflit, en prônant la violence contre Israël.

1964 La Ligue arabe soutient la fondation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) pour représenter le peuple palestinien. L'OLP adopte une charte affirmant le droit des Palestiniens à libérer leur terre et à utiliser des moyens militaires pour défendre leur cause.

5 AU 10 JUIN 1967 Israël attaque l'aviation égyptienne et détruit la plupart de ses avions (309 sur 340), en perdant elle-même

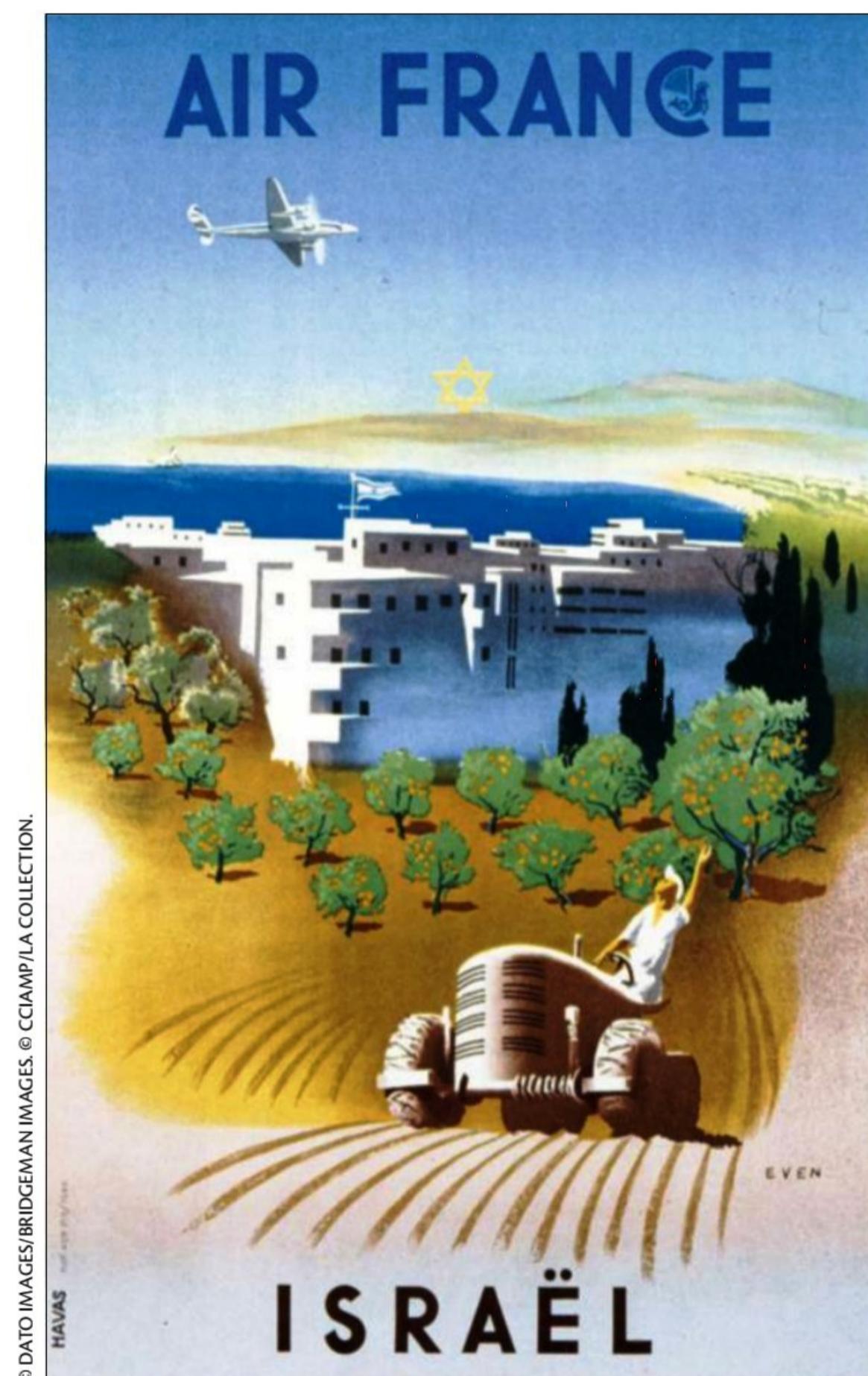
très peu lors des combats (19). La Jordanie bombarde Israël et occupe Jérusalem, avant que le général israélien Moshe Dayan n'organise la riposte : des parachutistes reprennent Jérusalem en vingt-quatre heures, puis la Cisjordanie. Il occupe ensuite le plateau du Golan en Syrie. URSS et Etats-Unis imposent un cessez-le-feu qui met fin à la « guerre des Six Jours ». Le triomphe militaire transforme Israël en puissance militaire au Moyen-Orient, mais l'occupation des territoires palestiniens et syriens crée un contentieux de longue durée. A la fin du mois, Israël vote une loi pour annexer Jérusalem sous son contrôle. La décision n'est pas reconnue par l'ONU et la communauté internationale.

FÉVRIER 1969 L'Egypte, sous la présidence de Nasser, engage une « guerre d'usure » pour épuiser Israël et récupérer le Sinaï. Les deux armées s'affrontent avec des tirs d'artillerie, des bombardements et des incursions le long de la ligne de front, ce qui cause de lourdes pertes humaines sans changement territorial majeur. L'Egypte reçoit de l'armement soviétique tandis qu'Israël utilise des chasseurs américains pour conserver sa supériorité aérienne.

1970 Le 7 août, un cessez-le-feu est conclu concernant le canal de Suez. Le 28 septembre, Nasser meurt d'une crise cardiaque. Son successeur, Anouar el-Sadate, réoriente la politique de l'Egypte en cherchant à nouer de nouvelles alliances internationales.

5 SEPTEMBRE 1972 Le groupuscule Septembre noir (lié à l'OLP) prend en otage des athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de Munich, réclamant la libération de prisonniers palestiniens. L'attaque, qui se termine par la mort de onze athlètes israéliens, choque le monde entier et accentue les tensions israélo-palestiniennes.

6 OCTOBRE 1973 L'Egypte et la Syrie lancent une attaque surprise contre Israël le jour de Yom Kippour. L'Egypte traverse le canal de Suez, tandis que la Syrie attaque dans le Golan. Cette offensive inflige des pertes importantes aux premières lignes israéliennes, qui se retrouvent submergées et en situation critique. A partir du 8 octobre, Israël concentre ses forces sur le front nord, parvenant à ralentir l'avancée syrienne, malgré de lourdes pertes. Dans le Sinaï, les



© DATO IMAGES/BRIDGEMAN IMAGES. © CCIAMP/LA COLLECTION
HAVAS

Egyptiens maintiennent leurs positions le long du canal de Suez. Les jours suivants, ils subissent toutefois des pertes importantes à leur tour, ne parvenant pas à progresser vers le Néguev. Le 15 octobre, sous le commandement d'Ariel Sharon, les Israéliens contre-attaquent et franchissent le canal de Suez puis encerclent l'armée égyptienne.

22 OCTOBRE 1973 L'ONU appelle à un cessez-le-feu immédiat, mais les combats se poursuivent par intermittence. Israël maintient le siège de la 3^e armée égyptienne. Deux jours plus tard, et sous la pression des Etats-Unis et de l'URSS, le gouvernement de Golda Meir accepte finalement le cessez-le-feu. La « guerre du Kippour » se conclut sans modifications territoriales majeures.

11 NOVEMBRE 1973 Lors de l'accord officiel de fin des combats, des discussions de paix sont amorcées. Elles se poursuivront sous le premier gouvernement de Yitzhak Rabin à partir de l'année suivante. Premier pas vers une résolution diplomatique du conflit au Moyen-Orient, le dialogue débouchera sur les accords israélo-égyptiens de Camp David en 1978. ✓

LE TRACTEUR ET LE CHAR
En haut : affiche d'Air France dessinée par Even, 1949. Page de gauche : affiche pour une exposition à Rishon LeZion, le 29 avril 1957 (collection privée).

L'ESPRIT DES LIEUX



106

DANS ARLES, OÙ SONT LES GLADIATEURS

ALORS QUE *GLADIATOR II* SORT SUR LES ÉCRANS, LA TROUPE ACTA, SPÉCIALISÉE DANS LA RECONSTITUTION HISTORIQUE DE COMBATS DE GLADIATEURS, FAIT REVIVRE UN ART AUTHENTIQUE ET DES ÉMOTIONS MILLÉNAIRES SUR LE SABLE DES ARÈNES D'ARLES.

114
SUR LA
MURAILLE
DE PIERRE

APRÈS LES PLUS IMPORTANTS TRAVAUX DE RÉNOVATION MENÉS DEPUIS VIOLET-LE-DUC, LES REMPARTS DE CARCASSONNE PROTÈGENT PLUS QUE JAMAIS LA MAJESTUEUSE CITÉ MÉDIÉVALE.

© RÉMI BÉNAL. © PHILIPPE BENOIST. © AURELIE TROTTIER. © VINCENT EVERARTS PHOTOGRAPHIE. © ADAGP, PARIS, 2024/SP.





126

LA FRANCE EN SCÈNE

BRUNO SEILLIER LANCE UN NOUVEAU SPECTACLE
ITINÉRANT QUI CONTE DES SIÈCLES D'HISTOIRE FRANÇAISE
À TRAVERS DES DÉCORS GRANDIOSES, D'INNOMBRABLES
COSTUMES ET SOUS L'ŒIL DES MEILLEURS HISTORIENS.

ET AUSSI
DANS LA PRISON
DE LEURS CHIMÈRES
Le CENTRE POMPIDOU,
À PARIS, CÉLÈBRE LES 100 ANS
DE LA PUBLICATION
DU MANIFESTE DU SURREALISME
D'ANDRÉ BRETON À TRAVERS
UNE EXPOSITION FOISONNANTE.

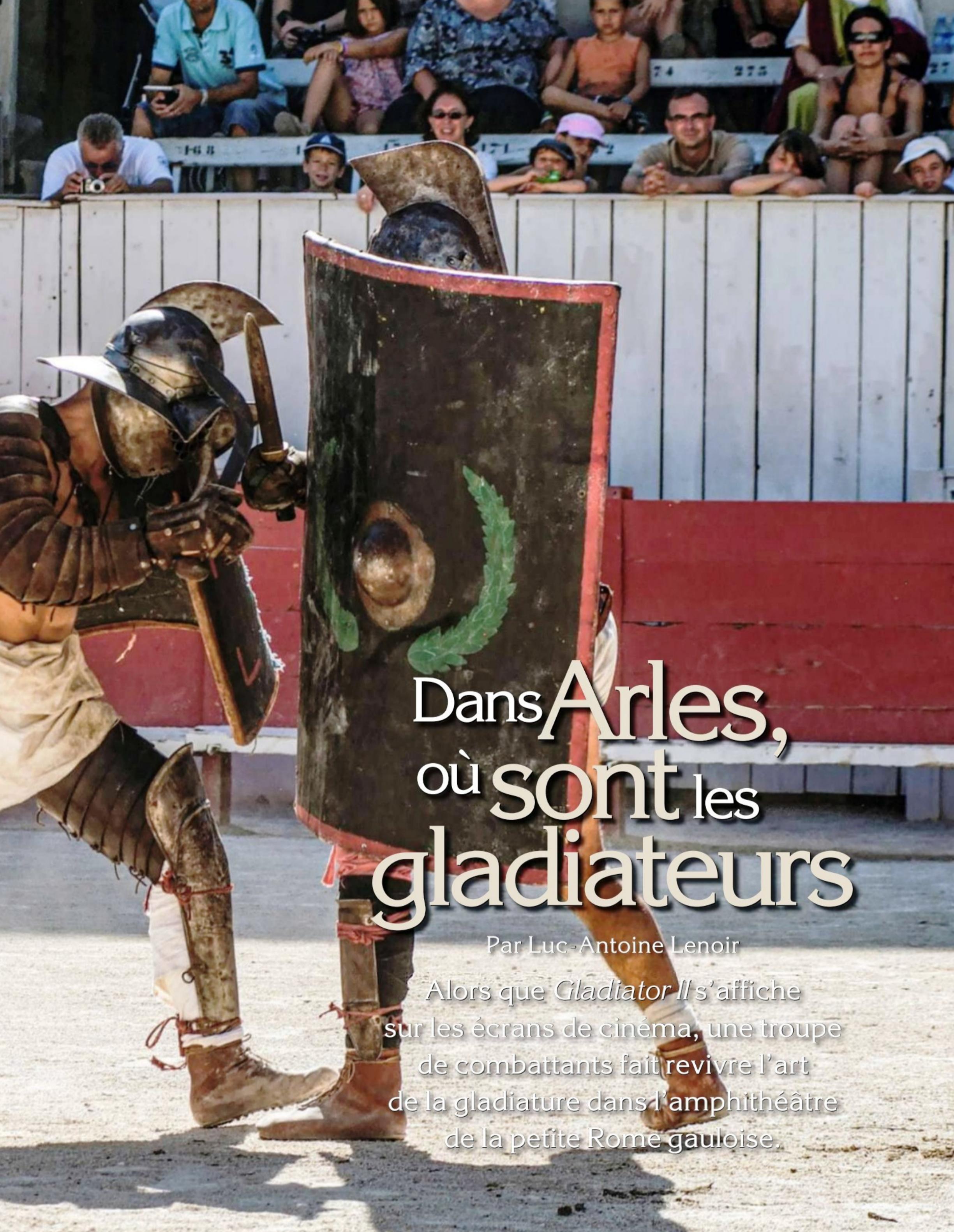




© RÉMI BÉNALI.

DU SANG ET DES JEUX

Dans les arènes d'Arles et sous le regard de l'arbitre, un gladiateur thrace, armé d'une *sica supina* (dague à lame courbe), d'un petit bouclier carré et protégé par deux jambières, mène l'assaut contre un mirmillon, qui se protège avec un large *scutum* (bouclier) et une *ocrea* (jambière en cuir) à la jambe gauche, et peut répliquer avec son glaive court. Les deux portent un casque à cimier prononcé.

A photograph of a gladiator in full Roman armor, including a helmet and a shield, standing in an amphitheater. The gladiator is positioned on the left, facing right. In the background, spectators are visible in the stands. The text of the article is overlaid on the right side of the image.

Dans Arles, où sont les gladiateurs

Par Luc-Antoine Lenoir

Alors que *Gladiator II* s'affiche sur les écrans de cinéma, une troupe de combattants fait revivre l'art de la gladiature dans l'amphithéâtre de la petite Rome gauloise.



© RÉMI BENALI. COLLECTION CHRISTOPHEL - © PARAMOUNT PICTURES-SCOTT FREE PRODUCTIONS-PARKES/MACDONALD IMAGE NATION-RED WAGON FILMS © RÉMI BENALI.

THRACISÉS En haut : à l'extérieur des arènes d'Arles, un gladiateur thrace harangue et invite les passants au spectacle. Dans l'Empire romain, le divertissement passionnait la plèbe aussi bien que les élites. Ci-dessus, à gauche : dans le film *Gladiator II*, de Ridley Scott, plusieurs libertés historiques sont prises pour satisfaire à l'intrigue. Ici, un général déchu de l'armée romaine, Marcus Acacius, doit affronter dans l'arène le prisonnier Lucius Verus. Ci-dessus, à droite : les combattants de la troupe Acta, fondée par Brice Lopez et spécialisée dans la représentation historique de combats de gladiateurs.

Les gradins sont usés par deux millénaires, mais l'amphithéâtre d'Arles porte beau. Voilà une architecture rassurante à l'œil : si la science permet désormais des structures plus aériennes, il y a quelque chose de plaisant dans ces lourds piliers, ces multiples arcades, ces énormes blocs de pierre contre lesquels le temps n'a pas pu grand-chose. On est presque heureux pour les mécènes et promoteurs du 1^{er} siècle : voilà un investissement bien rentabilisé. Le Moyen Age y a laissé moins de traces que dans le théâtre, à un jet de pierre de là. A l'origine, l'arène centrale (il n'y en a qu'une, malgré le pluriel populaire) était simplement plus haute et plus grande, ceinte d'un *balteus* de pierre. Mais rien n'a vraiment changé, et c'est sur ce sol de sable qu'une troupe moderne rend vie aux gladiateurs qui l'ont foulé les premiers.

Aujourd'hui, l'enjeu pour le spectateur est de comparer la reconstitution des historiens à celle de Hollywood. De vérifier si les émotions vécues en chair et en os rejoignent celles du film *Gladiator II*, actuellement sur les écrans. Si certains regrettent parfois le ton mélancolique du premier *Gladiator*, d'autres s'émerveillent du rythme haletant et des effets spéciaux époustouflants du second. Cet après-midi, nul empereur demi-débile et assoiffé de sang, nul rhinocéros harnaché ni joute navale, comme chez Ridley Scott. Et on espère qu'il n'y aura pas de mort. Un drame universel va simplement se rejouer ici sous sa forme antique : celui de l'homme face à ses limites, sous le regard des autres.

Devant une foule qui délaisse son smartphone, des participants en tunique entrent, suivis d'autres en armes. On annonce un premier assaut, avec deux duels simultanés. Les voix portent parfaitement, malgré la distance de 136 m d'un bout à l'autre de la *cavea* depuis les gradins les plus hauts. Après le signal « *Impugnate !* », le fracas des armes aussi : les boucliers renvoient le son des dagues, les bâtons heurtent les casques ou les jambières en cuir, le

métal agresse le bois, au rythme permanent des glissements de pas. Les duels se déplacent, tournent, les arbitres observent, évitent. On pare les coups, on s'accroupit, on lance des attaques de tout son corps. Après une à deux minutes, les combats s'arrêtent : un essoufflement diffus prend la suite.

Les gladiateurs d'Acta, la société qui produit le spectacle, portent sur eux 15 à 18 kg d'équipement. Les arbitres détaillent les règles de l'époque, la typologie des combattants, puis proposent à la foule, jusque-là timide, de prendre sa part, de choisir son favori, de le soutenir face à son adversaire. Une demande qui n'a rien d'une exigence : on souligne simplement que les gladiateurs sont

plus faible et le défend avec une humilité suspecte. Puis c'est le moment des victoires, aujourd'hui par acclamation. Un écho millénaire s'est fait entendre, qui n'a rien perdu de sa vivacité.

Les Romains avaient inventé avec la gladiature une véritable drogue pour le peuple. Elle se déclinerait, au long des âges, des naumachies aux tournois, de l'acrobatie des foires itinérantes au football. La possibilité de la revivre sous cette forme originelle est le fruit de trente années de recherches. Dans les années 1990, le fondateur d'Acta, Brice Lopez, était un spécialiste de combat libre, ancienne acception du MMA aujourd'hui à la mode, avec un niveau mondial en ju-jitsu. Le hasard

Les Romains avaient inventé avec la gladiature une véritable drogue pour le peuple.

sensibles aux encouragements. Et c'est alors qu'à la reprise de l'assaut, le prodige s'accomplit. D'un coup, les enfants frissonnent et hurlent. Les femmes, parfois inquiètes, ne détournent pas les yeux. Les hommes semblent plutôt interloqués, puis se prennent aussi au jeu. La peur, la colère, le ravissement, le soulagement et la hargne tourbillonnent. Premier constat : on ne se comporte pas ainsi au cinéma.

Le présent reprend parfaitement le dessus lorsque la troupe répond aux questions : « *Y avait-il des femmes gladiateurs ?* » Oui, et payées le même tribut, puisqu'elles affrontaient des hommes. « *Quel était le rythme, le temps de travail d'un gladiateur ?* » Ils menaient quatre à cinq combats par an, entre-coupés de plusieurs semaines nécessaires pour guérir des blessures grâce aux soins du *medicus* (Galien fut l'un d'eux, à Pergame) et de l'*uncor* (masseur), puis se remettre à l'entraînement, sous la pression du laniste, leur propriétaire. Les gladiateurs du jour, eux, acceptent de reprendre une dernière fois l'assaut, exténués. La foule prend souvent parti pour le gabarit le

des rencontres, la curiosité et une discussion avec un universitaire spécialisé dans les Jeux olympiques antiques lui firent alors ressentir « *l'effet d'un héritage* ». A la fin de la décennie, il découvre l'univers du combat romain au sein de la balbutiante « archéologie du geste » : des expérimentations de lutte, de pancrace, ont lieu en Italie. Mais la gladiature reste un mystère, parfois éclairé par certaines découvertes iconographiques, à Pompéi ou ailleurs.

En 1999, Brice Lopez se lance dans les démonstrations de sport historique, toujours accompagnées d'éléments pédagogiques. Les Jeux olympiques d'Athènes en 2004 attirent l'attention sur les sports antiques, puis le film *Gladiator* (2000) met enfin en lumière cette discipline qui n'en était plus une : recherches et publications commencent à faire avancer la connaissance. Avec sa fille Méryl Ducros, docteur en histoire avec une thèse sur les gladiateurs dans l'Orient grec, et un temps associés à l'historien Eric Teyssier, spécialiste incontesté de la gladiature, ils poursuivent leur exploration au sein de la société Acta.





Habitué à naviguer entre le mythe et l'histoire, Brice Lopez reconnaît l'importance des péplums et particulièrement des deux films de Ridley Scott comme ferment de l'attrait actuel pour sa passion. Il avoue avoir été impressionné par le premier opus malgré ses grandes libertés historiques, mais déplore une intrigue réchauffée et insuffisamment épique pour *Gladiator II*. Et il ne résiste pas à souligner les nombreuses inventions hollywoodiennes. Dans une scène de ce nouveau film, le héros, Lucius, se trouve menacé d'écrabouillement par un rhinocéros chevauché par son adversaire. Or, si des animaux sauvages étaient bien mis en scène dans l'Antiquité, parmi lesquels des rhinocéros dans le Colisée, ils affrontaient dans l'arène d'autres races ou des *venatores*, dans un spectacle d'un autre genre. Tout en reconnaissant par ailleurs l'existence d'un débat sur le sujet, Brice Lopez ne croit pas à l'authenticité d'un combat naval dans l'amphithéâtre Flavien : comment y faire entrer des

bateaux de combat ? Comment y amener un requin (animal possiblement méconnu de l'Antiquité romaine) et par conséquent... de l'eau de mer ? Pour Ridley Scott et pour nos yeux modernes, les Romains auraient sûrement aimé le faire. Tout était donc permis.

Bien connue désormais, l'histoire de la gladiature est moins sensationnelle. Les combats de gladiateurs sont attestés dès le III^e siècle av. J.-C., mais leurs racines plongent dans les rites funéraires étrusques, où des protogladiateurs, les *bustuarii*, s'affrontaient en spectacle pour honorer les soldats morts. Avant eux, dans l'*Iliade*, le héros Patrocle recevait des hommages sous la forme de représentations guerrières, dont une hoplomachie – un combat en armes. On avait dès alors découvert un ressort de l'âme humaine : sa capacité d'hypnose devant l'action violente, même scénarisée, théâtralisée.

Rome s'empara du rituel religieux, qui devint peu à peu spectacle. A partir de Marius (157 av. J.-C.-86 av. J.-C.),

la discipline est formalisée. Des prisonniers de guerre sont bien, au départ, jetés dans l'arène, puis des étrangers, et pour évoquer les faits d'armes de la République, on figure avec eux le soldat ennemi : les Thraces, avec leur casque à rebord et leur *sica*, dague courbe ; les hoplomaques, avec leur lance, rappellent quant à eux, les lointains hoplites. Avec son grand bouclier et son glaive, le mirmillon représente au contraire le soldat romain. On inventera plus tard le rétiaire, avec filet et trident, et d'autres personnages équipés de façon de plus en plus artistique. Les armes sont toujours réduites, pour moins de puissance et plus de suspense. Les zones de fragilité sont bien délimitées : l'épaule gauche, les côtes droites.

Au plus fort de la passion populaire pour la gladiature, du 1^{er} au III^e siècle, ce ne sont plus des prisonniers qui sont employés, mais des volontaires, esclaves ou hommes libres, assoiffés d'argent et de réussite. Leur assujettissement est le fruit d'un contrat. Parmi

FAUX RETS Page de gauche : un rétiaire lance son filet contre son adversaire. Ce type de combattant devient particulièrement populaire au cours du 1^{er} siècle. Son équipement (filet, trident, poignard) assure des assauts spectaculaires, et son manque de protection l'oblige, lors des esquives, à une grande rapidité.



TROU D'AIR

Ci-dessus : préparation des combats dans les galeries des arènes d'Arles.

L'équipement du gladiateur, aujourd'hui comme hier, pèse jusqu'à une vingtaine de kilos, et les casques, certes intimidants, grèvent toutefois largement la vue et la libre respiration.

A gauche : un mirmillon contre un hoploomaque.

les milliers qui s'affrontent dans tout l'empire, beaucoup sont des marginaux, inconnus en dehors de leur ville, quelques-uns des célébrités dans plusieurs régions, où ils recyclent des pseudonymes connus sur plusieurs générations pour usurper leur réputation. Toute une économie du spectacle en profite, à l'image des « produits dérivés » de notre époque : bijoux divers frappés ou taillés à telle effigie, médecins faisant la promotion de leurs soins en s'appuyant sur un patient célèbre...

Financés par des promoteurs publics et privés, les amphithéâtres fleurissent, de Chester en Grande-Bretagne jusqu'à la Turquie actuelle. Filons à l'envi la comparaison contemporaine : les empereurs eux-mêmes tentent de capter un peu de la gloire des sportifs en associant le culte impérial à celui des jeux. Rome exhibe ses valeurs, notamment par la *virtus* (courage) des combattants. Le sang versé dans l'arène traduit le châtiment réservé aux vaincus et constitue un exutoire pour une plèbe fascinée.

Car c'est l'équilibre entre l'orgueil et la force de l'homme que l'on met en scène sur le sable. Dans la reconstitution qu'en fait Acta, un avantage saute aux yeux : la rapidité. Pour le gladiateur, la violence physique réside au moins autant dans l'effort cardiaque que dans les coups. Lorsque le casque descend sur son visage, il n'a plus que quelques trous pour voir et respirer. Autour de lui, la foule hurle toujours, déstabilisante, et elle n'a pas manqué de le faire cet après-midi à Arles.

Quelle transe se serait-elle emparée des gradins si la mort avait été possible ? Dans sa version antique, elle n'est pas une issue certaine, la plupart des gladiateurs étant renvoyés debout, *stantes missi*. Mais l'on se bat en la sachant possible. Elle peut être portée – rarement – au cours de l'assaut, par un coup trop bien placé ou trop efficace, ou sur décision de l'arbitre. Celui-ci, dans l'arène, consulte le président, organisateur de l'événement, qui peut être l'empereur lui-même. Le public donne son opinion

sans se priver, mais n'a pas le dernier mot : sacrifier un gladiateur coûte cher car les lanistes doivent être remboursés de leur perte. Malgré le désir de violence de l'assistance, le président peut gracier deux combattants valeureux. Il peut aussi condamner un perdant s'il estime s'être ennuyé (certains comme l'empereur Claude, réputé pour son peu de pitié, semblent s'être beaucoup ennuyés). Pour le gladiateur, il s'agit alors d'accueillir dignement la mort, administrée par son adversaire. On retient son souffle depuis les gradins, devant un homme seul face à l'ultime vérité...

Rejetant la violence comme divertissement, les chrétiens dénoncent la barbarie des spectacles de l'arène. Associée au paganisme et à l'immoralité, la gladiature perd peu à peu son prestige lorsque l'empire se convertit. A l'orée du IV^e siècle, on recense encore quelques combats, mais la société impériale, autrefois fière de sa brutalité ostentatoire, a changé d'idéaux. L'empereur Constantin déclare : « *Les spectacles* »





sanglants dans la paix civile et le repos domestique ne conviennent plus. » Les courses équestres remplacent progressivement les gladiateurs. Leur souvenir s'efface pour plusieurs siècles avant que les textes de Plutarque, Suétone et Juvénal ne soient redécouverts à la Renaissance et que les érudits s'intéressent au symbole du gladiateur. S'ils peinent encore à en faire un véritable portrait, les ruines des amphithéâtres permettent de représenter, en peinture ou en gravure, des scènes de combat, imaginées à partir de descriptions fragmentaires. La connaissance historique nourrit surtout

l'art, mais le mythe commence aussi à déformer la réalité : les gladiateurs sont perçus comme des héros stoïques, incarnant une certaine noblesse dans la souffrance et le sacrifice.

C'est le XIX^e siècle qui marque un tournant, avec l'avènement de l'archéologie moderne. L'intérêt pour l'Antiquité romaine s'affirme sous l'impulsion des premières fouilles. Découverts au milieu du siècle précédent, Pompéi et Herculanum continuent de produire fresques, mosaïques et inscriptions, et l'on traduit des textes réglementaires, retrouvés à Sardes ou Italica. Le romantisme s'empare aussi de l'histoire : l'écrivain Edward Bulwer-Lytton évoque le martyre des chrétiens persécutés dans l'arène dans *Les Derniers Jours de Pompéi* (1834), et Jean-Léon Gérôme influence durablement l'imaginaire avec son tableau *Pollice verso*, peint en 1872 : un gladiateur victorieux se tient debout sur un adversaire gisant dans le sable, tandis que la foule réclame l'exécution, pouce vers le bas.

La barbarie de l'arène repousse et fascine alors une société de plus en plus ordonnée et, dès le début du XX^e siècle,

les films muets s'engouffrent dans les drames de l'Antiquité. Devenu industrie, le cinéma fera bientôt du gladiateur l'un de ses meilleurs héros. Brice Lopez continue de s'étonner du culot et de l'incroyable postérité de l'invention de Gérôme, faite à partir d'une mauvaise traduction de textes de Juvénal et de Prudence. Pour demander l'égorgement, les spectateurs antiques avançaient en réalité la main, qui mimait une lame. Mais il n'est pas surpris par l'engouement autour de la mort donnée en spectacle : « *La violence de l'Antiquité, c'est surtout un fantasme. C'est celle de notre époque qui s'exprime de cette manière.* »

Aujourd'hui, personne n'a dirigé son pouce vers le bas. Les combattants d'*Acta* répondent tranquillement aux questions à la sortie des arènes. Certains sont en jogging, d'autres arborent encore leur attirail millénaire et se prêtent aux selfies. En faisant face à la mort et à la gloire, le gladiateur incarne la valeur du risque délibéré, de l'engagement total, si rare en notre civilisation. Là est sa réalité historique, mais aussi le secret de son mythe. Il continue de jouer à plein. ✓



© CONTENT DFY/AURIMAGES. PHOTOS : © RÉMI BÉNALI.





LIEUX DE MÉMOIRE

Par Marie-Laure Castelnau



© PHILIPPE BENOIST. © CATHERINE JEANJEAN-CMN. © SHUTTERSTOCK/THIEURY.

Sur la muraille de pierre

La cité médiévale de Carcassonne vient d'achever sa plus grande restauration depuis celle de Viollet-le-Duc. Elle permet désormais d'effectuer le tour complet de ses remparts.



La légende dorée raconte que Dame Carcas, princesse sarrasine, épouse du roi Balak qui régnait sur Carcassonne, aurait sauvé la forteresse assiégée par Charlemagne... Après plusieurs années de siège, l'héroïne aurait trompé l'empereur en jetant du haut des remparts son dernier cochon, gavé des réserves de blé dont elle disposait. Charlemagne, croyant que la ville possédait encore de grandes ressources, leva le siège. Dame Carcas s'empara alors des cloches qui se mirent à sonner...

Même si l'histoire a pu circuler au Moyen Age dans certaines chansons, la première apparition écrite de la dame date en réalité de 1534, et sa statue est mentionnée seulement en 1616. La sculpture, actuellement visible sur un pilier devant le pont-levis qui mène à la porte Narbonnaise, est une réalisation de Jean-Loup Bouvier. Cette reproduction a remplacé en 1996 l'œuvre originale, restaurée et mise à l'abri dans le château comtal.

D'où vient alors ce nom de Carcassonne ? L'oppidum de *Carsac* naquit probablement pendant l'Antiquité, vers le VI^e siècle av. J.-C. Un village voit le jour sur les hauteurs de cet éperon rocheux

TOUT FEU, TOUT FLAMME Page de gauche : la cité de Carcassonne est située à 150 m d'altitude sur une colline qui domine le reste de la ville et l'Aude. Ci-dessus : feu d'artifice illuminant la vieille ville. Page de gauche, en bas : après deux ans de travaux, le visiteur peut aujourd'hui parcourir l'ensemble des remparts de l'ancienne citadelle.

qui culmine à 150 m au-dessus des méandres de l'Aude et offre une vue imprenable sur sa vallée. Dès son origine, ce petit bourg se situe au carrefour des mondes. Pris en étau entre les Pyrénées et le Massif central, il est un point de passage obligé dans l'étroit couloir naturel qui relie la Méditerranée à l'Atlantique. Ainsi, beaucoup de commerçants itinérants y font étape et achètent aux paysans locaux leur excédent de blé, d'orge ou d'avoine contre des produits manufacturés : poteries, amphores, cuites et peintes par de lointaines mains, étrusques, grecques ou carthaginoises.

Le village haut perché d'autrefois devient une ville gallo-romaine du nom de *Carcaso*. Elle abrite une classe relativement aisée de négociants qui s'enrichit grâce au commerce du vin mais aussi de l'or et du marbre présent dans la région. La cité est intégrée à la province de Narbonnaise. Dans le dernier quart du I^e siècle av. J.-C., elle a accédé au statut privilégié de colonie romaine sous le nom de *Julia Carcaso*.

Le privilège donne à tous ses habitants la qualité de citoyens romains.

Au III^e siècle de notre ère, menacée par les peuples barbares, *Julia Carcaso* se dotera d'une immense enceinte fortifiée qui fera d'elle, pour la toute première fois, un *castellum*, un château. Ces défenses constituent une partie de l'enceinte intérieure et elles sont aujourd'hui facilement reconnaissables, avec leurs tours au toit plat couvert de tuiles et aux larges ouvertures. D'une largeur de 3 m et d'une hauteur de 6 à 8 m, l'enceinte protège avec ses 1 200 m de longueur une superficie d'environ 7 ha. Cette architecture est caractérisée par ses pierres de petites dimensions entrecoupées de rangées de briques. Mais cette première muraille n'a cessé par la suite d'être remaniée.

Elle n'empêche pas, quoi qu'il en soit, les Wisigoths de prendre la cité en 460. *Julia Carcaso*, devient *Carcasona*. Elle restera sous domination wisigothique jusqu'en 725, où elle sera conquise par les Omeyyades, venus de l'Espagne





islamisée. Ils resteront eux-mêmes trente années derrière ses hauts murs avant d'en être chassés par Pépin le Bref en 759.

A la fin du XI^e siècle, *Carcasona* passe dans le giron de la puissante famille des Trencavel. Une nouvelle ville sort de terre. Par-delà les vieilles murailles gallo-romaines, les habitants des bourgs voisins voient s'élever dans le ciel la cathédrale Saint-Nazaire, qui deviendra basilique en 1898, et l'élégante silhouette d'un tout nouveau palais seigneurial destiné au vicomte et à sa famille.

Au XIII^e siècle, à la suite de la croisade contre les Albigeois (les cathares), la ville tombe aux mains des croisés. Le vicomte Raymond-Roger Trencavel se livre mais obtient pour les habitants la vie sauve, moyennant l'abandon de tous leurs biens et leur exil.

Simon de Montfort, l'un des barons de la croisade, qui, en Occitanie, ne fait que commencer, se rend maître de la cité, et ce n'est que dix-sept années plus tard, en 1226, qu'elle est enfin rattachée au domaine royal français. L'inquisition pontificale, un tribunal d'exception, chargé d'éradiquer le catharisme, s'installe à Carcassonne en 1233. Les habitants qui ont eu le droit de revenir après un long exil n'ont d'autre choix que de s'habituer aux silhouettes des pendus balancés par le vent, à l'odeur acré des bûchers, aux cris des suppliciés que l'on questionne en haut des tours.

Sous les règnes successifs de Louis IX, Philippe le Hardi et Philippe le Bel, la place forte adopte peu à peu sa physionomie actuelle. Les vieux remparts historiques ont été surélevés et une enceinte extérieure de presque 1 700 m de longueur sort de terre. Cette dernière est constituée de tours plus puissantes, dont la plus remarquable est la tour de la Vade. A la même époque, le château comtal est lui-même doté d'une fortification supplémentaire, autonome, avec un fossé et une barbacane qui le protègent de la ville intérieure.

Construites vers 1280, les tours jumelles de la porte Narbonnaise s'élèvent à plus de 30 m de hauteur et marquent, à l'est, l'entrée principale de la cité médiévale. Une garnison en occupe les quatre étages. Les niveaux inférieurs disposent d'une citerne et d'un saloir. Le premier étage est équipé d'une cheminée et d'un four à pain. Le deuxième niveau réunit les deux tours en une vaste salle ouverte sur la ville par cinq grandes baies gothiques. Afin de faciliter les manœuvres défensives dans les lices (l'espace entre les deux enceintes), d'importants travaux de terrassement ont aplani le terrain à forte pente et ont permis de consolider la muraille antique fragilisée à sa base. Grâce à cette double rangée de murailles, Carcassonne se mue en une imprenable citadelle. Elle est réputée invincible et d'ailleurs, elle ne sera plus jamais prise.

L'importance stratégique de la place forte, qui lui vaut d'être surnommée « la clé du Languedoc », est évidente, d'autant que celle-ci, du fait de sa situation à un carrefour de routes, était, dès le XII^e siècle, un centre commercial et une ville exportant au loin les tissus de laine de son industrie textile. Celle-ci se développe avec succès. Bientôt, les étoffes de Carcassonne, réputées pour leur finesse, deviennent presque plus connues que la forteresse elle-même. La ville basse et ses tisserands se développent, quand la ville haute se vide de ses habitants : elle n'est plus peuplée que d'une garnison de militaires attendant un combat qui n'aura jamais lieu.

Son intérêt militaire s'étant évaporé au XV^e siècle avec l'apparition de l'artillerie, puis au XVII^e siècle avec l'annexion du Roussillon en 1659, la ville haute – comme son château comtal – fut abandonnée à son sort et elle se mua peu à peu en une coquille vide, puis en une ruine. L'ensemble était fort dégradé et la population appauvrie quand le Carcassonnais Jean-Pierre Cros-Mayrevieille (1810-1876), fort ému de la situation, alerta les autorités locales et nationales. Son action déboucha sur la décision de Napoléon III de financer la restauration par l'architecte Eugène Viollet-le-Duc. La sauvant d'une ruine certaine, ce dernier



entreprit de reconstituer la cité telle qu'il l'imaginait avoir été au XIII^e siècle, en fonction des connaissances de son temps.

Ce fut le plus long chantier auquel il se consacra, de 1844 à sa mort en 1879. « *Je ne sache pas qu'il existe nulle part en Europe un ensemble aussi complet et aussi formidable de défenses des V^e, XII^e et XIII^e siècles, un sujet d'étude aussi intéressant et une situation plus pittoresque* », écrivait l'architecte en 1858. Son projet ne fut achevé que longtemps après sa disparition, en 1913.

Pendant des décennies, les efforts de l'architecte se concentrent surtout sur les parties hautes des remparts et des tours effondrées. Il redonne aux murailles les dentelles de leurs créneaux et coiffe les tours de toitures coniques, redonnant à la ville médiévale sa silhouette d'antan. Il cherche surtout à unifier l'ensemble architectural du site autour du style gothique du XIII^e siècle : d'où le choix étonnant de ces étranges toitures d'ardoise noire au pays de la tuile romane ! Les traces des Gallo-Romains, Wisigoths, ou Carolingiens, qui avaient successivement pris leur part à la construction de l'édifice, s'estompent derrière le passage de Viollet-le-Duc en vertu de son principe : restaurer l'édifice en en rétablissant l'unité, fût-ce au prix de l'invention d'un état idéal qui n'a jamais existé.

En 1898, une première reconstitution historique est donnée avec un feu d'artifice



LA CITADELLE IMPRENABLE

Ci-contre : au carrefour de plusieurs routes commerciales, Carcassonne a été surnommée, dès le Moyen Age, « la clé du Languedoc ». Page de gauche : le chantier de restauration. En bas : *Cité de Carcassonne et ses fortifications (côté ouest)*, dessin de Viollet-le-Duc, 1853 (Charenton-le-Pont, Médiathèque du patrimoine et de la photographie).

où les enceintes sont embrasées. Elle remporte un succès phénoménal, au point que depuis plus d'un siècle, tous les 14 juillet, de nombreuses familles viennent y assister. Après ces deux mille ans d'existence, Carcassonne demeure l'un des plus précieux écrins de notre histoire et témoigne de mille ans d'architecture militaire. Depuis 1997, la cité figure sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, attirant 2 millions de visiteurs par an.

Au cours de la dernière décennie, pour répondre à cette affluence, des travaux ont régulièrement été menés. Un itinéraire nouveau a été imaginé pour le visiteur qui peut désormais parcourir 1,3 km de rempart historique et traverser 35 tours en deux heures. De plus, depuis septembre dernier, après plus de deux ans de travaux entrepris sur 300 m de remparts et neuf tours, le visiteur peut effectuer le tour complet de l'emblématique cité

(soit 2,6 km). Depuis le haut du rempart intérieur, il profite de nouveaux panoramas sur le château comtal, le système défensif, le dédale de ruelles, l'ancienne cathédrale Saint-Nazaire, le grand théâtre de la cité et le quartier de l'Inquisition. « *Faites le tour, ça vaut le détour !* » peut-on lire sur les affiches. Le parcours offre aussi des vues spectaculaires sur les paysages viticoles du Cabardès, du Minervois et les forêts de la montagne Noire, les garrigues et les vignes des Corbières jusqu'aux montagnes des Pyrénées. C'est la plus importante campagne de restauration du monument depuis celle de Viollet-le-Duc ! « *Le chantier comprenait la restauration de neuf tours, 7 500 m² de façades, des parements des remparts, des parapets crénelés des courtines, des dalles de grès des chemins de ronde et des planchers dans les tours* », précise Amancio Requena, administrateur adjoint du château et des

remparts de la cité. Le travail accompli demandait un savoir-faire très précis et très méticuleux. « *Notre restauration a été taxée par certains "d'anti-Viollet-le-Duc", dans le sens où nous avons tout fait pour que les parties restaurées soient invisibles* », poursuit-il. A tel point que les milliers de nouvelles pierres ont été parfois recouvertes de lichen ou vieillies volontairement dans un souci d'harmonie chromatique. Au contraire du génial architecte, les restaurateurs actuels ont également tenu à laisser réapparaître les traces des différentes époques sur les remparts.

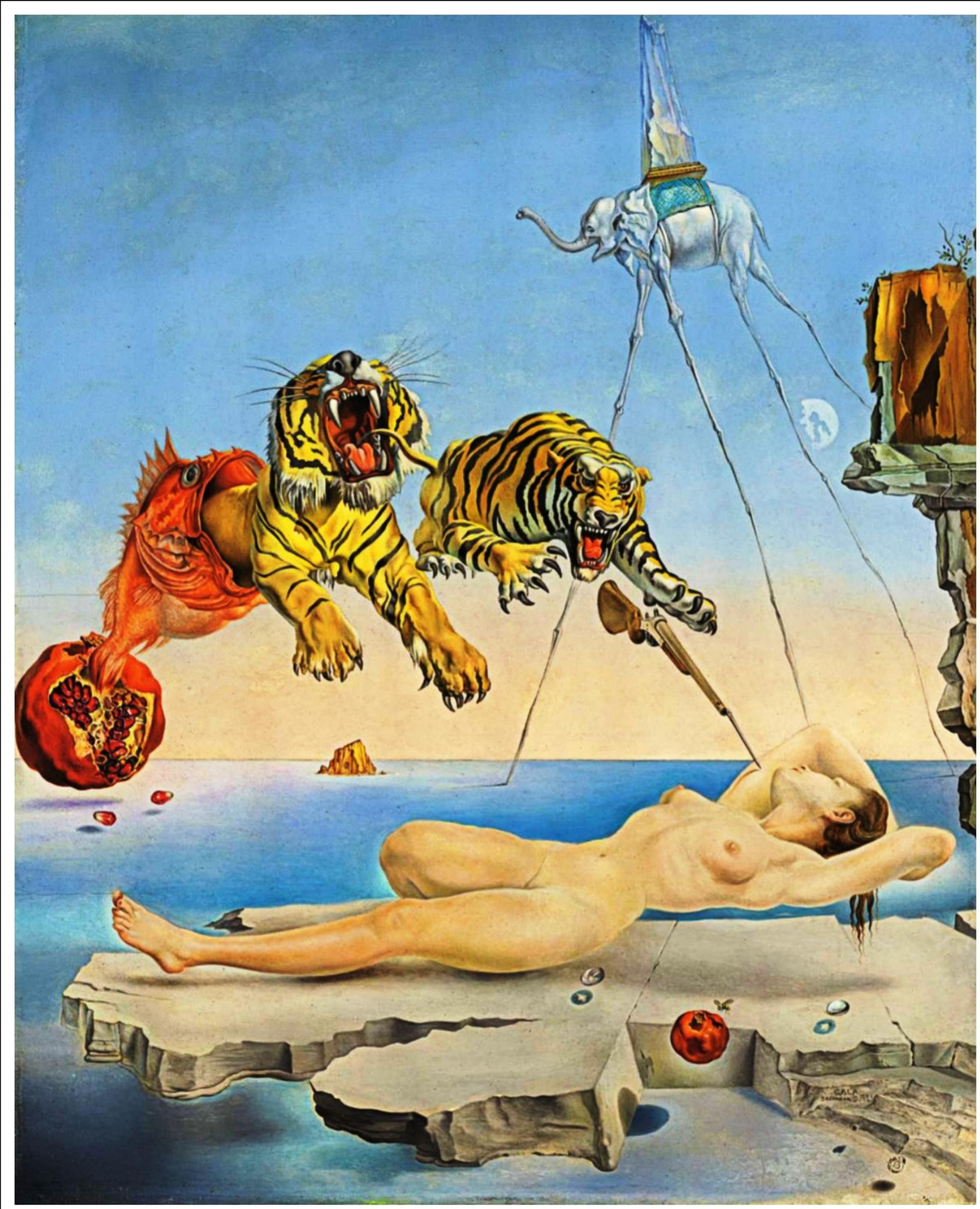
Le budget de ce chantier s'élève à 5,6 millions d'euros dont 4,5 millions viennent du plan de relance du gouvernement et le reste du Centre des monuments nationaux (CMN) qui gère une partie de la cité (château, fortifications et tours).

« *Quand sous les feux du soleil mourant apparaît tout à coup ce décor de féerie, l'imagination du voyageur évoque la vision subite d'une ville fantastique, et cependant cette ville est bien réelle : c'est la cité de Carcassonne* », écrit F. Bousquet (1904). En effet, site d'exception, Carcassonne « *fait paysage* », comme on dit dans la région, car on peut l'admirer à 30 ou 40 km à la ronde. La forteresse semble aujourd'hui tout droit sortie d'un conte de fées. Avec ses remparts, ses ponts-levis, ses créneaux et ses tours rondes, ses rues étroites et tortueuses, ses petites maisons avec des treillis, « *tout donne l'illusion d'être arrivé dans une ville dont seuls Hans Andersen et l'illustre Grimm auraient pu être les architectes ou les dessinateurs* », estimait en 1922 un journaliste anglais du *Daily Mail* émerveillé. On ne saurait mieux dire. ↗

• **À VOIR :** château et remparts de la cité de Carcassonne, 1, rue Viollet-le-Duc, 11000 Carcassonne.

Rens. : www.remparts-carcassonne.fr

• **À LIRE :** *La Cité de Carcassonne*, Editions du Patrimoine/Centre des monuments nationaux, 64 pages, 9 €.



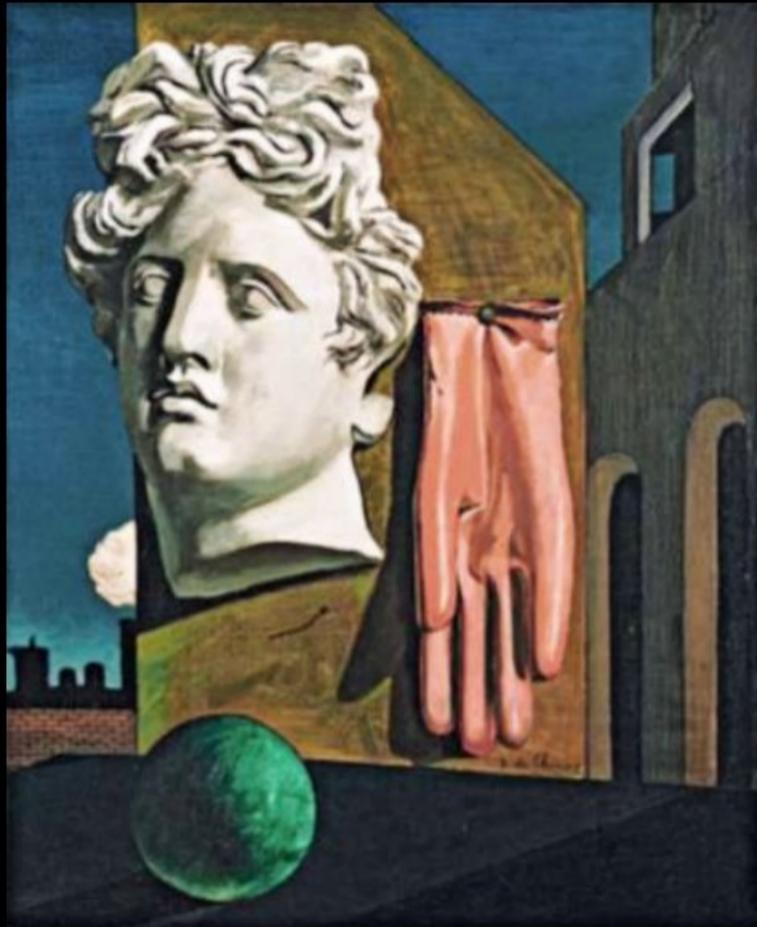
PH © AS PER THE SPECIFICATIONS OF THE HEIRS OF THE COPYRIGHT OWNER OR THE MANAGING SOCIETY. PROVENANCE: MUSEO NACIONAL THYSSEN-BORNEMISZA, MADRID - © SALVADOR DALÍ, FUNDACIÓ GALA-SALVADOR DALÍ/ADAGP, PARIS 2024/SP. PH © DIGITAL IMAGE, THE MUSEUM OF MODERN ART, NEW YORK/SCALA, FLORENCE - © ADAGP, PARIS, 2024/SP. © PHOTOGRAPHY BMA/THE BALTIMORE MUSEUM OF ART/BRIDGEMAN IMAGES - © ADAGP, PARIS, 2024.

Dans la prison de leurs chimères

Le Centre Pompidou célèbre le centenaire du *Manifeste du surréalisme*, publié en 1924, avec une exposition pléthorique, qui montre le début du grand basculement artistique.

Leurs œuvres vous déroutent, vous dérangent, agacent votre raison qui aimerait non seulement entrevoir, supposer, mais comprendre ? Vous y êtes ! Bienvenue dans l'étrange périple du corps, de l'esprit et de l'âme qu'a pensé pour vous le surréalisme !

Tout avait commencé en littérature, dans le contexte de la Grande Guerre. André Breton est alors étudiant en médecine et se pique de poésie. C'est aussi le cas de Louis Aragon, qu'il rencontre en 1917 dans une librairie du quartier de l'Odéon. Tous deux sont affectés au Val-de-Grâce, et se trouvent confrontés aux ravages psychiatriques de la guerre. Quand ils ne sont pas au chevet des soldats blessés, ils passent leurs nuits de garde à lire Lautréamont, poète mort en 1870, emportant avec lui le mystère de sa vie et de son visage, mais laissant une œuvre dont l'étrangeté les captive. « *Il est beau comme la rétractibilité des serres des oiseaux rapaces (...); et surtout, comme la rencontre fortuite sur une table de dissection d'une machine à coudre et d'un parapluie !* » écrit le comte énigmatique, dans *Les Chants de Maldoror*. En 1917 toujours, Breton va voir au théâtre la pièce de Guillaume Apollinaire, *Les* ↘



SOMMEIL PARADOXAL

Page de gauche : *Rêve causé par le vol d'une abeille autour d'une pomme-grenade, une seconde avant l'éveil*, par Salvador Dalí, 1944 (Madrid, Museo Nacional Thyssen-Bornemisza). Ci-dessus : *Dans la tour du sommeil*, par André Masson, 1938 (Baltimore, Museum of Art).

En haut : *Le Chant d'amour*, par Giorgio De Chirico, 1914 (New York, Museum of Modern Art).



INTIMITÉS ÉLECTIVES
Ci-contre : *Les Valeurs personnelles*, par René Magritte, 1952 (San Francisco, Museum of Modern Art).

En bas : *Birthday*, par Dorothea Tanning, 1942 (Philadelphie, Museum of Art). Page de droite : *Chambre 202, Hôtel du Pavot*, par Dorothea Tanning, 1970 (Paris, Centre Pompidou).

PH © SAN FRANCISCO MUSEUM OF MODERN ART/PHOTOGRAPH KATHERINE DU TIEL - © ADAGP, PARIS 2024/SP. PH © THE PHILADELPHIA MUSEUM OF ART, DIST. RMN-GRAND PALAIS/IMAGE PHILADELPHIA MUSEUM OF ART - © ADAGP, PARIS, 2024/SP. PH - © CENTRE POMPIDOU, MNAM-CCI, DIST. GRANDPALAISRMN/GEORGES MEGUERDITCHIAN. © ADAGP, PARIS 2024.



Mamelles de Tirésias, dont l'humour absurde le séduit. L'année suivante, il accueille avec enthousiasme le *Manifeste Dada* 1918, où un groupe de jeunes gens en rébellion contre l'ordre établi, parmi lesquels Tristan Tzara, Francis Picabia, Marcel Duchamp et Man Ray, veut instaurer la destruction et la dérision de toutes choses, à commencer par celle de l'ordre social, pour répondre à cette guerre absurde à laquelle a conduit la société conservatrice. Les dadaïstes proclament la rupture de l'art avec toute forme de pensée logique. Un demi-siècle plus tôt, un jeune surdoué au regard fiévreux leur avait ouvert la voie, Arthur Rimbaud, qui déclarait, en 1871 : « Je veux être poète, et je travaille à me rendre voyant (...). Il s'agit d'arriver à l'inconnu par le dérèglement de tous les sens. Les souffrances sont énormes, mais il faut être fort. »

Rejoints par Philippe Soupault et bientôt Paul Eluard, Breton et Aragon fondent la revue *Littérature*. Marqués au fer rouge par la guerre, revenus de tout

et notamment du sens de la vie qu'ils ont vue piétinée, déchiquetée, défigurée, ils appliquent le programme de Rimbaud, travailler au dérèglement de tous les sens pour créer et « changer la vie », auquel ils adjoignent le mot d'ordre de Karl Marx, « transformer le monde », dont ils voient l'application concrète dans la révolution russe, emblème de celle à laquelle ils aspirent. Le dadaïsme nihiliste appelait à la révolte, eux veulent la révolution. En 1922, la rupture est consommée.

Apollinaire avait le premier prononcé le mot de « *surréel* ». En 1924, Breton lance le *Manifeste du surréalisme*, dans lequel il donne cette définition du « *surréalisme* » : « Automatisme psychique pur par lequel on se propose d'exprimer, soit verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière, le fonctionnement réel de la pensée. Dictée de la pensée, en l'absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique ou morale. » A ceux qui seraient tentés de



croire à une plaisanterie, un jeu potache, Antonin Artaud précise : « *Le surréalisme n'est pas une forme poétique. Il est un cri de l'esprit qui retourne vers lui-même et est bien décidé à broyer désespérément ses entraves.* »

Ebranlée dans ses certitudes par la grande broyeuse de la guerre, les découvertes de Freud sur l'inconscient, celles de Bergson sur la relativité du temps, la physique quantique qui fait prendre conscience à l'homme de la disproportion de sa raison à l'égard du réel, l'époque doute. Les Années folles porteront bien leur nom, et le surréalisme n'y est pas pour rien. Plus qu'un courant artistique mû par l'inventivité, il est un ferment subversif, dont l'objectif n'est pas caché : « *Nous n'avons rien à voir avec la littérature. (...) Nous sommes bien décidés à faire une révolution* », clame Artaud. Tandis qu'Aragon a des élans apocalyptiques lorsqu'il prophétise, devant un parterre d'étudiants, en 1925 : « *Nous aurons raison de tout. Et d'abord nous ruinerons cette*

civilisation qui vous est chère (...). Monde occidental, tu es condamné à mort. (...) Nous pactiserons avec tous vos ennemis, nous avons déjà signé avec ce démon, le Rêve, le parchemin scellé de notre sang et de celui des pavots. (...) Nous réveillerons partout les germes de la confusion et du malaise. Nous sommes les agitateurs de l'esprit. » Ce que Breton confirme dans son *Second Manifeste du surréalisme* : « *L'acte surréaliste le plus simple consiste, revolvers aux poings, à descendre dans la rue et à tirer au hasard, tant qu'on peut, dans la foule.* »

Le communisme semble à Breton « *le plus merveilleux agent de substitution d'un monde à un autre* » : en 1927, il oblige les membres du groupe surréaliste à adhérer au PCF et bannit ceux qui s'y refusent. Mais il ne tarde pas à subir lui-même la contrainte du Parti : revenu du deuxième congrès de l'Union internationale des écrivains révolutionnaires à Kharkov, Aragon s'engage à soumettre sa créativité révolutionnaire aux

directives du Parti et appelle, dans *Le Surréalisme au service de la révolution*, à « *la reconnaissance, dans le domaine de la pratique, de l'action de la III^e Internationale comme la seule action révolutionnaire* ». Breton et le reste du groupe se rebellent. En 1933, ils sont exclus du parti communiste. Seul Aragon y restera, jusqu'à sa mort.

Le *Manifeste du surréalisme* a beau se proclamer « *au-delà de toute considération esthétique* », Breton s'intéresse à la peinture, d'autant plus qu'il est rejoint par une multitude de jeunes peintres. Dès novembre 1925, la galerie Pierre a ouvert une exposition intitulée « *La Peinture surréaliste* », avant même la publication du *Surréalisme et la peinture* (1928), où Breton théorise un surréalisme qui, tout comme en littérature, fait sauter toutes les digues en peinture, en sculpture, au cinéma. C'est ce geyser artistique protéiforme et incontrôlable que célèbre l'exposition labyrinthique de Beaubourg. Nous voici donc guidés par ces curieux médiums. Victor Brauner





PH © VINCENT EVERARTS PHOTOGRAPHIE- © ADAGP, PARIS, 2024/SP. PH © COLLECTION RAW (REDISCOVERING ART BY WOMEN)-DROITS RÉSERVÉS/SP. © ISASEVILLA- © ADAGP, PARIS 2024.

fixe le visiteur d'un œil triste, l'autre étant énucléé, plein de sang, curieuse prémonition de ce qui arrivera au peintre quelques années plus tard, au cours d'une rixe entre surréalistes, tandis que Max Ernst fait surgir une *Armée céleste* où l'on distingue des formes d'oiseaux, sur une feuille de papier dessinée à la craie, puis frottée sur les lattes d'un vieux parquet. C'est le moment où les gens s'extasient. Où les explications purement formelles des guides sont pléthoriques sur la façon dont Masson invente l'automatisme où la main court, traduction graphique de l'écriture automatique... Puis l'on s'aventure sur la « Trajectoire du rêve » et l'on grimpe avec Masson *Dans la tour du sommeil* (1938), version criarde et brouillonne d'une scène infernale de

Jérôme Bosch, où un curieux engin aux seins de femme, garni de dents métalliques, enserre le buste d'un homme, déchiquette muscles et tendons, découpe son cuir chevelu, qui s'ouvre comme une grenade dont tombent quelques graines. À côté de lui, dans le style hyperréaliste et fantasmagorique qu'il affectionne, Dalí représente le *Rêve causé par le vol d'une abeille autour d'une pomme-grenade, une seconde avant l'éveil* (1944), où dans un paysage lunaire est étendue une dormeuse nue, dans une sérénité que troubleront, une seconde plus tard, le rugissement des tigres bondissant sur elle et la douleur de la baïonnette plantée dans sa chair. C'est dans la troisième salle que l'on perd pied vraiment, que tout lien logique avec le

réel est banni et capture le spectateur pour lui intimiter l'ordre d'adhérer à cet art, et d'applaudir au *Nuage articulé* de Wolfgang Paalen (1937), parapluie en éponge suspendu en l'air, et au collage et dessin de Man Ray *Beau comme la rencontre fortuite d'une machine à coudre et d'un parapluie sur une table de dissection*, hommage à Lautréamont. Entre ici, esprit borné par ta raison, laisse-toi disséquer toi aussi, libère-toi des « barreaux de la logique » ! Puisque Magritte te dit qu'il a été ému aux larmes en voyant le tableau de Chirico, *Le Chant d'amour* (1914), qui épingle sur un même mur une tête d'Apollon et un gant de vaiselle : « *J'ai vu la pensée pour la première fois !* » Près de quarante ans plus tard, il peindra un tableau non moins

énigmatique, *Les Valeurs personnelles* (1952), où entre les murs d'une chambre, faits de ciel et de nuages, se tiennent, posés sur le petit lit et l'armoire miniature, de gigantesques objets personnels, peigne, blaireau, savon, verre et allumette. Ces « valeurs » matérielles sont-elles tout ce qui reste, une fois qu'on a congédié le sens et que l'on revendique pour l'œuvre plastique un modèle « *purement intérieur* » ? « *L'œuvre plastique, pour répondre à la nécessité de révision absolue des valeurs réelles sur laquelle aujourd'hui tous les esprits s'accordent, se référera donc à un modèle purement intérieur, ou ne sera pas.* » Tel est l'un des piliers du dogme du pape Breton, prompt à anathémiser ceux qui, comme Artaud, Leiris, Giacometti, Masson, Dali et quelques autres s'écartent de son orthodoxie.

Ce « *modèle purement intérieur* » apparaît dans la section « Chimères » du labyrinthe, où cet animal totémique du surréalisme nous fait entrer dans le royaume de l'hybride et du bizarre. Ainsi Dorothea Tanning célèbre-t-elle son *Birthday* (1942) avec un autoportrait qui signe sa « conversion » au surréalisme : debout, demi-nue, elle ouvre une porte sur une enfilade de portes ouvertes à l'infini, en nous fixant d'un regard à la fois absent et glaçant, tandis que l'arrière

de sa chemise se métamorphose en une multitude de corps de femmes aux pieds crochus, telles des branches mortes. Dorothea Tanning nous fait ensuite passer de l'autre côté du miroir avec Alice, autre héroïne du panthéon surréaliste. Le pays des merveilles, en 1943, est inquiétant, et le tableau *Eine Kleine Nachtmusik* angoissant à souhait : deux fillettes se tiennent dans un couloir d'hôtel, l'une de dos, les cheveux dressés sur la tête et la robe en lambeaux, l'autre demi-nue, la robe déchirée, le visage figé comme un masque, cheveux en bataille. A leurs pieds, un gigantesque tournesol effeuillé par terre. Trente ans plus tard, en 1970, la même artiste reconstitue la *Chambre 202, Hôtel du Pavot*, une œuvre en trois dimensions en bois, laine, tissus et papier peint, où adviennent sous nos yeux les métamorphoses les plus fantasmagoriques : une femme enceinte nue fend le mur de la chambre avec son ventre énorme ; du fauteuil crapaud surgit une forme étrange, telle une queue de

dragon ; par la cheminée débarquent des monstres infernaux aux pattes crochues. Aux chimères succèdent les « Monstres politiques », tel le visuel de l'affiche de l'exposition du Centre Pompidou, ce dragon multicolore de Max Ernst, *L'Ange du foyer* (1937), aussi grotesque que repoussant, par lequel l'artiste représente sa crainte de ce qui va s'abattre sur le monde.

Nous voici prêts à avancer au plus profond du labyrinthe, dans le royaume des « Mères », non pas au sens maternel bourgeois et conventionnel de celle qui nous a donné la vie, non, il s'agit du « *mythe poétique le plus profond du surréalisme* », nous explique-t-on, qu'André Breton résume ainsi : « *Des mères, c'est-à-dire des matrices et des moules (...) où toute chose peut être instantanément métamorphosée en toute autre.* »

La multicolore *Parturition* (1939) de Stanley William Hayter, qui figure un accouchement monstrueux de corps multicolores et emmêlés, possible allusion à la guerre civile espagnole dans laquelle s'engagea le peintre, illustre aussi le principe de vie, l'enchaînement des formes. Où chercher le secret de cette vie ? Au fond d'une épaisse forêt, « *une forêt parsemée d'indices* », préconise Breton dans *L'Amour fou*. Il suit en cela Baudelaire et ses *Correspondances* : « *La nature est un temple où de vivants piliers / Laissent parfois sortir* »



CHORÉGRAPHIES ENDIABLÉES

Page de gauche : *L'Ange du foyer (Le Triomphe du surréalisme)*, par Max Ernst, 1937 (collection particulière). Ci-contre : *Composition surréaliste*, par Suzanne Van Damme, 1943 (collection Rediscovering Art by Women). En haut : *Parturition*, par Stanley William Hayter, 1939 (collection particulière).

de confuses paroles », et Carl Jung, qui y voit une métaphore de l'inconscient. Chez Max Ernst, la forêt devient une palissade menaçante dressée vers le ciel qu'elle obstrue et qu'elle empêche de voir. L'horizon est bouché et le monde est hostile... Il faut aller plus loin et plus profond, trouver la pierre philosophale, pratiquer l'alchimie et l'occultisme pour se régénérer, et s'abandonner sans réserve au dieu de l'amour et de la passion sexuelle. Le surréalisme propose une perception érotisée du monde et défend une « politique de l'Eros ». Un Eros festif et libertin, prenant le dessus sur tout le reste, chavirant les corps et les cœurs, faisant de la transgression un idéal, et du marquis de Sade, un prophète. En décembre 1959, la galerie Daniel Cordier avait accueilli le public de son exposition par une porte en forme de vagin, au son de soupirs orgasmiques et lui avait offert un « repas décadent » et une femme nue au milieu des œuvres, avec un écriteau « Prière de toucher ». On avait libéré Eros, le public était enchanté. Soixante-cinq ans plus tard, la section de l'exposition du centenaire s'intitule « Les larmes d'Eros ». A côté d'objets fétichistes, de scènes sadomasochistes d'Oscar Dominguez et de Mayo où l'on ne sait qui gagne, de la douleur ou du

plaisir, Magritte présente *Les Jours gigantesques* (1928), où deux personnes, fusionnées en une, figurent le désir dévorant, l'engloutissement de l'autre, l'angoisse avant le viol...

Un siècle après, que reste-t-il, de ce grand chamboule-tout de la raison et de l'art ? Conscient de l'impasse à laquelle le menait sa quête de « *nouvelles fleurs, de nouveaux astres, de nouvelles chairs, de nouvelles langues* », Rimbaud avait renoncé, dans *Une saison en enfer*, à ces vertiges. « *J'ai cru acquérir des pouvoirs surnaturels. (...) Moi ! moi qui me suis dit mage ou ange, dispensé de toute morale, je suis rendu au sol, avec un devoir à chercher, et la réalité rugueuse à êtreindre.* » Pour Breton, il ne fut jamais question de se rendre à la réalité rugueuse. Au contraire, il prit le soin de définir la responsabilité des peintres comme celle « *d'empêcher (...) la survie du signe à la chose signifiée* ». Lourde responsabilité, disait-il. « *L'éternité est pourtant à ce prix.* » Il ne fut pas nécessaire d'attendre l'éternité pour voir dans les délires désincarnés de l'art contemporain, ayant définitivement séparé l'œuvre d'art d'une signification accessible et d'un langage compréhensible, le résultat de ses principes.

Le beau a été remplacé par l'étrange, l'émerveillement par la provocation, les



CONSTELLATIONS CORPORELLES

Ci-dessus : *Museum*, par Edith Rimmington, 1951 (The Murray Family Collection). En bas : *La Forêt*, par Max Ernst, 1927 (musée de Grenoble). Page de droite : *Les Jours gigantesques*, par René Magritte, 1928 (collection particulière).

chefs-d'œuvre de jadis par des calembours plastiques et des œuvres qui parlent rarement autrement que par le verbiage conceptuel dont on les accompagne. Enfants gâtés et talentueux d'un art dont ils possédaient les ressources brillantes pour exprimer leur révolte, les surréalistes firent en réalité rimer comme jamais création et destruction et jetèrent un sort à l'art, l'enfermant pour cent ans et plus dans la prison de leurs chimères. En 1799, Goya avait déjà tout dit dans le titre d'un de ses caprices à l'eau-forte : *Le Sommeil de la raison engendre des monstres.*

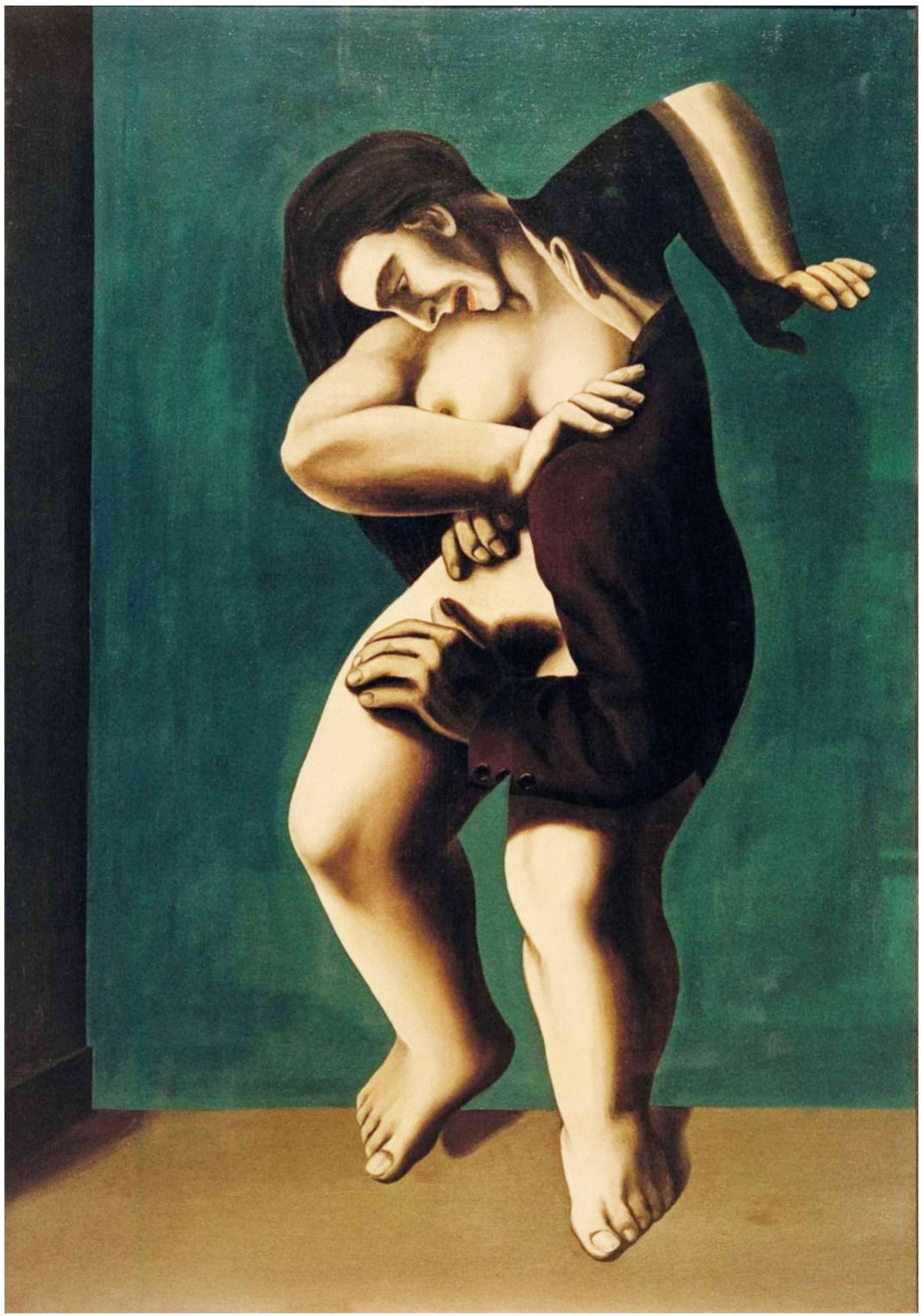
« *Surréalisme* », jusqu'au 13 janvier 2025. Centre Pompidou, 75004 Paris. Tous les jours, sauf le mardi, de 11 h à 21 h. Nocturne les jeudis jusqu'à 23 h. Tarifs : 17 €/14 €. Rens. : centrepompidou.fr



À LIRE



Catalogue de l'exposition Centre Pompidou 344 pages 49,90 €





TRÉSORS VIVANTS

Par Sophie Humann



La France en scène

Lancé à Clermont-Ferrand, *Raconte-moi la France*, le grand spectacle historique itinérant réalisé par Bruno Seillier tournera pendant cinq ans dans les grandes villes de France. Il réenchante deux mille ans d'épopée française.



LES FEUX DE LA RAMPE Bruno Seillier (*page de gauche, en bas*) a construit un spectacle historique itinérant de grande ampleur. Sur un fond d'images, projetées sur un décor géant, défilent deux mille ans d'histoire. Les costumes et les accessoires des acteurs, dont ceux des légions romaines (*page de gauche, en haut*), où de Napoléon (*ci-dessus*) et de ses grognards, sont particulièrement soignés et vraisemblables sur le plan historique.

PHOTOS: © AURELIE TROTTIER. © OLIVIER CORET/LE FIGARO MAGAZINE

Avec ses 6 600 places assises, c'est le troisième plus grand Zénith de France, posé comme un volcan supplémentaire au cœur du Parc des Expositions de la Grande Halle d'Auvergne, à un quart d'heure du centre-ville de Clermont-Ferrand et au carrefour de trois autoroutes. Au loin, les vrais volcans, par ce matin couvert d'octobre, se laissent à peine deviner. Le gigantesque parking est presque vide. Il faut longer un grillage un moment avant de trouver signe de vie. Trois magnifiques chevaux crème, qui semblent sortis d'un film de cape et d'épée, sont en train de brouter tranquillement les trottoirs enherbés du Zénith.

Ce n'est pas un rêve : ils font partie de la troupe de *Raconte-moi la France*, le plus grand spectacle itinérant sur l'histoire de France jamais réalisé. Une centaine de comédiens, danseuses, cavaliers et cascadeurs, douze chevaux, deux voitures, un side-car, un canon, 3 000 costumes et accessoires, 500 m² de projection vidéo et d'effets de lumières. Et si, dehors, les chevaux sont au calme, à l'intérieur, c'est une véritable

ruche. Avant la première représentation de cette fresque, qui doit tourner dans toute la France pendant cinq ans, a lieu un filage complet des costumes, une étape cruciale pour sa réussite.

Derrière les échafaudages qui permettent d'accéder, dans les coulisses, aux niches percées dans un décor monumental de 14 m de haut et à sa rotonde en saillie, sont rangés des dizaines de portants au nom des comédiens. Sur chacun, une quinzaine de costumes sont alignés, par ordre chronologique. Les acteurs vont devoir se changer dans un ballet millimétré, au gré des 57 scènes racontant deux mille ans d'histoire. Quelques-uns s'exercent à monter et à descendre les échafaudages rapidement, en tenue d'évêque médiéval ou en costume de grognard. Ils croisent un menhir, le baptistère de Clovis, le trône de Charlemagne, le bûcher

où sera brûlée Jeanne... Deux cascadeurs, en armure et cotte de mailles, s'essaient au combat d'épée avec les heaumes qu'ils viennent de recevoir.

A l'endroit du décor, sur scène, des soldats romains, leurs boucliers ramassés au-dessus de leurs têtes, avancent en formation de tortue. D'autres, lance en main, vérifient leur positionnement avec l'un des deux chorégraphes. Les comédiens défilent tour à tour. Ici, les costumières aident les femmes à ajuster leurs tenues et leurs voiles de patricienne, là, elles trient une foule d'objets hétéroclites : bonnets médiévaux, couronnes dorées, ceintures, armes, chapeaux hauts de forme, plumets... Jaugés, essayés, observés, échangés, adaptés non seulement à l'époque du costume, mais aussi au physique et au caractère de chacun, les accessoires sont choisis avec le plus



grand soin pour renforcer la véracité des personnages.

Tout à coup, la voix d'André Dussollier s'élève : « *C'est l'histoire d'une demeure, transmise de génération en génération. Chacun y avait apporté sa pierre, de façon plus ou moins heureuse, mais l'harmonie générale avait été conservée...* » Derrière la troupe, le décor s'embrase de langues de feu, puis s'apaise sur un décor de cathédrale. Dans la salle, derrière les puissantes tables de mixage, les vidéos finissent d'être calées, elles aussi, avec une précision de métronome. Au pupitre, concentré, Bruno Seillier, le chef d'orchestre inspiré de cette œuvre hors norme, créateur de 70 spectacles, dont *La Nuit aux Invalides*, *Les Luminessences d'Avignon*, *Dame de Cœur à Notre-Dame*, ou *La Conquête de l'air* au Grand Palais.

Il a commencé à travailler à *Raconte-moi la France* il y a un peu plus de trois ans, à la suite de la réflexion d'un professeur qui s'attristait du faible niveau de connaissance des Français en histoire. Au départ, Bruno Seillier imagine un spectacle estival tournant dans les arènes du sud de la France, puis le projet prend de l'ampleur et se destine également aux grandes salles de l'Hexagone. « *C'est le fruit de trente années d'expérience professionnelle, souligne-t-il. Il y a dix ans, je n'aurais pas été encore mûr pour le monter. Le défi est triple. Déjà, il faut raconter deux mille ans d'histoire de France en deux heures, ce qui est très difficile. Monter un spectacle itinérant est également très compliqué ; à chaque fois, il faut*



s'adapter à une nouvelle ville, une nouvelle salle, un nouveau public. Enfin, mélanger un spectacle vivant avec des dispositifs de très haute technologie qui nécessitent des montages, des démontages, des encodages... ajoute encore de la complexité. »

A la fois metteur en scène, scénariste et réalisateur, Bruno Seillier sait mener un dialogue intérieur constructif qui lui permet de bâtir une vision très précise du spectacle. C'est ainsi qu'il a imaginé cette structure fixe, conçue comme une façade figurant notre maison commune, sur laquelle il projette des images de notre histoire. Une rotonde, masquée par des rideaux de tulle, sert tour à tour d'arcade ou d'abside, et permet d'imaginer un théâtre d'ombres à la manière des Grecs anciens. Des fenêtres aménagées dans le décor offrent encore d'autres plateaux de jeu pour permettre à la narration historique de se déployer dans toutes ses dimensions.

Il a confié la relecture du scénario à plusieurs historiens : Martin Aurell, Thierry Lentz, Jean-Christian Petitfils, Claude Quétel. La composition de la musique originale est signée par Thierry Malet, le final par Vianney. L'illustrateur Didier Graffet est sollicité pour créer des images originales qui seront projetées sur le décor. La chorégraphe Karine Orts-Briançon et l'ingénieur du son Frédéric Bourgeais, deux habitués du Puy du Fou, seront de la partie. « *J'ai cherché l'équilibre entre le fil chronologique et une mise*

PHOTOS: ©AURELIE TROTTIER.



en scène qui respecte l'alternance entre l'action, l'émotion, la respiration et la poésie, précise Bruno Seillier. Plus on avance dans le temps, plus les scènes se font amples. J'ai donné la place aux civilisations mères : Rome et la Grèce, aux moines, aux paysans architectes du paysage, aux femmes, aux mineurs... J'ai tenu à redonner un coup de projecteur positif sur certaines périodes du Moyen Age. La moitié des lieux visités par les Français sont médiévaux ! » L'épopée napoléonienne et celle des poilus ont leur place, bien entendu. Quant au XIX^e siècle, difficile à synthétiser, il bénéficie d'un grand décor de théâtre de marionnettes, d'où les personnages entrent et sortent, au gré des changements de régime.

Environ 400 personnes ont collaboré au spectacle, et tous les prestataires – y compris les fabricants de produits dérivés – ont été choisis en France : cavaliers de Pégase Prod, compagnie du Loir-et-Cher, combattants cascadeurs de la compagnie vendéenne Arte Temporis, étendards, caparaçons et



D'OMBRE ET DE LUMIÈRE Une rotonde, masquée par des rideaux de tulle (*en haut, à droite*) permet de créer un théâtre d'ombres. Des dispositifs numériques de très haute technologie renforcent la magie des scènes (*ci-contre*) ou leur dramaturgie, comme dans l'évocation de la Grande Guerre (*en haut, à gauche*). Quatre cents personnes ont collaboré à cette fresque.



bannières conçus par l'entreprise nantaise Tand'M... « *La beauté du spectacle est primordiale*, précise Myriam Beaujault, la régisseuse artistique. *Nous avons travaillé avec des gens qui savent soigner les détails. Une des principales difficultés ? Concevoir des costumes et des accessoires historiques véridiques, mais qui puissent s'adapter à l'art des spectacles, être vus, s'enfiler rapidement...* »

Si les tenues des poilus, les robes de French cancan couvertes de broderies anglaises et celles des années 1960 sont d'authentiques vêtements, 400 costumes ont été créés exprès pour le spectacle, en s'appuyant sur une riche documentation iconographique : ceux d'Hugues Capet, de Catherine de Médicis, de sainte Geneviève, ou les redingotes noires des chefs d'Etat du XIX^e siècle. Armedia, l'entreprise jurassienne de la chef costumière Mireille Crotti, a fourni une partie des costumes. Les Ateliers du Chat Botté, au Puy-en-Velay, ont conçu les extraordinaires tenues des vingt grenadiers de la garde de Napoléon, de deux artilleurs, deux cuirassiers, huit fusiliers, et celui de l'Empereur : un sobre costume de colonel de grenadiers à pied. Il a fallu trouver 6 000 boutons ! Heureusement, une fermeture éclair cachée à l'arrière des guêtres permet

de les retirer rapidement. Une grande partie des autres costumes proviennent d'une petite commune de Vendée, Saint-Paul-du-Bois, où une association d'éducation populaire conserve le plus grand patrimoine de costumes de France.

Un véritable canon de l'époque napoléonienne sert de décor à l'épopée impériale. Quant aux véhicules du spectacle, ils proviennent de la maison Ballot. Disparue après la crise de 1929, cette marque automobile iconique de la Belle Epoque a été relancée par un passionné de véhicules anciens, François de Gaillard, qui adapte des modèles pour les spectacles et les films historiques : matériaux simplifiés, moteur électrique... Pour *Raconte-moi la France*, il a créé un modèle de side-car et un véhicule dignes des *Brigades du Tigre*, et révisé une Citroën Traction, indispensable héroïne du tableau consacré à la Seconde Guerre mondiale.

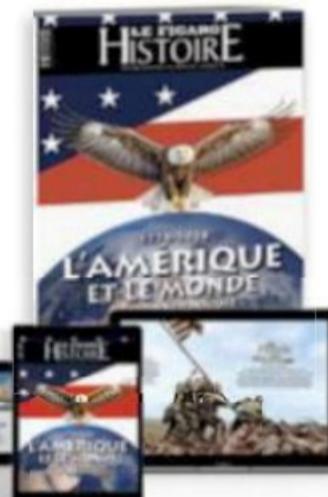
Quarante allers-retours en semi-remorques ont été nécessaires pour acheminer les échafaudages, les décors, les costumes, les box mobiles des chevaux, le matériel d'intendance pour nourrir 200 personnes pendant trois semaines... Finalement, c'est assez peu pour réussir cette prouesse de faire vivre, sur scène, deux mille ans d'histoire de France !

Rens. : racontemoilafrance.fr

LE FIGARO HISTOIRE

1 AN
D'ABONNEMENT
6 NUMÉROS

45€
au lieu de 59,40€



OU

2 ANS
D'ABONNEMENT
12 NUMÉROS
80€
au lieu de 118,80€

+ 10€ DE RÉDUCTION

ABONNEZ-VOUS

PAR TÉLÉPHONE

01 70 37 31 70
avec le code RAP24012

PAR INTERNET
lefigaro.fr/abo-histoire

ou scannez
ce code



PAR COURRIER

en adressant votre règlement de 45€
ou 80€ à l'ordre du Figaro à :
Le Figaro Histoire Abonnement,
45 avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/01/2025. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Afin d'exercer les droits relatifs à vos données personnelles dans les limites prévues par la loi, vous pouvez vous adresser à Le Figaro, DPO, 101 rue de l'Abbé-Grout, 75015 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées postales soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection commerciale postale, cochez cette case Photos non contractuelles. Vous disposez du droit de saisir la CNIL de toute réclamation concernant le traitement des données vous concernant. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur <https://mentions-legales.lefigaro.fr/e-figaro/politique-de-confidentialite-figaro> et <https://boutique.lefigaro.fr/conditions-generales-de-vente>.



© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

Désagrégation française

C'est un étrange talent que celui de Jérôme Fourquet. Voilà des années qu'il décrit les métamorphoses françaises et, avec elles, la disparition du pays de notre enfance. Adieu les bouilleurs de cru, bonjour les dealers de coke. Fini la blanquette de veau, l'heure est aux tacos. Oublié la variété qui, en un refrain, faisait l'unité de tout un peuple, « *y'a pas moyen Djadja* », quand la Garde républicaine se dandine avec Aya Nakamura. Effacé les jeunes filles au prénom de Marie et, avec elles, l'ombre de la croix qui donnait à notre société son cadre et sa matrice. Tout change, nous dit Jérôme Fourquet, les corps que l'on tatoue, les populations que l'on accueille, les danses que l'on pratique, la nourriture que l'on engouffre, la mort même que l'on disperse en cendres. Tout cela devrait légitimement déprimer un esprit gentiment conservateur, et pourtant, le politologue donne à son lecteur un plaisir profond et de plus en plus rare, celui de la recherche de la vérité. Vérité dans les grandes lignes mais, ce qui est beaucoup moins fréquent, vérité dans les détails. La maîtrise d'ouvrage de l'artisan adapté aux études politiques.

Chez Jérôme Fourquet, rien qui ne soit vérifié, quantifié : pas de déclamation, de conclusion à l'emporte-pièce. C'est modeste, c'est sérieux, c'est habile aussi et parfois malicieux. Son dernier ouvrage, qui ramasse en une édition pédagogique, ingénieusement illustrée de graphiques et d'images, le grand relevé de nos transformations, nous dévoile un peu plus encore ce qui se passe sous nos yeux. Le grand silence des villes moyennes du centre de la France. Beaucoup moins de bistrots, beaucoup plus de fast-foods. Les vignes que l'on arrache, les pousses de cannabis que l'on plante.

Les églises qui se vident, les centres commerciaux que les familles remplissent le dimanche. Le bruit de fond de la violence qui augmente chaque jour un peu plus, et les victimes adolescentes qui s'accumulent à Crépol, à Poitiers ou à Marseille. Tout ce que nous montre Jérôme Fourquet, c'est un processus conjugué de fragmentation et de liquéfaction. Sous l'effet de la désindustrialisation, de l'immigration, de la déculturation, les paysages, les décors, les mœurs et même les êtres n'ont plus de point d'unité. On croit lire un ouvrage de sociologie, mais ce qu'on a entre les mains, c'est un instrument pratique de philosophie politique. Le monde occidental, qui a éteint les étoiles du ciel, banni les idéologies, remplacé la métaphysique par le développement personnel, s'interdit toute destinée collective.

© EMMANUELLE MARCHADOUR.

Même l'équipe de France de football n'est plus capable de ressusciter momentanément l'unité populaire.

Cet ouvrage, c'est aussi le miroir d'une génération politique et de ses choix : la consommation plutôt que la production, l'immigration plutôt que la politique familiale, la dilapidation plutôt que la transmission. De ses renoncements aussi, sur l'école, la culture, l'autorité, l'effort, le mérite. Les formes de la France d'hier disparaissent une à une mais finalement rien ne les remplace puisque la particularité de la France d'après, c'est qu'elle n'a pas de formes. Pas de racines non plus. Elle est « *hydroponique* », nous dit Jérôme Fourquet, c'est-à-dire qu'elle pousse sur un substrat neutre et inerte. C'est pour cela que le politologue ne voit pas se profiler un choc entre civilisations, mais plutôt une uniformisation des usages, une dégradation de l'art de vivre qui exacerberont les tensions identitaires. Un pays vieux de mille cinq cents ans qui se partagerait entre chambre d'hôte insta-grammable et zone commerciale *low cost* et multiculturelle. Les travaux de Jérôme Fourquet, apparemment statistiques et horizontaux, peuvent nous mener à la pensée verticale de Simone Weil, à son patriotisme de compassion : « *Combien loin est allée la désagrégation intérieure chez les Français* », écrivait la philosophe avant de dénoncer « *la destruction de la vie locale* », « *le déracinement ouvrier* », « *le déracinement paysan* ». Elle nous laisse aussi une devise qui répond à la lecture de Jérôme Fourquet : « *La France d'aujourd'hui n'a d'autre réalité que le souvenir et l'espérance*. »



À LA LOUPE Ci-contre : analyste politique et expert en géographie électorale, directeur du département

Opinion à l'Ifop, Jérôme Fourquet dissèque, depuis trois décennies, avec sérieux, modestie et parfois malice, les profondes mutations politiques, sociales et religieuses de la France.

À LIRE



Métamorphoses françaises
Jérôme Fourquet
Le Seuil
208 pages
29,90 €

L'exercice du pouvoir

Sous la direction
de Jean-Christian Petitfils

Les grands ministres
qui ont fait la France

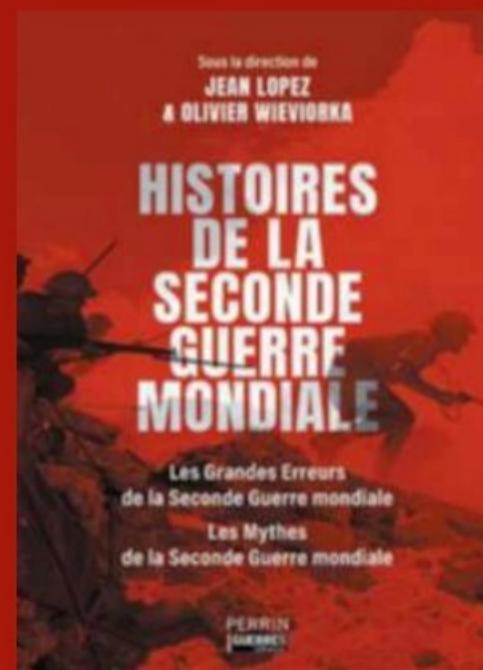
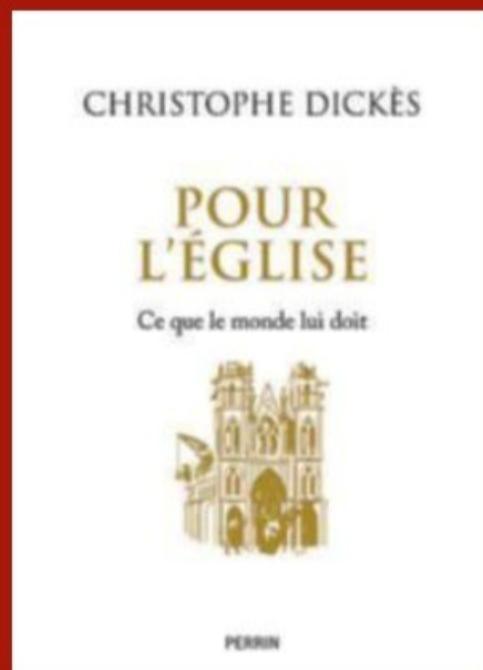
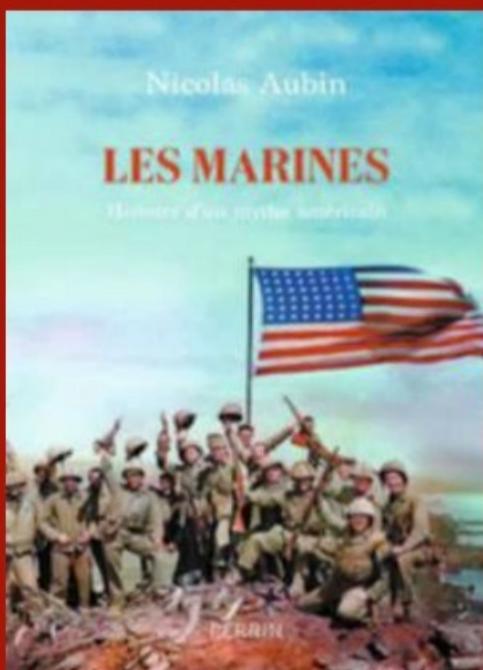
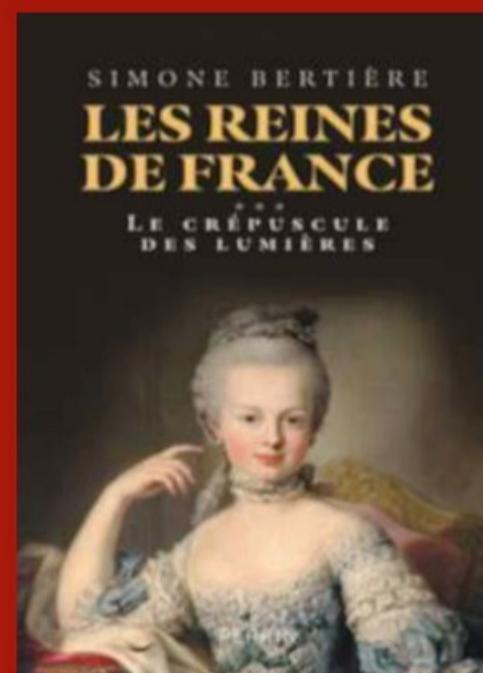
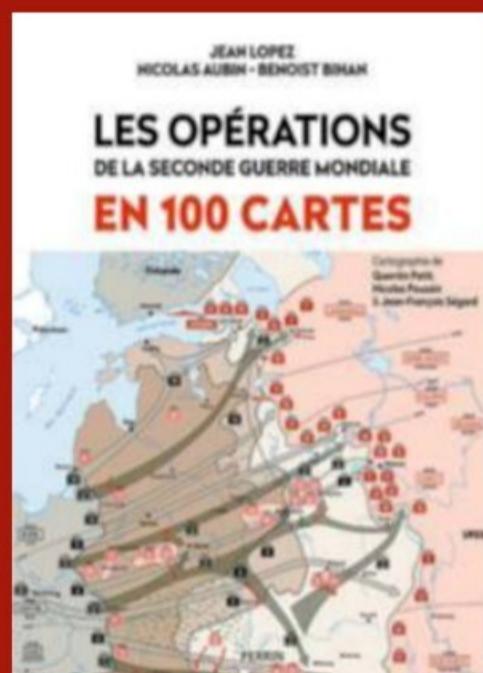
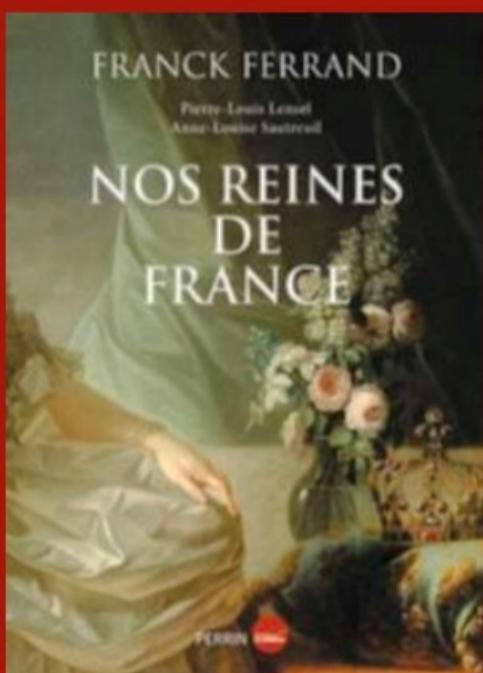
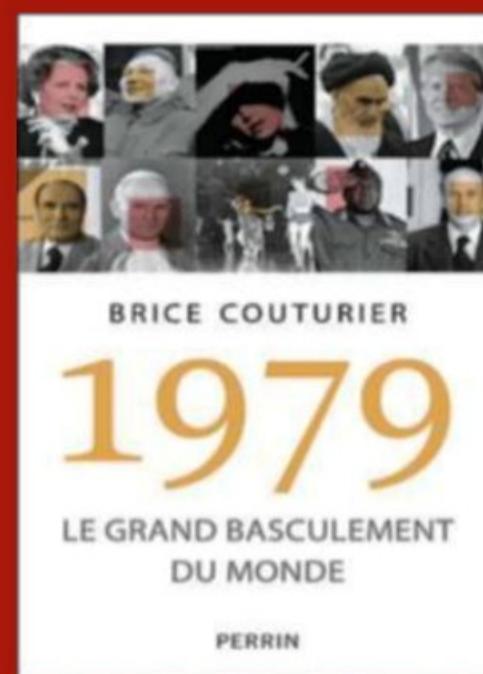
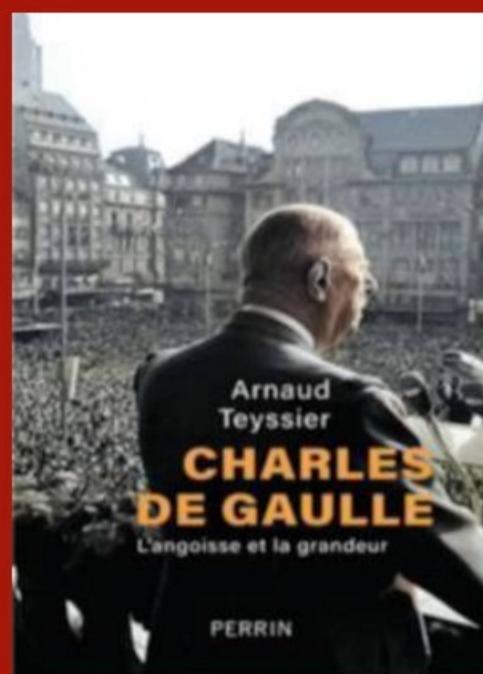


PERRIN HISTOIRE

22 portraits biographiques et politiques
sous la direction du « roi des biographes »

PERRIN HISTOIRE

PERRIN



LE MEILLEUR
DE L'HISTOIRE